

par la CDU de Steffen Heitmann



## ENSEIGNANTS

## Agréés et certifiés

52 % des professeurs agrégés de lycée (contre 28 % chez les certifiés) estiment qu'ils lisent beaucoup (le Monde du 16 décembre). L'explication est simple : un agrégé a quinze heures de service hebdomadaire, un certifié dix-huit. Soit une classe de plus en général, mais deux ou trois dans les disciplines à horaire plus réduit. Avec les préparations, corrections de copies, conseils de classe, orientation des élèves et réceptions de parents, cela fait du bas mot cinq ou six heures hebdomadaires de travail réel en supplément, sans compter le surcroît de fatigue nerveuse correspondant. Comment s'étonner que les certifiés lisent presque deux fois moins que les agrégés ? Pourtant, leurs exigences culturelles (dans les disciplines littéraires notamment), leur besoin d'information et de formation permanente sont les mêmes que ceux des agrégés, leurs responsabilités pédagogiques ne sont pas plus légères, ni leurs classes moins peuplées ni plus faciles à gérer.

Or cette situation aberrante n'est au fond qu'une simple question de gros sous : un certifié a un service plus long pour un salaire moindre, situation qui arrange beaucoup les finances du ministère. Dans ces conditions, les certifiés devront attendre longtemps encore d'être en retraite (comme moi-même) pour pouvoir - enfin - assouvir leur légitime besoin de lecture...

JACQUES EYVARD  
professeur de lettres honoraire  
Toulouse

## ALGÉRIE

## Une dette trop lourde

L'Algérie est au bord du gouffre pour deux raisons. L'une évidente : l'engrenage terrorisme-répression ; l'autre moins connue : le piège dans lequel ce pays est entré en matière de sa totale dépendance de l'extérieur dans le domaine alimentaire.

Prenez l'hypothèse optimiste d'un accord politique aboutissant à la création d'un large gouvernement d'union. Quelle serait sa marge de manœuvre pour amorcer une nouvelle politique ? Nulle, si la dette n'est pas rééchelonnée. En effet, le service de la dette absorbe la plus grande part des recettes d'exportation des hydrocarbures, le reste est consacré à régler les importations de produits alimentaires. L'Algérie importe 80 % des aliments qu'elle consomme, c'est un record mondial (Sahon excepté). Un rééchelonnement rendrait disponible des ressources pour importer des pièces de rechange, investir dans le logement, l'agriculture vivrière, redonner un peu de souffle à la machine économique.

Or pour garantir ce rééchelonnement, le FMI exige que le dinar soit dévalué de 50 %. Une telle dévaluation renchérirait *ipso facto* la plupart des produits alimentaires. Quel cadeau à la démagogie intégriste !

La France et l'Europe ne peuvent contempler ce piège d'un œil froid et ne rien faire. Le gouvernement algérien cherche à y échapper par un rapatriement de la dette et par la négociation de monnaies bilatérales ou multilatérales. Le 29 octobre, le Parlement européen a voté une résolution demandant d'effacer la dette

publique de l'Algérie envers la CEE (près de 6 milliards de dollars). Existe-t-il des raisons de ne pas aider ce pays comme la communauté internationale en eût aidé tant d'autres fortement endettés ?

Certes les fautes de gestion algériennes sont lourdes : investissements industriels coûteux dans des unités tournant à 30 % de leur capacité, absence de politique agricole, détournement de milliards de dollars par la nomenclature. Mais faut-il oublier que si l'Algérie a hérité de champs pétroliers et gaziers en état d'exploitation, elle est sortie exsangue de la guerre et privée de la quasi-totalité de ses cadres ?

Ne laissons pas l'histoire nous rattraper, car, en Algérie, la page est tournée. J'en viens. La majorité de la population est née après 1962. Elle n'a que deux soucis : le travail et le logement. Quant aux cadres des entreprises et de l'administration, ils sont opposés à un enfermement qu'ils se sentent mortel et se tournent vers la France et l'Europe.

La seule chose que nous ne pouvons pas faire, c'est régler le problème politique à la place des Algériens. Mais nos gouvernements ne pourraient-ils annoncer que, si une solution s'aggrave, tout sera fait pour alléger le fardeau de la dette sans affaiblir la population ou renchérir les produits alimentaires ?

Faisons-le en bon voisins ou faisons-le par intérêt, puisque l'Algérie achète beaucoup à la France et à l'Europe. Le chaos installé sur la rive sud de la Méditerranée nuirait pour longtemps le dialogue entre l'islam et l'Europe et créerait une nouvelle zone d'instabilité dans un monde qui n'en a guère besoin.

RENÉ LENOIR  
ancien ministre

## TRAIT LIBRE



## NOËL

## La folie de l'espérance

Des chrétiens portent parfois un regard condescendant sur la banalisation de la fête de Noël. Ses symboles ont été dévoyés en spots scintillants de consommation, ses hymnes à l'enfant gâté dans le rumeur des magasins et des rues encombrées de gens pressés... Mais les chrétiens eux-mêmes n'ont-ils pas les premiers contribué à dégrader progressivement Noël de la nouvelle qui l'habite ?

N'avons-nous pas contribué à laisser Noël s'enliser dans le mimisme de la tradition, dans les cultes de l'enfance, du merveilleux, du coup de cœur d'une générosité mesquine, etc. parce qu'en réalité, le grand, la vraie nouveauté, celle de la venue de Jésus de Nazareth nous rejoint dans des plus secrets de notre vie que nous voudrions nous dissimuler. Et qu'avons-nous fait de l'autre dimension de la vie, de la grande nouveauté que chante le Magnificat : «... il jette les puissants à bas de leurs trônes, il élève les humbles. Les affamés, il les comble de biens et les riches il les renvoie les mains vides... » Qu'avons-nous fait de cette nouveauté qui appelle à de si dangereuses révisions de l'ordre des choses ?

Alors-nous enfin, dans nos Églises, nous laissons converger par elle ? Reconnaissons-nous les détournements que nous avons produits du sens de la puissance ou de la gloire et de la grâce de Dieu ? Par ces détournements, nous avons légitimé nos silences

devant les engrenages impitoyables du nouvel ordre mondial. Devant l'élargissement du fossé entre forts et faibles, riches et pauvres, dans notre pays comme entre pays du Nord et du Sud, nous sommes restés silencieux. Devant des massacres récents de populations, en Europe et en Afrique, nous sommes restés passifs.

Nous avons abusé du sens des mots service, serviteur, et parfois cherché à faire de notre service un ordre de pouvoir. Nous ne savons pas consoler et accompagner réellement les victimes dans notre société, mais nous laissons se développer une justice qui pousse à la méfiance à l'égard de l'étranger, à l'exclusion, à l'enfermement à vie, etc.

Nous qui avons entendu la bonne nouvelle, allons-nous continuer à nous plaindre de la perte des valeurs morales ou de la « permissivité » ou bien contribuerons-nous à donner à la société le goût d'une autre manière de vivre libre, en réapprenant d'abord nous-mêmes à aimer comme le Christ a aimé ce monde de l'amour de Dieu ? Nous laisserons-nous convertir à la folie de l'espérance et de la compassion de Dieu ? La bonne nouvelle de Noël nous convertira-t-elle, nous, chrétiens ?

PASTEUR JACQUES STEWART  
président de la Fédération protestante de France

## ÉQUIPEMENTS

## Déclarez, et on vous subventionnera

La France n'est pas une société bloquée, certes non : jusqu'à ce matin, lorsqu'une association protestante d'éducation populaire comme la mienne avait des difficultés d'argent, elle craignait par-dessus tout de voir les services d'hygiène et de sécurité rendre visite à ses locaux : extincteurs non conformes, échelle de secours d'un modèle révoqué, matériaux ignifugés selon des normes abandonnées ou, au contraire, prématurément déclassées par normes européennes, hauteur de plafond, dimensions des fenêtres, point phare...

Mais aujourd'hui tout est changé : vos escaliers sont trop étroits, vos plafonds s'effondrent, vous avez les saute-vent dans le même évier que les légumes... déclarez-le, on vous subventionnera ! Hier cause d'annulation administrative et d'exposition au pilori, le non-respect des normes de sécurité vous donne droit aujourd'hui à une brousse d'argent public. C'est du moins ce qui arrive aux établissements d'enseignement privé, alors comment imaginer que le même bonheur ne va pas attendre les institutions qui respectent la laïcité de l'État tout en accueillant fort peu d'argent des familles ? Il faudrait pour me contredire me montrer qu'il existe en France deux poids et deux mesures, ce qu'à Dieu ne plaise !...

JEAN-PIERRE MOLINA  
pasteur à la Mission populaire

## MÉDECINE

## Appel

Notre fille âgée de vingt-sept ans souffre depuis maintenant trois ans d'une maladie très rare appelée « syndrome myélodysplasique à éosinophilie » (ou « hyperéosinophilie »), maladie s'étant déclarée quelques mois après un séjour en Inde (avec ou sans rapport ? nous l'ignorons).

Nous aimerions entrer en contact avec toute personne connaissant cette maladie afin d'échanger nos expériences.

M. et M<sup>me</sup> MICHEL BOUHALIER  
Les Chênes 50220 Ducey  
Tél. : 33-48-50-22

## DROGUE

## L'héroïne au Pérou

Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt le dossier que vous avez consacré à la drogue en Amérique latine dans votre édition du jeudi 25 novembre et nous vous remercions des deux références qui y sont faites à l'Observatoire géopolitique des drogues. C'est précisément parce que nous sommes cités que nous nous permettons de fournir quelques précisions concernant l'article de votre correspondant à Lima.

Il est écrit que les paysans ont produit « plus de 4 tonnes de coca brute et 3 tonnes de coca raffinée ». Il y a là une erreur d'échelle manifeste. Car il est dit plus haut que le Haut Huasteca produit 225 000 tonnes de feuilles de coca. Or, il faut environ 250 kg de feuilles pour produire 1 kg de

pasta raffinée, ce qui fait environ 900 tonnes de pasta raffinée. Compte tenu des pertes et sèches, il faut probablement lire : les paysans ont produit « plus de 400 tonnes de pasta brute et 300 tonnes de pasta raffinée ».

On lit plus loin : « Un hectare de pavot produit 10 kg d'héroïne par récolte ». Or il faut 10 kg d'opium pour un kilo d'héroïne. Les rendements prévus devraient se situer entre 3 kg à 7 kg, ce qui signifierait de 0,3 à 0,7 kg d'héroïne à l'hectare... si tant est que les Péruviens soient parvenus à maîtriser la fabrication de cette drogue, ce dont nous doutons. Le prix de 2 000 dollars au kilo est, en tout état de cause, trop faible s'il s'agit du prix de l'héroïne payé au laboratoire de transformation ; s'il s'agit d'opium, il correspond - selon nos informations - au prix qu'ont fait miroiter aux paysans du Huasteca les repré-

## UN LIVRE

## Immigrés d'outre-Manche

L'INDIVIDU ET LES MINORITÉS  
de Didier Lapeyronnie.  
Presses universitaires de France,  
coll. « Sociologie d'aujourd'hui »,  
361 p., 158 F.

Jusqu'à une date récente, l'immigration ne semblait intéresser ni les chercheurs ni les éditeurs. C'était un sujet de débat politique, limité d'ailleurs aux périodes électorales. Depuis trois ou quatre ans, on ne compte plus les ouvrages, petits ou grands, sur ce thème complexe, chargé de dynamisme.

Le livre de Didier Lapeyronnie n'est pas de ceux qui s'écrit à la va-vite et se lisent dans le métro. Sa densité est à la mesure du travail qu'il a demandé : une enquête de plusieurs années, finie par plusieurs organismes publics et conduite dans dix-huit villes de France et de Grande-Bretagne, avec le concours de nombreux chercheurs.

Il est devenu habituel d'opposer deux modèles d'intégration : le modèle français, fondé sur l'assimilation des individus, et le modèle britannique, reposant sur la coexistence de com-

munités culturelles. Ici, on parle d'immigrés : là-bas, de minorités ethniques.

La Grande-Bretagne, comme la France, a accueilli de nombreux ressortissants de ses anciennes colonies. Mais elle leur a accordé une organisation communautaire, avec des droits particuliers et un large exercice de la citoyenneté politique. Beaucoup d'élus locaux ou nationaux sont d'origine indienne, pakistanaise ou ent-

Pourtant, si elles sont parties de situations différentes, la France et la Grande-Bretagne se retrouvent aujourd'hui à peu près au même point. Des deux côtés de la Manche, les frontières se sont refermées - officiellement tout au moins. Ce n'est plus une immigration de travail, mais une immigration de peuplement, éducatrice, comptant beaucoup de femmes et d'enfants. Une immigration frappée de plein fouet par la crise industrielle, et qui affirme beaucoup plus que par le passé son identité religieuse.

En France comme en Grande-Bretagne, l'auteur constate un décalage croissant entre ce qui se dit et ce qui se vit. Les

sentants du Pérou des cartels colombiens pour les inciter à planter du pavot.

Même interrogation en ce qui concerne les « 2 à 3 récoltes par an ». Dans aucun pays du monde traditionnellement producteur on n'est parvenu jusqu'ici à obtenir plus d'une récolte annuelle.

Nous ne savons quelle est la base du calcul permettant d'affirmer que si on légalisait la feuille de coca, son exportation rapporterait 1 milliard de dollars au Pérou. Ce chiffre astronomique impliquerait en particulier un engagement universel pour le « feuille sacrée des Incas » et ses sous-produits qui est loin d'être assuré. Dans cette hypothèse, les pays asiatiques producteurs de thé se ramasseraient à cette culture et produiraient vraisemblablement à un coût inférieur à celui du Pérou ou de la Bolivie.

ALAIN LABROUSSE  
directeur de l'Observatoire  
géopolitique des drogues

## ACTION SOCIALE

## Le travail de l'ombre

La France s'est replongée dans son psychodrame annuel : l'impact d'admettre que sur son territoire des êtres humains puissent mourir de froid faute de domicile fixe.

L'abbé Pierre sort de sa retraite, Jacques Séguéla distribue des sacs de couchage pour les sans-abri, les officiels rendent visite à Emmaüs ou à l'Armée du salut, les journalistes, caméras ou bloc-notes en bandoulière, se précipitent sur les centres d'accueil d'urgence au point parfois d'être plus nombreux que les accueillis.

On accorde, par ailleurs, l'idée que la lutte contre l'exclusion est exclusivement l'affaire des associations caritatives.

Est-il impossible de faire spectacle avec le travail de l'ombre, celui des professionnels du social qui aident chaque jour, avec leur compétence, leur capacité d'écoute et de conseil, leur connaissance de la législation et des dispositifs légaux existants, des personnes en grande difficulté, parfois à la rue, qui vont ainsi retrouver une dignité (des soins, un logement, peut-être une activité d'insertion) ?

Est-il impossible, pour une société moderne, d'admettre que si la réponse à l'exclusion n'est qu'une affaire de générosité, elle sera par définition éphémère, subsidiaire ?

Est-ce que l'image d'une action sociale « administrative » (car organisée par l'administration) n'aurait aucune chance de passer l'écran, car incapable d'enthousiasmer les cœurs ?

Si l'on veut répondre aux défis d'un tissu social qui se délite, il faudra bien reconnaître, encourager et développer les réponses publiques : le professionnalisme et éventuellement le fonctionnarisme ne leur interdisent pas d'être humaines et de s'associer aux initiatives privées, bénévoles.

YVES FAUCOUP  
assistant social,  
chef d'une circonscription  
d'action sociale

Atlas universel  
LA RÉFÉRENCE

Le Monde

ATLAS  
UNIVERSEL

NOUVELLE ÉDITION

ENTièrement remis à jour.

FORMAT GÉANT  
30,5 cm x 45,5 cm  
Volume relié  
528 pages dont  
220 pages de cartes  
en 3 couleurs  
48 pages de cartes  
thématiques  
Échelles de 1/70.000  
et 1/270.000.000  
Index de plus de  
210.000 mots.

L'Atlas universel, fruit de l'association du MONDE et de SÉLECTION DU READER'S DIGEST, est l'ouvrage de référence. Complet, précis, prestigieux et unique en son genre, il offre une vision irremplaçable du monde contemporain. D'une extrême richesse planimétrique et d'une codification claire et dense, c'est à la fois un inventaire méticuleux des lieux, un point historique et un outil indispensable. Luxueux ouvrage culturel, l'Atlas universel est le plus actuel, le plus utile et le moins conformiste des cadeaux.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Sélection  
Le Monde

LE MONDE A PLEINE PAGE

AGENCE EYVARD - 30.39.33.33

هكذا من الأهل



INTERNATIONAL

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

## Les négociations de Bruxelles s'interrompent sur un constat d'échec

Les pourparlers de Bruxelles sur la Bosnie-Herzégovine se sont achevés, jeudi 23 décembre, sans résultat, a indiqué le médiateur européen David Owen, qui avait espéré régler la crise avant Noël. Les belligérants se reconstruiront à nouveau à Genève le 15 janvier, date à laquelle expire la trêve covenne mercredi et qui devait entrer en vigueur jeudi à minuit.

Les combats se sont poursuivis toute la journée en Bosnie. A Sarajevo, de violents échanges d'artillerie ont commencé dès l'aube entre Serbes et Musulmans, y faisant dix morts et soixante-deux blessés. Selon Radio-Sarajevo, les forces musulmanes ont notamment tué cinquante miliciens croates, jeudi, lors d'affrontements dans les environs de Vitez, en Bosnie centrale, où les troupes fidèles au gouvernement de Sarajevo ont lancé une offensive d'enver-

gure contre les enclaves croates. La radio a également signalé vingt-deux morts et soixante et un blessés dans les rangs musulmans ces dernières vingt-quatre heures.

A l'issue des discussions de Bruxelles, le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a menacé de retirer toutes ses offres de concessions territoriales si les Musulmans n'acceptaient pas un accord de paix lors de la reprise des pourparlers le 15 janvier. Il a assuré, au cours d'une conférence de presse, que les Musulmans bosniaques ne voulaient pas de la paix et que les Serbes ne pouvaient attendre davantage.

Les Croates de Bosnie ont, pour leur part, accepté que Mostar, dans le sud-ouest de la République, soit provisoirement placée sous administration européenne, pour éviter sa partition entre Croates et Musulmans. Ils ont précisé qu'une commission

internationale se réunirait prochainement pour déterminer l'étendue de la zone placée sous le contrôle des Douze.

Par ailleurs, le président croate Franjo Tudjman a accusé les forces musulmanes d'avoir donné l'ordre à ses combattants de tuer femmes, enfants et vieillards croates. Dans une lettre de protestation envoyée à son homologue bosniaque Alija Izetbegovic, il précise que cet ordre a été diffusé par message radio codé au 3<sup>e</sup> corps de l'armée bosniaque et qu'il a été intercepté par les forces croates dans la vallée de Lasva, en Bosnie centrale.

Apparemment en représailles, les forces croates bosniaques ont empêché, jeudi, le passage de la frontière croate par les convois humanitaires des Nations unies. (Reuters, AFP.)

## La FORPRONU renonce à déployer des « casques bleus » dans deux enclaves musulmanes

LA HAYE

de notre correspondant

La FORPRONU a momentanément renoncé, sous la pression des forces serbes en Bosnie, à protéger les « zones de sécurité » à population musulmane de Zepa et de Srebrenica, dans l'est du pays. Cette mission devait incomber à un bataillon de la brigade aéroportée néerlandaise, dont le commandant a confirmé, au cours d'un entretien radiodiffusé, mercredi 22 décembre, que le départ était reporté sine die.

La décision émane du quartier général de la FORPRONU, et fait suite au refus récent des militaires serbes de laisser une patrouille de reconnaissance de la brigade pénétrer dans les deux zones à protéger. Les 1 100 militaires néerlandais qui devaient s'y déployer à compter du 18 jan-

vier prochain appartiennent à une unité de combat qui aurait été lourdement équipée et dont l'engagement déplaçait au commandant en chef des forces serbes en Bosnie, Ratko Mladic. Bien que le chef de la diplomatie des Pays-Bas, Pieter Koopmans, ait jugé « inacceptable » de voir les Serbes déterminer l'emplacement des forces de l'ONU, le secrétaire d'Etat à la Défense a d'ores et déjà annoncé que le détachement néerlandais recevrait une nouvelle affectation, probablement la protection des transports humanitaires dans le centre de la Bosnie.

Par ailleurs, dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Elsevier*, le médiateur européen lord Owen espère que les Musulmans bosniaques « prendront la décision rationnelle » d'accepter le projet de règlement actuellement

en discussion, estimant qu'« en cas d'échec des pourparlers, les Serbes et les Croates ne se maîtriseront plus ». Il critique vivement le président Bill Clinton, qu'il accuse d'avoir « saboté le plan Vance-Owen » par crainte de devoir fournir à l'ONU un important contingent de « casques bleus » américains, et ensuite d'avoir « berné les Musulmans » en reconvoquant à deux reprises à ses menaces d'intervention militaire contre les Serbes. Tout en précisant que les Européens n'ont « aucune raison d'avoir honte », lord Owen estime cependant que la reconnaissance de la Bosnie par les Douze simultanément « le galop d'essai de l'unité » européenne « était « stupide ».

CHRISTIAN CHARTIER

### CHYPRE

## La Turquie désapprouve la nomination d'un observateur de l'Union européenne aux pourparlers prévus par l'ONU

La Turquie a désapprouvé, mardi 21 décembre, la nomination annoncée la veille d'un observateur de l'Union européenne aux négociations de Nicosie sur le problème chypriote, sous l'égide de l'ONU. Actuellement suspendues, ces négociations pourraient reprendre au début de l'année 1994.

Pendant sa campagne électorale, Glafcos Cliridis, aujourd'hui président de la République de Chypre, avait fait de l'engagement de l'Europe dans la question chypriote l'un de ses objectifs. Son ministre des Affaires étrangères, Alecos Michaelides, s'est donc déclaré « profondément satisfait » de la nomination de l'observateur européen qui siégera aux côtés de son homologue des Etats-Unis le « coordonnateur » américain pour M. Michaelides, il s'agit d'un message et d'un geste de la part de la Communauté européenne, indiquant clairement son intention d'aider et de soutenir activement les efforts déployés par le secrétaire général de l'ONU. Cette satisfaction est d'autant moins feinte que tout ce qui les rapproche des Douze est bon à prendre pour les Chypriotes, bloqués aux portes de l'Europe par la partition de leur île depuis l'invasion turque de 1974.

C'est précisément cette implication européenne qu'a tenté d'éviter la Turquie, pour qui inclure l'Union même à titre d'observateur, dans les négociations, revient à introduire le loup dans la bergerie: le loup, c'est-à-dire la Grèce, objet de toutes les détestations en général – la réciprocité est vraie – et rendue responsable en particulier

de la situation actuelle. « La Turquie ne prendra pas contact avec l'observateur de l'Union européenne », indiquait, mardi, un communiqué du porte-parole du ministère des Affaires étrangères turc, qui soulignait qu'« une organisation, dont la Grèce est membre et qui porte une responsabilité historique dans la naissance du conflit chypriote (1) ne peut pas être impartiale ». La Turquie et la « République turque de Chypre du Nord » (RTCN), autoproclamée, reconnue seulement par Ankara) « ne sont pas membres de l'Union européenne » et « toutes décisions prises par cette organisation n'engagent pas la partie turque », ajoute le texte. Quant au président de la « RTCN », Rauf Denktaş, il a estimé « inadmissible » cette nomination, pour les mêmes raisons qu'Ankara, en ajoutant même: « Si une décision était prise, j'arrêterais le processus de négociations ».

La question est donc maintenant de savoir si ce durcissement est seulement « rhétorique » – comme l'avance un officiel chypriote – ou s'il risque d'ajouter un nouveau blocage à une liste déjà longue, au moment même où, après une suspension de plusieurs mois des négociations, des signes relativement encourageants venaient de la « RTCN ».

Le travail mené par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, pour faire accepter par les deux parties un « paquet d'idées » (2) avait déjà été mis à mal quand le président sortant, Glafcos Cliridis, avait été battu en février dernier, sans doute parce qu'une partie de ses compatriotes le soupçonnaient d'être prêt à faire

trop de concessions en acceptant ce « paquet ». Les discussions avaient cependant repris, deux mois après la date prévue, avec son successeur, M. Cliridis. Mais le 5 juillet, M. Denktaş, soupçonné à son tour par son premier ministre, Derwish Eroglu, d'être prêt à trop de concessions, abandonnait les négociations, suspendues de nouveau dans l'attente d'élections législatives anticipées, pour trancher ce différend interne. Or M. Eroglu vient de perdre ces élections, le 12 décembre: le « signal » attendu est donc plutôt positif.

### Proposition de démilitarisation

Mais une nouvelle initiative n'a pas tardé, du côté chypriote grec. En réponse à un appel lancé par M. Boutros-Ghali, qui pressait les deux parties de reprendre le dialogue, Nicosie a fait savoir lundi que M. Cliridis a proposé au secrétaire général la démilitarisation de l'île et la dissolution des forces armées des deux communautés chypriotes après, naturellement, un retrait des troupes d'Ankara. M. Cliridis propose le renforcement des forces de l'ONU et surtout, pourrait-on dire, leur financement par l'Etat chypriote, avec l'argent économisé par la suppression des forces armées.

La proposition de démilitarisation la plus récente, qui émanait de l'ancien président George Vassiliou, n'avait pas été retenue. L'ONU ayant émis des réserves sur l'engagement à long terme des « casques bleus ». Mais l'aspect financier de la nouvelle proposition chypriote, apparemment plus élaborée que les précédentes, n'est pas négligeable. Le coût de cette force de paix – en

## Un accord de double nationalité a été signé avec le Turkménistan

RUSSIE

Les présidents Eltsine et Niazov, du Turkménistan, ont signé une série d'accords bilatéraux – qu'ils veulent exemplaires pour la Communauté des Etats indépendants (CEI) – à la veille du douzième sommet de la CEI qui s'est ouvert vendredi 24 décembre à Achgabad, capitale du Turkménistan. Le plus important pour la Russie est un accord, sans précédent pour elle, autorisant la double nationalité, russe et turkmène. Fermelement refusée par la majorité des autres Etats de l'ex-empire, cette disposition vise à rassurer les quelque quatre cent mille Russes vivant encore au Turkménistan (près de 10 % de la population) – et avant tout les officiers russes encadrant sous contrat l'armée turkmène – qui tentent, comme ailleurs, de quitter « l'ex-colonie ».

Ce cadeau à Boris Eltsine du président Niazov (qui se richesses gazières rendent relativement indépendant de Moscou) tombe à point nommé: si 37 % des officiers russes du Turkménistan ont voté

pour l'ultra nationaliste Jirinovski, dit-on à Achgabad, lors des élections du 12 décembre, ce chiffre pourrait être bien supérieur pour l'ensemble des militaires russes. L'agence Tass a cité jeudi le chef-adjoint du centre analytique de l'administration présidentielle, Vladimir Smirnov, selon lequel les militaires russes ont voté « dans l'ensemble » pour Jirinovski. Lors de sa conférence de presse mercredi, Boris Eltsine avait parlé d'« un tiers », alors que la presse a cité des chiffres supérieurs à 50 %.

### Réorganisation

M. Eltsine avait ajouté que « des mesures sont en train d'être prises ». Selon la presse russe, il s'agit d'abord d'une réorganisation du « département de l'administration du personnel » (ex-département politique de l'armée), qui serait réduit des deux tiers et confié au général Kobets, un proche de Boris Eltsine. Le quotidien *Kommersant* parle d'un plan de limogeage de

trente hauts responsables du ministère de la Défense... à commencer par le ministre Pavel Gratchev.

Ce dernier signalait cependant jeudi à Achgabad des accords bilatéraux de coopération technico-militaire avec sept ministères de la Défense des Républiques (dont l'Azerbaïdjan, nouveau venu, avec la Géorgie, au sein de la CEI). Ces accords privilégient le rôle de la Russie aux dépens des structures militaires unifiées de la CEI. Le « commandement central des forces unifiées » a ainsi été définitivement enterré jeudi et remplacé par un « état-major de coordination », soumis non plus conseil des chefs d'Etat mais au Conseil des ministres de la Défense. Grand partisan des accords bilatéraux, le président turkmène a ainsi signé jeudi avec Boris Eltsine un document définissant le statut des unités de garde-frontières russes déployées aux frontières du Turkménistan avec l'Iran et l'Afghanistan.

S. Sh.

## Neuf enfants de militaires russes sont les otages d'un commando armé qui veut se rendre en Iran

Neuf enfants de militaires russes basés à Rostov-sur-le-Don et quatre adultes restent otages, vendredi 24 décembre à la mi-journée, d'un commando de quatre hommes armés qui avaient fait irruption jeudi dans une école militaire rattachée aux troupes de défense antiaériennes de cette ville du sud de la Russie. Le commando, après avoir libéré quatre personnes dont trois enfants, avait obtenu d'être emmené en bus à l'aéroport de Rostov, d'où un hélicoptère Mi-8 les a conduits – avec neuf enfants, le chauffeur du bus et une enseignante – à Mineralnye Vody, ville thermale du Caucase du nord, après avoir fait escale jeudi soir à Krasnodar, à 300 kilomètres au sud de Rostov-sur-le-Don. Le commando a indiqué vouloir se rendre en Iran pour y être soigné. « Nous avons le sida, nous n'avons rien à perdre », aurait déclaré l'un d'eux, selon la télévision russe. Les preneurs d'otages,

qui seraient « de nationalité caucasienne », réclameraient aussi une somme de 10 millions de dollars de rançon et auraient exprimé leur intention de faire escale à Grozny, la capitale de la République caucasienne russe de Tchétchénie, dont le président Djohar Doudaev a offert sa coopération aux autorités russes.

Le ministre russe de la Défense, Pavel Gratchev, devait quitter d'urgence la capitale turkmène Achgabad, où il participe au sommet de

la CEI pour suivre l'affaire à Moscou, a-t-on indiqué vendredi au ministère. Un vice-ministre de l'intérieur russe a déclaré qu'il serait « accédé aux demandes des ravisseurs parce que les otages sont des enfants ». Vendredi en fin de matinée, les ravisseurs ont lancé un ultimatum aux autorités, exigeant le versement d'une rançon de 10 millions de dollars avant 13 heures GMT, en menaçant de tuer l'un des enfants. – (AFP)

**POLOGNE:** l'ancien chauffeur de Lech Walesa nommé ministre d'Etat. – Mieczyslaw Wachowski, ancien chauffeur de Lech Walesa et actuel secrétaire d'Etat à l'Office présidentiel, a été promu ministre d'Etat, a annoncé, mercredi 22 décembre, la presse polonoise. M. Wachowski, quarante-trois

ans, devenu depuis trois ans le conseiller le plus proche du président polonais avec le titre de secrétaire d'Etat, est notamment chargé à l'Office présidentiel des questions de la sécurité, de la défense, et des affaires étrangères, domaines dont M. Walesa a la tutelle constitutionnelle. – (AFP)

### ROYAUME-UNI

## Le gouvernement britannique ne se satisfait pas de la traditionnelle trêve de Noël de l'IRA

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a annoncé, jeudi 23 décembre, sa traditionnelle trêve de Noël, pour trois jours à compter de vendredi à minuit. Il ne s'agit donc pas d'une réponse aux exigences du premier ministre britannique, John Major, et de son homologue irlandais, Albert Reynolds, qui demandent à l'IRA un cessez-le-feu effectif de trois mois.

« La population d'Irlande du Nord veut la fin de la violence, pas un cessez-le-feu provisoire », a affirmé un porte-parole de M. Major, tandis que le ministre chargé de l'Irlande du Nord estimait que cette annonce « détourne de la vraie question », celle d'une paix permanente en Irlande du Nord.

### Permission pour les prisonniers

Par ailleurs, plus de la moitié des sept cents prisonniers de l'IRA ont bénéficié, jeudi, de la traditionnelle permission de Noël de sept jours, accordée chaque année.

De son côté, Martio McGuinness, le numéro deux du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, a souligné qu'après la déclaration anglo-irlandaise de la semaine dernière « la situation politique n'avait malheureusement pas évolué de manière que le Sinn Féin puisse user de son influence pour faire cesser les attaques sur les forces de sécurité de la Couronne ».

M. McGuinness a également renouvelé son appel à une amnistie pour les prisonniers de

l'IRA, condition préalable rejetée par Londres et Dublin.

Commentant l'acquiescement, jeudi, de deux soldats britanniques qui avaient été accusés du meurtre d'un membre du Sinn Féin, le secrétaire du Sinn Féin, Tom Hartley, a indiqué au quotidien *The Independent* qu'il y voit « l'illustration de la contradiction de l'attitude de John Major qui refuse l'amnistie aux prisonniers politiques alors que les soldats de So Mojesté en bénéficient toujours ». – (AFP, Reuters.)

**ITALIE:** pas d'audition du numéro deux du PDS au procès Cusani-Montedison. – Le tribunal de Milan a jugé inutile, jeudi 23 décembre, de convoquer comme témoin le numéro deux du Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-PCI) Massimo D'Alema, mis en cause mardi au procès du financier Sergio Cusani dans le cadre du scandale Enimont (tentative ratée d'entreprise conjointe entre le groupe privé Ferruzzi-Montedison et le groupe public Eni). Le PDS a toujours affirmé qu'il n'était pas touché par la corruption qui frappe les autres partis. Par ailleurs, Sergio Cusani a été remis en liberté après six mois d'incarcération, le président du tribunal estimant que sa libération ne constituait pas une entrave à la justice. – (AFP, Reuters.)



## DIPLOMATIE

Les effets de la crise de Hongkong

## Les relations entre Londres et Pékin sont au plus bas

Alors que les relations sino-britanniques sont entrées dans une phase de net refroidissement avec la rupture des pourparlers sur l'avenir de Hongkong, la diffusion d'une émission de la BBC montrant Mao Zedong en obsédée sexuelle encore détérioré le climat (le Monde du 21 décembre).

LONDRES

de notre correspondant

Peut-être la brouille sino-britannique était-elle inévitable compte tenu des priorités différentes des deux pays s'agissant de l'avenir de Hongkong. La stratégie mise en œuvre par Chris Patten, nommé gouverneur du territoire en avril 1992 avec pour mission d'améliorer les relations bilatérales, a, en fait, abouti à l'un des pires scénarios possibles : irriter davantage Pékin, peut-être irrémédiablement – sans parvenir à rassurer la population de la Colonie, notamment ses milieux économiques. M. Patten s'est engagé dans une négociation avec la Chine au nom de la défense de garanties démocratiques pour la population de Hongkong, après que Pékin eura recouvré sa souveraineté sur la Colonie, le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

La rupture des pourparlers bilatéraux le 16 décembre, suite après que M. Patten eut soumis ses propositions de réforme à l'approbation du Legco (conseil législatif), pourrait certes être interprétée comme le « dernier » épisode de relations laissant une large place à la dramatisation : en mars, Pékin avait brandi la menace d'une rupture, pour ensuite revenir à la table des négociations. Cette fois, pourtant, les choses sont plus sérieuses : la Chine n'hésite pas, en représailles, à imposer des sanctions économiques. Cette décision aurait déjà reçu application, des entreprises britanniques ayant perdu des contrats pour la construction du métro de Canton.

Le précédent des sanctions contre la France, coupable d'avoir

vendu des Mirage 2000 à Taïwan, donne du crédit au croup de Pékin : « La Grande-Bretagne doit être consciente des conséquences », vient de souligner l'ambassadeur de Chine à Londres. « Les manigances sur Hongkong auront des effets sur les perspectives commerciales des sociétés britanniques en Chine », a confirmé Li Zili, maire de Canton.

De leur côté, les négociateurs britanniques ont émis à la conclusion que leurs homologues chinois cherchaient à gagner du temps, puisque Pékin n'aurait nulle intention d'accepter une démocratisation de la vie politique hongkongaise au-delà des accords conclus en 1984 : dix-sept séances de négociations s'étaient succédées depuis avril, alors que le calendrier des élections de 1994 et 1995 supposait une mise en place rapide de la réforme. M. Patten a donc décidé de brusquer les choses.

La nature du problème que pose l'avenir de Hongkong – un gouvernement communiste récupérant l'une des économies les plus performantes du monde capitaliste – ne pouvait certes qu'engendrer des tensions. Mais le « style » de M. Patten a aussi joué un rôle. Le gouverneur considère en effet que Londres a le devoir de doter la Colonie de structures démocratiques afin qu'elle résiste ou mieux à l'inévitable bégnéisme politique dont Pékin fera preuve après 1997.

M. Patten s'est donc nettement démarqué de la tradition du Foreign Office de recherche du compromis. Il a reçu en cela le soutien de John Major : un accord n'est pas désirable « à tout prix », a souligné le mois dernier le premier ministre. Homme politique à l'habileté reconnue en Grande-Bretagne, M. Patten a semblé vouloir considérer les pourparlers avec les Chinois comme des négociations « comme les autres », n'hésitant pas, lorsqu'il l'estimait nécessaire, à adopter une attitude de fermeté, registre déconseillé par les sinologues.

Il est probable que le gouverneur va gagner la première manche de la lutte qu'il oppose à Pékin. Le Legco devrait en effet adopter la première partie de la réforme démocratique de M. Patten, qui prévoit notamment l'abaissement de la majorité électorale de vingt et un à dix-huit ans, l'abolition des nominations aux conseils locaux, enfin l'instauration d'un scrutin uninominal pour un tiers des 60 sièges au Conseil législatif.

## Déphasage croissant

Pékin assure que cette réforme est contraire tant à l'accord sino-britannique de 1984 qu'à la Loi fondamentale (Basic Law), la « mini-Constitution » qui régit Hongkong après 1997. Le « coup de force » de M. Patten a inquiété la communauté des affaires du territoire, soucieuse d'éviter tout ce qui est de nature à lui attirer de futurs ennemis avec Pékin.

La frilosité déjà perceptible chez nombre de membres du Legco devrait s'accroître en mars prochain, lorsque la seconde partie de la réforme leur sera soumise. Il s'agit alors d'élargir et de démocratiser le collège électoral des 40 sièges du Conseil dont les titulaires sont actuellement élus indirectement. Pour la Chine, ce second volet est bien plus lourd de conséquences, et il ne fait aucun doute qu'elle emploiera tous les moyens de pression dont elle dispose pour convaincre le Legco qu'il serait hasardeux d'aller plus avant : à quoi bon, en effet, provoquer davantage le colère de Pékin, sachant que la « protection » britannique sera de courte durée ?

Au bout du compte, si la Chine souhaite un jour mettre fin aux libertés dont jouissent les Hongkongais, qui l'en empêchera ? Le meilleur rempart est, a priori, le projet initial de Pékin à ne pas affaiblir une économie qui, pour la richesse par habitant, se place au sixième rang mondial.

Par le passé, M. Patten s'est montré soucieux de conserver le soutien de la population de la Colonie. La position de Londres, irréprochable sur le plan de la logique démocratique, accuse pourtant un déphasage croissant avec les réalités : Hongkong se tourne en effet de façon irrémédiable vers la Chine, les deux économies étant de plus en plus imbriquées l'une dans l'autre. Pékin est maintenant le premier partenaire commercial du territoire, un tiers de la monnaie de Hongkong circule en Chine et les sociétés hongkongaises emploient en Chine près de 3 millions d'ouvriers, dans 25 000 usines. Des liens économiques se nouent donc inéluctablement, sans rapport direct avec l'évolution des relations politiques.

A la base des accords de 1984 figure le principe : « Un pays, deux systèmes ». L'économiste américain Milton Friedman, cité par The Economist, estime pourtant que ce slogan relève de l'imaginaire : « Un pays est un pays », souligne-t-il.

LAURENT ZECCHINI

ÉTATS-UNIS-VIETNAM : nouvel assouplissement de l'embargo. – Washington a assoupli l'embargo sur les investissements des entreprises américaines au Vietnam, a annoncé, jeudi 23 décembre, le Trésor des États-Unis. Ces entreprises pourront désormais participer à des projets de développement proposés ou approuvés par des institutions financières internationales comme la Banque mondiale. Il s'agit d'une « nouvelle et importante étape » dans la normalisation des relations bilatérales, qui donnera aux firmes américaines « accès à de nombreux contrats », a souligné un porte-parole du Trésor. – (AFP)

point les Douze prendront appui sur le Livre blanc de la Commission pour entreprendre, de manière concertée, des actions au service de l'emploi. Vis-à-vis d'une opinion souvent déçue, ils ne pouvaient pas faire moins que d'afficher la volonté d'agir ensemble contre le chômage.

Il reste que, sous forme de procédures, de rendez-vous, ils ont multiplié les présentations pour que les engagements pris au titre du Livre blanc et, en particulier, le programme d'investissements de 20 milliards d'euros par an (réseaux trans-européens, insertion de l'économie communautaire dans la « société de l'information »), soient exécutés. Il reviendra à la présidence grecque de vérifier que les promesses ainsi faites soient effectivement mises en œuvre.

PHILIPPE LEMAITRE

Pour le premier ministre belge

## La même bataille sur deux fronts

BRUXELLES

de notre correspondant

Confronté tout à la fois à l'échéance du Conseil européen du 10 décembre et à la crise sociale dans son pays, le premier ministre belge Jean-Luc Dehaene (social-chrétien flamand) s'est beaucoup dépensé ces dernières semaines. Il a fallu tout son art de compromis et sa légendaire résistance physique pour réussir l'exercice consistant à mener de front la présidence de l'Union européenne et la gestion des affaires intérieures en période de tempête.

A deux reprises, alors que les douze chefs d'Etat et de gouvernement étaient réunis dans la capitale belge – le 29 octobre, pour un sommet extraordinaire, et le 10 décembre, pour le sommet semestriel régulier –, des grèves et des manifestations ont paralysé Bruxelles. Profitant de la présence des télévisions étrangères, les syn-

dicats montraient leur hostilité au plan d'austérité dont le gouvernement négocie encore la mise en œuvre avec les partenaires sociaux.

« Je ne voulais pas d'une présidence péphra », nous déclare M. Dehaene, qui n'a pas utilisé le prétexte de cette présidence pour reporter à plus tard les échéances nationales. Aussi eut-il lancé son « plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale », qu'il se vit imposer, en pleine préparation du sommet, « Si j'étais élu président des débats sur le Livre blanc [de Jacques Delors] sans avoir obtenu un consensus sur ce qu'il fallait faire au niveau belge, j'aurais été en position de faiblesse, assure-t-il. Intellectuellement, je n'ai jamais eu l'impression de m'occuper de choses différentes. La problématique à laquelle j'étais confronté en Belgique était exactement la même que celle qui m'occupait au

niveau européen. Il suffisait de faire le tour des capitales de l'Union pour savoir que c'était partout le même problème. »

M. Dehaene rend hommage à « l'excellent travail » accompli par les membres de la coalition gouvernementale (CVP, PSC, PS, SP) pendant les six mois où ils ont été appelés à présider les nombreux conseils ministériels des Douze. Chez les socialistes francophones notamment, le plan d'austérité concocté par le premier ministre flamand suscitait pourtant quelques états d'âme, peu extériorisés.

Les ministres des différents partis continueront-ils à bien s'entendre après le 1<sup>er</sup> janvier ? L'avantage de la présidence de l'Union, dans un pays aux convictions européennes solidement ancrées comme la Belgique, c'est qu'elle crée une sorte d'union sacrée. Sans ménager sa peine, M. Dehaene e su en profiter.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Dans le cadre de la coopération en matière de sécurité et de défense

## Paris aidera Tunis à dresser la carte spatiale de son territoire

TUNIS

de notre correspondant

A l'issue de sa visite, jeudi 23 décembre, à Tunis, François Léotard a jugé ses entretiens sur la coopération franco-tunisienne, notamment en matière de sécurité et de défense, avec le président Ben Ali et plusieurs membres du gouvernement, « approfondis et très positifs ». Avec son homologue Abdelaziz Ben Oba, le ministre de la défense a signé une lettre d'intention relative au développement du centre tunisien de rééducation. Ce centre pour la promotion des techniques de cartographie, à partir de vues prises par les satellites d'observation SPOT, avait été créé, il y a quatre ans, avec l'assistance française.

La Tunisie souhaitant développer la partie militaire du centre, la France va lui offrir quatre-vingt-trois images SPOT, soit une couverture complète du territoire, pour une valeur de 1,46 millions de francs. On attend du centre l'édition de spot-cartes au 1/50 000 de tout le pays. Les deux ministres ont discuté de la fourniture d'équipements pour la couverture radar

de la Tunisie. Ils ont étudié les possibilités d'accroître la coopération dans le domaine de la marine, déjà équipée de plusieurs unités françaises.

Dix-sept officiers et sous-officiers français y sont instructeurs à Bizerte et à l'école d'état-major. Il a aussi été question d'inviter des officiers tunisiens à assister, en qualité d'observateurs, à suivre les probables manœuvres militaires franco-italo-espagnoles en Méditerranée.

Au cours de ses entretiens avec M. Ben Ali et les ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, M. Léotard a évoqué la situation sur le pourtour méditerranéen. Il a ainsi exprimé sa « grande inquiétude » face à « l'évolution du terrorisme en Algérie » et a déploré que le développement des relations euro-maghrébines soient « freinées » par l'attitude libyenne. « Les deux crimes odieux » commis, en 1988 et en 1989, contre les avions de la Panam et d'UTA, « ne méritent pas le pardon ». « Il faut, a-t-il dit, que les coupables et ceux qui les ont inspirés soient châtiés. »

MICHEL DEURÉ

## REPÈRES

## COMORES

L'opposition conteste la victoire du camp présidentiel aux législatives

Le gouvernement a proclamé, jeudi 23 décembre, la victoire du camp du président Said Mohamed Djohar aux élections législatives des 12 et 20 décembre. Selon le gouvernement, le camp présidentiel dispose de 21 élus – pour une Assemblée de 42 membres –, contre 18 à l'opposition, trois sièges restant à pourvoir. Les quatorze partis d'opposition, qui contestent les résultats du scrutin, ont annoncé leur intention de ne pas siéger dans la nouvelle Assemblée. Les affrontements qui ont éclaté lundi lors du scrutin à Anjouan, une des îles de l'archipel, ont finalement fait deux morts, et manqué de trois (le Monde du 23 décembre), ainsi que de nombreux blessés, dont certains dans un état grave, selon un nouveau bilan des autorités locales. – (AFP)

## CORÉE DU NORD

Le secrétaire de l'ONU entreprend une visite pour la paix

Le secrétaire général des Nations unies est entré à pied, vendredi 24 décembre, en Corée du Nord, après avoir franchi la zone délimitée qui sépare ce pays du sud de la péninsule, indiquant l'AFP. M. Boutros-Ghali mène une mission personnelle en vue de trouver une issue à la crise provoquée par les efforts supposés de Pyongyang pour se doter de l'arme nucléaire.

Il a été accueilli par le secrétaire de la commission nord-coréenne d'armistice, le général Kim Ryon-ti. Il devrait rencontrer le président Kim Il-sung, puis se rendre en Chine. Cependant, citant des sources diplomatiques des États-Unis, la presse sud-coréenne fait état de « quelques progrès » dans les négociations en cours entre Washington et Pyongyang. Lors d'une deuxième réunion en quarante-huit heures de diplomates des deux pays, le représentant nord-coréen aurait, le 22 décembre, montré une plus grande « flexibilité ». Les États-Unis cherchent à obtenir de Pyongyang l'ouverture de deux sites où pourraient être menés des travaux de mise au point de bombes atomiques.

## HAÏTI

Un ultimatum adressé aux militaires

La France, les États-Unis, le Canada et le Venezuela forment le groupe dit des « pays amis » d'Haïti recommanderont un embargo commercial total contre Haïti après le 15 janvier si les militaires au

pouvoir à Port-au-Prince ne se sont pas soumis aux dispositions de l'accord de Governors-Island de juillet, prévoyant le retour, par étapes, de la démocratie dans ce pays.

Selon un communiqué publié mercredi 22 décembre à Washington, ces pays demanderont au Conseil de sécurité de l'ONU de se réunir pour « rendre obligatoire et universel » un embargo qui ne porte actuellement que sur le pétrole et sur les armes. Une délégation militaire de ces quatre pays a quitté Port-au-Prince mercredi sans avoir été reçue par les autorités militaires. Par ailleurs, les conseillers américains du président ont annoncé la convocation d'une conférence multipartite sur Haïti pour le 15 janvier à Miami, où les militaires au pouvoir n'ont pas été conviés. – (AFP)

## TURQUIE

Arrestation et inculpation de deux responsables d'un quotidien pro-kurde

Deux responsables du quotidien turc pro-kurde Özgür Dünden, le rédacteur en chef Gürbektin Ersoz et l'un des directeurs Ali Rıza Halls, ont été placés en état d'arrestation jeudi 23 décembre à Istanbul, sur décision de la Cour de sûreté de l'Etat, et inculpés d'appartenance à une bande armée. Une commission parlementaire a demandé jeudi la levée de l'immunité de quatre députés du Parti démocratique (DEP, principal parti pro-kurde) qui risquent d'être inculpés pour sédition. Un journaliste allemand, Stefan Waldburg, condamné en janvier à trois ans et neuf mois de prison pour « coopération » avec les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été gracié par le président Süleyman Demirel, à la suite d'une expertise médicale selon laquelle il souffrirait d'une « psychose chronique », a-t-on appris jeudi.

Enfin, 150 intellectuels kurdes venus du monde entier ont entamé à Bonn une marche de douze jours vers Bruxelles pour protester contre la « politique de massacres » de la Turquie. – (AFP, Reuters)

**VOYAG'AIR**  
BALAD'AIR  
Vols aller-retour  
Prix par personne à partir de

MARRAKECH	1190*
TENERIFE	1390*
MIAMI	2590*
LES ANTILLES	2690*

Tél. 42 62 45 45  
et dans tous les agences de voyages

هكزام الاصل



AMÉRIQUES

# Etats-Unis : les jeux vidéo en accusation

Sexe, violence et sadisme ont envahi les consoles avec des images de plus en plus réalistes. Un phénomène qui a amené le Congrès à réagir

WASHINGTON

de notre correspondant

La meilleure défense étant l'attaque, les responsables de l'industrie américaine des jeux vidéo viennent de s'engager à mettre en œuvre, pour Noël de l'année prochaine, un système de classification susceptible de ne plus mettre à la portée des enfants les jeux comportant des scènes de violence ou sexuellement explicites. Pour comprendre la portée de cette annonce, il faut savoir que chaque semaine, selon des chiffres fournis par la principale association de distributeurs, cinquante-sept millions d'Américains consomment du « matériel vidéo de distraction à domicile », et qu'ils ont dépensé

cette année la même somme de 5,5 milliards de dollars en achat de jeux et consoles vidéo.

Le jeu vidéo est donc devenu un phénomène qui ne pouvait échapper à la vigilance du Congrès. Une heure après avoir annoncé cette mesure, jeudi 9 décembre, les mêmes responsables se retrouvaient sur la sellette, entendus par un groupe de sénateurs, dont deux (démocrates), sont précisément les auteurs d'un projet de loi proposant de contraindre l'industrie du jeu vidéo à mettre en place un système de classification.

L'initiative - encore très vague, mais inspirée du système en vigueur au cinéma - prise en exemple par les industriels leur permet

donc d'éviter, pour le moment, une intervention législative ou gouvernementale. Elle est loin, cependant, de clore un débat auquel la société américaine est de plus en plus sensible, d'abord parce qu'elle s'interroge sur tout ce qui peut favoriser la hausse de la criminalité violente, en particulier chez les jeunes, ensuite parce que, grâce à une technologie en perpétuel progrès, les jeux vidéo ne sont plus les dessins animés d'il y a quelques années, mais des instruments capables de produire des images d'une précision et d'un réalisme étonnants.

Le mauvais quart d'heure qu'ont passé les représentants des fabricants et distributeurs de jeux vidéo aux mains des sénateurs fournit

d'ailleurs une excellente illustration de cette évolution. Trois jeux, les plus controversés sur le marché, ont été donnés en exemple : le premier, « Night Trap », met en scène une innocente jeune femme blonde en très léger déshabillé, assaillie par trois hommes portant cagoules et combinaisons sombres ; les agresseurs tentent de passer autour du cou de leur victime, qui se débat furieusement, une machine en forme de crochet ; si le joueur est doué, il repousse les agresseurs sur son écran ; s'il ne l'est pas, ou s'il est un tantinet sadique, le crochet se resserre autour du cou de la jeune femme, dont il suce le sang.

Un autre jeu, « Mortal Kombat », présente des combats de rue dans lesquels le joueur peut inter-

venir et, s'il est vraiment doué, arracher le cœur ou la colonne vertébrale des perdants, voire les décapiter. Il y a aussi « Lethal Enforcer », qui consiste en un pistolet grandeur nature à l'aide duquel on peut viser - et tuer - sur l'écran des victimes choisies, innocentes ou ennemies.

## Comment « infliger des tortures »

« Nous ne visons pas seulement une clientèle d'enfants », a protesté Bill White, vice-président de Sega, le second producteur américain. Ces jeux-là sont destinés à un public adulte. » Sentant le vent tourner cette année, Sega a mis en place en juin son propre « conseil de classification des jeux vidéo », qui décerne les mentions GA (General Audiences) aux jeux présentables à tous les publics, MA-13 (Mature Audiences) à ceux qui ne sont pas recommandables aux moins de treize ans et MA-17 aux jeux destinés à un public de plus de dix-sept ans. Sega prône pour les jeux vidéo le même type de règles que celles qui s'appliquent depuis 1968 l'industrie cinématographique américaine. « Donnez aux parents la possibilité de choisir pour leurs enfants, mais ne décidez pas à la place des adultes ce qui est bon pour eux », a demandé Bill White au Congrès.

En réalité, les deux produits - films et jeux vidéo - sont-ils comparables ? « Même avec ce système de classification, tout le monde sait qu'un enfant peut entrer dans le premier magasin Toys R Us et acheter n'importe quel jeu, fait valoir Howard Lincoln, l'un des responsables de Nintendo of America, premier fabricant américain de jeux numériques interactifs. Il faut donc étudier tout ça plus attentivement. »

Nintendo se targue d'avoir en sa possession une politique plus responsable que Sega sur la sélection des produits, refusant par exemple de distribuer le fameux « Night Trap » ; « Ce jeu, qui promeut la violence contre les femmes, n'a tout simplement pas sa place dans notre société », dit M. Lincoln. Nintendo a accepté de produire « Mortal Kombat », mais dans une version légèrement édulcorée. Le sénateur Lieberman, qui ne cache pas sa

préférence pour cette politique d'auto-restriction, a exprimé la crainte qu'un système de classification tel qu'il est proposé par Sega « ne serve de feuille de vigne à tout un tas de transgressions ».

La vraie différence entre les jeux vidéo et le cinéma ou la télévision, le sénateur Lieberman l'a très bien définie : « L'enfant ne se contente pas de regarder. Il produit lui-même la violence. » Certains jeux, a-t-il poursuivi, « apprennent aux enfants à omer infliger des tortures ». A l'heure où le progrès technologique introduit dans les foyers américains d'innombrables combinaisons d'images, de jeux et d'interaction, notamment à l'aide des CD-ROM, les parents craignent de perdre le contrôle. Il ne suffit plus de changer de chaîne ou de tourner le bouton, le joueur est à la fois acteur et maître de son univers.

C'est donc bien une responsabilité nouvelle qui incombe aux concepteurs de médias interactifs. Doubtant que leurs interlocuteurs fussent très conciliants, les sénateurs leur ont donné rendez-vous en février, « pour vérifier les progrès accomplis ».

SYLVIE KAUFFMANN

CUBA : la fille de Fidel Castro s'est « évadée » en se déguisant. - Alina Fernández Revuelta, fille naturelle du président cubain Fidel Castro et de l'actrice Nany Revuelta, a déclaré, jeudi 23 décembre à Colombus (Georgie) peu après son arrivée aux Etats-Unis où elle a obtenu l'asile politique, qu'elle s'était « évadée » de Cuba dimanche avec le passeport d'une touriste espagnole qui lui ressemblait.

Pour éviter d'être reconnue à l'aéroport international de La Havane, où elle a embarqué sur un vol Iberia à destination de Madrid, elle s'était coiffée d'une perruque et s'était fortement maquillée. Au cours des deux mois qui ont précédé sa fuite, Alina Revuelta, ancienne mannequin âgée de trente-huit ans, avait grossi volontairement de quelques kilos. Elle a exprimé le souhait que son père laisse sortir sa fille de seize ans restée à Cuba. - (AFP, Reuters)

## Le président Clinton affronte une nouvelle campagne de presse

Suite de la première page

Bill Clinton, alors gouverneur de l'Arkansas, n'aurait-il pas abusé de sa fonction et de ses relations pour faire endosser par ladite caisse d'épargne certaines de ses dettes de campagne électorale ou pour faciliter le financement de la Whitewater ? Une étude comptable indépendante réalisée avant l'élection présidentielle a conclu par la négative, mais les enquêteurs ont aussi fait valoir qu'ils n'avaient pas disposé de tous les documents les intéressants.

C'est là qu'intervient un des épisodes les plus douloureux de la première année de M. Clinton à la Maison Blanche : le suicide, le 20 juillet dernier, de Vincent Foster, l'un des plus proches amis du couple présidentiel, dont il avait été l'avocat personnel. L'investissement dans le projet Whitewater, selon toute vraisemblance, Vincent Foster, épuisé de travail, accablé par les rigueurs de la vie politique washingtonienne, convaincu d'être responsable d'une partie des difficultés rencontrées par le président, s'est donné dans un moment de dépression. Il s'est tiré une balle dans la tête, alors qu'il se trouvait dans un parc de Virginie. Dès le suicide

découvert, le conseiller juridique de la Maison Blanche, Bernard Nussbaum, est entré dans le bureau de Vincent Foster, qui était son adjoint, et, de sa propre autorité, a retiré des papiers qui concernaient la Whitewater.

## Une aura de mystère

M. Nussbaum n'a pas permis aux agents du FBI - entrés dans le bureau au même moment pour enquêter sur la mort de Vincent Foster - de lire un seul de ces documents. L'incident serait resté sans lendemain si les enquêteurs du ministère de la justice n'avaient souhaité voir lesdits papiers, à la fois pour conclure l'enquête sur la mort de Vincent Foster et celle sur la faillite de la caisse d'épargne.

M. et Mme. Clinton ont affirmé que le projet Whitewater n'avait jamais abouti et qu'ils avaient perdu 70 000 dollars dans cette affaire. Après avoir, ces derniers jours, traîné les pieds, créant l'impression désastreuse qu'ils avaient quelque chose à cacher, le président et son épouse ont finalement décidé de mettre tous les documents à la disposition du ministère de la justice (non de la presse ou



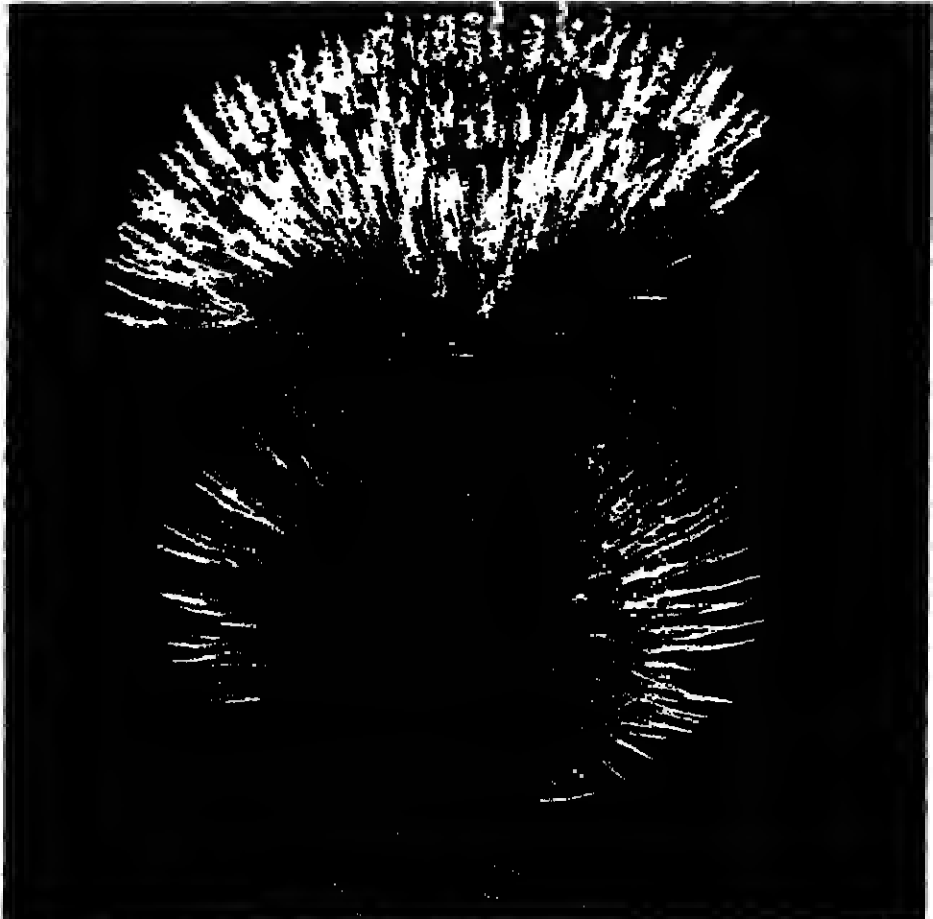
de l'opposition républicaine), geste réclamé par la plupart des éditeurs-juristes du pays.

De l'avis de l'un d'eux, « bon éminenceur de la présidence, il n'y a rien dans ces dossiers qui soit susceptible de gêner M. Clinton. Mais Washington est une ville où la perception compte autant, sinon plus, que la réalité. L'épisode a laissé une aura de mystère et de malaise. Il a accru le sentiment qu'un clan de l'Arkansas, venu à Washington avec Bill Clinton, et

pas toujours au courant des moeurs politiques de la capitale, se serre les coudes à des postes-clés de l'administration : Webster Hubbel, numéro trois au ministère de la justice, et à la Maison Blanche, Thomas McLarty, secrétaire général, Bruce Lindsey, conseiller du président, parmi d'autres. Ils ignorent, notamment, qu'il n'y a pas, à Washington, de frontière entre la vie privée et la vie publique d'un responsable politique.

ALAIN FRACHON

# GLEN TURNER



Regardez un chardon d'Ecosse. Il est aussi étonnant que le pays dont il est le symbole. Plein de noblesse, à la fois rude et haut en couleurs, il revendique fièrement son caractère original et authentique.



Regardez Glen Turner. Il évoque la pureté cristalline de l'eau d'Ecosse, sans laquelle le Pur Malt ne serait pas ce qu'il est. Vieilli 8 ans en fût de chêne, Glen Turner acquiert doucement ce parfum dont les Ecossais sont si fiers.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

## AFRIQUE

## ALGÉRIE

## Cheikh Sahraoui : « S'il y a un temps pour la guerre il doit y avoir un temps pour la paix »

déclare à Paris un vice-président de l'ex-FIS

« S'il y a un temps pour la guerre, il doit y avoir un temps pour la paix, et s'il y a des hommes pour la guerre, il doit y avoir des hommes pour la paix. » Cheikh Abdelhak Sahraoui, qui s'exprimait ainsi, au cours d'une conférence de presse réunie, jeudi 23 décembre, à Paris, « en qualité de vice-président du Front islamique du salut » (FIS), compte-t-il au nombre de ces intégristes « respectueux de la loi » avec lesquels le pouvoir donne l'impression de vouloir dialoguer et qui commencent, comme si de rien n'était, à tourner autour de l'hameçon avant d'y mordre peut-être un jour ?

Cheikh Sahraoui, quatre-vingt-trois ans, prend argument d'une légère surdité pour répondre de travers à nombre de questions embarrassantes. Cet « internationaliste », comme il se définit, argue de sa légitimité historique, en tant que membre fondateur de l'ex-FIS, pour remettre à leur vraie place Rabah Kébir, président de l'instance exécutive de l'ex-FIS à l'étranger, et autres froulous du « Parti de Dieu », dont la représentativité, comparée à la sienne, laisserait à désirer.

« En Algérie, c'est la confusion la plus totale », convient-il. Personne ne peut prétendre avoir la maîtrise de toutes les actions entreprises. « Manière de discuter, pour une bonne part, l'ex-FIS, tout en assurant que « le peuple est en état de légitime défense », que « la guerre n'a d'autre cible qu'un pouvoir illégitime et oppresseur » et que « la rue est livrée à de nombreux groupes incontrôlés, capables de faire l'objet de n'importe quelle manipulation. »

Les milliers de morts de cette guerre de l'ombre, Cheikh Sahraoui ne peut que les « déplorer toutes ». Il ajoute quand même à l'adresse de la communauté internationale – et de la France en particulier, dont il regrette que « pour des raisons supérieures, elle ne veuille pas se mouiller » – que « personne n'a le droit de toucher aux étrangers (vingt-trois ont été assassinés au cours des deux derniers mois), à moins qu'ils n'aient fait quelque chose de grave ».

## Les « combattants de la montagne »

« Si la lutte armée n'est pas une fin en soi, le dialogue non plus », avertit ce vieux sage qui veut entraîner le pouvoir sur le terrain d'une vraie négociation. Cheikh Sahraoui ne veut pas en dire davantage car, à l'en croire, toute l'affaire est entre les mains des « combattants qui dorment à même la terre dans les montagnes ». Garde-t-il le contact, depuis Paris, avec ces maquisards ? Question sans réponse.

Lorsqu'en octobre dernier, Paris s'employa à retrouver sains et saufs les trois agents consulaires enlevés à Alger, c'est notamment à la porte de Cheikh Sahraoui que Charles Pasqua frappa, l'invitant, dans son propre intérêt et dans celui des siens, à exiger publiquement la liberté immédiate et sans condition des otages. Il s'exécuta.

sur-le-champ. Lorsque, quelques jours plus tard, fut lancé un vaste coup de filet dans les milieux islamistes, le vice-président de l'ex-FIS ne fut pas inquiété. « Il n'y a toujours eu une attitude convenable », expliqua le ministre de l'Intérieur (le Monde du 17 novembre).

Comme beaucoup d'autres, le vieux Cheikh attend son heure, maintenant que la violence semble une voie décidément sans issue. La grande famille islamiste n'échappe pas à des querelles nées d'appétits mal maîtrisés. Abdelhak Sahraoui n'entend pas s'en laisser conter par plus jeunes que lui : il n'y a pas d'âge pour défendre la bonne cause.

JACQUES DE BARRIN

La condamnation à mort d'un Français commuée en prison à vie. – La peine de mort prononcée, en décembre 1992, contre un Français, Roger-Didier Guyan, a été commuée en prison à vie par le Haut Comité d'Etat (HCE), a-t-on annoncé, jeudi 23 décembre, à Alger, de source officielle. M. Guyan, converti à l'islam, avait déclaré, lors de son arrestation dans l'ouest du pays, être venu en Algérie pour participer au « Djihad » (guerre sainte) aux côtés de l'ex-Front islamique du salut (FIS). La France, qui avait demandé que sa peine soit commuée, « a reçu une favorable réponse » la décision du HCE. – (AFP.)

## GUINÉE

## Le général Lansana Conté a remporté la première élection présidentielle pluraliste

Neuf ans après son accession au pouvoir par un coup d'Etat, le général Lansana Conté a réussi à s'y maintenir en remportant la première élection présidentielle pluraliste, marquée par la mort de douze personnes, et contestée par l'opposition.

Le général Conté a été élu pour cinq ans, au premier tour, avec 50,93 % des suffrages exprimés, selon des chiffres officiels provisoires, publiés jeudi 23 décembre par le ministère de l'Intérieur. Il devance Alpha Condé (20,85 %), candidat du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), Mamadou Ba (13,11 %), de l'Union pour la nouvelle République (UNR), Siradiou Diallo (11,64 %) du Parti du renouveau et du progrès (PRP) et Faïnnet Touré (1,37 %) de l'Union nationale pour la prospérité de la Guinée (UNPG). Les trois autres candidats ont obtenu chacun moins de 1 % des suffrages exprimés.

Alpha Condé a qualifié cette victoire de « coup d'Etat », en affirmant que le président sortant avait obtenu 45,27 % des suffrages. « Il franchit la barre des 50 % uniquement du fait de l'annulation scandaleuse du vote dans la préfecture de Sigui, en Haute Guinée », a-t-il affirmé. Originaire de cette région, M. Conté y avait obtenu plus de 90 % des voix.

Le ministre de l'Intérieur, René Alsény Gomez, a justifié cette décision par le fait que les électeurs avaient « voté sans isolement et sous la menace ». M. Conté se demande « comment un ministre peut unilatéralement décider une annulation de scrutin qui dépend d'un acte juridique », et estime que « le président Conté était en ballottage, comme il ne voulait pas de second tour, il a simplement supprimé l'expression de cent mille voix qui lui étaient défavorables ».

Les autres candidats de l'opposition ont également contesté la victoire du général Conté. Dans la crainte de violences, Conakry vivait jeudi au ralenti. L'armée a patrouillé pendant toute la nuit qui a suivi la proclamation des résultats, notamment dans les quartiers populaires.

Le général Conté a indiqué que douze personnes avaient été tuées dimanche – dix à Conakry et deux en province. Le scrutin a en effet été marqué par des violences, provoquées par des jeunes gens qui répondaient à l'appel des candidats de l'opposition qui entendaient empêcher le déroulement du vote en raison, selon

eux, de fraudes massives. L'appel de la plupart des candidats d'opposition à ne « pas participer » au scrutin a été un échec : le taux record de participation (78,48 %) a souligné le désir des Guinéens de s'exprimer librement. De 1958, date de l'indépendance, à 1984, la Guinée avait vécu repliée sur elle-même, sous le régime du dictateur Sékou Touré.

A la mort de ce dernier, en avril 1984, le général Conté était devenu chef de l'Etat uniquement parce qu'il occupait le plus haut rang de la hiérarchie militaire. Dépourvu de tout charisme, le président élu revendiquait un bon sens paysan et le goût des choses simples. Il a peu à peu consenti à des réformes politiques, dont la plus probante fut la légalisation du multipartisme en mai 1992.

Mais il n'hésite pas à faire preuve d'autoritarisme. Depuis 1992, toutes les manifestations des opposants ont été réprimées par l'armée. Malgré la légalisation des partis, M. Conté a maintenu le Conseil transitoire de redressement national (CTRN). La loi électorale prévoit cependant l'organisation d'élections législatives soixante jours après le scrutin présidentiel. – (AFP.)

BURUNDI : M. Ntibunganya devrait assurer l'intérim de la présidence. – Après avoir démissionné de ses fonctions de ministre des relations extérieures, Sylvestre Ntibunganya a été élu, jeudi 23 décembre, président de l'Assemblée nationale et, selon la Constitution, devrait assurer l'intérim de la présidence de la République. En outre, le cardinal Renger Etcheberry, président du conseil pontifical pour la justice et la paix, est arrivé jeudi au Burundi, où il doit exprimer la « solidarité » du pape Jean-Paul II « à tous ceux qui ont souffert » des tragiques conséquences du coup d'Etat militaire manqué du 21 octobre. – (AFP.)

GABON : les élections municipales ont été fixées au

27 mars. – Les élections locales et municipales gabonaises, prévues initialement le 26 décembre, auront lieu le 27 mars 1994, a-t-on appris de source gouvernementale. Les autorités ont justifié ce report par le fait que « toutes les conditions matérielles et techniques ne sont pas entièrement réunies ». – (Reuters.)

LIBERIA : arrivée de soldats tanzaniens. – Un premier contingent de 154 soldats tanzaniens est arrivé jeudi 23 décembre à Monrovia pour renforcer la Force africaine (ECOMOG) déployée depuis 1990. Ces hommes devraient être rejoints par d'autres troupes tanzaniennes mais aussi zimbabwéennes et ougandaises, les 2 550 soldats attendus devant être présents

avant le 6 janvier. Le nouvel homme fort du Nigeria, le général Sani Abacha, a déclaré mercredi à Lagos qu'il comptait maintenir le contingent nigérian au Liberia. – (AFP, Reuters.)

SIERRA-LEONE : quatre étrangers accusés de complot. – Trois Vietnamiens et un Chinois, porteurs de passeports britanniques, qui avaient été arrêtés à Freetown (le Monde du 22 octobre), ont été officiellement accusés de complot contre le régime militaire sierra-léonais jeudi 23 décembre. A l'issue de l'audience, qui n'a duré que quelques minutes, le juge a décidé de les maintenir en détention préventive. La date du procès n'a pas été précisée. – (AFP, Reuters.)

## PROCHE-ORIENT

Lors du sommet du Conseil de coopération du Golfe

## Les monarchies pétrolières arabes ont réaffirmé leur méfiance vis-à-vis de l'Irak

Pour la première fois dans son histoire, le Conseil de coopération du Golfe a lingué-ment discuté de la chute des cours du pétrole, et ce à l'occasion de son quatorzième sommet dont les travaux se sont achevés, mercredi 22 décembre, à Ryad. Pour assurer la stabilité du marché, les chefs d'Etat se sont déclarés prêts à « diminuer leur production » de brut « à condition que tous les pays producteurs, membres ou non de l'OPEP » en fassent de même (le Monde du 24 décembre).

## RYAD

de notre envoyée spéciale

La baisse des revenus pétroliers qui représentent l'essentiel des recettes des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pourrait bien affecter leur politique en matière de défense (1). Si le sommet de Ryad a confirmé la volonté de ses membres de renforcer leur défense commune – huit mille hommes environ – et de mettre sur pied un système aérien conjoint de pré-alerte, il s'est contenté de confier le projet à « une haute commission ».

Les nombreux projets en matière de défense commune se heurtent toutefois à la volonté de chaque Etat de s'assurer une sécurité autonome, qui s'est traduite, depuis la fin de la guerre du Golfe, par la signature dans le désordre d'accords de défense avec tous les membres du Conseil de sécurité de l'ONU sauf la Chine. Ce souci de s'assurer des alliés sûrs explique aussi les achats souvent incohérents dans le cadre d'une défense commune que font les pays membres du CCG.

L'intégration de la défense des pays membres du CCG, qui se sentent toujours potentiellement menacés par leurs voisins iraniens et irakiens, obligerait à d'énormes investissements, alors que ces pays consacrent déjà plus du tiers de leur budget à la défense. Ainsi, l'Arabie saoudite, qui est seule à posséder cinq avions de surveillance avancée AWACS, hésiterait à participer à l'achat de trois ou quatre appareils supplémentaires pour une somme de 3 à 5 milliards de dollars.

## Soutien à l'accord Israël-OLP

L'inquiétude de certaines monarchies pétrolières quant à une éventuelle levée de l'embargo pétrolier imposé à l'Irak s'est, par ailleurs, traduite par une grande fermeté de ton à l'égard de Bagdad accusé, dans le communiqué final du sommet, de tergiverser dans l'application des résolutions de l'ONU et de continuer à avoir des « vives expansionnistes sur le Koweït ».

Le Koweït et l'Arabie saoudite notamment ne cachent pas qu'ils ne se sentent pas tranquilles que lorsque le président Saddam Hussein aura quitté le pouvoir. A cet égard, le sommet « a appelé la communauté internationale à continuer ses pressions sur le régime irakien pour l'obliger à appliquer tous ses engagements », tout en réaffirmant son souci de voir préserver « l'unité et l'intégrité territoriale de l'Irak ».

S'ils n'ont pas reconnu les récents gestes faits par l'Irak en direction de l'ONU et même du Koweït, les pays membres du CCG ont, en revanche, « accueilli favorablement la disposition de l'Irak à dialoguer avec les Emirats arabes unis » à propos des îles d'Abu-Muussa et de la grande et de la petite Tumb. Les

monarchies pétrolières ont rappelé à Téhéran qu'« une amélioration des relations est tributaire de la consolidation de la confiance et de l'engagement de l'Iran à respecter les principes de bon voisinage et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures ».

Les pays membres du CCG ont réaffirmé leur soutien à l'accord de paix entre Israël et l'OLP, « premier pas sur la voie d'un règlement global, équitable et durable », tout en soulignant la nécessité pour l'Etat hébreu de se retirer de « tous les territoires arabes occupés, en particulier Jérusalem ». En revanche, aucune mention n'a été faite d'une éventuelle levée du boycott d'Israël que les Etats-Unis appellent de leurs vœux, même si, dit-on de sources occidentales, cette sanction est de moins en moins respectée. Plusieurs pays du Golfe n'acceptent-ils pas d'accueillir des visiteurs, détenteurs d'un passeport tamponné par les services israéliens ?

L'unanimité affichée par ce sommet cache mal les divergences qui opposent grosso modo l'Arabie saoudite, le Koweït et Bahreïn d'un côté à Oman et Qatar de l'autre, les Emirats arabes unis ne se rangeant dans aucun camp, sur la manière de percevoir les risques régionaux et d'y faire face. En outre, quasiment tous les pays du Golfe entretiennent des querelles de frontières qui créent périodiquement un climat de tension. Après douze ans d'existence, le CCG a certes montré sa cohésion en cas de crise, mais il lui reste beaucoup à faire pour faire entendre sa voix sur la scène internationale.

FRANÇOISE CHIPAUX

(1) Le CCG rassemble six Etats : Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats arabes unis et Oman.

A la suite de tirs contre une patrouille dans le Kurdistan

## Washington, Londres et Paris demandent des explications à Bagdad

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont protesté auprès de l'Irak jeudi 23 décembre, à la suite d'un incident armé qui, selon eux, avait opposé mardi des soldats irakiens aux forces de la coalition alliée dans le nord du pays.

Les représentants à l'ONU des trois pays alliés ont effectué cette démarche à New-York lors d'une réunion avec leur homologue irakien, Nizar Hamdoun. « L'incident a été assez sérieux pour justifier cette protestation vigoureuse », a

déclaré l'ambassadeur de France à l'ONU, Jean-Bernard Mérimée.

Le Pentagone avait affirmé que vingt-cinq observateurs des trois pays alliés et de la Turquie, ainsi que des gardes kurdes, circulant à bord de quatre véhicules, avaient essuyé des tirs d'armes légères à partir de positions irakiennes. Selon des diplomates occidentaux, l'incident se serait produit dans la région de Faysal, dans le Kurdistan. Bagdad a affirmé que cette information était « sans fondement ». – (AFP, Reuters.)

Alors que M. Rabin plaide pour la patience

## Le Hamas pose des conditions à l'arrêt des attentats contre les colons

Le mouvement islamiste palestinien Hamas a annoncé pour la première fois, jeudi 23 décembre, qu'il était prêt à mettre fin aux attentats contre les colons israéliens sous certaines conditions, et a laissé entendre qu'il suspendrait ses opérations contre eux pendant trois jours.

Dans un communiqué distribué à Gaza, et portant la signature du groupe Ezzedine El Qassam, la formation intégriste affirme qu'elle « accorde un délai de trois jours à partir de jeudi soir » aux autorités israéliennes. « Afin de prouver au monde entier que nous sommes prêts à reconsidérer notre position quant à l'escalade des opérations contre les colons », écrit le Hamas.

Il exige, en échange, que le premier ministre israélien ordonne aux soldats dans les territoires occupés « de ne plus tirer sur des civils palestiniens », s'engage à désarmer les colons juifs, qui devront « quitter la bande de Gaza dans un délai de trois mois » et la Cisjordanie d'ici à un an, libère « tous les détenus palestiniens », et fasse arrêter les opérations des « unités spéciales » de l'armée chargées de

traquer les Palestiniens recherchés dans les territoires occupés. La télévision israélienne a qualifié cette proposition de « manœuvre grossière de propagande », le Hamas sachant, selon elle, que ses conditions sont irrécevables.

Par ailleurs, en attendant la reprise – prévue au début de la semaine prochaine – des pourparlers entre l'OLP et Israël, un membre du comité exécutif de l'OLP Samir Ghoché, a fait état d'une « certaine souplesse » de la part de l'Etat juif. « Un projet d'accord informel a été mis au point mais beaucoup de choses doivent encore être étudiées », a dit M. Ghoché.

A Nazareth où il s'était rendu jeudi, le premier ministre israélien a souhaité que ses compatriotes et les Palestiniens ne perdent pas patience. « Nous surmonterons les obstacles et trouverons les solutions, mais de grâce ne perdons pas patience », a déclaré Itzhak Rabin, pour qui l'OLP et Israël doivent « rester sur le chemin » de la paix. « Même s'il y a de brèves arêtes et ne pas perdre foi et l'espoir de parvenir à notre objectif », – (AFP, Reuters.)

## OCÉANIE

## AUSTRALIE

## M. Keating annonce un remaniement ministériel limité

SYDNEY

de notre correspondante

Le premier ministre australien Paul Keating a profité de la démission du ministre de l'Economie, John Dawkins, pour annoncer, jeudi 23 décembre, un remaniement limité. L'alle droite du Parti travailliste, dont est issu le chef du gouvernement, reste pondérante, mais trois promotions importantes profitent à des partisans de Bob Hawke, l'ancien premier ministre qui avait été supplanté par M. Keating à la fin de 1991. Elles scellent la réconciliation entre les deux clans du Labour.

Ralph Willis prend la relève, comme Treasurer, de John Dawkins. Il réalise une ambition de dix ans : en 1983, alors qu'il était ministre de l'Economie du cabinet fantôme, il avait dû céder la place à M. Keating. En 1991, il venait d'être nommé trésorier lorsque M. Keating prit le pouvoir et le remplaça par son allié de longue date, John Dawkins.

L'expérience de M. Willis, au gouvernement depuis 1983 et aux finances depuis 1990, devrait satisfaire les marchés financiers. Il devra, dans la ligne de M. Dawkins, réduire le déficit de 3,8 % à 1 % d'ici à 1996-1997. La tâche sera rude, car les acquisitions de terres pour les Aborigènes et les mesures pour relancer l'emploi pèsent sur les finances de l'Etat.

M. Willis sera remplacé aux finances par Kim Beazley, qui cède l'éducation et l'emploi à Simon Crean. Michael Lee conserve le tourisme et s'adjoint la communications ; il s'occupera notamment de l'introduction de la télévision à péage, une tâche où son prédécesseur était embourbé ; il poursuivra aussi la déréglementation des télécommunications.

S. L.

هكذا انزلنا



POLITIQUE

Les travaux du Parlement au cours de la session d'automne

# Edouard Balladur a su se rendre maître d'une majorité qu'on disait imprévisible

Réputée difficile à contrôler, l'écrasante majorité RPR et UDF entrée au Palais-Bourbon en mars dernier s'est révélée docile aux souhaits d'Edouard Balladur et du gouvernement. Les travaux parlementaires de la session ordinaire d'automne (étendue, au début et à la fin, par quelques jours de session extraordinaire) ont fait peu de place aux initiatives des députés et des sénateurs, qu'il s'agisse de propositions de loi ou d'amendements. Il n'y a guère que sur la perpétuité « réelle » pour les assassins d'enfants que l'intervention des commissions a eu un résultat sur le texte définitif.

On se disait que, pour Edouard Balladur, la marée était trop belle. Le cadeau électoral que les urnes avaient fait à la droite était trop éloquent pour ne pas être empoisonné. Flanqué d'une telle « chambre introuvable », le gouvernement, pensait-on alors, tanguerait fatalement au rythme des embardées que lui imposeraient des députés enivres de leur toute fraîche fortune électorale.

Deux sessions plus tard, le sentiment de l'impuissance parlementaire est cruel. On chercherait en vain les textes sur lesquels les députés ou les sénateurs de la majorité seraient parvenus à faire fléchir le gouvernement. Les rodonnades et les conciliabules comploteurs n'ont pas manqué, c'est sûr, mais tout le monde est ensuite salement rentré dans le rang au nom de l'impératif suprême de la solidarité avec l'hôtel Matignon.

Cette solidarité n'empêche pas l'expression d'une certaine amertume. Les parlementaires de la majorité, et au premier rang d'entre eux, Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, dans son discours de fin de session, ne se sont pas privés, dans les derniers jours de la session, d'exprimer leur mécontentement face à la façon dont les traitait le gouvernement. Ils ont dénoncé le rythme de travail effréné imposé aux deux Assemblées et qui laisse à peine le temps aux commissions d'étudier les textes entre deux lectures. Ils n'ont pas davantage apprécié que le gouvernement déverse, sans crier gare, des amendements nouveaux au fur et à mesure des navettes. Est-ce en guise de représailles de dernière minute que les sénateurs ont rejeté, l'avant-dernier jour de la session, les trois amendements déposés par le gouvernement lors de l'adoption définitive.

## Sept textes sont soumis au Conseil constitutionnel par l'opposition

A peine les projets de loi définitivement adoptés jeudi 23 décembre, dernier jour de la session extraordinaire, les parlementaires socialistes et communistes ont déposé plusieurs recours auprès du Conseil constitutionnel. Les sénateurs ont saisi le Conseil sur la loi relative au code pénal, instituant une peine de prison incompressible pour les meurtriers d'enfants, et sur la loi sur l'audiovisuel. Ils avaient déjà fait de même pour le budget 1994 et pour le texte sur la santé publique (le Monde du 24 décembre).

De leur côté, les députés socialistes ont saisi le Conseil de la loi rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux et du budget 1994. Ils ont cosigné, avec les députés communistes, des recours sur les textes concernant la santé publique, l'audiovisuel et l'urbanisme. La révision de la loi Falloux sur l'enseignement a aussi été soumise au Conseil constitutionnel par les députés et par les sénateurs socialistes. De plus, et conformément à la Constitution, le Conseil devra examiner deux lois organiques : celle qui, en application de la révision constitutionnelle de juillet dernier, réforme la magistrature, et celle qui modifie le statut de la magistrature.

des diverses mesures d'ordre financier présentées par le ministre de l'économie?

Malgré l'aisance manifeste de M. Balladur dans l'hémicycle du Palais-Bourbon et son autosatisfaction affichée lors du bilan de la session, dressé en conseil des ministres le 22 décembre, il devra tenir compte de cette grogne rentrée lors de la prochaine session. Si le dossier du GATT a consacré son habileté diplomatique et politique cet automne, sa capacité à résoudre le problème des déficits sociaux et à assurer la relance de l'activité économique sera la clé de son succès au printemps. Le volontarisme affirmé sur les hypothèses de croissance lors de la discussion budgétaire a du mal à convaincre alors que les indices de fin d'année restent à la baisse.

La promesse de lois quinquennales ne suffit plus à faire passer des parlementaires confrontés dans leurs circonscriptions aux difficultés de leurs électeurs. L'expérience de la loi quinquennale sur l'emploi, attendue comme le messie cet automne, a fait long feu. La déception sur son contenu réel, allié à la poursuite inexorable de la progression du chômage, sonne le glas des espérances à attendre de grandes réformes législatives. C'est à peine si les parlementaires prêtent l'oreille aux confirmations répétées de Simone Veil sur le projet de loi quinquennale sur la protection sociale qu'elle leur présentera au mois d'avril. Leurs exigences vis-à-vis du gouvernement risquent de s'exprimer d'autant plus violemment, lors de la prochaine session, que leur passivité aura été grande lors des deux dernières.

## Molle résistance

L'impulsion finale, au fond, est que le gouvernement impose son calendrier et ses réformes en ne rencontrant qu'une molle résistance. Le « front » parlementaire acquiesce, et ce d'autant plus que l'opposition de gauche n'a pas encore recouvré toute sa voix. Au sein de la majorité, cette session d'automne a même été moins riche en escarmouches que la session de printemps, au cours de laquelle certains débats avaient même mis à l'épreuve des ministres comme Michel Giraud ou Edmond Alphandéry.

Pour abrupt qu'il soit, ce constat est étayé par de multiples exemples. Le plus éloquent aura probablement été la façon avec laquelle le gouvernement a fait adopter sa loi quinquennale sur l'emploi, en dépit d'une grogne parlementaire qui était allée crescendo dans les jours précédant l'ouverture du débat. Il n'a pas fallu plus qu'une amicale pression de la part du gouvernement pour que les députés de la majorité s'inclinent. C'est ainsi que l'UDF a dû faire son deuil d'une accélération de la prise en charge par le budget de l'Etat des cotisations d'allocations familiales et d'une régionalisation plus volontaire de la formation professionnelle.

L'affaire du GATT a également illustré la manière dont le gouvernement parvient à donner la face à une majorité doutant de sa propre identité. En l'occurrence, Edouard Balladur a su fort bien muscler les états d'âme des députés, en ne leur laissant guère d'autre issue que de le plébisciter par le biais d'un engagement de sa responsabilité, alors que le règlement du dossier agricole était loin d'avoir dissipé toutes les inquiétudes.

A posteriori, certains s'avaient même que le gouvernement avait, dans un premier temps, laissé à dessein sa majorité verser bruyamment dans l'alarmisme, voire dans le catastrophisme, pour mieux convertir ce tou-bou cocardier en un atout diplomatique face à ses partenaires européens. Ainsi n'est-ce pas le Parlement qui aurait dicté sa loi au gouvernement dans cette affaire, contrairement à une idée initialement répandue. C'est plutôt l'hôtel Matignon qui a habilement utilisé les tumeurs parlementaires.

La même tactique a été utilisée à l'occasion de l'adoption précipitée de la révision de la loi Falloux par le Sénat. Le fait que le texte

était une proposition de loi à donner l'impression que François Bayrou était en butte à une vive pression parlementaire et qu'il lui revenait donc la tâche de tempérer les ardeurs des durs de la majorité.

## La pression des lobbies

En réalité, le calcul a consisté à éviter les lourdeurs et les pièges d'une « réforme Bayrou » - le syndrome Devaquet hante encore bien des esprits - en s'affaissant derrière l'agitation de ce noyau dur partisan de l'école privée. Après l'interruption de l'examen à la clôture de la session de printemps, c'est François Bayrou lui-même qui a pris l'initiative, non sans désinvolture, de soumettre à nouveau le texte à une majorité sénatoriale dubitative, car fort consciente des complications techniques qui en résulteraient pour les collectivités locales.

Ce pilotage fort bien réglé de la machine parlementaire permet, pourtant, au gouvernement de renvoyer l'image éclairée d'un exécutif s'échinant à contenir les poussées de ferveur droitiste de sa majorité. L'hôtel Matignon peut ainsi, à bon droit, se flatter que les amendements « autres » de certains députés UDF ou RPR, comme ceux visant à rétablir la peine de mort, à imposer le dépistage obligatoire du sida pour les tuberculeux ou à alléger la fiscalité sur les hauts revenus, se soient tous égarés dans les méandres du circuit parlementaire. Au bout du compte, on oublierait presque que Charles Pasqua est passé en force pour imposer la restriction du droit d'asile en France via une révision constitutionnelle.

Se hissant au-dessus d'un hémicycle où s'activent bien des porteurs de lobbies - promoteurs immobiliers, médecins, pharmaciens, agriculteurs -, Edouard Balladur peut même se poser en gardien sourcilieux de l'intérêt général. Cela est vrai quand il retire de l'ordre du jour - quitte à faire peu de cas de l'initiative parlementaire - le projet de loi portant diverses dispositions agricoles, dans lequel les députés UDF et

RPR voulaient insérer un amendement assouplissant les règles de la loi Evvin en matière de publicité des boissons alcoolisées. Parallèlement, pourtant, c'est ce même gouvernement qui laisse, sans réagir, le Parlement amnistier par voie d'amendement les contrevenants à l'article de la loi contre la corruption - dite loi Sapin - qui impose la publicité de certaines transactions immobilières.

Ce tableau, qui n'incite guère à l'optimisme quant à la vitalité du pouvoir législatif face à l'exécutif, doit toutefois être nuancé. Le travail parlementaire a permis, malgré tout, d'enrichir certains textes, comme le projet instituant la perpétuité « réelle », dans lequel les députés ont introduit un amendement prévoyant un suivi psychiatrique des auteurs de crimes et délits sexuels. De même, le gouvernement a été contraint, sous la pression des députés et sénateurs de tous les groupes, d'alléger les efforts financiers qu'il entendait imposer aux collectivités locales. C'est aussi au cœur du Parlement qu'a pris naissance le débat fié-

vreux sur les trente-deux heures alors que l'hôtel Matignon comme les états-majors politiques à droite n'étaient guère enclins à ouvrir une telle boîte de Pandore dans l'immédiat.

Seuls des résultats tangibles de ce genre permettront de donner quelque crédit aux initiatives de Philippe Séguin et René Monory, visant à améliorer l'image de marque de leurs Assemblées dans l'opinion publique. Qu'il s'agisse de la retransmission des débats du Palais-Bourbon sur le câble ou de l'accueil de chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers dans les deux hémicycles - au prix, certes, d'une rivalité entre les deux présidents -, les efforts de modernisation et d'ouverture de l'institution sur l'extérieur sont réels et salutaires. Pourtant, ils risquent de se révéler vains si l'image qui domine toutes les autres reste celle de l'impuissance.

CLAIRE BLANDIN et FRÉDÉRIC BOBIN

Cartier

JOAILLIERS DEPUIS 1847

DANS LES BOUTIQUES CARTIER ET CHEZ LES DISTRIBUTEURS AGRÉÉS.



Les travaux du Parlement au cours de la session d'automne

## Les derniers textes adoptés

Lors des deux derniers jours de la session extraordinaire, ouverte mardi 21 décembre et close jeudi 23 décembre, le Parlement a adopté définitivement le projet de loi sur le code des assurances, permettant la transposition de directives européennes (le Monde du 15 juillet 1993), à la suite du vote conforme par le Sénat, mercredi 22 décembre, en seconde lecture, du texte voté le 16 décembre par l'Assemblée nationale.

Les deux Assemblées ont également adopté les conclusions des neuf commissions mixtes paritaires (CMP) Assemblée-Sénat sur :

- les diverses mesures de droit pénal et de procédure pénale, instaurant une peine de prison incompressible de trente ans pour les meurtriers violents d'enfants ; cette disposition avait été adoptée dans les mêmes termes par les deux Assemblées dès la seconde

lecture ; la CMP a supprimé, pour l'application des peines, le collège de trois magistrats du tribunal de grande instance créé par les députés ; la CMP a retenu la possibilité de poursuivre en France les personnes qui auraient entretenu dans un pays étranger des relations avec des prostituées mineurs de quinze ans, même si ce fait n'est pas considéré comme un délit dans le pays concerné ;

- la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) : la CMP a entériné la version de l'Assemblée, qui prévoit la désignation du secrétaire administratif par décret du président de la République, alors que les sénateurs souhaitaient que ce dernier soit à choisir sur une liste de trois noms proposés par le CSM ;

- la modification du statut de la magistrature : la CMP a supprimé l'inscription faite par l'Assemblée aux magistrats en ac-

tivité d'exercer les fonctions d'arbitre international ;

- la réforme de l'audiovisuel (le Monde du 24 décembre) ;

- la réforme du code de l'urbanisme, qui modifie certaines dispositions de la loi Sapin contre la corruption (le Monde du 21 décembre) : la CMP prévoit qu'un décret fixe les modalités d'accès aux documents administratifs des associations qui demandent à être consultées sur l'élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols (lire ci-dessous le point de vue de Bernard Bosson, ministre de l'équipement) ;

- diverses dispositions d'ordre financier portant sur la Banque de France, l'assurance, le crédit et les marchés financiers (le Monde des 20 novembre et 18 décembre) : la CMP a limité à la seule année 1994 la possibilité pour le ministre de l'économie d'accorder la garantie de l'Etat

aux emprunts contractés par l'UNEDIC, pour une durée maximale de dix ans, emprunts destinés à assurer le financement du régime d'assurance-chômage ;

- le projet de loi modernisant la législation sur la garantie des métaux précieux et habilitant les douaniers à vérifier la régularité de la situation des étrangers dans les zones frontalières (le Monde du 15 décembre) ;

- l'institution de la société par actions simplifiée : la CMP prévoit un capital minimum de 250 000 F, montant retenu par l'Assemblée et, initialement, par le gouvernement (celui-ci avait ensuite proposé le seuil de 1,5 million de francs, alors que le Sénat voulait le porter à 3 millions de francs) ;

- le texte sur la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (le Monde du 22 octobre).

C. B.

La préparation des élections européennes

## Le RPR propose à l'UDF de « discuter du programme d'une liste d'union de la majorité »

Le RPR a annoncé, jeudi 23 décembre, que « le groupe de travail constitué et présidé par Alain Juppé pour préparer le projet (du parti néo-gaulliste) dans la perspective des prochaines élections européennes a achevé ce jour ses travaux ». Le mouvement présidé par Jacques Chirac se déclare « prêt à rencontrer l'UDF pour commencer à discuter du programme d'une liste d'union de la majorité ».

Ce groupe de travail, placé sous la présidence d'Alain Juppé, secrétaire général du RPR et ministre des affaires étrangères, réunit notamment Pierre Mazeaud, Pierre Lellouche, Robert Pandraud et Alain Peyrefitte. Revendiquant une véritable ambition européenne, le projet du RPR met l'accent sur la nécessaire démocratisation des institutions communautaires, en assurant la prééminence politique du conseil des ministres sur la Commission. Il défend l'idée de la « grande Europe », en indiquant

cependant que la réforme des institutions est un préalable à l'élargissement aux pays de l'Est.

A deux reprises - le 6 octobre et le 29 novembre -, M. Juppé a écrit à son homologue de l'UDF, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, pour lui proposer d'organiser une réflexion commune aux deux formations de la majorité sur le sujet, dans le but de constituer une liste unique en juin prochain. Les deux lettres du secrétaire général du RPR sont restées sans réponse. De son côté, Valéry Giscard d'Estaing, président de la confédération libérale, a envoyé une lettre, le 7 décembre, à son homologue du RPR, M. Chirac, afin de donner son accord pour une réunion des groupes de travail constitués par les deux formations. Il s'agit, selon M. Giscard d'Estaing, d'examiner la possibilité d'adopter un projet commun.

O. B.

L'application du traité de Maastricht

## Le Comité des régions comportera vingt-quatre représentants français

Edouard Balladur, a désigné, mercredi 22 décembre, les représentants français au Comité des régions, organisme consultatif européen institué par le traité de Maastricht afin de représenter les collectivités locales auprès du Conseil et de la Commission de l'Union européenne. Composée de cent quatre-vingt-neuf membres, il comptera vingt-quatre représentants français.

La désignation de ces titulaires et de leurs suppléants s'est faite en concertation avec les associations d'élus (Association des maires de France, à majorité RPR, Assemblée des présidents de conseils généraux, à majorité UDF, Association nationale des élus régionaux, à majorité UDF). Le gouvernement a combiné des modes de représentation institutionnels, politiques et géographiques. Au terme d'une assez longue polémique (le Monde du 31 octobre-1<sup>er</sup> novembre), il a désigné douze représentants pour les régions, six pour les départements et six pour les communes. Il a choisi neuf élus RPR, neuf UDF, quatre PS, un PCF et un écologiste.

Dans le collège des titulaires, les représentants des régions sont huit, présidents de conseils régionaux : Jacques Blanc (UDF, Languedoc-Roussillon), Olivier Guichard (RPR, Pays-de-la-Loire), Charles Millon (UDF, Rhône-Alpes), Yvon Bourges (RPR, Bretagne), Marc

Censi (UDF, Midi-Pyrénées), Pierre Chantelat (UDF, Franche-Comté), René Garrec (UDF, Basse-Normandie), Jean Kaltenbach (RPR, Champagne-Ardenne), auxquels s'ajoutent Jean Baggio (UDF), président du conseil exécutif de la région Corse, et trois vice-présidents : Blaise Aldo (RPR, Guadeloupe), Claude du Grandrut (UDF, Picardie), Jean Priori (UDF, Auvergne).

Les représentants des départements sont cinq présidents de conseils généraux : Pierre-Rémy Houssin (RPR, Charente), Roland Huguel (PS, Pas-de-Calais), Philippe Leroy (RPR, Moselle), Jean-Claude Peyronnet (PS, Haute-Vienne), Jean-Jacques Weber (UDF, Haut-Rhin), et un vice-président, Louis de Broissia (RPR, Côte-d'Or). Les représentants des communes sont six maires : Patrick Braouezec (PCF, Saint-Denis), Bernard Fran (écologiste, Grand-Couronne, Seine-Maritime), Jean-Louis Joseph (PS, La Bastidonne, Vaucluse), Philippe Labeyrie (PS, Mont-de-Marsan, Landes), Michel Lafay (RPR, Sancerres, Cher), Roland Nungesser (RPR, Nogent-sur-Marne, Val-de-Marne). Dans le collège des suppléants figure, notamment, Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) du Nord-Pas-Calais.

La préparation des élections cantonales

## Concurrence entre le RPR et l'UDF dans le Cher

BOURGES

de notre correspondant

Francis Thomas-Richard (UDF) et Serge Lepetit (RPR), tous deux députés du Cher depuis neuf mois, ont annoncé, l'un et l'autre, leur candidature en mars prochain dans le canton de Bourges-2, actuellement détenu par un ancien socialiste qui ne se représente pas. Ils ont confirmé, ainsi, leurs ambitions sur la mairie de cette ville.

Dès son succès aux élections législatives face à Jacques Rimbaud (PCF), député sortant et maire de Bourges, décédé en mai dernier, M. Thomas-Richard avait exprimé l'intention d'être tête de liste aux municipales de 1995. Le RPR a, lui, une stratégie à long terme de conquête du département depuis l'élection au Sénat, en septembre 1989, du maire de Saint-Amand-Montrond, Serge Vinçon. Devenu secrétaire départemental du RPR en 1990, M. Lepetit, élu conseiller municipal de Bourges l'année précédente, a entamé une course de fond. En 1992, il est entré au conseil régional du Centre et, en mars dernier, il a battu Alain Calmat (majorité présidentielle), député sortant et ancien ministre.

Se présentant en vainqueur de Jacques Rimbaud, M. Thomas-Richard revendique une assise locale qu'il n'a pas encore et considère que son adversaire « et néanmoins ami » vient chasser hors de ses terres. M. Lepetit s'araboute sur

son siège de conseiller municipal de Bourges et déclare qu'il regrette l'absence de concertation préalable à l'annonce, par son rival, d'une candidature aux cantonales.

Conscients que « sans une liste d'union aux municipales, la majorité perdrait les élections », ils ont choisi de demander aux électeurs, plutôt qu'aux élus-majors, de trancher, sachant que dans ce cas, pris au RPR par le PS en 1988, le risque d'échec est faible, selon eux, pour la majorité départementale.

Ce duel n'est qu'un nouvel épisode de la compétition ouverte depuis plusieurs années entre les deux familles de la droite. L'UDF ne peut guère compter aujourd'hui, comme depuis plus de dix ans, que sur son homme fort, Jean-François Deniau, président du conseil général. La stature du député du Cher, ancien ministre, suffit encore à tempérer les ardeurs des jeunes hussards RPR, mais Bourges est une cité où ils ne peuvent pas laisser échapper, pas plus qu'ils ne laissent passer la première occasion de prendre le conseil général. M. Vinçon longe depuis trop longtemps sur la présidence de l'assemblée départementale pour que le RPR ne tente pas d'entraîner à ses côtés, aux cantonales, alors que sur les huit cantons que détent le PCF, sept sont renouvelables.

PATRICK MARTINAT

CLÉS/ Textes

Au cours de la session d'automne, le Parlement a adopté une révision de la Constitution relative aux accords internationaux en matière de droit d'asile, trois lois organiques et trente-neuf lois ordinaires, dont dix autorisant la ratification de conventions internationales. Les principaux textes votés sont les suivants :

- Justice et sécurité : les lois organiques instituant le Cour de justice de la République, réformant le Conseil supérieur de la magistrature et modifiant le statut de la magistrature, en application de la révision de la Constitution votée en juillet dernier par le Parlement réuni en Congrès ; la création de la peine dite « perpétuelle » pour les meurtriers d'enfants ; les dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration ;

- Education : la révision de la loi Falloux de 1850, afin de permettre aux collectivités locales de participer aux investissements des établissements d'enseignement privés ;

- Economie et finances : le budget de 1994 ; une deuxième loi de finances rectificative (« collectif » budgétaire) pour 1993 ; la

réforme de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales ; le nouveau statut de la Banque de France, qui s'inscrit dans le cadre du traité de Maastricht, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre ;

- Travail, santé et protection sociale : la loi quinquennale sur le travail, l'emploi et la formation professionnelle, permettant davantage de flexibilité dans l'organisation du travail ; la loi sur la santé publique et la protection sociale ;

- Urbanisme : la réforme du code de l'urbanisme, qui assouplit certaines contraintes imposées par la loi « montagne », « paysage » et « littoral », ainsi que par la loi Sapin contre la corruption ;

- Audiovisuel : la réforme de l'audiovisuel, qui crée une chaîne éducative, assouplit le statut des chaînes privées et institue un quota de chansons françaises pour les radios ;

- Elections : la loi rétablissant le renouvellement des conseils généraux par moitié tous les trois ans.

## Le gouvernement retire un projet de loi sur l'agriculture

Le gouvernement ne soigne pas sa majorité en cette fin de session. En conflit avec les députés RPR et UDF qui voulaient assouplir la loi Evin sur la publicité des boissons alcooliques, le gouvernement a retiré *in extremis*, mercredi soir 22 décembre, un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre agricole, adopté au Sénat (le Monde du 18 décembre) et dont l'examen avait commencé le matin même à l'Assemblée.

La commission de la production avait adopté mercredi matin plusieurs amendements identiques modifiant l'article de la loi Evin sur la publicité des boissons alcooliques déposés par des députés RPR et UDF, élus en particulier de départements viticoles. Cette modification concernant aussi la santé publique, Jean Fuchet, ministre de l'Agriculture, voulait, avant d'accepter cet amendement, obtenir l'accord de Simone Veil. Elle ne le lui a pas donné.

Le gouvernement s'est alors retourné vers les députés de sa majorité pour leur demander le

retrait de ces amendements.

« J'ai fait savoir qu'il n'en était pas question », déclarait Bernard Pons, mercredi soir dans les couloirs de l'Assemblée, « et l'UDF avait la même position » assurait-il. Du coup, après une suspension de séance, Pascal Clément, ministre délégué chargé des relations avec l'Assemblée nationale, annonçait le retrait du projet agricole. « Le gouvernement ne peut trancher aujourd'hui » une question « extérieure à la finalité du texte ». Mais il a promis qu'un comité interministériel aura lieu début janvier, ajoutant que le texte « sera redéposé au cours de la session extraordinaire de janvier ».

Devant les protestations des députés RPR, M. Clément a cette fois répondu touchante, à défaut d'être ironique : « C'est parce qu'un amendement important a été adopté à l'unanimité que le gouvernement veut y réfléchir. C'est la preuve de la considération qu'il porte à l'Assemblée ».

C. B.

POINT DE VUE

## Urbanisme : assurer la transparence par une loi... transparente !

par Bernard Bosson

MIS en cause par M. Lienemann, ancien ministre délégué au logement, dans un « point de vue » (le Monde du 21 décembre), je souhaite faire une mise au point sur ce qu'il a dénommé « l'amendement promoteurs ». Il s'agit, en fait, de l'amendement parlementaire, accepté par le gouvernement et abrogeant l'article 51 de la loi Sapin, qui ajoutait d'autres obligations de publicité foncière à celles déjà existantes en matière de cessions immobilières des collectivités territoriales et des sociétés d'économie mixte (SEM).

Au fil de son article, M. Lienemann indique :

1) Qu'il s'agit de la « suppression d'une sorte de mise en concurrence ». C'est faux, l'article 51 n'institue absolument pas de réelle mise en concurrence, car il n'obligeait à rien sur la conclusion de la vente. Si « des accords tacites prévalaient » existaient, comme le prétend M. Lienemann, l'article 51 n'empêchait nullement qu'ils ne soient, en définitive, conclus. Je tiens à rappeler qu'existent un code des marchés publics, une estimation préalable des domaines obligatoires et, surtout, la délibération publique des assemblées délibérantes.

2) Qu'il ne faut pas lâcher, comme l'aurait dit Pierre Bérégovoy, alors premier ministre. Comment expliquer, alors, que, le 3 décembre 1992, M. Lienemann ait - elle-même - proposé, par un amendement n° 253 au Sénat, de fixer un seuil en-dessous duquel les cessions immobilières seraient *exemptées* de cette

publicité et que, dans sa lettre du 16 mars 1993, Pierre Bérégovoy ait précisé : « Je vous confirme, enfin, bien volontiers, que les concessions d'aménagement au sens de l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme, sont exclues de la loi et de ses décrets d'application ». La réponse est simple : le texte en question avait été préparé dans une telle précipitation que ses conséquences, mal étudiées, étaient insupportables, car inapplicables.

Avec ce fameux article 51, M. Lienemann semble ignorer que certains accidents modestes à la propriété dans des lotissements communaux, qui réalisent « l'investissement de leur vie » en construisant leur maison, se trouvent dans l'incertitude quant au risque de nullité d'ordre public, qui, pendant cinq ans, affecte leurs acquisitions à cause de formalités inapplicables et, du coup, mal remplées par telle ou telle collectivité territoriale. C'est cette situation injuste qui ne pouvait perdurer.

3) Qu'un *moratoire législatif de trois ou quatre ans* aurait été bienvenu. Cette suggestion vient, comme par hasard, après une *frénésie législative* de 1980 à 1993, que de lois sur l'habitat et le cadre de vie, accumulées dans le désordre et à la hâte et qui font maintenant - leurs buts étant partagés par tous - revoir pour assurer une réelle efficacité et la sécurité des différents acteurs de l'urbanisme, y compris les acquéreurs !

4) Que « les plus grandes lenteurs viennent, aujourd'hui, des difficultés pour réunir le financement des opérations ». La

gouvernement actuel a pris les moyens de financer plus de cent mille prêts locatifs aidés (PLA) en 1993, chiffre le plus élevé depuis dix ans. Nous n'avons pas de leçons à recevoir des gouvernements de gauche, sous lesquels ont hélas été construits beaucoup moins de logements sociaux ! J'ajoute que c'est le gouvernement socialiste qui a dérogé à l'agrement de l'Etat en Ile-de-France pour la construction ou l'extension de bureaux, ce qui a conduit à une surproduction empêchant d'y « adosser » le financement des logements. Nous avons assisté, de sa part, à une rafale de « déréglancements », dans ce domaine, avec les textes de 1985, 1990, 1992, 1993 ! Faut-il rappeler que c'est le gouvernement actuel qui s'oppose à rétablir l'agrement-construction en Ile-de-France ? M. Lienemann a vraiment une mémoire sélective !

N'ayant aucun goût pour la polémique, je voudrais très simplement rappeler que je partage profondément les objectifs de l'article 51 de la loi Sapin, mais que cet article, mal étudié, a été mal écrit, engendrant l'insécurité aussi bien pour les acheteurs que pour les vendeurs. Afin d'atteindre la transparence, tout en supprimant les conséquences négatives de l'article 51, j'ai demandé la mise en place d'un groupe de travail, associant l'administration et un certain nombre de professionnels du droit de l'urbanisme, pour rédiger un nouveau texte.

Ce nouveau texte permettra de comprendre quels doivent être les opérateurs concernés, quel est l'organe délibérant des SEM

devant lequel il faudra s'expliquer, ce que veut dire les termes de « cession immobilière envisagée », comment les SEM peuvent obliger les actionnaires à inscrire une « communication sur l'information préalable à toute vente à l'ordre du jour de la plus proche réunion de l'organe délibérant de chacune des collectivités au groupement actionnaire », etc.

Encore une fois, le gouvernement ne cherche nullement à revenir sur la transparence, mais il veut y parvenir par un texte qui sera lui-même transparent et compréhensible.

► Bernard Bosson, maire d'Arnas (Haute-Savoie), vice-président du CDS, est ministre de l'équipement, des transports et de la tourisme.

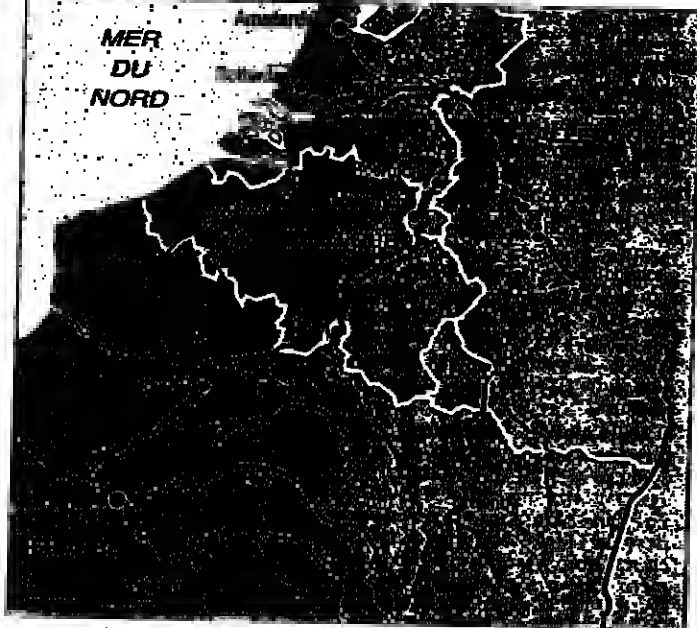
JUSTICE : pétition nationale, de l'Union syndicale des magistrats contre l'abandon de la « transparence ». - L'Union syndicale des magistrats (USM), modérée, qui déplore que le Parlement ait « vidé de sa substance » la procédure dite de transparence destinée à assurer la publicité des candidatures aux postes de la magistrature, a décidé de lancer une pétition nationale afin d'obtenir son rétablissement. « Cette réforme rétrograde, réalisée à la demande d'une minorité de magistrats politisés, qui espèrent bénéficier ainsi, plus facilement, de nominations partisans, constitue une véritable régression statutaire, qui ne contribuera pas à restaurer la nécessaire confiance entre l'exécutif, le législatif et le corps judiciaire », affirme l'USM.

هكذا من الأمل



Plusieurs rivières et fleuves en crue

# La situation reste « préoccupante » dans le nord de la France et l'Europe septentrionale



■ EN FRANCE. Les départements les plus touchés par les inondations, dans le Nord et l'est du pays, sont l'Aisne, le Nord, le Pas-de-Calais, les Ardennes, la Meuse et la Moselle. Les villages sinistrés et les routes coupées se comptent par centaines. Des milliers de personnes ont dû évacuer leur domicile. Les pompiers sont intervenus dans des maisons de retraite et des usines. De nombreuses entreprises ont dû mettre leur personnel en chômage technique.

■ PRÉVISIONS. Vendredi matin, la décrue semblait s'amorcer en Lorraine, dans les Ardennes (secteurs de Charleville-Mézières et de Sedan) et dans la Nord (Meubeuge). En revanche, les eaux de l'Aisne menaçaient la ville de Soissons, où l'on s'attendait, pour la nuit de Noël, à une crue d'une « ampleur historique » et où les habitants des quartiers inondables devaient se préparer à une évacuation. A Béthune (Pas-de-Calais), des pluies sur les collines de l'Artois laissaient craindre de nouvelles inondations. En Ile-de-France, la crue de la Seine n'a pas encore atteint les environs de Paris mais dans le centre de la capitale, une fermeture des voies sur berges est envisageable dans les prochains jours.

■ A L'ÉTRANGER. La situation était toujours préoccupante, vendredi, dans plusieurs pays du nord et de l'est de l'Europe : aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie et en Ukraine. En Allemagne, six personnes sont mortes au cours de la nuit. Les eaux du Rhin ont envahi la vieille ville de Cologne et certains quartiers de Bonn. En Belgique, au confluent du Rhin et de la Moselle, les inondations sont considérées comme les « plus graves depuis deux cents ans ». Dans l'ouest de l'Ukraine, soixante-dix localités auraient été « ravagées » par les eaux.

Une partie de la France sous les eaux, l'Allemagne noyée, les Pays-Bas et la Belgique sinistrés. Sur le front des inondations, la situation restait préoccupante, vendredi 24 décembre, en fin de matinée, après plusieurs jours d'intempéries.

En France, plusieurs rivières et fleuves tels que la Meuse et le Rhin sont sortis de leur lit. Dans le département des Ardennes, la crue de la Meuse a eu des conséquences dramatiques entre Charleville-Mézières et Givet. Dans cette localité, une soixantaine a été retrouvée, mercredi 22 décembre, noyée à son domicile (le Monde du 24 décembre). Au total, cent communes du département ont été inondées, plus de soixante routes coupées et au moins cinquante entreprises ont dû mettre leur personnel en chômage technique. Un comité interministériel devrait, dans les prochains jours, déclarer les Ardennes « zone sinistrée », mais certains Ardennais rappellent qu'ils attendent encore les dédommagements de la crue de janvier 1991, présentée à l'époque comme « la plus forte du siècle ».

Or cette fois, bien des records ont été battus : en 1991, à Charleville-Mézières, la cote de 5,37 mètres avait été atteinte ; jeudi soir, elle était de 5,78 mètres, alors que la cote d'alerte est située à 3,50 mètres. Dans certains quartiers de Mézières, on ne se déplaçait plus qu'en barque. Des centaines de personnes âgées ont été évacuées des maisons de retraite. Des familles ont dû être relogées à la hâte, certaines d'entre elles ayant tout perdu. Il a fallu renforcer des ponts qui menaçaient de se fissurer, voire d'être emportés. Dans la journée de jeudi, l'auto-roule reliant cette ville à Sedan a été momentanément interdite à la circulation. Les coupures d'eau et d'électricité se sont multipliées dans l'ensemble du département. Toutefois, vendredi 24 décembre au matin, la décrue semblait s'amorcer.

La Lorraine a aussi été touchée par les crues, dans le nord de la Meuse et de la Moselle, comme nous le décrit notre correspondant à Nancy. La Moselle, la Saône, la Nied, la Sarre, la Blies et l'Orne sont sorties de leur lit, envahissant villes et villages. A Longuyon, dans le Pays Haut, deux maisons de retraite ont dû être évacuées à la hâte dans la nuit de mardi à

mercredi. Les pompiers sont venus en barques chercher les vieillards enroulés dans des couvertures, choqués par leur mésaventure. A Pont-à-Mousson, la Moselle a quadruplé son débit en moins de trois jours. A Metz, au pont des Morts, cette même rivière a franchi sa cote d'alerte (4,50 mètres) pour atteindre 5,13 mètres mardi soir.

## Ravitaillement en barques

A Sarreguemines, presque tous les bas quartiers ont été inondés, les habitants devant trouver refuge chez des parents ou amis. Dans les étages, de leurs habitations, ils attendent que la Sarre et la Blies regagnent leur lit. Les pompiers ont assuré le ravitaillement en barques, apportant victuailles et pain frais aux isolés. Jeudi soir, la tension était cependant, là aussi, à la hausse pour l'ensemble des rivières lorraines, et les habitants commençaient à évaluer le montant des dégâts. A Sarreguemines, en vingt-quatre heures, la Sarre avait baissé de 3 mètres, mais la Moselle, qui reçoit l'eau provenant de la fonte des neiges vosgiennes, ne baissait que très lentement.

Dans certains villages du département de la Meuse, de nombreuses bêtes ont péri, les eaux étant montées brusquement

voies de chemin de fer entre Chauny et Tergnier, dans l'Aisne, contraignant la SNCF à détourner les trains par Amiens. A Chauny, plus de 2 000 habitants ont été évacués précipitamment et transférés dans des bâtiments communaux. L'autre point noir de la région restait, vendredi, le bassin de la Sambre, une rivière dont les eaux continuaient de monter. La caserne des pompiers de Jeumont (Nord) a été inondée, et il a fallu construire un mur de parpaings pour protéger le standard téléphonique. L'usine de mécanique lourde de Jeumont Industrie, partiellement envahie, a interrompu sa production, et de nombreuses entreprises ont été contraintes de mettre leurs employés en chômage technique. Privée d'électricité, une clinique de Maubeuge a été évacuée en pleine nuit et les clients d'un hôtel ont été secourus par les pompiers en bateaux pneumatiques.

## Du sable pour édifier des digues

Le reste de l'Europe du Nord et de l'Est n'est pas épargné par ces inondations. Ainsi en Allemagne, où six personnes sont mortes en cinq jours, le Rhin s'est-il atteint, jeudi, des niveaux records dans la région de Cologne. Trente mille sacs de sable ont été distribués aux habitants de cette ville pour édifier des digues. Trente barques à moteur ont été mises en circulation pour évacuer les résidents et commerçants du vieux Cologne, dont les immeubles sont inondés jusqu'au premier étage.

A Bonn, le ministère du loge-

ment a été évacué jeudi matin, et l'un des bâtiments du Bundestag, la Chambre basse du Parlement allemand, était entouré par des flots boueux. L'eau atteignait les marches de l'ambassade de France. A Coblenze, au confluent du Rhin et de la Moselle, des milliers de personnes ont quitté leur logement en raison de ces inondations considérées comme les « plus graves depuis deux cents ans ». Jeudi soir, huit quartiers de la ville étaient privés d'électricité, de téléphone et de chauffage. Les policiers avaient recommandé de couper l'électricité après la mort, la veille, d'un adolescent de seize ans, électrocuté alors qu'il circulait dans une zone inondée. Dans le sud et le sud-ouest du pays, sur le Main, la Moselle et dans le bassin du Danube, les inondations étaient également jugées « très préoccupantes ».

En Belgique, la situation était considérée, jeudi soir, comme « critique » dans les environs de Maastricht, en aval de Liège, où un cycliste égaré s'était noyé mercredi. Au-delà de l'Allemagne, de la Belgique et des Pays-Bas (lire ci-contre), ces inondations ont touché divers pays d'Europe de l'Est, notamment la République tchèque (sud-ouest et nord de la Bohême) et la Roumanie. Dans l'ouest de l'Ukraine, soixante-dix localités auraient été « ravagées » selon l'agence de presse Interfax. Le nombre de victimes ou pourra être connu qu'après la décrue.

Ph. Br. (avec les correspondants du Monde)

## Aux Pays-Bas

### Dans un pays qui s'est bâti contre les eaux...

AMSTERDAM de notre correspondant

Au cas où les appels à la solidarité lancés, jeudi 23 décembre, par la presse populaire néerlandaise n'auraient pas suffi, la visite d'été rendue, le même jour, par la reine Beatrix à trois villages sinistrés du Limbourg, dans le sud-est du pays, aura mis les points sur les « e » : c'est comme une affaire nationale que les Pays-Bas vivent la crue exceptionnelle de la Meuse, venue de France et de Belgique, et guettant l'arrivée des eaux gonflées du Rhin, en provenance d'Allemagne.

Ayant atteint un niveau supérieur de 5 mètres à la moyenne saisonnière - avec une « pointe » à 6 mètres aux portes de Maastricht - et égalé le débit-record de 3 100 mètres cubes par seconde établi lors des inondations de 1826, le fleuve avait noyé de mardi matin à jeudi soir 175 kilomètres carrés de terre, endommagé quelque 7 000 immeubles et contraint près de 7 500 personnes à accepter d'être évacuées. Aucune perte humaine n'était déplorée, vendredi matin, tandis que la facture des dégâts, initialement chiffrés

à 60 millions de francs, ne cessait de s'alourdir. La Meuse effective, en effet, l'essentiel de son trajet aux Pays-Bas qui, par leur topographie, ressemblent à un toboggan vers la mer du Nord. Aussi le « dévalement » des eaux était-il inexorable : après avoir successivement frappé, de vingt-quatre heures à vingt-quatre heures, la sud (Maastricht), la centre (Roermond) puis le nord (Venlo) du Limbourg, le flot meusan menaçait, à la veille de Noël, la partie orientale de la province du Nord-Brabant, où des évacuations de précaution ont déjà été entreprises et où les dizaines de kilomètres de digues ont été mis sous surveillance rapprochée.

Des mesures similaires étaient également en vigueur, vendredi matin, dans la province de la Gueldre, par laquelle le Rhin pénètre aux Pays-Bas. Un expert de l'institut d'hydrologie RIZA s'attendait que le fleuve atteigne ce jour le hauteur de 16,25 mètres (contre une dizaine en temps normal) et un débit de 10 000 mètres cube par seconde (au lieu de 2 200).

En déclarant, mercredi, qu'il fallait « prier » pour que les digues

bordant la Meuse et le Rhin jusqu'au delta hollandais ne cèdent pas, le ministre des transports et des eaux a réveillé certains fantasmes, tenaces dans un pays qui s'est bâti en se battant contre les eaux, mais apparemment injustifiés. Le géographe Henk Meijer, de l'université d'Utrecht, estimait ainsi que la double barrière de digues (une digue d'été, ressemblant à une rive élargie, suivie d'une digue d'hiver, ayant la forme d'un remblai haut de 4 à 6 mètres) devrait suffire à canaliser le flot, et que le « dévalement » de celui-ci dans la partie basse des Pays-Bas serait « maîtrisable » grâce à l'imposant système hydrologique formé par les digues, les écluses et les stations de pompage des polders.

Les autorités de Dordrecht et de Rotterdam, aux portes de l'estuaire commun à la Meuse et au Rhin, prévoient d'ailleurs que les eaux atteindront leur « plus-haut » le lendemain de Noël, sans pour autant franchir la cote de tous les dangers, grâce notamment à un vent favorable « repoussant » la mer du Nord.

CHRISTIAN CHARTIER

## France Musique

24 décembre  
20H30 A la rencontre des anges  
veillée de Noël avec Michel Serres

25 décembre  
15H00 Concert de Noël  
en direct du Concertgebouw d'Amsterdam

20H00 Purcell The Fairy Queen

26 décembre  
22H30 Mozart Les Noces de Figaro  
en simultané sur France 2

29 décembre  
20H30 Puccini La Fille du Far West  
en simultané sur Arte

30 décembre  
20H30 Berlioz Requiem

31 décembre  
17H00 Beethoven 9<sup>ème</sup> Symphonie  
en direct de Leipzig

19H00 Offenbach Les Brigands  
en direct de l'Opéra de Paris-Bastille

1<sup>er</sup> janvier  
11H15 Concert du Nouvel An  
en direct de Vienne  
en simultané sur France 2

FRANCE  
MUSIQUE prend un air de fête!



## JUSTICE

La responsabilité de l'éducation nationale mise en cause

## Un instituteur condamné pour le viol de six enfants

Un instituteur de cinquante-sept ans, Guy Provoux, a été condamné, mardi 21 décembre, à quinze ans de réclusion par la cour d'assises de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour avoir violé six enfants dans l'école primaire de Malakoff où il enseignait. La cour d'assises de Nanterre a aussi condamné l'Etat, mercredi 22 décembre, à verser 200 000 francs de dommages et intérêts à chacune des familles des victimes, ainsi qu'un franc symbolique aux trois associations qui s'étaient portées parties civiles. Cette décision condamne indirectement le démissionnaire des responsables hiérarchiques de l'instituteur.

Les faits remontent à 1985-1986 mais n'ont été révélés qu'en 1990, malgré deux alertes, l'une en 1979 et l'autre en 1986, restées sans conséquence pour l'instituteur. Pendant cinq ans, les six enfants, élèves du cours préparatoire, victimes de Guy Provoux, ont gardé secrets les sévices sexuels - viols et frottements - infligés, au cours de toute une année scolaire, pendant la récréation et dans une classe dont il prenait soin de tirer les rideaux.

Les collègues habitués à prendre le café, tous ensemble, dans la salle des professeurs à l'heure de la récréation, ne trouvaient visiblement rien à redire à cette habitude curieuse et contraire au règlement. Jusqu'au jour où une petite fille a parlé, stimulée par la lecture d'une brochure d'information sur les abus sexuels contre les mineurs, libérant les cinq autres enfants du secret qui les liait.

## Un simple avertissement

L'irréparable, dans cette affaire, c'est bien « la protection incomplète », selon M. Linda Weil-Curiel, avocate du Planning Familial, une des associations qui se sont portées parties civiles, dont a bénéficié l'instituteur de la part de ses collègues et de sa hiérarchie, directeur d'école et inspecteur. Car, selon les pièces produites à l'audience, les premiers témoignages contre les pratiques perverses de l'instituteur, par ailleurs alcoolique notoire, remontent à 1979. Et lui-même a fait

remonter à 1958, soit deux ans après son entrée dans la carrière, ses premières pratiques pédophiles.

## Une affaire étouffée

En 1979, en poste dans une école de Montrouge, Guy Provoux est vu en train d'embrasser une petite fille. Le fait est signalé par l'inspecteur départemental, M. Lenoir, aujourd'hui à la retraite. Entendu comme témoin au procès, ce dernier expliquera que la famille de la fillette n'a pas souhaité porter officiellement plainte. Aussi l'éducation nationale ne donne-t-elle pas suite et l'instituteur reçoit un simple avertissement.

La seconde alerte est plus sérieuse encore, mais tout aussi épais le silence qui recouvre les agissements de Guy Provoux. En mars 1986, l'instituteur est en poste à Malakoff, toujours en cours préparatoire, quand une mère d'élève alerte le directeur de l'école, M. Clerget, sur les pratiques étranges du maître d'école.

Selon les avocats des familles et des associations, le directeur minimisera les faits, dissuadera

les parents de porter plainte, en accord avec l'inspecteur départemental, M. Lenoir, le même qu'en 1979. L'affaire est étouffée par la mise en congé de l'instituteur, pour alcoolisme et état dépressif. Un rapport écrit par M. Lenoir, produit à l'audience, a pourtant été établi, et adressé, selon la voie hiérarchique normale, à M. Bénatar, inspecteur d'académie, aujourd'hui à la retraite.

Ce rapport est sans équivoque, puisqu'il y est fait mention des « pratiques sexuelles regrettables » de l'instituteur et que M. Lenoir attire l'attention de l'administration sur le fait que la réinsertion de Guy Provoux dans une classe lui paraît « un acte d'une extrême gravité ». L'inspecteur d'académie, également cité au procès, expliquera qu'il n'a jamais vu ce rapport, joint au dossier médical de Guy Provoux. Et à ce moment, les supérieurs hiérarchiques de l'instituteur, visiblement informés des faits, ne songeront à saisir la justice. L'instituteur sera donc remis dans le circuit à la rentrée 1987-1988, dans une école de Sceaux, cette fois. Il y restera jusqu'à son arrestation en 1990.

CHRISTINE GARIN

Ancien chef de la cellule antiterroriste de l'Elysée

## Le préfet Proureau est mis à l'écart par le gouvernement

ALORS, ILS VONT TE METTRE OÙ ?



Malgré sa carte de visite de super-gendarme et les éloges du président de la République - « un homme extraordinaire » eu quel M. Mitterrand disait en 1987 - Christian Proureau a été placé hors cadre lors du mouvement préfectoral décidé en conseil des ministres du 22 décembre (le Monde du 24 décembre). Chargé jusqu'alors d'une mission de service public relevant du gouvernement, le préfet Proureau n'a pas, pour l'heure, reçu d'affectation. Il pourrait toutefois se voir confier, dans les prochaines semaines, une mission interministérielle concernant le domaine de la gestion des risques.

D'août 1982 à 1988, l'ancien chef du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) avait été le responsable en titre de la cellule antiterroriste de l'Elysée. Les conseils de M. Proureau avaient commencé peu après sa nomination comme conseiller du président de la République avec, le 28 août 1982, l'intervention du GIGN dans une opération qui allait devenir l'affaire des Irlandais de Vincennes. Ce jour-là, trois militants républicains irlandais avaient été arrêtés par des gendarmes dirigés par le capitaine Paul Barril. L'Elysée avait aussitôt présenté cette intervention comme une victoire contre le terrorisme international. Mais la révélation des graves irrégularités ayant marqué cette action - des fusées piégées à conviction (armes, explosifs)

avaient été apportées au domicile des Irlandais par les gendarmes - avait transformé la victoire en scandale.

L'affaire avait valu à M. Proureau, nommé préfet en 1985, d'être condamné en septembre 1991 pour complicité de subornation de témoins, avant d'être relaxé en janvier 1992 lors du procès en appel. La justice continue toutefois de s'intéresser à ce dossier, puisqu'une information judiciaire pour attentat à la liberté a été ouverte contre X... par le parquet de Versailles à la suite d'une plainte déposée par le défenseur des trois Irlandais, M. Antoine Comte (le Monde du 13 mars 1993). Le préfet Proureau est, en outre, mis en cause dans le dossier des écoutes téléphoniques, visant notamment cet avocat, des journalistes et des hommes politiques, qui est instruit aujourd'hui au tribunal de Paris (lire page 20).

Entre-temps, le préfet Proureau avait quitté la cellule antiterroriste de l'Elysée, après avoir été désigné en septembre 1988 comme représentant du ministère de l'Intérieur pour organiser la sécurité des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville en 1992. Chargé par la suite de s'occuper de la sécurité de la Coupe du monde de football de 1998, le préfet Proureau, qui disposait toujours d'un bureau à l'Elysée, a été élevé, le 14 juillet 1992, au grade d'officier de la Légion d'honneur.

E. In.

## SPORTS

## Les accusations de Boris Becker

## Dopage entre les lignes de tennis

Le tennis bruit à nouveau de rumeurs de dopage. Après l'Allemand Steffi Graf, qui, en mai 1992, émettait des doutes sur les étranges métamorphoses physiques de ses adversaires, son compatriote Boris Becker affirme, dans un entretien, publié vendredi 24 décembre par le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, que la plupart des joueurs de tennis se dopent pour améliorer leurs performances. Il n'apporte toutefois aucune preuve.

« Pourquoi n'y aurait-il pas de dopage dans un sport où il y a tant d'argent en jeu ? », s'interroge-t-il. Est-ce que l'Association des joueurs professionnels peut se permettre d'enregistrer des contrôles positifs ? Cela jetterait le discrédit sur le milieu du tennis et les partenaires financiers s'en rendraient compte. Le fait qu'aucun joueur n'ait été sanctionné jusqu'à présent est une plaisanterie.

Selon Boris Becker, le « cocktail » utilisé par ses adversaires serait très varié : anabolisants, coécaine, amphétamines ou marijuana. Il affirme, bien sûr, n'avoir jamais usé de telles potions magiques. Numéro 5 mondial au début de l'année, le triple vainqueur de Wimbledon (1985-1986-1989) a décliné à la onzième place, son pire classement depuis neuf ans.

**IMMIGRATION** : la police libère trois Chinois séquestrés à Paris par des compatriotes. - La police judiciaire a libéré, jeudi 23 décembre, dans le troisième arrondissement de Paris, trois ressortissants chinois qui étaient séquestrés par deux compatriotes. Ces derniers ont été arrêtés. Les trois victimes, de « jeunes héros qui ont été attachés et frappés », selon la police, sont des immigrés illégaux contraints à travailler dans des ateliers de maroquinerie ou de confection, pour acquitter le prix - 100 000 à 120 000 francs - de leur voyage de Chine en France. Ce trafic avait été révélé par un commissaire des Renseignements généraux lors d'un récent forum sur « Les Asiatiques en France » (le Monde daté 12 et 13 décembre). Munis de faux papiers, les émigrés chinois parviennent, via Moscou, à Paris, dans la communauté originaire de la province du Zhejiang, installée dans le Marais depuis 1920. Ils sont immédiatement « pris en main » par ce que les policiers appellent désormais des « mini-mafias ».

## ÉDUCATION

Après la révision de la loi Falloux

## M. Péricard (RPR) est favorable à la création de la commission d'enquête demandée par les socialistes

Après l'annonce, par Edouard Balladur, de la création d'une commission sur la sécurité des établissements publics et privés (le Monde du 24 décembre), Martin Melvy, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a renouvelé, jeudi 23 décembre, sa proposition de constitution d'une commission d'enquête parlementaire, qui est, selon lui, la « seule » à pouvoir « garantir véritablement le pluralisme et l'indépendance vis-à-vis du gouvernement ».

Michel Péricard (RPR), président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, a déclaré, le même jour, qu'il ne verrait « que des avantages » à la création de cette commission d'enquête. « Je ne peux que souhaiter la constitution d'une commission d'enquête », a assuré M. Péricard. La refuser, ce serait dire que l'on a des choses à cacher. Le député des Yvelines a ajouté qu'il est prêt à en faire la demande en janvier ou au début de la session de printemps, qui débute le 2 avril. Il a rappelé qu'une éventuelle inscription de cette proposition de résolution à l'ordre du jour de la session extraordinaire de janvier dépend de l'accord du gouvernement et du président de la République.

**SONDAGE** : les Français seraient majoritairement hostiles à la révision de la loi Falloux. - Selon une enquête faite par IPSOS les 17 et 18 décembre auprès de 800 personnes et dont les résultats sont publiés dans le *Point* (daté 24-30 décembre), 63 % des personnes interrogées - contre 23 % qui sont d'un avis contraire - « donnent raison » à Edouard Balladur d'avoir fait voter la révision de la loi Falloux. 65 % d'entre elles, contre 23 %, « donnent raison » à François Mitterrand lorsqu'il s'inquiète de voir « l'enseignement livré aux préférences politiques ou spirituelles des uns ou des autres ». Enfin, 54 % des personnes interrogées, contre 35 %, sont « solidaires des organisations qui manifestent contre la révision ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

## Le Père Max Cloupet estime que l'école catholique doit tendre vers la gratuité

Secrétaire général de l'enseignement catholique, le Père Max Cloupet a déclaré, jeudi 23 décembre, à l'AFP qu'« il faut que l'école catholique aille vers la gratuité ». Il explique que « si les collectivités territoriales ne peuvent pas payer pour l'école, elles ne peuvent pas payer pour l'école ». Il a ajouté que « si les collectivités territoriales ne peuvent pas payer pour l'école, elles ne peuvent pas payer pour l'école ».

Le secrétaire général de l'enseignement catholique a rappelé que « l'enseignement catholique avait le devoir d'être au service de tous les enfants ». « C'est une exigence de notre contrat d'association avec l'Etat », a-t-il estimé. « Si aujourd'hui, nous sommes aidés, il faudra bien répondre totalement à cette exigence ».

Pour le Père Cloupet, l'école catholique, qui doit s'efforcer de « s'implanter dans les zones déshéritées ».

## ENVIRONNEMENT

Plusieurs milliers de détonateurs récupérés de Brest à l'île de Ré

## La saga des engins explosifs

Plus de cinq mille engins explosifs ont été ramassés sur les côtes atlantiques depuis le samedi 18 décembre (le Monde du 21 décembre). Jeudi 23, l'île de Ré a été à son tour atteinte, et le littoral de cinq départements (Finistère, Morbihan, Loire-Atlantique, Vendée et Charente-Maritime) est aujourd'hui interdit aux promeneurs. Parallèlement aux risques qu'elle fait courir aux détonateurs, cette « marée » de détonateurs a mis en évidence à la fois une insuffisance dans les mesures internationales de sécurité et un dysfonctionnement dans l'information entre les autorités concernées. Il a fallu bien des recoupements pour établir la chronologie des faits, tout en ne sachant pas encore avec certitude si le navire chypriote mis en cause est la véritable responsable de cette pollution dangereuse.

Parti de Hambourg (Allemagne) à destination de Dar-es-Salaam (Tanzanie), avec pavillon et équipage chypriotes, le M/V Marie-H. - c'est sa véritable orthographe et cela est important - est pris dans une violente tempête, le 12 septembre, à la latitude de Bordeaux. Le commandant du cargo s'aperçoit-il à ce moment qu'un conteneur est tombé à la mer ? Auquel cas, il aurait dû le déclarer immédiatement : selon les

spécialistes, ce conteneur a flotté pendant trois jours et il aurait pu être alors récupéré. La « pèche » du M/V Marie-H. affirme n'avoir constaté cette perte que lors d'une escale forcée, le 22 septembre à Lisbonne (Portugal). Justement pour réajuster l'itinéraire de la cargaison, chamboulée par la tempête.

Ce 22 septembre, il prévient de cette déperdition le centre de surveillance côtière de Falmouth (Grande-Bretagne) et la compagnie d'assurances londonienne en charge du bateau. L'incident s'étant produit dans le golfe de Gascogne, les autorités françaises auraient dû être alertées en premier lieu, à d'abord déclaré Michel Barnier, ministre de l'environnement. Mais, ensuite, il n'est convenu, la France a été avertie d'abord le 22 septembre, comme le prouve un échange de télex : Falmouth a signalé la perte, par le M/V Marie-H., d'un conteneur renfermant des mines en bois chargées d'explosifs au centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage en mer (CROSS) d'Étel (Morbihan). L'affaire en reste là - on ne s'interroge pas trop que le commandant du cargo ne réponde pas aux demandes d'explications françaises - jusqu'au premier échouage, constaté le 18 décembre, de détonateurs sur une plage du Finistère. Un « itinéraire » qui n'est pas jugé anormal par les spécialistes. Relevant la marque de fabrication des engins pyrotechni-

ques, les responsables du CROSS entrent alors en contact avec la société suédoise Nitro-Nobel, qui confirme qu'elle a bien confié au cargo chypriote le transport, précisée-t-elle, de trente-quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix détonateurs, dont deux cent cinquante électriques, et que la Grande-Bretagne a été informée en son temps de la déperdition d'un conteneur.

## Une fâcheuse erreur d'orthographe

Apparemment, on ne retrouve pas tout de suite à Étel le télex du 22 septembre, puisqu'un nouvel échange a lieu avec Falmouth et que se produit alors une méprise. Le CROSS donne une orthographe erronée du bateau - écrit Mary-H., orthographe reprise par tous les médias français - et les ordinateurs anglais répondent « inconnu ». Ce qui fait dire au ministre britannique des transports qu'il n'existe « aucune trace d'un quelconque incident » et amène Michel Barnier à des déclarations hâtives, notamment sur « l'irresponsabilité d'équipages de circonstance, qui ne signaient pas les accidents ». Réaction courtoise de Nicolas : le porte-parole du gouvernement chypriote rétorque sèchement que le commandant du navire « était son devoir en temps voulu ».

Il a fallu un certain temps pour que l'on se rende compte de cette erreur d'orthographe, et l'on en

est revenu aujourd'hui à l'interrogation de départ : les détonateurs proviennent-ils bien de la cargaison du M/V Marie-H. ? Sans perdre bien entendu de vue l'autre face, plus grave encore, de cette affaire : même si le Comité central des armateurs français (CCAF) estime que les recommandations de l'Organisation maritime internationale (OMI) « ont été intégrées dans la réglementation française en avance par rapport aux réglementations étrangères », Bernard Besson, ministre de l'équipement, du transport et du tourisme, insiste sur la nécessité de « trouver un accord au sein de l'OMI pour compléter et renforcer les règles internationales en vigueur ». C'est-à-dire de les étendre au-delà de la limite actuelle des eaux territoriales (12 milles des côtes).

Des mesures de surveillance et de sécurité beaucoup plus strictes sont aussi réclamées par un collectif breton de quatorze mouvements écologistes et politiques (dont Greenpeace, les Verts et Génération Ecologie), qui vient de se constituer et qui s'intitule : Mor Glaz (mer bleue) protégée nos côtes. Sans même remonter aux funestes marées noires, la Bretagne vient d'être atteinte, coup sur coup, par les pesticides du Sherbro et les détonateurs du M/V Marie-H. (ou d'un autre navire) et tient à exprimer son ras-le-bol de servir constamment de « poubelle ».

MICHEL CASTAING

هكذا من الأمل

UN TOI

EN V

SON VO

TWINGO

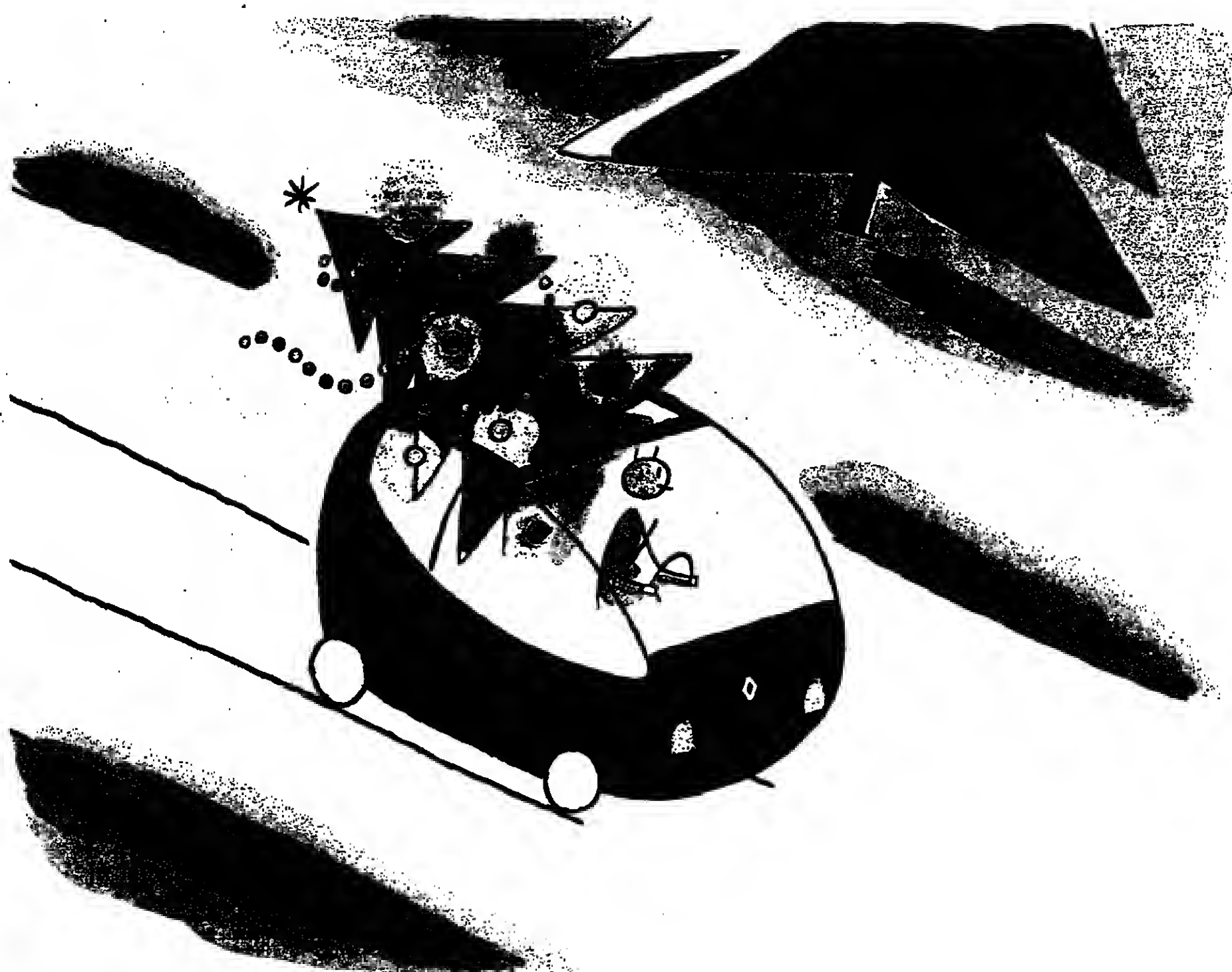


هكذا من الأصل

(Publicité)

• Le Monde • Samedi 25 décembre 1993 11

# UN TOIT OUVRANT SUR TWINGO POUR NOËL. EN VOILÀ UNE BONNE IDÉE.



QU'EST CE QUI EST TRÈS GRAND, TRÈS ENCOMBRANT, TRÈS PIQUANT ET QUE TOUT LE MONDE A UN MAL FOU  
À RAPPORTER À LA MAISON POUR NOËL ? C'EST UN SAPIN ! EH BIEN, CETTE ANNÉE, VOUS POURREZ  
EN CHOISIR UN ENCORE PLUS GRAND, PLUS ENCOMBRANT ET PLUS PIQUANT QU'AUPARAVANT CAR TWINGO SORT  
SON TOIT OUVRANT. DIAG VOTRE FINANCEMENT. TOIT OUVRANT DISPONIBLE EN OPTION. RENAULT présente Gif

3615 3616  
RENAULT

**TWINGO. À VOUS D'INVENTER LA VIE QUI VA AVEC.**



**RENAULT**  
LES VOITURES  
A VIVRE

voir à l'importation sur le site de Renault en une phrase :

CLAIRE TRÉAN

par la CDU de Stefan Heilmann



## ARTS

ROMAN CIESLEWICZ, au Centre Georges-Pompidou

## Le voleur d'images

Un rond, une géométrie sans faille, un jeu subtil entre les lignes et les mots, l'affirmation de la diagonale et de ses couleurs préférées – le rouge et le noir –, une typographie grasse et hésitante. Tout Cieslewicz est résumé dans la couverture «constructiviste» du catalogue publié à l'occasion de sa rétrospective au Centre Pompidou. En parcourant près de quarante ans de graphisme (affiches, couvertures de livres et de magazines, illustrations de journaux, logos, collages, montages), on s'aperçoit que Roman Cieslewicz n'a pas varié dans ses influences, ses convictions, sa façon bien à lui de marier les mots, les images d'actualité, les tableaux de la Renaissance, la publicité, les enseignes de la rue. De les découper, de les associer, de les entrecro-

quer. On lui doit les catalogues des grandes expositions du Centre Pompidou (Paris-Moscou, Paris-Berlin, Paris-Paris, Présences polonaises). Tout comme les premières couvertures des «époches» 10-18, le Guide bien, la revue d'art *Opus*, les affiches des principaux films de Depardon, et les projections sur la façade de l'Assemblée nationale pour le Bicentenaire de la Révolution française. Il a travaillé pour les Galeries Lafayette, Dassault, Amnesty International et des dizaines de journaux, d'institutions, d'éditeurs, de musées. Sans parler de son travail personnel. Et chaque fois – réussi ou pas –, on reconnaît la «patte» Cieslewicz. N'est-ce pas

cela, le talent d'un graphiste?

Ce talent se retrouve dans la mise en scène de son exposition. Il n'était pas facile de mettre de l'ordre dans cette production foisonnante. Mais Cieslewicz ne met pas d'ordre, il propose des choix. L'œil doit pouvoir courir entre les affiches, les catalogues et les collages intimistes. Ou se laisser guider par les marques colorées ou sol qui balisent le parcours du graphiste.

Né en 1930 à Lvov (à l'époque en Pologne, aujourd'hui en Ukraine), Roman Cieslewicz a été influencé par le groupe constructiviste polonais Blok et les avant-gardes qui ont fleuri, entre les deux guerres, de Berlin à Varsovie. Après des études aux beaux-arts de Cracovie, il devient affichiste dans une agence d'Etat. Il s'installe à Paris en 1963. «J'ai quitté la Pologne pour voir comment mes affiches résisteraient à la lumière des néons, en Occident». Il rencontre Peter Knapp, de Elle, et devient graphiste puis directeur artistique du magazine féminin tout en continuant de travailler ses photomontages. Cieslewicz est un récupérateur. Non pas



«Mona Tsz-Tung» (1977)

d'idées, mais de matériaux (photos, trames, cartes postales, dessins, etc.), qu'il détourne ou amplifie. Parmi ses obsessions, le cercle, l'œil et surtout les mains (*Fait divers* et *Numéro zéro*, de Depardon; Musée Picasso; ville de Montreuil; «Pour l'Argentine», etc.). Il affectionne les associations absurdes. On lui doit, en 1969, des collages répétitifs fort drôles de la Joconde («Les Mona Lisa's»). «La vie est en soi un collage extrêmement bizarre... et épuisable», expliquait-il au *Monde*.

Pourtant si son «Mona Tsz-Tung» est du meilleur cru, trop de

collages, trop d'illustrations sont maniéristes ou d'une symbolique trop appuyée. Ses affiches sont sans doute plus au point. Cieslewicz n'a pas son pareil pour associer un visuel à des formules choc: «Zoom, contre la pollution de l'œil», sur une image d'homme-cylope. Le graphiste trouve son bonheur dans la photographie d'actualité: un côté instantané, imprévisible, «franc», imparfait, incontrôlable, accidentel. Il aime agrandir, recadrer, détourner, faire apparaître les trames grossières. «Les clichés sont les images pieuses du monde moderne», dit-il. Dans un ancien catalogue du Centre Pompidou («Photogrammes»), il a traité le document brut pour ce qu'il est: un coup de poing en pleine figure. Le sujet est plus important que le photogramme.

Cieslewicz était à la mode dans les années 70-80. Il ne l'est plus et l'œil voit bien pourquoi. Une affiche du Polonais est tout sauf décorative, elle dérange et agresse. Notre époque consensuelle privilégie l'élégance, le feutré. Elle préfère expliquer un «produit» plutôt que d'affirmer une idée.

MICHEL GUERRIN

► Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 10 janvier. Catalogue, textes de Margot Rouard, 162 pages, 240 francs. Les citations de Roman Cieslewicz sont tirées de ce catalogue.

## THÉÂTRE

SŒURS ET FRÈRES, à Parenthèses

## La mémoire en fumée

Dans la rue de Reuilly, au-dessus de la porte en bois, est accroché un simple benderole blanche sur laquelle est écrit le mot «théâtre». Située au fond dans la cour, la salle est rudimentaire: des gradins, un plateau. Et dans des éclairages soignés de Sébastien Michaud, s'y tiennent deux garçons (Pierre Baux, Benoît Verge) et trois filles (Valérie Philippin, Mireille Roussel, Violaine Zwartz); les *Sœurs et frères* censés se retrouver dans un garde-meuble, à la recherche du passé familial, de leur enfance. Ils plongent dans leur mémoire, se heurtent sur des histoires qui ne concordent pas. A chacun ses fantômes, les souvenirs en charpie s'envolent.

Rythmé par des «fousus au noir», le spectacle navigue doucement dans un espace intemporel. *Sœurs et frères* est la première pièce d'Olivier Cadot; elle lui a été commandée en 1991, avec pour seules contraintes le nombre de personnages, la proportion de garçons et de filles. Avait de

venir à Paris, où elle est jouée en alternance avec le *Petit Monde de Courteline*, elle a été répétée au Grand de Belfort, nouvelle scène nationale des plus intéressantes. L'écriture est fine, d'une poésie sans fioritures, fidèlement transmise dans la mise en scène précise et délicate de Ludovic Lagarde, dans sa direction d'acteurs.

Le défaut de la pièce est aussi ce qui fait son charme: son absence de repères concrets, son côté sables mouvants. «C'est un huis clos, c'est-à-dire un petit enfer», écrit Ludovic Lagarde. L'enfer d'une réalité qui s'échappe en fumée, étouffant les haines, les conflits, les sentiments. Et le spectacle reste en mémoire comme un pincement au cœur.

C. G.

► Théâtre Parenthèses, 65, rue de Reuilly, Paris 12. Mtro Reuilly-Diderot. Du 27 au 31 décembre à 21 heures. Tél.: 44-75-52-12. Du 18 au 21 janvier à 20 h 30, à Citelec, su. Chennais. Tél.: 21-38-67-14. Du 2 au 5 février, à 20 h 30, à la Comédie de Reims. Tél.: 26-48-49-10.

SCÈNE(S) DE MÉNAGE, à Vanves

## Empoignades conjugales

Un homme, une femme, un ring... Les hommes et les femmes ayant été créés pour vivre ensemble, il fallait bien, pour tenir le coup sans ennui au long des siècles, une bonne dose de passion, d'égoïsme en conflit. C'est ainsi que sont nées les mythologies, et à partir de là le théâtre. Les rapports de forces à l'intérieur d'un couple ne sont pas moins violents qu'en politique. Au moins, on peut leur donner une forme comique sans choquer personne. Faire rire de ses cauchemars est un privilège de la scène. C'est pourquoi à Vanves, Ivan Morane propose en cette période de bilan, mais aussi de fêtes, un patchwork d'empoignades conjugales, tirées du répertoire.

Sur le ring, le comédien – Jean-Paul Audrain – et la comédienne – Brigitte Feure – interprètent tous les personnages. C'est moins complexe, moins pervers que chez Alain Resnais (*Smoking, No smoking*), on frôle par moments la monotonie – rien

ne ressemble plus à une scène de ménage qu'une autre scène de ménage coupée de son contexte –, mais les changements se font à vue, en quelques secondes, et l'empoignade reprend avec un enjouement communicatif.

De plus Jean-Paul Audrain et Brigitte Feure chaotisent: de Verdi à Offenbach en passant par *Carmen*, ils n'ont peur de rien. Ils surfont sur Shakespeare, Molière, Feydeau, Courteline... On ne reconnaît pas forcément les auteurs, mais peu importe. Il ne s'agit pas d'un concours télévisé, il s'agit de gagner sion quatre-vingt-dix minutes de plaisir.

C. G.

► Théâtre de Vanves, 12, rue Sadi-Carnot, Vanves. Mtro Malesherbes-Plateau-de-Vanves. Les jeudis, vendredis, samedis à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. 25 décembre et 1<sup>er</sup> janvier à 17 heures. Places 110F. Jusqu'au 16 janvier. Tél.: 48-45-48-47.

## ARCHÉOLOGIE

## Saint-Nicolas retrouvé

Suite de la première page

Les recherches d'une équipe d'archéologues américains et européens, travaillant pour le compte de l'organisation scientifique et écologique Earthwatch, ont, d'abord, démontré qu'au Moyen Âge, l'endroit était connu par les marins sous le nom d'île Saint-Nicolas. La première église qui accueillait les pèlerins à leur arrivée semble avoir été dédiée au saint, dont le nom a été peint sur les murs du bâtiment, aujourd'hui en ruines.

L'île n'est qu'à 30 kilomètres de Patara, où la tradition fait naître Nicolas, au troisième siècle. L'organisation des lieux, avec son grand chemin processif, autours d'églises et de tombes, est typique des sanctuaires consacrés aux saints à l'époque, et saint Nicolas est le seul saint chrétien que la tradition associe à cette région de la Turquie. Les restes mis à jour montrent que le site date de la période – le quatrième siècle – immédiatement postérieure à la mort de saint Nicolas, en 326.

Les historiens pensent que l'île a été abandonnée vers 650, lorsqu'une flotte arabe a menacé la région. Selon eux, les restes de saint Nicolas ont alors été mis en sécurité relative, un peu à l'intérieur des

terres, dans la ville de Myra. Le saint avait acquis sa réputation de faiseur de miracles alors qu'il était évêque de Myre et, jusqu'ici, on pensait qu'il y avait été enterré à sa mort.

## Patron des voyageurs des mers, des enfants

La légende de «Santa Claus» viendrait du don que fit saint Nicolas à trois jeunes filles. Alors que leur père se préparait à les prostituer, Nicolas lança, sans se faire connaître, trois sacs d'or par la fenêtre de leur maison, afin de payer leurs dots. C'est pour commémorer ce geste qu'au Moyen Âge se développa la coutume de donner des cadeaux anonymes le veille de la saint Nicolas, le 5 décembre.

Déjà patron des voyageurs et des marins, Nicolas devint celui des enfants. Au dix-huitième siècle, quand les pays d'Europe de l'Ouest modernisèrent leur calendrier, le Saint-Nicolas se confondit souvent avec Noël.

Aujourd'hui, les restes de saint Nicolas, d'abord enterrés à Gémie, puis à Myra, sont à Bari, en Italie. En 1087, une expédition fut lancée d'Italie pour ramener ses restes, dans le but affirmé de les protéger des envahisseurs arabes.

DAVID KEYS

## MUSIQUES

Rencontre avec Ricky Lee Jones

## Un embouteillage au paradis

Dans un grand hôtel parisien, Ricky Lee Jones mange des tartines de pâtes en discutant sur *Traffic from Paradise*, son dernier album. «Le titre, c'est celui d'une nouvelle que j'ai écrite. Juste après mon premier mariage. L'infirmière avait trouvé mon utérus très intéressant et avait fait venir ses collègues. Quand je suis ressortie, il pleuvait et j'ai eu la vision de tous ces anges qui retombaient du ciel. Je me suis dit qu'il y avait de la circulation en provenance du paradis.» Elle marque une pause, l'histoire se manifestant déjà servie, elle sert autant à juger l'interlocuteur qu'à le provoquer.

*Traffic from Paradise* est le troisième disque de Ricky Lee Jones depuis son retour. Après avoir publié quatre albums entre 1979 et 1984, elle était restée silencieuse pendant cinq ans.

«Le temps est passé sans que je m'en rende compte. La personne qui s'occupe de moi chez Warner a été le premier obstacle à ce que je continue. Ils vous prennent sous contrat parce qu'ils vous aiment et à la première occasion il se mêlent de tout, salissent votre travail. Du coup je suis restée dans mon coin, j'ai essayé d'écrire. Je regardais mon piano, je m'y essayais deux fois par semaine. J'ai eu une petite fille, je n'étais plus sûre d'avoir envie de faire de la musique. Je me sentais exclue.»

En 1989, Ricky Lee Jones reprend le collier. *Flying Cowboys* ramène avec ses idiosyncrasies, sa voix instable et ses mélodies sinuées, ses textes elliptiques et provocants. Pop

Pop (1991) laisse tout le monde pantelant. Ces reprises de standards de jazz et de classiques psychédélics sont chantées délectablement faux, avec une insistance presque gênante. Il faut du temps avant que les plus obstinés découvrent la charge d'émotion et de vérité de ce disque. *Traffic from Paradise* se nourrit de ces dernières expériences. «Sur *Flying Cowboys*, j'ai réappris à chanter. Pop Pop était brut, directement érotique. D'habitude je passe du temps à m'inquiéter de ce que vais faire. En commençant *Traffic from Paradise*, j'étais plus sûre de moi que je ne l'avais jamais été. Jusqu'ici, je n'avais pas confiance en ce qui me venait spontanément.»

A l'arrivée, on retrouve Ricky Lee Jones dans toute son imperméabilité. Elle est entourée d'amis, pour la première fois

elle a choisi ses musiciens en toute liberté. On y retrouve Brian Steet, le guitariste des Stray Cats qui joue de la guitare sur une étrange reprise du *Rebel* de David Bowie. Mais aussi Leo Kottke, le guitariste folk virtuose et Lyle Lovett, venu chanter le refrain de *Running from Mercy*. Pour la première fois, le chanteuse est devenue productrice. Elle s'est éloignée de la sophistication qu'avait apportée Walter Becker (ex-moi-même de Steely Dan) sur *Flying Cowboys*, elle a lâché le livre cours à son amour de la liberté. Au printemps, elle reviendra à Paris, pour chanter, sans doute au Grand Rex.

T. S.  
► *Traffic from Paradise*, 1 CD Gefen GED 24602, distribution BMG.

## COMMENTAIRE

## La chanson française sur la mauvaise fréquence

FINALEMENT les multinationales du disque l'ont emporté sur des radios à capitaux nationaux: les quotas de chanson française seront imposés sur toutes les ondes radiohétiques à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996. Ce n'est pas le moindre paradoxe du débat que conduit l'adoption du projet de loi sur l'audiovisuel.

Il n'est pas question ici de douter de la sincérité des maisons de disques. Elles sont le point de passage obligé de la chanson française et – à ce jour – elles se sont acquittées de leur tâche de production. Mais leur soutien pourrait un jour trouver ses limites. Depuis que le débat sur les quotas a été lancé par Jean-Loup Tournier, président de la SACEM, en juin 1991, les majors (1) ont parfois laissé poindre le menaçant d'abandonner la production d'artistes français si ceux-ci ne trouvaient pas de débouchés sur les ondes.

D'autre part, depuis l'exclusion de l'audiovisuel du GATT, les dirigeants des filiales françaises sont en porte-à-faux par rapport à leurs maisons mères. On peut lire dans le dernier numéro de l'hebdoma-

de professionnel américain *Bilboard* une déclaration d'un vice-président de BMG, Trish Heimer qui déclarait: «Dès la ratification des accords, nous utiliserons tous les moyens disponibles pour redresser la tort qui nous a été faite.» Tant il est vrai que quelle que soit la nationalité des conduits multinationaux, ils préfèrent chasser les produits anglo-saxons.

Mais l'affaire est entendue, il y aura 40 % de chanson française à la radio. Sous la réserve suivante: il faudrait que, pour la première fois, les grands réseaux de la bande FM respectent les textes. Tout dans leur histoire conduit à en douter. Depuis 1991, un amendement à la loi sur l'audiovisuel de 1986 donnait mission au CSA de prendre en compte la programmation musicale des radios lorsque celles-ci négociaient leurs conventions de diffusion, et ce dans le sens d'un accroissement de la part de chanson française et plus particulièrement des nouveaux talents. Ce texte permettait au CSA d'infliger des sanctions financières aux radios qui ne respectaient pas leurs engagements, possibilité dont la haute autorité

n'a pas abusé, puisque son ire n'a jamais été plus loin que la publication de communiqués.

D'autre part, la loi adoptée le 21 décembre prévoit qu'un même groupe pourra détenir plusieurs réseaux. L'exemple étranger démontre que c'est ouvrir la voie au «formatage» de plus en plus pointu des stations. Pendant que l'un visera les adultes, l'autre diffusera de la musique urbaine (rap et dance) et le troisième de grands succès populaires. La loi met ainsi en mouvement deux logiques, l'une économique – celle du formatage –, l'autre réglementaire – celle des quotas, que tout promet à l'affrontement.

Enfin cette réforme drastique pourrait faire des victimes imprévues. Le texte prévoit l'application des quotas d'œuvres francophones «aux services de radiodiffusion sonore (...) pour la part (de leurs) programmes composés de musique de variété». Radio-Classique et France-Info sont à l'abri. Mais qu'en est-il des radios communautaires ou locales qui diffusent de la musique portugaise, africaine, arabe, arménienne ou latino-américaine? Les radios rock

indépendantes, regroupées au sein de la FERRAROCK, sont également inquiètes. Elles sont seules à passer les disques – produits en France – de jeunes groupes tourangeaux, havrais ou rennais qui chantent en anglais.

Plus que toute autre forme d'expression, la musique populaire prospère par écartements successifs. Les artistes qui profiteront le plus de ces dispositions – si elles sont jamais appliquées – sont ceux dont la dette artistique envers la variété anglo-saxonne est la plus lourde, Francis Cabrel, Jean-Jacques Goldman ou Patrick Bruel. D'autre part, trop de jeunes musiciens en deviennent se nourissent de traditions étrangères – anglo-saxonne, bien sûr, mais aussi hispanique, arabe ou africaine – pour que l'on puisse diriger aussi autoritairement leur expression. Il faut espérer que les décrets d'application d'un texte souvent flou viendront lever certaines ambiguïtés inquiétantes.

THOMAS SOTTINEL

(1) Respectivement américaine (Warner), japonaise (Sony), allemande (BMG), britannique (EMI) et néerlandaise (Polygram).



ILE-DE-FRANCE

REPÈRES

CRUES

Les voies sur berges menacées

Le débit de la Seine au niveau du pont d'Austerlitz a atteint 882 mètres cubes par seconde, mercredi 22 décembre. Quelques mètres cubes supplémentaires auraient suffi pour que le niveau du fleuve monte de la trentaine de centimètres qui auraient rendu nécessaire la fermeture des voies sur berges. Ce niveau pourrait être atteint dans les prochains jours si de nouvelles pluies se produisaient.

Le barrage-réservoir de la Marne absorbe plus du tiers de la crue du fleuve. Mais sur cet affluent la cote d'alerte a été atteinte à Chailfont, en Seine-et-Marne. Quelques infiltrations, dues à la hausse de la nappe phréatique, ont été signalées à Champigny-sur-Marne, dans le Val-de-Marne.

Bien que le débit actuel de la Seine soit très éloigné de celui de la crue de 1910 (2 500 mètres cubes par seconde), les services techniques de l'organisme qui gère les nombreux barrages-réservoirs, chargés de réguler le débit du fleuve, restent très vigilants en raison de l'état exceptionnel de saturation en eaux des bassins en amont de Paris.

FÊTES

Une réglementation pour les forains

Durant deux mois, chaque été, les forains font la fête aux Tuileries. L'hiver, pendant un mois, ils dressent leurs chapiteaux dans le parc de la Villette. Mais ils devront élargir la présentation de leurs attractions, en réduisant le tapage et faire leur propre police. C'est-à-dire exclure ceux d'entre eux qui ne respecteraient pas ces règles.

Telles sont les clauses de la convention que Jacques Toubon, ministre de la culture, au nom de l'Etat, Jacques Chirac, au nom de la Ville, et Marcel Compion, représentant des forains, ont signé, après des mois d'après négociations, mercredi 15 décembre.

Signé pour 10 ans, cet accord semble ménager à la fois les nécessités de l'animation et celle du respect de la tranquillité des riverains. Il mettra fin, espère-t-on, à la guérrille qui opposait depuis des années les usagers des Tuileries et du Bois de Boulogne aux forains qui y plantaient leurs bruyantes et pourtant populaires attractions.

SOUS-SOL

Catastrophe aux catacombes

Les célèbres catacombes de Paris sont en péril. Dans ces anciennes carrières souterraines, à l'équilibre climatique quasi parfait, ont été déposés jadis les ossements de six millions de défunts exhumés des cimetières parisiens, un danger menaçait. Malgré les protestations des monuments historiques, la Ville de Paris a laissé un promoteur enfoncer les fondations d'un immeuble dans ces précieuses cavernes. D'où d'importants désordres qu'il faut aujourd'hui réparer.

En outre la passion des amateurs de catacombes, les cataphiles, amène le service des carrières à obtenir toutes les ouvertures qui permettent aux galeries de « respirer ». Conséquence : le climat souterrain est changé et les ossements tombent en poussière à une vitesse accélérée.

Mais que visiteront donc demain les 150 000 personnes qui descendent chaque année dans ce monument d'art funéraire ? Il faut donc installer, en urgence, une véritable climatisation des catacombes : appareils de ventilation et de production d'air frais. Deux ans de travaux et une dépense de 5,5 millions de francs seront nécessaires.

VAL-DE-MARNE

Polémique autour de locaux occupés par Banlieue 89

Le conseil municipal de Chennevières vote l'acquisition du fort de Champigny

Le conseil municipal de Chennevières-sur-Marne, commune de 17 800 habitants dans le département du Val-de-Marne, a voté, mardi 21 décembre, une motion. Une centaine de personnes se pressaient dans le bâtiment en préfabriqué servant de salle de réunion, pour assister à une délibération où les passions d'armes entre élus et parfois les insultes furent nombreuses.

La raison de ce « débat passionné » s'appelle le fort de Champigny (1). Propriété du ministère de la Défense, il est occupé depuis plusieurs années par une association, « Les amis du fort ». Depuis le début de l'opération Banlieue 89, lancée notamment par les architectes Roland Castro et Michel Canail-Duprat, l'association paie pour cette occupation un loyer annuel de 1 000 francs. Le ministère de la jeunesse et des sports lui avait à l'époque confié pour mission de s'occuper des jeunes. Cette association est présidée par Claude Léonard, conseiller municipal socialiste de Chennevières.

Mais le maire, Lucien Lavigne (divers droite), souhaite que la commune se porte acquéreur du fort. Avec l'acquisition de ce site historique de 5 hectares, « on ne fera que rendre à Chennevières ce qui appartient à Chennevières ».

précise le premier magistrat. Si l'achat n'a pas pu se faire jusqu'à présent, alors que les premiers contrats au ministère de la Défense, à la préfecture et aux domaines, datent du 16 février 1988, cela est dû, affirme M. Lavigne, « à un barrage politique ». Il accuse les ministères de « n'avoir jamais répondu aux lettres de la ville ». Pour lui, « le fort de Champigny a servi de PC au PS ».

Ces accusations sont réfutées par Gabriel Tordjman, conseiller municipal, président du groupe socialiste. Son collègue, M. Léonard, dans un tract distribué dans la commune, a déjà expliqué que la vraie raison de l'acquisition est « de redonner au silence l'adversaire politique que je suis ». Et M. Jean-Pierre Schérand, leader local du Front national, d'ajouter : « C'est Règlement de comptes à OK Corral ou plutôt au fort de Champigny ».

Quelle affectation pour les bâtiments ?

Le conseil municipal, par 24 voix contre 8, a finalement décidé d'acquiescer le fort. Il en coûtera 9,6 millions de francs, payables sur trois ans. Pour cela, la ville cédera trois terrains (5 500 mètres carrés au total) et elle sollicitera des subventions et des aides de l'Etat, de la région et du département du Val-de-Marne.

Le maire a été catégorique :

« Cette opération ne coûtera rien en impôts ». L'opposition ne partage évidemment pas cet avis. Selon M. Léonard, les impôts pourraient augmenter d'environ 35 %, alors qu'il est possible pour la commune d'obtenir le fort par le biais d'un bail de soixante-cinq années sans déboursier un centime pour son acquisition. Mais il est vrai que, pour cela, obligation est faite à M. Lavigne de négocier avec l'association qui le préside et qui occupe le fort actuellement. Bien entendu, le maire dément la possibilité pour la ville de signer un bail emphytéotique.

Quant à la destination des bâtiments, fixés par l'inscription à l'inventaire des Monuments historiques, rien n'est encore déterminé. Certains évoquent la possibilité d'y installer les services techniques, à l'étroit dans leurs locaux actuels. Le débat n'est donc pas terminé à Chennevières, et d'autres réunions du conseil municipal, probablement aussi animées, risquent d'avoir lieu.

FRANCIS GOUGE

(1) Le fort de Champigny est situé sur la commune de Chennevières. Comme toutes les fortifications construites à la fin du siècle dernier et début du siècle, il porte le nom de la ville qu'il défend, et non pas nécessairement de celle où il est implanté. C'est ainsi que le fort de Charenton est situé à Maisons-Alfort et que celui de Nogent est à Fontenay-sous-Bois.

SEINE-SAINT-DENIS

En visite sur le site du Cornillon

M<sup>me</sup> Alliot-Marie souhaite que le Grand Stade devienne « un élément d'insertion sociale »

A peine la loi, qui doit lever les derniers obstacles juridiques et administratifs à la construction du Grand Stade, définitivement votée par l'Assemblée nationale (le Monde du 22 décembre), le gouvernement a voulu montrer qu'il se préoccupe aussi de l'avenir du territoire qui va accueillir cette « vitrine de la France ».

Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports, s'est

rendue, lundi 20 décembre, sur le site du Cornillon où doit être édifié l'équipement. Elle en a profité pour rappeler le calendrier fixé pour permettre la livraison de l'équipement, quelques mois avant le début de la Coupe du monde de football en 1998. Un jury désignera en septembre 1994 le projet architectural parmi ceux qui auront été présentés cinq mois plus tôt. L'accord de concession

sera alors signé, et le permis de construire déposé pour que les travaux puissent démarrer début 1995.

Dans les locaux de la mission Grand Stade qui vient d'être installée sur le site du Cornillon, M<sup>me</sup> Alliot-Marie a également répondu à Patrick Braouezec, le maire (PC) de Saint-Denis. Celui-ci n'avait pas obtenu que le Parlement retienne son amendement sur la garantie d'emploi de chômeurs de la ville sur le chantier. Le ministre et Jean-Pierre Dupont, préfet de Seine-Saint-Denis, lui ont annoncé qu'un vaste plan de formation serait lancé au niveau du département. Il devrait permettre de préparer un certain nombre de personnes aux tâches nécessaires à la construction et à l'entretien du stade.

Les représentants de Gaz de France ont affirmé à l'occasion de cette visite que l'audit d'environnement du terrain (le Monde du 22 octobre), en voie d'achèvement, n'avait pas révélé de pollution importante sur le site. Il n'y aurait pas de cuve provenant de l'an-

cienne usine à gaz dans le sol, et les traces de goudrons sont suffisamment superficielles pour pouvoir être extraites, puis traitées sans difficultés. M<sup>me</sup> Alliot-Marie a souhaité que le stade devienne « un élément d'insertion sociale, un vrai lien entre le centre de Saint-Denis et les autres quartiers ».

De son côté, Simone Veil a déclaré, mardi 21 décembre, à l'issue de sa première visite dans les locaux de la délégation interministérielle à la ville (DIV), située à la Plaine-Saint-Denis, un quartier de Saint-Denis, que la construction du Grand Stade, sera « l'occasion d'une grande opération d'urbanisme, qui doit tenir compte des besoins des habitants ». Le ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville a évoqué la possibilité de transformer le contrat de ville dont doit bénéficier Saint-Denis en un grand projet urbain, doté de crédits spécifiques. Deux vastes cités d'habitat social, les Franciscains à St-Denis et les 4000 à La Courneuve, sont en effet situées à proximité immédiate du futur Grand Stade.

Dans les galeries du Carrousel du Louvre

Plus de flâneurs que de consommateurs

Entre la très embouteillée rue de Rivoli et ce qu'il est désormais devenu d'appeler le plus grand musée du monde, le Carrousel du Louvre cherche les occasions de rappeler son existence. Un mois après l'inauguration de ce vaste espace commercial, la Société d'exploitation du Carrousel du Louvre vient d'annoncer l'ouverture des boutiques jusqu'à 22 heures et la future installation de trois nouvelles enseignes et de deux brasseries.

Dans les larges et lumineuses galeries de marbre blanc, au charme un peu froid, les promeneurs sont plutôt nombreux. Mais ils ont l'air plus disposés à la flânerie qu'à la consommation. En ces semaines qui précèdent les fêtes de fin d'année, les boutiques ne sont guère pleines. Certes, il est difficile de pénétrer chez Nature et Découvertes où on se bouscule autour des rayons. Mais dans la parfumerie, chez le marchand de bonbons multicolores, dans les boutiques de prêt-à-porter ou chez les bijoutiers, les vendeurs ont un peu l'air de s'ennuyer. Même les allées de Virgin Magastore, la grande surface qui a enfin trouvé la possibilité d'ouvrir ses portes le dimanche, ne sont guère encombrées et il n'y a pas affluence devant les caisses.

Dans cette galerie marchande de 8 000 m<sup>2</sup>, pour une trentaine de boutiques, on peut faire ses emplettes tous les

jours sauf le mardi. Car les responsables des magasins ont accepté de vivre au rythme du musée du Louvre. Pourtant, selon un sondage réalisé par Virgin, il semble que les clients ne soient pas tout à fait les mêmes : 60 % des visiteurs du musée sont des étrangers, alors que 70 % de ceux du Carrousel sont des Parisiens.

Les nourritures terrestres sont les plus attractives. Ce sont les restaurants, brasseries et autres formules de restauration rapide du Resto-rama, situé au premier étage qui peuvent se targuer de la plus forte fréquentation. Du poulet au curry, aux crêpes en passant par toutes sortes de sandwichs, il y en a pour tous les goûts et pour toutes les bourses. En outre, l'espace est assez vaste pour qu'on puisse y trouver un siège et une table. Domage qu'il exhale de ce lieu des effluves qui vont jusqu'aux narines des admirateurs de la pyramide inversée.

Cette originalité architecturale constitue le point de liaison entre les commerces et le musée, dont le grande grille d'accès se ferme lorsque les visiteurs sont trop nombreux dans les salles. Il ne reste plus alors qu'à déambuler le long du fossé Charles V pour sortir au pied de l'arc de triomphe du Carrousel et aller faire la queue devant la grande pyramide de la cour Napoléon.

FRANÇOISE CHIROT

ACCIDENT : sept personnes fauchées par une voiture à Neuilly. - Devant l'entrée d'un magasin Monoprix de l'avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly, dans les Hauts-de-Seine, sept personnes ont été fauchées par une voiture, jeudi 23 décembre. L'une des victimes a été grièvement blessée et six autres légèrement commotionnées, ainsi que la conductrice du véhicule. Selon des témoignages, c'est en effectuant une manœuvre pour garer sa voiture, à l'entrée de vitesses automatique, que la conductrice, une femme d'une soixantaine d'années, aurait enfoncé le pédalier d'accélération et de frein. La voiture incontrôlée a alors pris de la vitesse, montant sur le trottoir où elle a fauché des passants avant de terminer sa course dans la porte vitrée du magasin.

Page 140  
Saint-Lazare  
15, 31, 33 du Havre  
43-37-34-64  
pour les victimes  
des accidents  
GRANDS  
OU  
FORTS  
Rafal

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

LA FERME DES ANIMAUX. Film britannique de John Hales et Joy Batchelor, v.o. : Relat République, 11\* (49-05-51-33) ; L'Entreprise, 14\* (45-43-41-63) ; v.f. : L'Entreprise, 14\* (45-43-41-63).

IT'S ALL TRUE. Film américain de Richard Wilson, Myron Malsb et Bill Krohn, v.o. : Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) ; La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaubourg, 9\* (42-22-67-23) ; La Bastille, 11\* (43-07-48-60).

LA NAGE INDIENNE. Film français de Xavier Durringer : Gaumont Opéra, 2\* (36-68-75-55) ; Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) ; Gaumont Hautes-Seines, 6\* (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8\* (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; 14 Juillet Bastille, 11\* (43-57-90-81) ; Gaumont Gobelins, 13\* (36-68-75-55) ; Gaumont Aléa, 14\* (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14\* (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15\* (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18\* (36-68-20-22).

LES VALEURS DE LA FAMILLE ADDAMS. Film américain de Barry Sonnenfeld, v.o. : Gaumont Les Halles, 1\* (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra Impérial, 2\* (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6\* (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 8\* (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8\* (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; UGC Biarritz, 9\* (45-42-20-40) ; 36-68-75-55 ; La Bastille, 11\* (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13\* (36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14\* (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2\* (42-36-83-83) ; 36-68-75-55 ; UGC Montparnasse, 6\* (45-74-84-84) ; 36-68-75-55 ; Saint-Lazare-Pasquier, 8\* (43-57-35-43) ; 36-68-75-55 ; Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31) ; 36-68-81-09) ; UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-59) ; 36-68-75-55 ; Gaumont Gobelins, 13\* (36-68-75-55) ; Gaumont Aléa, 14\* (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15\* (36-68-75-55) ; Pathé Clichy, 18\* (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20\* (46-36-10-36) ; 36-68-75-55.

VUK LE PETIT RENARD. Film hongrois d'Attila Dargay, v.f. : Saint-Lazare, 15\* (45-32-81-68).

LES ARTS DE LA TABLE

Cadeaux à prix exceptionnels choisissez les grandes marques de la porcelaine de Limoges et de la cristallerie française BACCARAT - CRISTAL DE SEVRES DAUM - ROYALES CHAMPAGNE RUE DE PARADIS 10

plus de 100 idées de voyages pour les couples  
NOMADE  
47, rue Montorgueil, 75001 Paris, 46.33.71.71

Opéra Comique  
vous présente ses  
meilleurs vœux pour 1994  
et vous souhaite une  
très belle année lyrique



## COMMUNICATION

Le marché des images à l'heure de la concurrence internationale

## Daniel Toscan du Plantier : « Il faut ouvrir le compte de soutien aux cinéastes européens »

■ GATT. L'exclusion de l'audiovisuel de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) a créé effervescence et soulagement chez les producteurs de cinéma. En France comme dans les autres pays d'Europe. Soucieux de consolider la solidarité née pendant les négociations du cycle de l'Uruguay entre les producteurs et réalisateurs des Douze, Daniel Toscan du Plantier, producteur et président d'Unifrance Film, propose d'ouvrir le compte de soutien qui finance le cinéma français aux producteurs des autres pays d'Europe.

■ AUDIENCE. Après avoir plébiscité les films américains en salle, les téléspectateurs français leur consacrent plus de temps qu'aux films français à la télévision. Une étude de Téléscop, société que dirige Serge Sirtzky, montre que, depuis la fin des années 80, l'audience des films américains est supérieure à celle des films français, sur les chaînes en clair comme sur Canal Plus.

« La bataille du GATT a été gagnée. Mais au fond, n'est-ce pas seulement le statu quo qui a été préservé ? »

— On a gagné mais il faut dessiller. Les Américains ont toujours 80 % du marché européen. L'ouverture du GATT a cependant eu un effet positif, celui d'une prise de conscience. Non seulement la communauté du cinéma s'est unie, mais autour d'elle il y a eu une mobilisation populaire, médiatique et politique. Avec l'interaction que l'on imagine entre ces trois éléments. Du jamais vu !

— Mais l'excitation risque de retomber assez vite...

— Attendez ! Pour la première fois dans l'histoire de la République, le parti conservateur a fait rentrer la culture dans ses priorités. Le gouvernement a pris des risques pour défendre le cinéma ! C'est un événement historique ! La droite a pris l'idée de Jack Lang et, c'est encore mieux, l'a comprise. Nous avons eu un déjeuner avec François Mitterrand, une réunion de travail avec Edouard Balladur. Une vraie réunion de travail ! Avant, on nous renvoyait pour nous dire : « Comme j'aime vos films ». Là, nous étions considérés comme un secteur économique créateur d'em-

ploi. La droite nous a parlé son langage, celui de l'économie. Elle ne s'est pas habillée du seul langage culturel, mais elle nous a fait assiéger à la table principale. Nous aussi nous étions l'économie, c'était un soulagement. Ils ont été les premiers à dire : l'argent du cinéma, celui du compte de soutien, n'est pas une subvention. Aujourd'hui, on apprend que c'était « nos économies ». Ils ne nous payent pas, on ne doit pas dire merci. On en aura appris, des choses, en un automne.

« Il faut consolider tout de suite »

— Merci Mickey Kantor ! Merci Hollywood !

— Les Américains, eux, nous ont fait avancer dans le sentiment d'appartenir à une communauté d'Europe. Wim Wenders en Allemagne, Pedro Almodovar en Espagne, les producteurs anglais David Putnam et Jeremy Thomas... tous comprennent que, passé l'énervement face à ces Français arrogants qui prétendent toujours savoir comment les choses marchent, mieux vaut mon-

ter sur leur bateau. C'est pourquoi, sortis de l'euphorie, il faut consolider tout de suite et se précipiter sur nos voisins d'Europe pour leur proposer d'élargir le système français à chaque pays : les quotas de diffusion, le compte de soutien, l'obligation d'investir faite aux chaînes de télévision. Bien sûr, dans certains pays, la vidéo l'emporte sur la salle, dans d'autres, les films distribués sont américains à 95 %. Mais on peut toujours obliger les télévisions publiques à des garanties d'investissement. Le fonds de soutien peut également être alimenté par la vidéo. Chacun peut broder et se tailler un costume sur mesure.

— Mais un rapport de forces ne sera-t-il pas nécessaire pour imposer ces mesures à chaque gouvernement européen ?

— C'est pourquoi je pense qu'on pourrait commencer par un geste symbolique et très immédiat : ouvrir le compte de soutien aux films européens sans que cela passe forcément par une coproduction. Un film fait en Europe, même s'il n'est pas coproduit par un Français, doit pouvoir avoir accès aux avantages français. Cela ne représente que 3 % des recettes, mais la symbolique est forte.



— Les Américains veulent exporter le marché, vous c'est le modèle français du cinéma que vous proposez à l'Europe ?

— C'est l'idée française du cinéma plus que le cinéma français qu'il faut défendre. Et l'idée française, c'est le pluralisme. Tu es Anglais, tu as fait un film, tu le sors à Paris, tu es chez toi. Le réalisateur et le producteur devien-

nent des citoyens d'Europe. On les fait participer au miracle (les quotas, la mise à contribution des télévisions, le compte de soutien) et on leur dit : exigez de vos gouvernements l'adaptation du système.

— Même s'il n'y a pas de subventions, ces solutions exigent néanmoins l'aide de l'Etat. Et si les producteurs parlent « marché » comme les Américains ?

— C'est aussi un débat que le gouvernement doit avoir avec les groupes français accusés de position dominante. Au lieu de leur tenir un langage de police, ne peut-il demander : et en échange, qu'est-ce que vous promettez au plein international ? Rien n'empêcherait le monde entier de s'écarter devant les Visiteurs, si l'instrument de distribution existait. Quand il y aura un grand multisalles français dans les vingt premières villes du monde, les choses commenceront à changer. Le risque d'une garantie publique sur l'investissement d'un multisalle à Buenos Aires est moindre que celui offert à la vente d'un Airbus à l'Argentine. Les Argentins aiment aller au cinéma et paient cash leurs billets. L'Europe pourrait également participer à cet objectif.

» Les grands diffuseurs audiovisuels seraient en bas de chez eux les affiches des films qu'on leur proposerait ensuite. La salle serait l'ambassadeur du film français et européen pour toutes les chaînes câblées et satellitaires du monde. Les Américains ne nous empêchent pas de faire ça. Si on prouve que de l'argent peut être gagné avec nos films, ils mettront des drapeaux français sur leurs valises.

» L'expansion internationale est la nouvelle frontière du cinéma français, à la seule condition que soient adaptés à cette nouvelle ambition les moyens appropriés, aujourd'hui 3 % du compte de soutien, qui devraient être multipliés par deux pour être efficaces.

Propos recueillis par YVES MAMOU

## CLÉS/ Les mécanismes de financement

■ Le compte de soutien. C'est un mécanisme complexe d'aide aux diverses composantes de la filière image (cinéma et audiovisuel). En 1994, l'enveloppe globale du compte devrait atteindre 1,88 milliard de francs dont 424,5 millions de francs pour la production et la distribution de films de longs métrages. Le compte de soutien est alimenté par la taxe spéciale additionnelle sur le prix des billets de cinéma (467 millions de francs en 1994), une taxe sur le chiffre d'affaires des télévisions (1,34 milliards de francs) et une taxe sur les cassettes vidéo enregistrées (60 millions de francs).

■ Garantie de crédit. La production cinématographique dispose de systèmes de garantie de crédit mis au point et gérés par l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC).

■ Le rôle des chaînes en clair... Les chaînes de télévision en clair sont contraintes de consacrer 3 % de leur chiffre d'affaires à la production d'œuvres cinématographiques de langue française. Cette aide peut s'effectuer en achats de droits de diffusion et en investissements de coproduction (environ 500 millions de francs en 1993).

■ ... et celui de Canal Plus. La chaîne cryptée doit consacrer 20 % de son chiffre d'affaires aux achats de droits de films. La moitié environ de cette somme va aux films d'expression française, soit 600 millions de francs en 1993.

■ Les Sofica. Les Sociétés de financement des industries cinématographiques et audiovisuelles offrent des avantages fiscaux à toutes les personnes désireuses d'investir dans le cinéma et l'audiovisuel : 150 à 200 millions de francs en 1993.

## Les téléspectateurs préfèrent les films américains

Les abonnés de Canal Plus préfèrent les films américains. En « prime time » (20 h 30-21 h 20), l'audience de la chaîne cryptée peut reculer d'au moins 50 % sur le simple constat par le téléspectateur que le film, ce soir-là, est français. Doit-on en conclure que les abonnés de la chaîne à péage ne se nourrissent que de pop corn et de Coca-Cola ? Pas du tout. Ces données, issues de Téléscop, une étude semestrielle (la première d'une série) menée par Téléscop Conseil, société dirigée par Serge Sirtzky avec l'appui logistique de Médiamétrie, traduisent simplement la situation paradoxale de la chaîne cryptée : les films américains sont triés sur le volet alors que les accords passés avec les professionnels du cinéma obligent Canal Plus à financer et diffuser la majorité des films produits en France, quelle que soit leur qualité.

Rien d'étonnant donc si le

nombre des films français diffusés en « prime time » est inférieur de moitié à celui des films américains et européens. Rien d'étonnant non plus si les audiences fluctuent du simple au double, en fonction de la nationalité.

Les recherches de Téléscop Indice ont aussi pour but de lier plus encore la valeur financière des films à leurs performances sur le petit écran. A voir comment, sur les chaînes « en clair », les films américains ont pris le pas sur les films tricolores, on comprend mieux pourquoi UGC-Droits audiovisuels a récemment pris le contrôle de près de 800 longs métrages hollywoodiens (le Monde du 11 novembre). Sur TF1 et M6 d'abord, puis France 3 et France 2 ensuite, les films américains ont en effet creusé l'écart. Toutes chaînes confondues, l'avance prise par les films hollywoodiens se situe au environs de 10 %. L'écart est de 20 % pour M6 sur le premier

semestre 1993. Téléscop Indice révèle d'abord une évidence : le cinéma « constitue le programme phare » de la télévision et devance en termes d'audience tous les programmes (variétés, magazines, etc.). Bien que les chaînes privées ne soient autorisées qu'à une seule coupure publicitaire (aucune pour les chaînes publiques), le cinéma représente le meilleur support pour les annonceurs, fasciné par le porte-monnaie de la ménagère de moins de cinquante ans.

## Acteurs fétiches

C'est sur les petites chaînes que les films américains ont d'abord creusé l'écart. Sur France 3 et M6, Hollywood domine en « prime time » depuis la fin des années 80. Sur TF1, la prise de pouvoir s'est effectuée au cours du second semestre 1990. Une sélection drasti-

que a cependant limité le décrochage des films français à cinq points de part d'audience en moyenne. Sur France 2, l'intrusion hollywoodienne est plus récente (premier semestre 1992) mais l'écart s'est davantage creusé que sur TF1 et s'est accru au premier semestre 1993.

Bien entendu, d'autres paramètres que la nationalité peuvent jouer. L'âge des films diffusés en « prime time » en fait partie. TF1, France 2, et M6 donnent désormais l'avantage aux longs métrages réalisés au cours des années 1980-1990. France 3, en revanche, n'affiche aucun engouement particulier pour les films récents. Au premier semestre 1993, la majorité des films diffusés à 20 h 30, dataient des années 60-70.

Si le genre semble n'avoir rien de déterminant (policier, aventure, drame...), la distribution joue un rôle clé. En dépit de ce que certains disent du déclin

des stars, Clint Eastwood, Louis de Funès ou Thierry Lhermitte sont des facteurs de succès automatique. Chaque chaîne a en outre ses acteurs fétiches : Belmondo pour TF1, Yves Montand pour France 2, Gabin et Fernandel pour France 3 ou Paul Newman pour M6.

Les producteurs ne pourront plus désormais soutenir que dix ans de crise de la fréquentation du film français en salle sont sans conséquences sur les autres marchés du film. Les chiffres de Téléscop Indice prouvent désormais que la désaffection a commencé de toucher le petit écran.

Y. M.

■ Téléscop Indice, « La cote du cinéma à la télévision. 1<sup>er</sup> semestre 1993 ». Téléscop Conseil, 12 bis, rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois-Perret. Tél. : 40-39-00-89.

A Cayenne et Kourou

## La Guyane aura une chaîne privée

CAYENNE

de notre correspondant

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a autorisé le 21 décembre la première télévision privée officielle en Guyane : Antenne Créole Guyane (ACG), dirigée par Frédéric Lancry, dessert la capitale du département (Cayenne 30 000 habitants) et la cité spatiale de Kourou (20 000 habitants).

Le CSA avait entendu le 10 décembre les deux candidats à ces fréquences, et n'a pas retenu le dossier présenté par l'ibis TV, patronné par Léo Mira, ancien reporter de FR3 et RFO, installé dans le pays, et soutenu par la

filiale guyanaise d'Antille TV. Depuis 1989, Frédéric Lancry avait lancé une station TV « pirate », Canal Kreole, qui composait ses programmes avec des émissions venues du Brésil, des Etats-Unis, sans oublier un programme de proximité quelque peu restreint mais apprécié des Guyanais.

L'avis positif du conseil régional de la Guyane a certainement joué en sa faveur auprès du CSA, qui souligne cependant que l'attribution définitive des fréquences reste subordonnée à la signature d'une convention entre le CSA et ACG.

« Notre expérience, la confiance du fidèle public guyanais depuis cinq ans ont joué en notre faveur », a commenté le PDG Frédéric Lancry en détaillant ses programmes : « ACG fera huit heures d'émissions venues de l'étranger avec un relais de TF1, et un autre de la télévision brésilienne Bandeirantes, surtout pour le sport et le continent latino-américain, avec Eurosport. Le programme quotidien de proximité durera au total quatre heures. » ACG table sur un effectif de quinze personnes à majorité guyanaise, et financera l'apport des images extérieures (1,2 million de francs par an) par la publicité locale. « Véritable pluralisme de l'information, production locale consensuelle et qualité professionnelle de l'antenne » sont les « engagements » pris par les responsables d'ACG face à ses futurs clients, et à son principal supporter : le conseil régional.

EDMOND FRÉDÉRIC

Avec l'aide de Roger Lancry, ancien « patron » du Livre CGT

## La rédaction de « Marie-France » veut relancer son journal

La rédaction de Marie-France, le mensuel féminin mis en liquidation par le tribunal de commerce de Nanterre le 7 décembre en raison d'un passif de 14 millions de francs (le Monde du 9 décembre), a décidé de tout faire pour publier le numéro de janvier. Une assemblée générale de la trentaine de salariés a récemment désigné Roger Lancry, ancien « patron » du Comité intersyndical du Livre parisien CGT, comme médiateur. M. Lancry, qui a créé sa propre société de conseil en presse, RL Communica-

tion, est chargé de relancer le titre en menant « une médiation auprès de toutes les autorités compétentes : ministères, tribunal de commerce, éditeurs, imprimeurs... pour faire repartir le titre sur de nouvelles bases », avait indiqué la société des rédacteurs de Marie-France.

M. Lancry a obtenu de l'ancien éditeur de Marie-France, les éditions Bauer, qu'il aide la rédaction à faire redémarrer le titre en lui laissant la jouissance des locaux, du téléphone, etc. La société des rédacteurs a demandé aux Nouvelles

Messageries de la presse parisienne (NMPP) de « bloquer les comptes de l'ex-SA Marie-France ». Elle veut aussi obtenir que le titre soit retiré aux précédents propriétaires, Alain Taillier, Gérard Soules et Marcel Titoulet, et va « solliciter du ministre de la justice de faire rapidement juger MM. Titoulet et Soules ». La diffusion payée du mensuel était de 240 674 exemplaires en 1992, selon Diffusion Contrôle.

Y.-M. L.

Cofondateur de « Politique Hebdo »

## Albert-Paul Lentin est mort

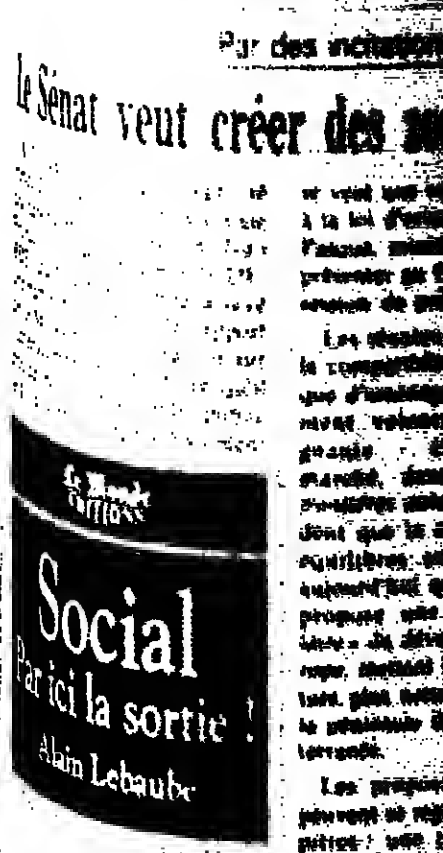
Le journaliste et écrivain Albert-Paul Lentin, qui collaborait au journal Libération d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie, est mort de nombreux autres titres avant de participer à la fondation de l'hebdomadaire Politique Hebdo, est mort jeudi 22 décembre à Paris, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-dix ans.

né à Constantine le 28 août 1923, Albert-Paul Lentin a étudié le droit pour devenir avocat. Entré dans la Résistance à dix-sept ans, il fait partie du groupe qui s'empara d'Alger le 8 novembre 1942, afin de préparer le débarquement américain. Chargé de mission au tribunal de Nuremberg en 1946, Albert-Paul Lentin contribue, aux côtés d'Edgar Faure, à l'élaboration du procès des criminels nazis, puis devient attaché de presse du Haut Commissaire français en Autriche. En

1948, il embrasse la carrière de journaliste et met sa plume de militant, engagé à l'extrême gauche, au service de divers journaux. D'abord à Libération, le journal clandestin né du réseau de résistance Libération-Sud, où ce pied-noir sera le spécialiste des questions d'Afrique et du Proche-Orient. En 1961, envoyé spécial de Libération en Algérie, il en sera épuisé par les autorités françaises. Ce qui n'empêchera pas qu'il participe ensuite aux conversations confidentielles concernant l'indépendance de l'Algérie entre les dirigeants algériens et les responsables français. Il a aussi collaboré aux hebdomadaires Action et France-Observateur (premier titre du Nouvel Observateur), ainsi qu'à de nombreuses revues (Esprit, Les Temps modernes) et à des publications étrangères, notamment malgaches.

Albert-Paul Lentin, qui fut l'un des amis du leader marocain disparu Mehdi Ben Barka, fut de tous les com-

bats militants, que ce soit pour l'indépendance des pays de Maghreb ou pour l'émancipation des peuples du tiers-monde. Il participe ainsi dans les années 70 au combat pour les droits du peuple vietnamien ou pour la Palestine. Cet anticolonialiste sincère mais dont la connaissance des dossiers et des hommes était parfois amoindrie par le manichéisme idéologique, a aussi participé avec Paul Noiret à la création, en 1970, de Politique Hebdo, l'hebdomadaire de gauche, à la direction duquel il appartint jusqu'en 1978. Depuis son départ en retraite, Albert-Paul Lentin était chroniqueur à Radio-France Internationale. Il est l'auteur de plusieurs livres, notamment de témoignages sur la guerre d'Algérie comme L'Algérie des colonels (Éditions français réuni, 1958), Le Dernier Quart d'heure (Julliard, 1953), et de La Lutte coloniale (Ed. François Maspéro, 1967). — Y.-M. L.





## ECONOMIE

En adoptant un plan de stabilisation

### Le gouvernement brésilien souhaite mettre fin à «l'apartheid économique»

«Le plan élaboré par le ministre de l'économie ne conduira pas le Brésil à la récession», a affirmé le président Itamar Franco, moins de trois semaines après l'annonce du nouveau plan économique conçu par le ministre Fernando Henrique Cardoso, pour tenter d'en écarter la mise en œuvre. Destinée à enrayer une inflation qui devrait dépasser 2 600 % en 1993, et à remettre de l'ordre dans les finances de l'Etat, en limitant principalement le déficit budgétaire, le document de 50 pages qui décrit les réformes mises en œuvre, avait été présenté par le ministre comme étant le moyen de mettre fin à «l'apartheid économique en vigueur» et à faire en sorte que «les pauvres ne soient de moins en moins».

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

Le plan de stabilisation économique de M. Cardoso comprend trois mesures essentielles. Tout d'abord une réduction drastique du budget de l'Etat, pour permettre l'équilibre en 1994, avec des «coupes» atteignant au total l'équivalent de 22 milliards de dollars (128 milliards de francs). Plusieurs ministères seront supprimés, d'autres réorganisés et des dépenses d'équipement retardées. Le plan «FHC», comme il est déjà surnommé, prévoit aussi une réduction de 15 % de la redistribution des impôts recueillis par l'Union en direction des Etats et des municipalités, et une augmentation de 5 % des impôts des personnes physiques.

Le ministre a aussi annoncé la création d'un nouvel indice, l'Indice réel de valeur (URV), qui sera fixé quotidiennement par la banque centrale, et sera le

reflet exact de l'inflation mesurée. Cette URV devra à terme devenir «la prochaine monnaie du pays», et entraîner une baisse progressive de l'inflation «dans un délai de deux à quatre mois», en évitant les anticipations actuelles, et grâce à l'ajustement fiscal qui «devra être rigoureusement suivi».

Ce nouveau plan, dont les principaux commentateurs soulignent qu'il ne contient pas, comme les multiples précédents, «des mesures surprenantes, des confiscations d'épargne ou des blocages de prix et de salaires», a été a priori bien reçu tant par les organisations patronales que par les syndicats qui déplorait toutefois, ensemble, l'augmentation des impôts. M. Cardoso a souligné que «ce programme doit être celui de tous les Brésiliens et pas seulement celui du gouvernement».

Car le plan économique doit encore être soumis à l'approbation du Congrès, avant que sa mise en œuvre soit complètement effective. Le ministre a estimé que le vote des parlementaires devrait intervenir «avant la fin du mois de janvier». Ce sera un des points les plus difficiles, alors que le Parlement est actuellement tout entier tourné vers sa commission d'enquête ouverte dans le cadre d'une gigantesque affaire de corruption. Une quarantaine de députés, sénateurs et gouverneurs sont en effet accusés d'avoir détourné des fonds publics à leur profit, par le biais de la commission du budget, dans le cadre de réalisations fictives ou surfacturées - de travaux publics sur l'ensemble du territoire.

DENIS HAUTIN-GIRAULT

Un entretien avec le porte-parole de la Confédération paysanne

### Gabriel Dewalle : «Les accords du GATT vont avoir des effets désastreux pour les petits agriculteurs»

Créée en 1987 par le rassemblement de plusieurs syndicats agricoles dissidents, la Confédération paysanne, communément classée à gauche, regroupe aujourd'hui - affirment ses responsables - quelque quarante mille adhérents. Elle est présente dans plus de soixante-dix départements et particulièrement bien implantée dans l'Ouest, le Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes. Elle s'est très vivement opposée aux accords du GATT. Elle préconise des aides publiques différenciées qui bénéficieraient davantage aux petites exploitations et qui casseraient le schéma traditionnel productiviste. Elle s'en prend à la FNSEA, qu'elle accuse de collusion avec tous les pouvoirs successifs. Gabriel Dewalle, porte-parole du syndicat, répond à nos questions.

«Pour vous, la signature des accords du GATT est donc une catastrophe...»

«Blair House, même modifié, reste à l'opposé de ce que nous demandons. Il aurait absolument fallu que les députés refusent la confiance à Edouard Balladur. Le bricolage de dernière minute sur un accord fondamentalement mauvais (chaque Etat perd sa liberté de définir sa propre politique alimentaire, la production ovine en France est quasiment coadjuquée...) ne peut en rien corriger ses effets désastreux».

«Pourquoi cette opposition systématique à tout ce que fait le gouvernement et à toutes les décisions des Douze et de la Commission?»

«Certains jours, seules la colère et la révolte peuvent exprimer ce que l'on ressent après trois ans de politique agricole commune, d'erreurs et de mauvais choix. Où est la parité avec les autres caté-

ries sociales, affirmée dès la mise en place de la PAC comme un objectif tout aussi primordial que celui de l'autosuffisance alimentaire? Pendant trente ans, la capacité à produire toujours plus aura été la seule politique soutenue par les Etats européens.

«Cette politique n'a pourtant pas eu que des effets négatifs...»

Certes, mais, dès les années 75, la surproduction en céréales et en lait a posé problème. Il fallait alors ouvrir le débat et chercher les vrais remèdes. Que de temps perdu, de gâchis! Les propositions existaient pourtant. On parlait déjà de prix plus élevés pour une production limitée dans chaque exploitation: c'est le système du quantum. Qu'on ne dise pas qu'il n'y avait pas d'autre voie! Un choix injuste fut fait: une quantité maximale garantie (QMG) en céréales, au-delà de laquelle une taxe toujours plus élevée était prélevée sur l'ensemble des quantités, pénalisant de la sorte celui qui produisait 2 000 quintaux de blé, au même titre que celui qui en produisait 10 000.

#### L'arme alimentaire

«Le système des quotas laitiers, en 1983, a-t-il été, lui aussi, injuste?»

«Bien sûr. Le paysan qui produisait 20 000 litres a bénéficié d'un «droit à produire» de 19 400 litres, mais celui qui produisait 250 000 litres en avait droit à 242 500. Avec toujours comme seuls objectifs la maîtrise des coûts budgétaires et celle du volume de production».

«Autre injustice: si, en termes de maîtrise, l'objectif fut globalement atteint, la politique de

restructuration laitière sans précédent aida fortement par l'Etat à permis de libérer des quotas. Pour qui? Pour les plus gros producteurs.

«Si l'on a pu maîtriser le lait, il n'en a pas été de même avec les céréales...»

La surproduction et les exportations subventionnées nous ont vite transformés en «agresseurs» sur le marché mondial, révélant la colère des Etats-Unis mais, plus encore, désorganisant gravement les économies agricoles de nombreux pays en voie de développement, aujourd'hui totalement dépendants de l'aide alimentaire. L'aide est devenue l'«arme alimentaire».

«Pourquoi la réforme de la PAC de mai 1992 ne rencontre-t-elle pas votre agrément?»

«Les exigences grandissantes des Etats-Unis nous ont conduits à une réforme de la politique agricole commune et au préaccord de Blair House. Le gouvernement d'alors, en complicité totale avec la FNSEA, a mené le pays dans un cul-de-sac, dont les cloneries d'Alain Juppé ont eu bien du mal à simuler une sortie».

«L'autre grande erreur, la voici: au moment où, de toutes parts, des voix s'élevaient pour qu'on élargisse les fonctions de l'agriculture et des paysans, nous sommes entrés dans un combat de «moulticultureurs» - dans mon esprit, il s'agit de producteurs de molécules, dont la destination peut indifféremment être la fabrication de carburant, de produits industriels ou alimentaires, donc des producteurs de minéraux de base; ce n'est évidemment pas ma conception du rôle du paysan avec pour seuls slogans «Pas un hectare de jachère en plus» et «Il ne faut pas détruire les capacités exportatrices de la France»! Toute la PAC réformée se résume à ceci: gérer les intérêts des plus gros céréaliers et

des producteurs exploitant des ateliers intensifs de volailles ou de porcs. Qu'est-ce que cette PAC réformée qui ne remet en rien en cause la répartition des aides publiques!

«Votre bête noire s'appelle... la FNSEA»

«Sa capacité mystificatrice est incroyable et sa collusion avec les pouvoirs, quels qu'ils soient, totale! Il est vrai que, pour elle, peu importe que les paysans ne soient plus que deux cent mille pourvu qu'elle reste aux commandes, pourvu que sa politique permette à l'agroalimentaire français et européen d'être protégé à l'intérieur sans nuire à sa capacité d'attaquer les marchés mondiaux avec l'aide des subventions publiques. Ce n'est pas de cette politique dont ont besoin la France et l'Europe».

«De quoi, alors, avons-nous donc besoin?»

«De paysans nombreux. C'est le seul moyen de répondre correctement aux fonctions essentielles: non seulement nourrir suffisamment les hommes et entretenir l'espace, mais également fournir une nourriture riche en vitamines et oligo-éléments».

«C'est aussi un moyen de contribuer à la bataille de l'emploi. Mais la politique actuelle consiste à éliminer les petits producteurs en détournant au profit des gros industriels (dans le secteur du porc notamment) les aides de trésorerie. C'est une épuration économique».

«Des éleveurs volocitaires devront être faits pour faciliter l'installation de nouveaux paysans, qu'ils soient ou non d'origine rurale. Il est temps d'imaginer un nouveau type d'aide à l'installation, par exemple une dotation de carrière remboursable en fin d'activité».

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHICHARD

### Le régime d'imposition des non-résidents dans l'Union européenne

#### La Commission recommande de supprimer les discriminations fiscales en matière de revenus

Les Etats membres de l'Union européenne devront tous accorder les avantages fiscaux d'assiette dont bénéficient leurs résidents aux non-résidents européens travaillant sur leur sol. Cette recommandation qui va être notifiée par la Commission aux douze Etats de l'Union européenne ne concerne toutefois que les non-résidents qui auront encaissé 75 % de leurs revenus dans le pays d'accueil.

Si elle est respectée, cette recommandation nécessitera que soient modifiées un certain nombre de conventions fiscales bilatérales de non-double imposition. Celles-ci prévoient en général qu'un non-résident est imposé dans le pays d'accueil sur les revenus qu'il y a

gagnés sans bénéficier de tous les avantages d'assiette de la législation nationale: les pays différencient fiscalement leurs résidents et les non-résidents. Ainsi un résident français travaillant en Belgique, paiera à l'Etat belge l'impôt sur les revenus encaissés dans le pays d'accueil mais ne bénéficiera pas de toutes les règles d'assiette régissant l'impôt des résidents belges.

L'objectif de la Commission est de faire disparaître le régime fiscal des non-résidents et de faire apparaître la notion de résident communautaire. En 1979, la Commission avait sans succès déposé une directive allant dans le même sens mais qui prévoyait de taxer les revenus salariaux dans le pays de domicile.

Par des incitations fiscales vigoureuses

### Le Sénat veut créer des zones de «revitalisation rurale»

A l'issue du colloque organisé mardi 21 décembre par la Caisse des dépôts et consignations, Jean François-Poncet, sénateur (UDF-RDE) du Lot-et-Garonne a levé une partie du voile sur le rapport de la Mission d'information sur l'aménagement du territoire qu'il préside et qui sera rendu public le 11 janvier. Cet épais document

se veut une contribution concrète à la loi d'orientation que Charles Pasqua, ministre d'Etat, souhaite présenter au Parlement lors de la session de printemps.

Les sénateurs s'interrogent sur la compatibilité entre une politique d'aménagement - nécessairement volontariste et contraignante - et l'économie de marché, dans une «France à frontières ouvertes», mais répandent que la correction des déséquilibres est plus nécessaire aujourd'hui qu'hier. La Mission propose une «vision multipolaire» du développement de l'Europe, mettant l'accent sur l'ouverture plus nette de la France vers la péninsule ibérique et la Méditerranée.

Les propositions sénatoriales peuvent se regrouper en cinq chapitres: une péréquation financière plus audacieuse entre zones

riches et défavorisées, à l'image de l'Allemagne où des dispositions constitutionnelles interdisent que les écarts de ressources entre Länder dépassent de 5 %, en plus ou moins, la moyenne; la création de «zones de revitalisation rurale», strictement délimitées bénéficiant d'incitations fiscales vigoureuses et dérogatoires pour attirer populations et entreprises; la création d'«universités d'un nouveau type», très spécialisées, dans les villes moyennes, comptant entre trois mille à cinq mille étudiants; le freinage de la croissance de la région parisienne et la remise en cause du développement du plateau de Saclay et du doublement de La Défense; un effort systématique de diversification dans les zones rurales.

F. Gr.

#### REPÈRES

##### CERC

Mobilisation de chercheurs et d'universitaires

Plus de deux cents universitaires et chercheurs ont signé une pétition exprimant leur soutien et leur «attachement à la continuité des missions» du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) que le gouvernement envisage de transformer en un Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts. «Derrière ce qui peut paraître comme un changement de nom, cette réforme», vécue dans le cadre de la loi quinquennale sur l'emploi (la Monde du 19 novembre), «menace le CERC dans son indépendance et ses missions», souligne un communiqué du personnel du CERC.

Par ailleurs, l'Association des administrateurs de l'INSEE souhaite dans un communiqué que la futur organisme diaposé

«d'une capacité propre d'investigation et de recherche» et «d'une déontologie qui assure la neutralité des analyses et leur fourniture à toutes les parties».

##### BANQUES

Echec des négociations salariales

L'Association française des banques (AFB) a décidé jeudi 23 décembre «une revalorisation du point bancaire de 0,8 % pour l'année 1994, prenant effet au 1<sup>er</sup> juillet 1994». Cette décision des négociations salariales avec les syndicats. Ces derniers ont estimé que la proposition patronale, entraînant une «baisse du pouvoir d'achat», était «inacceptable» et constituait «une déclaration de guerre». Les organisations syndicales se rencontreront le 5 janvier pour rechercher «les moyens d'aboutir à des actions de masse». Elles «demandent d'ores et déjà à l'ensemble des salariés de ne plus effectuer d'heures supplémentaires».

##### RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

Signature de l'accord concernant les agents de la Sécurité sociale

Trois fédérations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC) devaient ratifier, vendredi 24 décembre, le protocole entériné le 1<sup>er</sup> décembre par le conseil d'administration paritaire de l'Union des caisses nationales de la Sécurité sociale (la Monde daté 19-20 décembre). Ce protocole qui prévoit l'intégration, au 1<sup>er</sup> janvier, du régime particulier de retraite complémentaire des 260 000 agents actifs et retraités gérés par l'UCANSS, au régime général interprofessionnel de l'AGIRC-ARRCO, sera ensuite soumis pour agrément au ministre des affaires sociales. De son côté, la fédération FO, hostile à ce projet, a d'ores et déjà appelé les personnels à une manifestation nationale en janvier à Paris.

### Les céréaliers réclament un plan de restructuration comparable à celui du secteur laitier

L'Association générale des producteurs de blé (AGPB) estime que les pouvoirs publics «ont délibérément signé un mauvais accord au GATT» mais que malgré tout les céréaliers français peuvent «rester des acteurs majeurs des marchés de demain» si une politique dynamique favorise leur compétitivité.

«Une politique qui aurait pour priorité d'occuper le territoire sans vouloir considérer la viabilité des exploitations serait illusoire et destructrice», ajoute l'association, qui indique que «de toute manière il y a des exploitations vouées à disparaître à cause de l'absence de successeurs ou de la faiblesse de leurs résultats».

Les céréaliers insistent sur les points suivants:

• Un vaste plan de restructuration avec des dispositifs de pré-retraite et des facilités d'installation dans le cadre d'exploitations viables. C'est un schéma comparable à celui que connaît le secteur laitier après 1984 et qui coûta 10 milliards de francs à l'Etat et au fonds agricole européen.

• L'individualisation des redevances de référence qui servent de base aux calculs de prix et un relèvement des indemnités de jachère.

• La rénovation du régime fiscal applicable aux entreprises agricoles et de protection sociale.

• Des incitations vigoureuses pour élargir les débouchés des biocarburants.

### Les viticulteurs du Midi rejettent les projets de réforme communautaire du marché du vin de table

MONTPELLIER  
de notre correspondant

La viticulture méridionale n'a pas l'intention de laisser s'engager sans rien faire le débat qui va avoir lieu à Bruxelles, début 1994, sur la mise en place de la future organisation commune des marchés (OCM). Cette réforme a fait l'objet en juillet de propositions de la Commission de Bruxelles jugées inacceptables par les organisations socioprofessionnelles viticoles du Languedoc-Roussillon et de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les leaders de la viticulture exigent d'annuler les projets de la Commission perçus comme une menace directe sur leur production. Une première manifestation s'est tenue vendredi huit mille personnes le 10 décembre à Montpellier.

Les viticulteurs du Languedoc-Roussillon ont depuis 1976 perdu 12 000 hectares de vignes. Ils craignent que les mécanismes préconisés par Bruxelles pour revenir à l'équilibre du marché ne provoquent d'ici cinq ans l'arrachage de 200 000 hectares supplémentaires

sur les 380 000 restants. «Nous sommes les seuls à nous mobiliser contre la réforme de l'OCM. Mais ici il est plus facile d'arracher que dans d'autres régions françaises: nous avons une pyramide des âges vieillissante et le prix du foncier est équivalent à la valeur de la prime d'arrachage», commente Jean Huillet, président de la Fédération des quinze coopératives de l'Hérault, qui préconise «un traitement social et collectif de la politique d'arrachage». «Nous ne sommes pas là pour dire: notre vin est le meilleur, ne touchons à rien. Nous voulons une réforme de l'OCM mais pas celle que l'on nous propose», explique encore l'ancien leader des grandes manifestations viticoles des années 70.

Le 10 décembre, devant l'ensemble des représentants des partis politiques et des organisations professionnelles, rarement réunis dans une même manifestation, Jean Huillet avait demandé «la mise sous surveillance de l'action des pouvoirs publics».

RICHARD BENGUIGUI

Le Monde ÉDITIONS

## Social

Par ici la sortie!

Alain Lebaube

EN VENTE EN LIBRAIRIE



## VIE DES ENTREPRISES

Pour 1994

## La BNP prévoit la suppression de 1 200 emplois

La BNP a décliné, lors d'un comité central d'entreprise tenu jeudi 23 décembre, son intention de réduire ses effectifs de mille deux cents postes en 1994. Elle prévoit que la moitié de ces suppressions d'emploi se feront sous forme de départs naturels à la retraite, tandis que les autres prendront la forme de préretraites ou de départs volontaires. Pour la direction, ce chiffre de mille deux cents postes supprimés correspond aux gains de productivité qui n'ont pu être réalisés au cours de l'année écoulée.

Les syndicats n'ont quitté ensemble la réunion du CCE, estimant ce chiffre inacceptable au regard des réductions d'effectif antérieures : un millier par an depuis 1985, sur un effectif de quarante mille cinq cents salariés en France métropolitaine à fin 1992. Toutefois les discussions doivent reprendre le 7 janvier, explique la direction de la BNP, car « toutes les questions à l'ordre du jour du CCE n'ont pas pu être traitées ». La direction reconnaît qu'il y aura en 1994 « une accentuation dans la politique de l'emploi de l'entreprise, calée sur des réductions d'effectif annuelles de l'ordre de huit cents à mille unités par an, mais en dehors de tout plan social ».

Dans un communiqué, la CFDT-BNP indique que ce CCE devait « débattre de la suppression de mille deux cents emplois », sans licenciements, pour 1994, et estime que le nouveau président, Michel Pébereau, a remis de fait en cause l'engagement pris par son prédécesseur, René Thomas, « en janvier 1993, dans le cadre d'un plan d'adaptation de l'emploi (P.A.E.) sur trois ans, qui prévoit une embauche pour chaque départ ».

Un investissement de plus de 7 milliards de francs

## Siemens va construire une usine de semi-conducteurs à Dresde

Le groupe allemand Siemens va investir l'équivalent de plus de 7 milliards de francs à Dresde, en Saxe, dans la construction d'une usine de circuits intégrés et d'un centre de recherche. Annonce jeudi 23 décembre, ce projet constitue le plus important investissement européen dans ce secteur.

FRANCFORT

de notre correspondant

«Dresde va devenir La Mecque européenne des techniques de l'information». Cette déclaration très enthousiaste du ministre allemand de la recherche, Paul Krüger, montre l'immense satisfaction avec laquelle les autorités ont accueilli la décision de Siemens d'investir dans les nouveaux Länder. Après Daimler-Benz, qui a choisi de construire finalement en Allemagne, à Rastatt, et non à l'étranger l'usine de ses futures mini-Mercedes, Siemens rassure à son tour sur la capacité de l'Allemagne à attirer les investissements nouveaux malgré ses handicaps de coût de main-d'œuvre. Ces décisions contredisent les mauvaises augures sur le déclin industriel indubitable de la République fédérale.

Siemens a, en effet, annoncé jeudi 23 décembre qu'il investira « plus de 7 milliards de francs » (7 milliards de francs) en dix ans à Dresde, en Saxe, pour bâtir une usine de circuits intégrés et un centre de recherche. Il s'agit du plus gros investissement européen dans ce secteur. Il permettra de créer 1 200 emplois directs et jusqu'à 3 000 emplois indirects. L'usine, qui entrera en service à

la fin de 1995, produira des circuits à la demande (dits Asics) utilisant les dernières technologies de résolutions sub-microniques (de 0,5 à 0,25 micron). Ces circuits sont destinés aux marchés des télécommunications, de l'automobile, des automatismes ou de la médecine.

Une technopôle construit avec l'aide de la Treuhänder

L'ensemble sera implanté dans le Zentrum für Mikroelektronik Dresden, un technopôle, construit par le gouvernement régional saxon avec l'aide de la Treuhänder (l'organisme des privatizations), avec la Commerzbank et la Dresdner Bank pour actionnaires. Ce parc, où viendra s'installer un laboratoire de l'université, espère attirer des investisseurs dans l'informatique, les télécommunications et les composants. Le groupe américain Texas Instruments, qui entend construire une nouvelle usine en Europe, a été approché.

Ni Toshiba ni IBM, les partenaires traditionnels de Siemens dans les composants, n'ont voulu le suivre dans son investissement. Le groupe allemand est prêt à céder 49 % des parts et il cherche toujours des alliés. Siemens et IBM possèdent une usine en commun à Corbeil-Essonne et un centre de recherche aux Etats-Unis, avec Toshiba, ils ont uni au point les technologies de demain (une résolution inférieure à 0,25 micron).

La décision de Siemens, longtemps négociée avec les autorités fédérales et régionales, a été une surprise dans la mesure où le groupe allemand avait indiqué l'an passé qu'il avait assez de ses

trois usines actuelles (en Autriche, à Regensburg en Allemagne et à Corbeil). Il explique aujourd'hui sa décision par la demande plus forte que prévu des circuits Asics, par ses propres besoins, et aussi plus volumineux, et en outre, par l'emploi de nouvelles méthodes de production qui améliorant les rendements (le nombre de puces bonnes par plaquette) rend les productions en Europe aussi compétitives que celles d'Asie. Enfin, les restructurations effectuées dans cette branche déficiente (la seule qui le soit chez Siemens avec l'informatique) auraient permis de gros progrès et « le résultat de l'an prochain sera équilibré », a promis Heinrich von Pierer, le président.

A ces nouvelles réconfortantes, il faut sans doute ajouter un paquet substantiel d'aides publiques. Les chiffres évoqués sont contradictoires (pour ne pas éveiller les soupçons de la Commission de Bruxelles). On a parlé de 300 millions de deutschemarks d'aides du ministre fédéral de la recherche, chiffre que Bonn a démenti. On a avancé une aide régionale se montant à 35 % puis à 23 % de l'investissement, chiffres eux aussi non confirmés. Il est en tous cas certain que l'appui public a été une condition sine qua non. Mais dans ces secteurs, l'Allemagne entend défendre le « Standort Deutschland » (l'implantation en Allemagne) quitte à employer des méthodes peu libérales. Une « politique industrielle » ? Le mot est tabou mais la chose est certaine.

ERIC LE BOUCHER

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## ACCORDS

**COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME (CGM) :** accord avec Gaz de France. — La Compagnie générale maritime (CGM) et Gaz de France ont signé mercredi 22 décembre un protocole d'accord qui prévoit la cession à GDF des 50 % du capital détenus par CGM dans la société Messagaz et des 32,5 % des parts que la CGM (le holding financier de l'armement public) détient dans Gazocéan armement. Cependant le groupe public de transport maritime conservera les tâches d'armement et de gérance du navire méthanier Teller, Gazocéan en assurant la gestion technique.

**PIONEER-MOTOROLA :** alliance pour le marché japonais de téléphones mobiles. — La compagnie japonaise Pioneer Electronic Corp. va s'allier avec le géant américain des télécommunications et des équipements téléphoniques Motorola Inc. pour pénétrer le marché florissant des téléphones mobiles au Japon, indique jeudi 23 décembre le quotidien économique Nihon Keizai. Pioneer va vendre au Japon des

téléphones mobiles sous sa propre marque, fabriqués par Motorola. Les deux compagnies vont également développer ensemble la prochaine génération de téléphones numériques et du matériel multimédia, précise le quotidien. Le gouvernement japonais va autoriser la vente directe de téléphones mobiles à partir d'avril 1994. Le marché devrait atteindre 1 million d'unités en 1994, dont Pioneer aimerait conquérir 10 %, indique le Nihon Keizai.

## CAPITAL

**SOPHA MEDICAL :** augmentation de capital de 66 millions de francs. — La société Sophia Medical (imagerie médicale) va procéder à une augmentation de capital en janvier 1994 de 66 millions de francs. CEA-Industrie, actionnaire majoritaire avec 78 % du capital, va souscrire pour 50 millions de francs à cette augmentation. Aucune indication n'a été donnée sur l'attitude des autres actionnaires (Banque, Compagnie de Suez et CIC). Par ailleurs, Sophia Medical indique avoir commencé son

redressement et prévoit un chiffre d'affaires « en croissance » en 1994. La société table désormais sur des pertes moins élevées que prévu pour 1993 : 50 millions de francs de pertes, après 170 millions en 1992, dont 120 millions liés à des départs non récurrents. Sophia Medical, qui est passée sous le contrôle de CEA-Industrie en mars dernier, est le numéro trois mondial de l'imagerie médicale derrière General Electric (Etats-Unis) et Siemens (Allemagne).

## EMPLOIS

**BULL :** les syndicats approuvent le plan social. — Les quatre organisations syndicales (CFDT, CGT, FO et CGC) du groupe informatique public Bull ont donné leur feu vert jeudi 23 décembre aux mesures d'accompagnement du plan de restructuration, annoncé en juillet par la direction. Ce plan prévoyait la suppression de 6 500 emplois dans le groupe, dont 2 850 en France. La direction de Bull s'est toutefois engagée à ne procéder à aucun licenciement et à ne recruter qu'en volontariat. Ce

protocole d'accord entérine 493 suppressions d'emplois exclusivement sous forme de préretraites.

**PERRIER :** 1 200 suppressions d'emplois en 1994. — La direction de Perrier envisage 1 200 suppressions de postes en 1994 sur le site de production de Vergèze (Gard) où travaillent actuellement 2 700 salariés. Le plan sera dévoilé fin janvier. Il devrait se dérouler sur dix-huit mois et concerner uniquement des départs volontaires. Un premier plan social mis en place au printemps avait conduit à la suppression de 450 postes. Depuis l'affaire du benzène en 1990, la production de Perrier a chuté d'un tiers, passant de 1 milliard de bouteilles à 700 millions cette année.

## CONTROLE

**BOUYGUES :** rachat de Lanetuit. — L'entreprise de bâtiment et de travaux publics Lanetuit qui emploie 1 100 salariés et dont le siège est à Vernon (Eure) est passée sous le contrôle du groupe Bouygues. Bouygues a racheté, pour une somme qui n'a pas été précisée, la société mère Lanetuit SA mais, selon une source proche de l'entreprise, plusieurs filiales spécialisées dans la peinture et la couverture n'ont pas été concernées. Le groupe qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs en 1992, exerce ses activités en travers de sept agences réparties sur la Normandie et l'Île-de-France. Hormis le bâtiment et les travaux publics, Lanetuit a développé un département « promotion immobilière ». Bouygues n'avait pas confirmé cette opération vendredi 24 décembre.

(Publicité)

## Répertoire Extra plat Casio 459 F chez DURIEZ

300 n° de tél. en mémoire permanente • Format carte de crédit souple • Épaisseur 1,4 mm • Poids 11,5 g.

112/132, bd Saint-Germain, Paris-6  
18, bd de Sébastopol, Paris-4  
3, rue la Boétie, Paris-8

(1) 43-29-06-60

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 24 décembre • Prises de bénéfice

Après avoir atteint de manière éphémère un nouveau record à l'ouverture, la Bourse de Paris subissait, vendredi 24 décembre, quelques prises de bénéfices dans un marché très calme, le plus des places financières étant fermées à la veille de Noël. En hausse de 0,16 % à 2 246,98 points, l'indice CAC 40 effaçait une heure et demie plus tard une perte de 0,51 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises abandonnaient 0,24 % à 2 237,74 points.

Ces prises de bénéfice intervenaient le jour de la liquidation mensuelle qui apparaît gagnante de 7,7 %. Cette progression en quatre semaines efface les pertes d'un montant sensiblement équivalent en novembre.

Le marché était relativement étroit en raison de la fermeture de certaines places financières comme New-York, Francfort et Madrid. Mais les anticipa-

tions de baisse des taux courts et le déstabilisation des taux longs pourraient limiter cette correction.

Selon un opérateur, « le volume des investisseurs de ne pas perdre un point par rapport à l'indice », conjugué à l'arrivée de nouvelles liquidités venues des « monétaires », devrait également contribuer à limiter le repli des cours. Du côté des valeurs, le Crédit lyonnais gagnait 1,5 % à 740 francs dans 47 000 titres.

Selon des informations de presse, l'activité observée sur le C1 depuis quelques jours serait due à une rumour de cession de la participation des AGF dans le capital de la banque. A la suite d'une erreur d'ordre d'un opérateur, Groupe André a perdu 7,01 % à 623 francs dans 60 400 pièces. « Le mouvement sera annulé par la SBF », a dit un intervenant.

NEW-YORK, 23 décembre • Légère baisse

Wall Street a clôturé en légère baisse jeudi 23 décembre sous la pression de liquidations tardives, après avoir évolué durant la séance à des niveaux records grâce à la publication de bonnes statistiques économiques. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 757,72 points en baisse de 4,47 points, soit un repli de 0,12 %. L'activité a été modeste, avec quelque 226 millions de titres échangés. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des titres en baisse dans un rapport de trois contre deux : 1 248 contre 832. Les commandes de biens durables ont progressé de 2 % le mois dernier, tandis que les revenus individuels ont augmenté de 0,6 % et les dépenses des ménages de 0,4 %. Le fait que les revenus aient progressé à un rythme plus rapide que les dépenses est considéré comme encourageant par les économistes, qui craignent que le rythme plus lent de la croissance des revenus, ces derniers temps, ne freine la consommation et la reprise économique.

Stion Michael Metz, responsable chez Oppenheimer and Co., les investisseurs ont eu avec leurs ventes d'ac-

tions dans le cadre des « hedgefunds » de portefeuilles avant la fin de l'année continuant.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trois ans, principale référence, est resté inchangé à 6,21 %.

VALEURS	Cours du 22 décembre	Cours du 23 décembre
Alcatel	88 1/2	88 1/4
AT&T	64 1/4	64 3/8
Banque	43 5/8	43 5/8
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
De Post de Rouen	48 1/2	48 1/2
Eastern Rock	85 5/8	85 5/8
Enx	85	85
For	65 5/8	64 7/8
General Electric	105 3/4	105 3/4
General Motors	85 5/8	85 1/2
Goodyear	44 1/2	44 3/4
IBM	127 1/2	127 1/2
ITT	72 7/8	72 7/8
Motor	77 1/2	77 1/2
Pfizer	65 1/2	65 1/2
Schindler	68 3/4	68 3/4
Tesoro	64 3/4	63 7/8
UAI Corp. de l'Algerie	148 1/2	148 1/2
United Tech.	23 1/2	23 1/4
United Tech.	81 3/4	82 1/8
Windsor	12 1/2	12 1/2
Xerox Corp.	86 1/2	86 3/8

LONDRES, 23 décembre • Vive progression

Les valeurs ont fortement progressé jeudi 23 décembre au Stock Exchange, stimulées par les propos optimistes du premier ministre, John Major, sur l'économie britannique et par la hausse du marché à terme. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 40,6 points, soit 1,2 %, à 3 398,6 points, ayant dépassé un peu plus tôt le seuil des 3 400 points pour atteindre un nouveau record absolu de 3 400,3 points. La séance a été active, avec 883,2 millions de titres échangés contre 772,6 millions la veille.

Les gains ont été accentués par des ordres de mise à jour en cours de séance complètes jusqu'au mercredi 29 décembre, puisque la Bourse fermait vendredi à la mi-journée pour le long week-end de Noël. John Major s'est prononcé dans une interview au Daily Telegraph que la Grande-Bretagne

connaîtrait le meilleur taux de croissance européen au cours des deux prochaines années.

La plupart des secteurs ont progressé, notamment les médias où Reuters Holdings a gagné 64 pence à 1 680, soutenu par des spéculations sur un rachat de Quorum, filiale de la banque américaine Citicorp.

VALEURS	Cours du 22 décembre	Cours du 23 décembre
Affiliated	8,83	8,89
BP	3,64	3,69
BT	2,70	2,76
Carlyle	2,51	2,58
De l'Algerie	148 1/2	148 1/2
Enx	85 5/8	85 1/2
GUS	2,15	2,22
ICI	2,27	2,36
Imperial	15,78	15,78
ITC	2,76	2,86
Shell	11,18	11,18
Unilever	11,25	12,10

TOKYO, 24 décembre • Recul

Après une journée chahutée en raison de l'anniversaire de l'empereur, la Bourse de Tokyo a terminé en baisse vendredi 24 décembre dans un marché peu échauffé, déçu par la tenture du gouvernement à prendre des mesures de relance. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a fini en baisse de 304,63 points à 17 141,11 points, soit un recul de 1,75 %. L'indice Topix, le plus large indice de calcul, a de son côté cédé 21,67 points à 1 491,91 à 1 428,70 points.

Les investisseurs craignent que le

VALEURS	Cours du 22 décembre	Cours du 23 décembre
Alcatel	1 190	1 140
At&T	1 200	1 250
Enx	1 500	1 500
For	1 940	1 910
General Electric	1 500	1 480
General Motors	1 480	1 470
IBM	824	825
Motor	5 440	5 400
Toyota	1 750	1 720

## CHANGES

Dollar : 5,7780 F

Vendredi 24 décembre, le deutchmark revenait en milieu de journée à 3,4075 francs, contre 3,4070 francs jeudi soir (cours indicatif de la Banque de France), tandis que le dollar s'échangeait à 5,7780 francs contre 5,7900 francs la veille au fin de journée (cours de la Banque de France).

FRANCFORT 23 déc. 24 déc.  
Dollar (en DM) 1,895 1,899  
Dollar (en DM) 23 déc. 24 déc.  
Dollar (en yen) 118,85

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (24 déc.) 6,716 % - 6,916 %

New-York (23 déc.) 3 1/16 %

## BOURSES

(SBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 : 2 225,79 à 2 243,82  
(SBF, base 1000 : 31-12-90)  
Indice SBF 120 : 1 539,43 à 1 550,84  
Indice SBF 250 : 1 471,77 à 1 482,21

NEW-YORK (indice Dow Jones)  
Indice Dow Jones : 22 déc. 23 déc.  
Industrielles : 3 762,19 à 3 757,72  
LONDRES (indice Financial Times)  
Indice Financial Times : 22 déc. 23 déc.  
100 valeurs : 3 355,70 à 3 396,50  
30 valeurs : 2 513,70 à 2 549,20  
Mines d'or : 242,60 à 240,20  
Fonds d'Etat : 146,85 à 147,02

FRANCFORT  
Dax : 22 déc. 23 déc.  
Dax : 2 197,51 à 2 222,84  
TOKYO  
Nikkei Dow Jones : 22 déc. 23 déc.  
Nikkei Dow Jones : 17 145,74 à 17 141,11  
Indice général : 1 458,37 à 1 428,70

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	5,7735	5,7765	5,8195	5,8240
Yen (100)	161,95	162,05	162,05	162,15
DM	6,5875	6,5905	6,5875	6,5899
Deutschmark	3,4051	3,4099	3,4051	3,4115
Franc suisse	4,0163	4,0213	4,0163	4,0257
Lire italienne (1000)	3,4748	3,4798	3,4748	3,4853
Pound sterling	6,8716	6,8766	6,8716	6,8766
Yen (100)	161,95	162,05	162,05	162,15

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	3 1/8	3 1/4	3 3/16	3 5/16	3 3/8	3 1/2
Yen (100)	2 1/4	2 3/8	2 1/2	2 1/2	1 3/16	1 15/16
DM	6 1/16	6 1/16	6 5/16	6 1/8	5 1/16	5 1/16
Deutschmark	6 5/16	6 7/16	6 1/8	6 1/8	5 11/16	5 13/16
Franc suisse	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16
Lire italienne (1000)	8 3/8	8 5/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8
Pound sterling	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
Yen (100)	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 1/4	8 3/8	8 3/8
Franc français	6 9/16	6 1/16	6 5/16	6 7/16	5 15/16	5 1/16

Ces courbes indicatives, pratiquées sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiquées en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

**Le Monde**  
**L'IMMOBILIER**

**pavillons**  
95 - St-Benoît-sous-Fort  
Pav. 122 m² Résid. calme, arboré, 17 h. de pression, entrée, meub., obs. dépay, cheminée, chauffage électr., gde véranda port. couverte, p. et obs. sur Virocotte, équipée av. pl. vitrocassette, can. réfrig., 2 wc, 3 ch. obs. en placard, poterie, s. de b. deuve av. armoire, miroir, toilettes, 2 voitures, cellier, 17 km Paris, 5 km SDF, proche très commodité 970 000 F  
Tél. : 39-50-26-90

**locations non meublées offres**

**Paris**  
A LOUER PARIS 9 - M. Anvers - Cadet

**APPARTEMENT 100 m²**  
3 pièces, salle de bain, cuis. 7 500 F. Libre le 15 janvier.  
Tél. : 64-30-34-48

**villas**  
CORSE DU-SUD  
Famille vend vill. dans Porto-Vecchio  
Construction de qualité dans ensemble avec piscine Accès direct à la mer sans route à traverser. Vigne possible du 28 au 31 décembre  
Tél. : 85-70-41-17 ou (16-1) 33-58-24-29

**résidence services**  
Résid. Argade bnt. Durel appar. 50 m², 4 ch., 2 p. salon, balcon, cave, soleil. Park. Excellents services. Tél. le soir (1) 45-25-73-84

**bureaux**  
Locations  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
et services. 43-55-17-50

**L'AGENDA**

**Bijoux**  
GILLET bijoux anciens, répar., achat-vente, 15, rue d'Arcole, Paris-6 - 43-54-00-83.

**Vacances, tourisme, loisirs**  
Directement du vigneron à votre table du vin à découvrir

**SKI DE FOND**  
en maison d'hôte  
Haut Jura, 3 h Paris TGV  
Vues et Lufans vous accueillent dans une ancienne ferme X'VII, super. rest., 11 ch. Ambiance chaleureuse et conviviale, capacité d'accueil 14 pers. Tables d'hôte. Cuisine mijoteuse base prod. maison, pain cuit au feu de bois. Autres anim. rando pédo., VTT, tani et comp. (loisirs, compl., vin + cognac, matériel ski de 2 450 F à 3 150 F pers./semaine).  
Ecrire : LE CRÉT L'AGNEAU - 25650 LA LONGEVILLE (16) 51-38-12-51

**boxes - parking**  
Cahen, journal ch. à louer à partir du 1<sup>er</sup> janv. 84, parking ou box dans Paris. Prix. près Bourse ou ligne M. Gellies Pré-Landais  
Tél. : 42-61-05-54 répond.

**régionales (vin)**  
A.O.C.  
Sec, demi-sec, moelleux. Méthode champenoise. Plus, millésimes dispon. Tarifs sur demande.

**MONTLOUIS-SUR-LOIRE**  
L. CHAPEAU  
15, r. des Ateliers-Museau  
37270 Montlouis-sur-Loire  
Tél. : (16) 41-50-50-54

هكزامان



هنا نأكل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 24 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 décembre  
Taux de report : 7,13  
Cours relevés à 13 h 30  
CAC 40 : -0,18 % (2238,99)

Règlement mensuel									
Quotien (1)	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Quotien (1)	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
5	EDF-SDF 3%	5720	5720	+0,17	25	Lochère 1	1070	1067	-0,28
10	EDF-SDF 4%	1080	1080	+0,17	30	Lochère 2	1070	1067	-0,28
15	EDF-SDF 5%	1080	1080	+0,17	35	Lochère 3	1070	1067	-0,28
20	EDF-SDF 6%	1080	1080	+0,17	40	Lochère 4	1070	1067	-0,28
25	EDF-SDF 7%	1080	1080	+0,17	45	Lochère 5	1070	1067	-0,28
30	EDF-SDF 8%	1080	1080	+0,17	50	Lochère 6	1070	1067	-0,28
35	EDF-SDF 9%	1080	1080	+0,17	55	Lochère 7	1070	1067	-0,28
40	EDF-SDF 10%	1080	1080	+0,17	60	Lochère 8	1070	1067	-0,28
45	EDF-SDF 11%	1080	1080	+0,17	65	Lochère 9	1070	1067	-0,28
50	EDF-SDF 12%	1080	1080	+0,17	70	Lochère 10	1070	1067	-0,28
55	EDF-SDF 13%	1080	1080	+0,17	75	Lochère 11	1070	1067	-0,28
60	EDF-SDF 14%	1080	1080	+0,17	80	Lochère 12	1070	1067	-0,28
65	EDF-SDF 15%	1080	1080	+0,17	85	Lochère 13	1070	1067	-0,28
70	EDF-SDF 16%	1080	1080	+0,17	90	Lochère 14	1070	1067	-0,28
75	EDF-SDF 17%	1080	1080	+0,17	95	Lochère 15	1070	1067	-0,28
80	EDF-SDF 18%	1080	1080	+0,17	100	Lochère 16	1070	1067	-0,28
85	EDF-SDF 19%	1080	1080	+0,17	110	Lochère 17	1070	1067	-0,28
90	EDF-SDF 20%	1080	1080	+0,17	120	Lochère 18	1070	1067	-0,28
95	EDF-SDF 21%	1080	1080	+0,17	130	Lochère 19	1070	1067	-0,28
100	EDF-SDF 22%	1080	1080	+0,17	140	Lochère 20	1070	1067	-0,28
105	EDF-SDF 23%	1080	1080	+0,17	150	Lochère 21	1070	1067	-0,28
110	EDF-SDF 24%	1080	1080	+0,17	160	Lochère 22	1070	1067	-0,28
115	EDF-SDF 25%	1080	1080	+0,17	170	Lochère 23	1070	1067	-0,28
120	EDF-SDF 26%	1080	1080	+0,17	180	Lochère 24	1070	1067	-0,28
125	EDF-SDF 27%	1080	1080	+0,17	190	Lochère 25	1070	1067	-0,28
130	EDF-SDF 28%	1080	1080	+0,17	200	Lochère 26	1070	1067	-0,28
135	EDF-SDF 29%	1080	1080	+0,17	210	Lochère 27	1070	1067	-0,28
140	EDF-SDF 30%	1080	1080	+0,17	220	Lochère 28	1070	1067	-0,28
145	EDF-SDF 31%	1080	1080	+0,17	230	Lochère 29	1070	1067	-0,28
150	EDF-SDF 32%	1080	1080	+0,17	240	Lochère 30	1070	1067	-0,28
155	EDF-SDF 33%	1080	1080	+0,17	250	Lochère 31	1070	1067	-0,28
160	EDF-SDF 34%	1080	1080	+0,17	260	Lochère 32	1070	1067	-0,28
165	EDF-SDF 35%	1080	1080	+0,17	270	Lochère 33	1070	1067	-0,28
170	EDF-SDF 36%	1080	1080	+0,17	280	Lochère 34	1070	1067	-0,28
175	EDF-SDF 37%	1080	1080	+0,17	290	Lochère 35	1070	1067	-0,28
180	EDF-SDF 38%	1080	1080	+0,17	300	Lochère 36	1070	1067	-0,28
185	EDF-SDF 39%	1080	1080	+0,17	310	Lochère 37	1070	1067	-0,28
190	EDF-SDF 40%	1080	1080	+0,17	320	Lochère 38	1070	1067	-0,28
195	EDF-SDF 41%	1080	1080	+0,17	330	Lochère 39	1070	1067	-0,28
200	EDF-SDF 42%	1080	1080	+0,17	340	Lochère 40	1070	1067	-0,28
205	EDF-SDF 43%	1080	1080	+0,17	350	Lochère 41	1070	1067	-0,28
210	EDF-SDF 44%	1080	1080	+0,17	360	Lochère 42	1070	1067	-0,28
215	EDF-SDF 45%	1080	1080	+0,17	370	Lochère 43	1070	1067	-0,28
220	EDF-SDF 46%	1080	1080	+0,17	380	Lochère 44	1070	1067	-0,28
225	EDF-SDF 47%	1080	1080	+0,17	390	Lochère 45	1070	1067	-0,28
230	EDF-SDF 48%	1080	1080	+0,17	400	Lochère 46	1070	1067	-0,28
235	EDF-SDF 49%	1080	1080	+0,17	410	Lochère 47	1070	1067	-0,28
240	EDF-SDF 50%	1080	1080	+0,17	420	Lochère 48	1070	1067	-0,28
245	EDF-SDF 51%	1080	1080	+0,17	430	Lochère 49	1070	1067	-0,28
250	EDF-SDF 52%	1080	1080	+0,17	440	Lochère 50	1070	1067	-0,28
255	EDF-SDF 53%	1080	1080	+0,17	450	Lochère 51	1070	1067	-0,28
260	EDF-SDF 54%	1080	1080	+0,17	460	Lochère 52	1070	1067	-0,28
265	EDF-SDF 55%	1080	1080	+0,17	470	Lochère 53	1070	1067	-0,28
270	EDF-SDF 56%	1080	1080	+0,17	480	Lochère 54	1070	1067	-0,28
275	EDF-SDF 57%	1080	1080	+0,17	490	Lochère 55	1070	1067	-0,28
280	EDF-SDF 58%	1080	1080	+0,17	500	Lochère 56	1070	1067	-0,28
285	EDF-SDF 59%	1080	1080	+0,17	510	Lochère 57	1070	1067	-0,28
290	EDF-SDF 60%	1080	1080	+0,17	520	Lochère 58	1070	1067	-0,28
295	EDF-SDF 61%	1080	1080	+0,17	530	Lochère 59	1070	1067	-0,28
300	EDF-SDF 62%	1080	1080	+0,17	540	Lochère 60	1070	1067	-0,28
305	EDF-SDF 63%	1080	1080	+0,17	550	Lochère 61	1070	1067	-0,28
310	EDF-SDF 64%	1080	1080	+0,17	560	Lochère 62	1070	1067	-0,28
315	EDF-SDF 65%	1080	1080	+0,17	570	Lochère 63	1070	1067	-0,28
320	EDF-SDF 66%	1080	1080	+0,17	580	Lochère 64	1070	1067	-0,28
325	EDF-SDF 67%	1080	1080	+0,17	590	Lochère 65	1070	1067	-0,28
330	EDF-SDF 68%	1080	1080	+0,17	600	Lochère 66	1070	1067	-0,28
335	EDF-SDF 69%	1080	1080	+0,17	610	Lochère 67	1070	1067	-0,28
340	EDF-SDF 70%	1080	1080	+0,17	620	Lochère 68	1070	1067	-0,28
345	EDF-SDF 71%	1080	1080	+0,17	630	Lochère 69	1070	1067	-0,28
350	EDF-SDF 72%	1080	1080	+0,17	640	Lochère 70	1070	1067	-0,28
355	EDF-SDF 73%	1080	1080	+0,17	650	Lochère 71	1070	1067	-0,28
360	EDF-SDF 74%	1080	1080	+0,17	660	Lochère 72	1070	1067	-0,28
365	EDF-SDF 75%	1080	1080	+0,17	670	Lochère 73	1070	1067	-0,28
370	EDF-SDF 76%	1080	1080	+0,17	680	Lochère 74	1070	1067	-0,28
375	EDF-SDF 77%	1080	1080	+0,17	690	Lochère 75	1070	1067	-0,28
380	EDF-SDF 78%	1080	1080	+0,17	700	Lochère 76	1070	1067	-0,28
385	EDF-SDF 79%	1080	1080	+0,17	710	Lochère 77	1070	1067	-0,28
390	EDF-SDF 80%	1080	1080	+0,17	720	Lochère 78	1070	1067	-0,28
395	EDF-SDF 81%	1080	1080	+0,17	730	Lochère 79	1070	1067	-0,28
400	EDF-SDF 82%	1080	1080	+0,17	740	Lochère 80	1070	1067	-0,28
405	EDF-SDF 83%	1080	1080	+0,17	750	Lochère 81	1070	1067	-0,28
410	EDF-SDF 84%	1080	1080	+0,17	760	Lochère 82	1070	1067	-0,28
415	EDF-SDF 85%	1080	1080	+0,17	770	Lochère 83	1070	1067	-0,28
420	EDF-SDF 86%	1080	1080	+0,17	780	Lochère 84	1070	1067	-0,28
425	EDF-SDF 87%	1080	1080	+0,17	790	Lochère 85	1070	1067	-0,28
430	EDF-SDF 88%	1080	1080	+0,17	800	Lochère 86	1070	1067	-0,28
435	EDF-SDF 89%	1080	1080	+0,17	810	Lochère 87	1070	1067	-0,28
440	EDF-SDF 90%	1080	1080	+0,17	820	Lochère 88	1070	1067	-0,28
445	EDF-SDF 91%	1080	1080	+0,17	830	Lochère 89	1070	1067	-0,28
450	EDF-SDF 92%	1080	1080	+0,17	840	Lochère 90	1070	1067	-0,28
455	EDF-SDF 93%	1080	1080	+0,17	850	Lochère 91	1070	1067	-0,28
460	EDF-SDF 94%	1080	1080	+0,17	860	Lochère 92	1070	1067	-0,28
465	EDF-SDF 95%	1080	1080	+0,17	870	Lochère 93	1070	1067	-0,28
470	EDF-SDF 96%	1080	1080	+0,17	880	Lochère 94	1070	1067	-0,28
475	EDF-SDF 97%	1080	1080	+0,17	890	Lochère 95	1070	1067	-0,28
480	EDF-SDF 98%	1080	1080	+0,17	900	Lochère 96	1070	1067	-0,28
485	EDF-SDF 99%	1080	1080	+0,17	910	Lochère 97	1070	1067	-0,28
490	EDF-SDF 100%	1080	1080	+0,17	920	Lochère 98	1070	1067	-0,28
495	EDF-SDF 101%	1080	1080	+0,17	930	Lochère 99	1070	1067	-0,28
500	EDF-SDF 102%	1080	1080	+0,17	940	Lochère 100	1070	1067	-0,28

Comptant (sélection)									
VALEURS	% de hausse	% de baisse	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
Obligations									
EDF-SDF 3%	121,10	1,23	EDF-SDF 3%	1070	1067	EDF-SDF 3%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 4%	118,20	1,23	EDF-SDF 4%	1070	1067	EDF-SDF 4%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 5%	115,30	1,23	EDF-SDF 5%	1070	1067	EDF-SDF 5%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 6%	112,40	1,23	EDF-SDF 6%	1070	1067	EDF-SDF 6%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 7%	109,50	1,23	EDF-SDF 7%	1070	1067	EDF-SDF 7%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 8%	106,60	1,23	EDF-SDF 8%	1070	1067	EDF-SDF 8%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 9%	103,70	1,23	EDF-SDF 9%	1070	1067	EDF-SDF 9%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 10%	100,80	1,23	EDF-SDF 10%	1070	1067	EDF-SDF 10%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 11%	97,90	1,23	EDF-SDF 11%	1070	1067	EDF-SDF 11%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 12%	95,00	1,23	EDF-SDF 12%	1070	1067	EDF-SDF 12%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 13%	92,10	1,23	EDF-SDF 13%	1070	1067	EDF-SDF 13%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 14%	89,20	1,23	EDF-SDF 14%	1070	1067	EDF-SDF 14%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 15%	86,30	1,23	EDF-SDF 15%	1070	1067	EDF-SDF 15%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 16%	83,40	1,23	EDF-SDF 16%	1070	1067	EDF-SDF 16%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 17%	80,50	1,23	EDF-SDF 17%	1070	1067	EDF-SDF 17%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 18%	77,60	1,23	EDF-SDF 18%	1070	1067	EDF-SDF 18%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 19%	74,70	1,23	EDF-SDF 19%	1070	1067	EDF-SDF 19%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 20%	71,80	1,23	EDF-SDF 20%	1070	1067	EDF-SDF 20%	1070	1067	-0,28
EDF-SDF 21%	68,90	1,23	EDF-SDF 21%	1070	1067	EDF-SDF 21%	1070	1067	-0,28



## NUCLÉAIRE

Après la remise du rapport Bataille au gouvernement

## Deux sites seront choisis pour l'implantation de laboratoires de recherche sur les déchets radioactifs

Chargé de mener une concertation préalable au choix des sites, en vue d'établir deux laboratoires souterrains pour la recherche sur la gestion des déchets radioactifs à vie longue, Christian Bataille, député (PS) du Nord, a terminé sa mission de médiation. Après avoir visité huit départements, il a rendu, mardi 21 décembre, son rapport au ministre de l'Industrie, Gérard Longuet. Il appartient désormais au gouvernement de faire connaître sa décision.

Les opposants au nucléaire peaufinent leurs arguments; les élus locaux candidats à l'implantation d'un laboratoire attendent, vaguement inquiets; le médiateur et ses services n'insistent pas d'un silence de plomb, soucieux de n'attiser aucune polémique avant la décision du gouvernement. Cette dernière pourrait

intervenir assez rapidement, dans la mesure où Christian Bataille a promis de rendre son rapport public le 5 janvier.

En attendant, les spéculations vont bon train. Contrairement à certaines rumeurs, il semblerait que le médiateur n'ait pas tranché nettement en faveur de deux, trois ou quatre sites. « Nous avons dégagé pour le ministre les points qui nous semblaient les plus intéressants. Mais les critères de choix sont multiples, à dimension variable, précise l'un de ses collaborateurs. Si certains départements ont été éliminés, l'éventail reste très largement ouvert ».

Huit départements ont été visités par le médiateur: l'Allier, le Gard, l'Indre, la Marne, la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle, la Meuse et la Vienne. Les élus, associations, syndicats et organisations socioprofessionnelles des quatre sites présélectionnés ont eu le moratoire de 1990 ont, en outre, fait l'objet d'une consultation écrite accompagnée d'un dossier complet.

Une visite était prévue dans les quatre départements concernés (Ain, Aisne, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres), mais ces déplacements ont été annulés, afin de « ne pas ouvrir les cicatrices mal refermées ».

Les réactions locales au passage de Christian Bataille montrent, à l'évidence, que quatre départements sont particulièrement bien placés pour l'implantation. Le Gard, d'abord, où cette installation suscite de donner un nouvel essor au site de Marcoule est vivement réclamée (le Monde du 2 novembre). Les conseils généraux de la Haute-Marne, de la Meuse et de la Vienne ont, eux aussi, déposé officiellement leur candidature.

Une opposition semble pourtant se développer autour du site viennois de Civray. Et les écologistes locaux ont beau jeu de souligner que deux conseillers généraux (UDF et PS) ayant participé au vote unanime en faveur de la candidature du département s'étaient prononcés, quelques jours plus tôt avec la même conviction, au conseil régional cette fois, contre l'installation éventuelle du même laboratoire dans les Deux-Sèvres. En Haute-Marne, où cinq cantons du nord-est du département sont concernés, les opposants, rassemblés autour de l'ancien candidat Vert aux législatives, ne semblent guère faire recette.

En Meurthe-et-Moselle, le conseil général n'est pas opposé au projet « sur le plan de la philosophie générale », mais aucune municipalité n'est, pour l'instant,

candidate. Dans la Marne, les communes concernées semblent plutôt intéressées, mais le conseil général ne s'est pas prononcé sur la question. Il est difficile de juger de l'influence des opposants, qui se sont constitués en collectif assez tard. Dans l'Allier, en revanche, la commune de Hurial, qui avait sollicité la visite du médiateur, a décidé, le 5 décembre, de retirer sa candidature devant l'opposition de la population. Plutôt « attentiste » à l'origine, le conseil général s'est lui aussi prononcé contre le projet.

L'éventail des choix offerts au gouvernement semble donc suffisamment large pour éviter les oppositions locales les plus réso-

lues. D'autant plus que « trois ou quatre candidatures » enregistrées trop tard pour avoir fait l'objet de consultation seraient néanmoins mentionnées dans le rapport, et pourraient constituer des options supplémentaires.

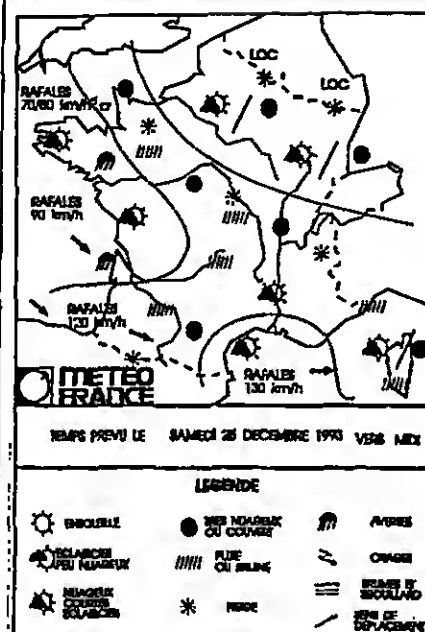
Il reste, rappelle un expert, que le rapport Bataille ne prend en compte que les « critères d'acceptation » des populations et des élus ou responsables socio-économiques.

Les caractéristiques géologiques des régions visitées sont, a priori, favorables, mais cela doit être confirmé par des études plus précises. Le suspense est donc total.

J.-P. D.

(avec nos correspondants)

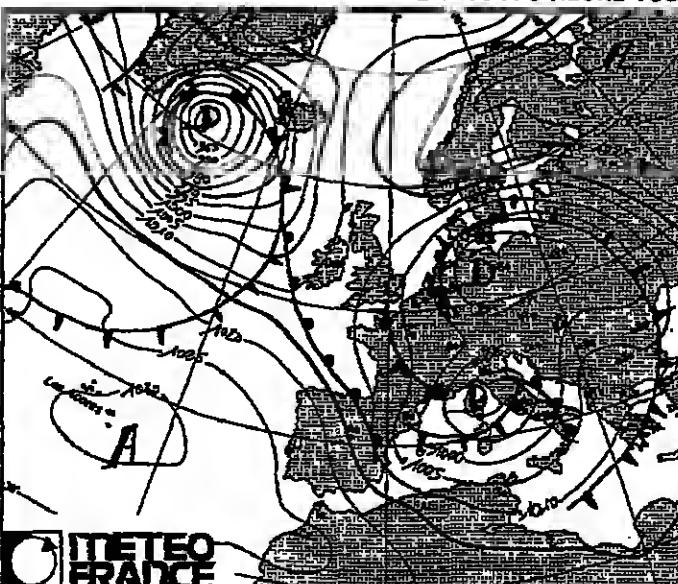
## MÉTÉOROLOGIE



Samedi : nuages et précipitations parfois neigeuses. — Sur les régions allant de la Normandie au Centre à l'Alsace, à l'Aquitaine, aux Pyrénées et au Languedoc-Roussillon, la journée débutera sous un ciel gris avec des précipitations. Cette zone perturbée gagnera rapidement en cours de journée les Alpes et les régions du Sud-Est. A l'avant de cette perturbation, soit le long d'un axe Tours-Genève, il neigera souvent à très basse altitude. Sur les Pyrénées, il neigera au-dessus de 1 000 mètres. La vent d'ouest sera fort sur le quart Sud-Ouest dépassant parfois les 100 km/h jusqu'à 120 km/h sur les côtes et au pied des Pyrénées. De la Bretagne aux Pays de Loire, le ciel sera souvent très nuageux et on aura de nombreuses averses dans l'après-midi. Du Nord-Pas-de-Calais à l'île-de-France à la Bourgogne et aux régions de l'Est, malgré un ciel souvent chargé, il aura quelques éclaircies temporaires. Il neigera faiblement le matin sur l'Alsace et la Franche-Comté et l'après-midi le long des frontières belges. Sur le pourtour méditerranéen, malgré des passages faiblement pluvieux, le soleil fera parfois son apparition. Le vent d'ouest soufflera jusqu'à 130 km/h en Méditerranée. Les températures seront encore en légère baisse: les minimales seront comprises entre -2 et 0 degré sur le Pas-de-Calais et du pays. Ailleurs, elles seront comprises entre 0 et 4 degrés.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

## PRÉVISIONS POUR LE 26 DÉCEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## CARNET

## Naissances

M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude KERVIEL sont heureux de faire part de la naissance, le 22 décembre 1993, à Castelnou, de

Antoine,

chez

chez Anne JOFFRE et Marc KERVIEL. Le Masot, 66300 Castelnaud, 49, chemin de la Vallée-aux-Loups, 92290 Châtenay-Malabry.

Max et Yvonne ANDRÉOLI

ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille

Laurea,

chez

Jean-Marc et Patricia. Jean-Marc et Patricia Andréoli, Caux de Maupertuis, 702, allée des Frères, 38240 Meylan.

## Anniversaires de naissance

Emilie BOUCHET,

cent deux ans le jour de Noël.

Bon anniversaire grand-mère.

Danielle

et ses filles, Mariel et Sandra.

## Décès

M<sup>me</sup> Charles Cohen, née Martine Spina, sa mère, M<sup>me</sup> Alain Cochaux, née Caroline Cohen, et M<sup>me</sup> Sophie Cohen, ses sœurs.

MM. Jérôme et Laurent Cohen, ses frères. Et toute sa famille, ont l'immense douleur d'annoncer le décès subit de leur fils et frère,

Paul COHEN,

le 17 décembre 1993, à l'âge de trente-trois ans.

L'inhumation aura lieu mardi 28 décembre, à 14 heures, au cimetière israélite de Jueghnitz (Bas-Rhin), auprès de son père

Charles COHEN

(1971)

qui lui a tant manqué. Une pensée affectueuse est demandée pour sa marabout.

Simone JURGENS,

et son beau-frère

Alain COCHAUX,

décédés en 1991.

Tous ceux qui l'ont connu l'ont aimé.

M<sup>me</sup> Martine Cohen, 38, avenue des Terres, 75017 Paris.

— Sainte-Foy-les-Lyon. Paris. Isy-les-Moulineaux. Neuilly-sur-Seine.

M. et M<sup>me</sup> Michel Destors, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Christiane Destors, M. et M<sup>me</sup> Roger Destors, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Hubert Malissard, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jean DESTORS,

née Yvonne Chavallier,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

le 23 décembre 1993, dans sa quatre-vingt-neufième année. Dans la paix du Seigneur, elle a rejoint

Jean DESTORS,

son époux, décédé en 1933.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 27 décembre, à 14 heures, au l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7, suivie de l'inhumation au nouveau cimetière de Gennevilliers (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jacques-Marie DUBREUIL, architecte DPLG,

est décédé le 2 décembre 1993, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Sa femme, Sa famille, remercient tous leurs amis.

— Grenoble. Uzès. Poull. Ustaritz.

M. Christian LEMÈRE, Ses enfants, Olivier et Caroline, Les familles Berra, Barlet, Vigier, Leurs parents, alliés, Et amis, ont l'immense douleur de faire part du décès, à l'âge de quarante-deux ans,

Mireille LEMÈRE,

née Berra, directrice de l'école de La Bouchette, maison d'enfants à caractère social, Chazemais (Alier).

« ... La nuit devient lumière autour de moi... »

Psaume 139-11.

L'incinération a eu lieu le 23 décembre 1993, à 15 heures, au crématorium de Clermont-Ferrand.

— Françoise Lentin, son épouse, Ses enfants, Et ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Albert-Paul LENTIN,

survenu le 22 décembre 1993, à l'âge de soixante-dix ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 28 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mauffard, Paris-9.

(Lire page 14)

— Luchon. Paris. M<sup>me</sup> veuve Volovatz

Et les siens, ont la douleur de faire part du décès de

M. Victor VOLOVATZ, avocat au barreau de Paris et bâtonnier honoraire des avocats de Saint-Gaudens,

à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques civiles ont lieu le vendredi 24 décembre 1993, à 15 heures, au cimetière n° 3, à Luchon (Haute-Carnage).

Petit chalet Spout, allée d'Enigay, 31042 Luchon.

Remerciements

— M<sup>me</sup> Danièle Cherk, née Schag, son épouse,

Sophie et Alain Cherk, ses enfants, M<sup>me</sup> Joseph Cherk,

sa mère, Les familles parentes et alliées, vous remerciant de vos témoignages de sympathie reçus lors du décès de

Georges, Isidor, David CHERKI, et vous invitent à participer aux prières qui auront lieu le samedi 25 décembre 1993, à 19 heures, au 7 rue Jules-Gosselin, Paris-14<sup>e</sup>.

Anniversaires

— Le 25 décembre 1986 disparaissait

Tobias GOTTESFELD

Son épouse, Ses enfants, Et ses petits-enfants, vous prient de vous associer à sa mémoire.

M<sup>me</sup> Gottesfeld, 4, rue Malher, 75004 Paris.

— Le 25 décembre 1983,

Pierre LE GOFF

disparaissait en mer.

« Tant que ceux que nous aimons restent présents dans nos mémoires, il n'y a pas de mort. La mort c'est l'oubli. »

— Il y a trois ans

Pierre de LESTAPIS

s'en est allé le 24 décembre.

« Autour de votre cou, je vous l'écharpe et je pose sur vos épaules le manteau... Je vous pousse dans la rue... Et ce que l'on sait ce que l'on vit ? Malgré tout, ne l'oubliez pas. »

Jacques Bertin.

— Il y a trois ans

Pierre FERRON,

ancien combattant d'Indochine, engagé volontaire de la Résistance, citation à l'Ordre de la Division, croix de guerre 1939-1945,

a quitté les siens.

Une pensée toute particulière est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et estimé.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET

Téléphone 40-65-29-94

Télécopieur 45-66-77-13

**Le Monde**

Édité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaux, gérant directeur de la publication

Bruno Frappet, directeur de la rédaction

Jacques Gullu, directeur de la gestion

Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982), André Laurence (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUËRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-39

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94892 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

**Le Monde SUR MINITEL**

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel :

**3617 LMDOC**

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

**36 29 04 56**

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel

Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

هنا من الوطن







## AU JOUR LE JOUR

## Trêves

Les dirigeants du Hamas offrent une trêve à Israël, moyennant des concessions inacceptables. L'état-major de l'IRA propose une trêve annuelle des tueries, pour la période des fêtes.

Edouard Belledur décrète, à la veille de la trêve des confiseurs, une trêve de longue durée des déclarations ministérielles sur l'élection présidentielle. Personne n'y croit.

Les belligérants de l'ex-

Yugoslavie ordonnent, entre deux conférences à Bruxelles ou à Genève, une trêve des combats, approuvée par l'Europe. Les désaccords s'aggravent entre eux sur le point de savoir combien de trêves ils ont déjà décidées et laquelle a duré la plus longtemps : dix minutes ? douze minutes ?

Peut-être qu'avec une trêve des trêves cela marcherait mieux ?

PROCYON

## L'ESSENTIEL

## AU COURRIER DU MONDE

Les lettres de nos lecteurs. Un livre : « l'individu et les minorités », de Didier Lapeyronnie (page 2).

## INTERNATIONAL

## L'Europe et la question chypriote

Satisfaction du côté de la République de Chypre ; désapprobation nette du côté de la Turquie : la nomination, par l'Union européenne, d'un observateur aux négociations sur l'effacement chypriote, qui se tiennent à New-York, sous l'égide de l'ONU, pourrait entraîner un nouveau report de la reprise des pourparlers (page 3).

## Bronnille sino-britannique

La diffusion d'une émission de la BBC montrant Mao Zedong en obsédé sexuel e encore détérioré le climat entre Londres et Pékin. Mais la vraie pomme de discorde, c'est l'avenir de Hongkong. Si la position anglaise est irréprochable sur le plan de la logique démocratique, elle accuse pourtant un déphasage croissant avec la réalité économique (page 4).

## Etats-Unis : les jeux vidéo en accusation

Chaque semaine, 57 millions d'Américains consomment du « matériel vidéo de distraction à domicile », pour lequel ils ont dépensé, en 1993, 5,5 milliards de dollars. Or, le sexe, la violence et le sadisme ne cessent d'enrichir les consoles, avec des images de plus en plus réalistes. Le législateur ne pouvait plus ignorer un tel phénomène. Le Congrès entend donc contraindre les industriels à mettre en place un système de classification susceptible de ne plus permettre que des enfants accèdent à des jeux violents ou sexuellement explicites (page 5).

## SOCIÉTÉ

## La saga des engins explosifs

Plus de cinq mille engins explosifs ont été ramassés sur les côtes atlantiques depuis le 18 décembre. L'île de Ré vient à son tour d'être atteinte. Il a fallu bien des recoupements pour établir une chronologie des faits... et des responsabilités (page 10).

## CULTURE

## Cieslewicz, le voleur d'images

« Les clichés sont les images pieuses du monde moderne », aime-t-il à dire. Alors, il les emplit, les recadre et les détourne, pour réaliser des affiches ou des collages. Roman Cieslewicz, graphiste polonais installé à Paris depuis trente ans, était à la mode dans les années 70-80. Il ne l'est plus, et on voit bien pourquoi dans la rétrospective que lui consacre le Centre Georges-Pompidou : son art dérange et agresse quand notre époque consensuelle privilégie l'élégance et le feutré... (page 12).

## ÉCONOMIE

## La Confédération paysanne en colère

Dans un entretien au « Monde », Gabriel Dewalle, porte-parole de la Confédération paysanne, qui revendique 40 000 adhérents, a en prend vivement à la FNSEA, qu'il accuse de collusion avec tous les pouvoirs successifs, et affirme que « les accords du GATT vont avoir un effet désastreux pour les petits agriculteurs » (page 15).

## Services

Abonnements..... 111  
Annonces classées..... 16  
Carnet..... 18  
Jeux..... 17  
Marchés financiers..... 16-17  
Météorologie..... 18  
Radio-Télévision..... 19

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3617 LINDOC  
et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier  
« Temps libre »  
folios 1 à VIII

## Demain

## Radio-télévision

La pratique des cadeaux à la télévision et à la radio : du filat gami de « Coucou, c'est nous ! » aux vuvettes de « Questions pour un champion », les lots offerts au cours des émissions donnent lieu à un véritable « business ».

Le numéro du « Monde »  
daté vendredi 24 décembre 1993  
a été tiré à 465 676 exemplaires

Dans un rapport publié par « le Point »

## Le juge Jean-Pierre démonte les opérations financières de l'industriel Roger-Patrice Pelat

Chargé le 3 décembre par le garde des sceaux d'une mission sur le blanchiment de l'argent sale, le juge Thierry Jean-Pierre a fait, avant de quitter le tribunal de Mans (Sarthe), un rapport sur l'instruction qu'il a menée ces derniers mois sur les affaires de l'industriel Roger-Patrice Pelat, décédé en 1989. Ce document — une ordonnance de soit-communié pour faits nouveaux, — dont « le Point » révèle de larges extraits dans son numéro du 24 décembre, démonte les nombreuses et complexes opérations financières occultes de l'ami du chef de l'Etat.

C'est ce démontant, à partir de mars 1992, le mécano des fausses factures d'une filiale de la Compagnie générale de bâtiment et de construction (CBC) que le juge Thierry Jean-Pierre est arrivé à Roger-Patrice Pelat. Décédé le 7 mars 1989, cet homme d'affaires lié à François Mitterrand avait utilisé une discrète filière suisse pour profiter des débits d'unités de l'aire Pechelap. Pour le juge, qui a été à l'origine des instructions sur les financements occultes du Parti socialiste au travers d'« Urba » à partir d'un simple accident du travail au Mans, allait commencer ce que les socialistes n'hésiteront pas à qualifier de « traque judiciaire ».

En tout cas, les investigations de Thierry Jean-Pierre lui permettront de mettre au jour, successivement, le versement d'une commission de 24,655 millions

de francs à Roger Patrice-Pelat après son intervention en faveur de la conclusion d'un contrat avec la Cnre du Nord pour la construction d'un hôtel par la CBC en 1984, puis un prêt sans intérêts de 1 million de francs aux époux Bérégovoy pour l'achat d'un appartement rue des Belles-Feuilles, à Paris (le Monde du 4 février).

Le juge n'aura de cesse d'aller plus loin dans ses investigations mais, à la suite du suicide du premier ministre, la chancellerie va s'efforcer de mettre un frein à ce qui est perçu comme de l'acharnement (le Monde du 5 février). Le juge Jean-Pierre se lancera alors sur la trace de mystérieuses archives de Roger Patrice-Pelat (le Monde du 22 septembre).

L'affaire ne semblait plus devoir connaître de nouveaux développements lorsque le juge a été chargé, le 3 décembre, d'une mission auprès du directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice concernant le blanchiment de l'argent sale (le Monde du 22 septembre). Mais avant sa prise de fonctions à Paris, le juge d'instruction du Mans s'en est pas moins communiqué à se hiérarchiser un volumineux rapport — une ordonnance de soit-communié pour fait nouveau, dans le jargon judiciaire — qui ouvre d'autres pistes. Dans les larges extraits de ce document que publie le Point du 24 décembre, on trouve les callosités déposées par le Petit Poucet égaré dans le forêt des financements occultes.

Après avoir souligné les conditions peu ordonnées dans

lesquelles Roger Patrice-Pelat a obtenu la reprise de sa société Vibracoc par une entreprise nationale, Alstom (110 millions de francs, alors que l'estimation est de 60-65 millions de francs), le juge indique qu'une partie de cette somme — 43,575 millions de francs — s'est retrouvée sur le compte de la société Artina, implantée au Liechtenstein. Ce serait avec cet argent, sorti de France en pleine période de contrôle des changes, que l'industriel aurait fait ses opérations sur Pechelap.

## Une maison à Gordes

Le juge s'intéresse ensuite aux transferts de fonds effectués par Roger Patrice-Pelat au bénéfice de la famille Mitterrand. Avant d'être élu président de la République, entre 1972 et 1980, François Mitterrand aurait ainsi reçu 293 000 francs de la société Vibracoc. De 1981 à 1989, ce serait le fils du chef de l'Etat, Gilbert Mitterrand, qui aurait bénéficié, chaque année, de sommes variant entre 28 000 et 86 672 francs, pour un total de 579 429 francs.

Quelle était la justification de ces versements ? Selon l'ancien directeur financier de Vibracoc, Michel Guenot, cité par le juge Jean-Pierre, « les sommes portées au regard de son nom (François Mitterrand) ne correspondent à aucune prestation réelle. Il s'agit d'un cadeau fait par M. Pelat à M. Mitterrand. Gilbert Mitterrand, quant à lui, facturait des prestations mensuelles à hauteur de 7 500 francs HT. Ces prestations étaient fictives. Il s'agissait là d'un moyen

démuni pour assurer une rente onicale de Roger Patrice-Pelat à M. Mitterrand ».

Le juge a également retrouvé deux chèques, l'un de 270 000 francs, l'autre de 400 000 francs, établis au nom d'une amie du président de la République pour l'achat de parts d'une SCI (société civile immobilière) propriétaire d'une maison à Gordes (Vaucluse) et de terrains attenants. Le juge a encore découvert la trace des concours financiers apportés par l'industriel au journal proche du Parti socialiste, le Matin de Paris (deux chèques de 2 millions de francs et une prise de participation au capital à hauteur de 1,4 million de francs).

Enfin Thierry Jean-Pierre s'est intéressé à trois virements de 1,74 million de francs chacun signés par l'industriel à Ance, François et André Dietelm, les enfants de Bernard Dietelm, directeur financier de la société Electronique Serge Dassault. Ces opérations, effectuées quelques jours avant l'introduction de la société sur le second marché, auraient permis à Roger-Patrice Pelat de réaliser une plus-value de 7 945 998,55 francs.

Il est clair que ce document, transmis par la voie hiérarchique à la chancellerie, est une invitation à ne pas laisser le dossier co l'Etat et à pousser plus avant les investigations. La publication de ce rapport ne manquera pas de provoquer une nouvelle polémique : le juge sera soupçonné de l'avoir livré à la presse pour éviter qu'il ne soit enterré.

A. G.

Ex-directeur adjoint du cabinet de M. Mitterrand et actuel PDG d'EDF

## Gilles Ménage a été entendu par le magistrat chargé d'enquêter sur les « écoutes » de l'Elysée

Gilles Ménage, président d'EDF et ancien directeur adjoint du cabinet du président de la République, a été entendu, jeudi 23 décembre, pendant deux heures, dans le bureau de Jean-Paul Valat, le juge parisien instruisant le dossier des écoutes téléphoniques dont ont été victimes, en 1985 et 1986 notamment, des particuliers, des avocats, des journalistes et des hommes politiques.

Un document interne à la présidence de la République daté du 28 mars 1983 ordonnait que « l'on s'occupe sérieusement de l'avocat M. Antoine Camier ». L'écriture de cette note manuscrite est celle de Gilles Ménage, alors directeur adjoint du cabinet de François Mitterrand, qui n'en conteste pas l'authenticité. Rédigée en pleine affaire des « Irlandais de Vincennes », dans laquelle M. Camier était le défenseur, la note était adressée à Christian Prouteau, patron de la cellule antiterroriste de l'Elysée.

En marge de l'ordre écrit par M. Ménage, M. Prouteau avait inscrit : « 46711 », utilisant le nom de code des écoutes téléphoniques administratives. Après la publication de ce document (le Monde du 20 novembre 1992), l'avocat avait déposé plainte. Aussi l'actuel PDG d'EDF a-t-il été entendu, jeudi 23 décembre, comme témoin par le juge Valat.

Journal Libération. Des avocats, comme M. Camier, ainsi que des hommes politiques, à l'instar de l'ancien secrétaire national du CDS François Froment-Meurice, des journalistes, comme Georges Mariani et Edwy Plenel, du Monde, ou encore la comédienne Carole Bouquet, figuraient sur cette liste.

Paul Barril, l'ex-capitaine de gendarmerie, lui aussi écouté clandestinement après son

départ, courant 1983, de la « cellule » élyséenne, s'est constitué partie civile dans ce dossier. Aujourd'hui bronillé avec M. Prouteau, dont il fut le bras droit au sein de la cellule élyséenne, M. Barril avait été entendu, le 2 décembre, par le juge Valat. Soupçonné par certains d'être à l'origine des « fuites » sur les écoutes, M. Barril a nettement mis en cause, dans son témoignage, l'influence

de Gilles Ménage dans la dérive d'un système d'écoutes qui aurait servi à espionner, au service de l'Elysée et pour des motivations sans rapport avec l'antiterrorisme, de nombreuses personnes.

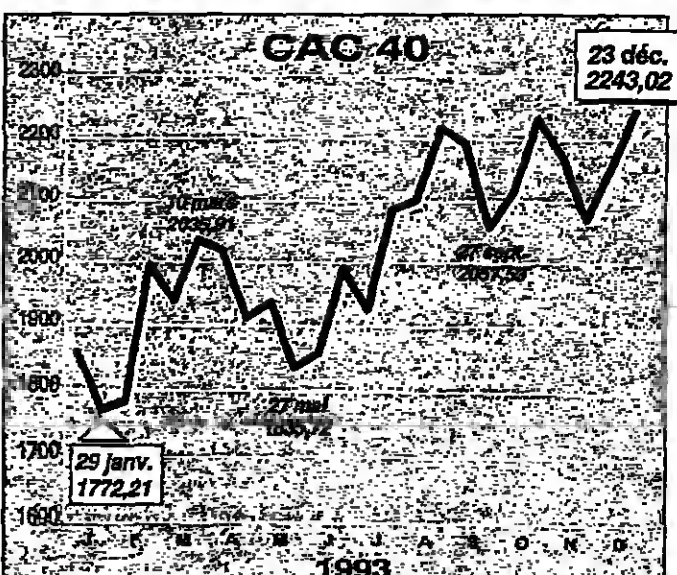
## Le témoignage de M. Barril

Concernant M. Ménage et le rôle de coordination qu'il jouait auprès de la cellule antiterroriste, le témoignage de l'ex-capitaine est formel : le conseiller du président « était très curieux des écoutes et, a déclaré M. Barril, avant même mon départ en mai 1983, j'ai senti une dérive. Les renseignements que l'on nous demandait de rechercher ne concernaient pas forcément que le terrorisme. Gilles Ménage était l'intermédiaire entre le chef de l'Etat et la cellule, a-t-il ajouté dans ce témoignage qui est évidemment contesté par M. Ménage. Je l'ai parfois entendu dire qu'il avait un besoin urgent d'un de nos documents pour le montrer au chef de l'Etat. Interrogé sur l'identité de la personne à qui la cellule remettait les comptes-rendus d'écoutes, M. Barril déclare encore : « C'est Gilles Ménage qui coordonnait tout et qui s'intéressait à tout. C'est à lui que nous remettions les documents ».

Le 1<sup>er</sup> décembre, le magistrat avait également entendu Paul Bouchet, président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), qui avait été chargé d'enquêter sur ces faits par le premier ministre Pierre Bérégovoy. Mais M. Bouchet avait refusé de communiquer au magistrat les résultats de son enquête (le Monde du 4 décembre), en s'abritant derrière le « secret défense ».

ERICH INCIVAN

## La Bourse de Paris à son plus haut historique



A la veille de la dernière liquidation mensuelle de l'année, l'indice CAC 40, à l'image des autres places mondiales, de Wall Street à Londres en passant par Francfort, Madrid, Bruxelles ou Singapour, a inscrit un nouveau record. En gagnant 0,77 %, jeudi 23 décembre, les valeurs françaises se sont hissées à 2 243,02 points, battant de près de 11 points leur dernier record de clôture affiché le 22 octobre dernier. L'indice a également atteint un nouveau plus haut historique en cours de séance à 2 245,47 points, les précédents records étaient de 2 240,15 points en séance (atteint le 25 octobre) 2 231,86 en clôture (le 22 octobre). Vendredi 24 décembre, dès les premières transactions, l'indice CAC 40, en hausse de 0,18 % à 2 245,98 points battait de nouveau un record.

la rue en

Des oiseaux

Sans domicile toujours  
sur les trottoirs qui  
meublent nos matins de  
parfois un air  
tristes de coïncider en été  
ont parfois du mal à  
traverser l'hiver. On dira  
que la nature fait son  
travail et que c'est à  
elle, et à elle seule, de  
savoir régler nos  
émotions mal placées.  
Pourtant, un  
rouge-gorge un vit qu'en  
en la plus belle année  
de sa vie — et meurt en  
une journée  
il ne se nourrit pas.  
Comment lui donner sa  
chance un jour encore ?

هكذا انزل



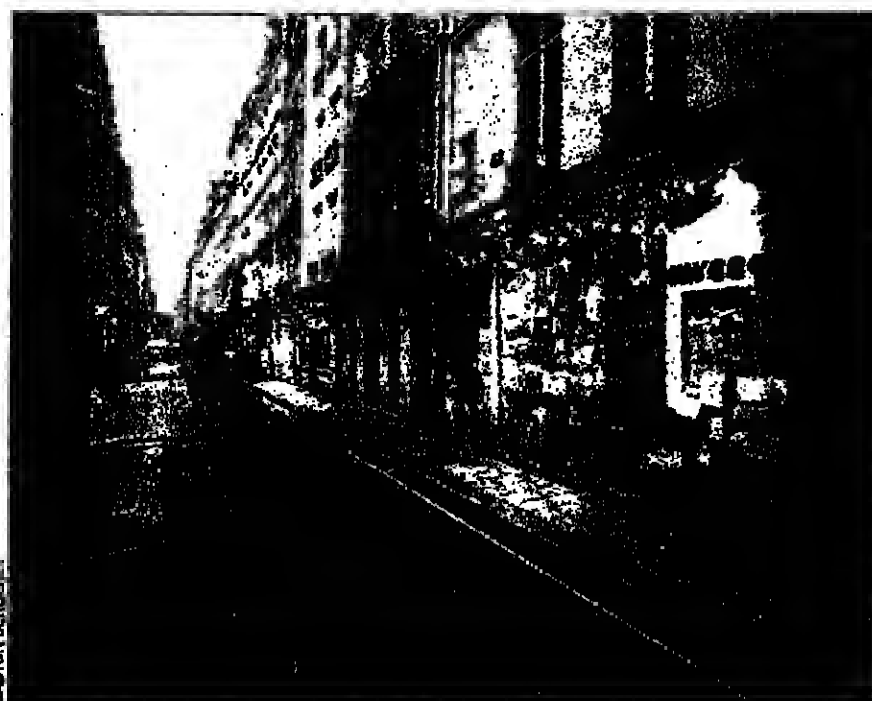
# temps libre

EN VILLE

## La rue en « l'île »

L'île de ville est une sorte de Robinson qui aurait choisi la solitude pour moins se faire remarquer, tout en espérant que nul n'ignore la subtile frontière qu'il entendait poser entre lui et le reste de la cité. C'est particulièrement réussi pour le gratin des Ludoviciens de l'île Saint-Louis, tous reconnus comme privilégiés d'être les privilégiés, membres élus d'une tribu à laquelle le commun a cessé d'appartenir depuis très longtemps. Reste un quartier et une rue de quartier, la rue Saint-Louis-en-l'île, populaire jusqu'à l'explosion du prix du mètre carré habitable, aujourd'hui champ clos de petites batailles maniérées entre les clans qui se disputent le territoire. Vaut le voyage.

(Lire page III.)



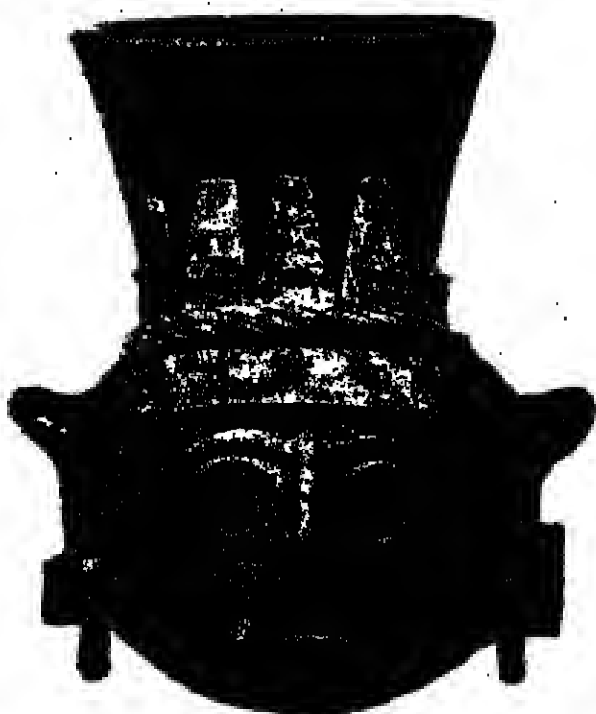
GASTON BERGÉ

VOYAGE

## Deux volcans au Mexique

Jamais pays n'aura été plus ultimement marqué, dans sa géographie symbolique, que par ces deux volcans qui veillaient sur l'horizon de Mexico. Couple métaphorique et emblématique de la planète Mexique, le Popocatepetl et l'Ixtaccuatl, ressources d'eau et de vie, ont toujours nourri les hommes de leurs légendes autant que de leurs mythes. Le « mont fumant » et la « femme blanche », comme on les nomme, veillent de manière tutélaire sur un territoire qui sait pourquoi il a pris le risque de s'abriter sous leur dangereuse protection.

(Lire pages IV et V.)

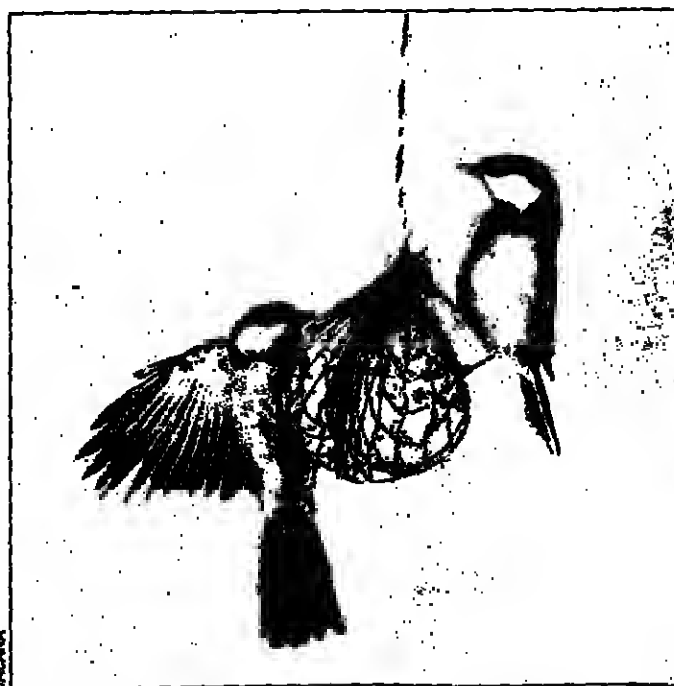


D.R.

EXTÉRIEUR

## Des oiseaux en hiver

Sans domicile toujours fixe, les oiseaux qui meublent nos matins de printemps ou nos tombées de soleil en été ont parfois du mal à traverser l'hiver. On dirait que la nature fait son travail et que c'est à elle, et à elle seule, de savoir réguler nos émotions mal placées. Pourtant... Un rouge-gorge ne vit qu'un an - la plus belle année de sa vie - et meurt en une journée s'il ne se nourrit pas. Comment lui donner sa chance un jour encore ?



JACANA

L'investissement est court pour oider ce menu fretin à survivre par temps de crise et à l'engager à résister aux vents mauvais et aux pièges sans retour des frimas. Les Anglais, on le lira, âmes sensibles et ornithologues furieusement distingués, savent tout de l'art et de la manière de porter secours sans honte à ces brefs compagnons d'existence ; moments légers de la vie qui passe.

(Lire page VIII.)

ÉPOQUE

Cette année, la gueule de bois a été précoce. Noël tombe mal. Trop tôt ou trop tard. Noël paraît devenu un état permanent. Noël prend toute la place, ses fards appuyés donnent à la ville un rictus grimacant depuis, au moins, le 11 novembre, et les fêtes risquent de nous trouver vides d'émotions, épuisés par l'équivoque, sentimentalement absents, au douzième coup de minuit. Pressés, surtout, d'en finir.

Pourquoi cette impression que Noël, cette année, avec ses bonnes et ses mauvaises consciences, ses SDF et sa culpabilité des fastes années 80, ses dinosaures benêts et son air de carême bsniaque, dure déjà depuis des lustres ? A quand remonte cette brève hallucination, vécue un soir, avenue Montaigne, qui nous avait fait prendre, un instant, la luxueuse artère, auréolée de guirlandes de lumière blanche, pour le « Sniper's Alley » de Sarajevo ? Et les sapins tout blancs du rond-point des Champs-Élysées pour la carte postale d'une Russie introuvable ?

A quand remonte le Téléthon ? Les premiers coups de gueule de l'abbé Pierre ? Et nos premières envies de disparaître sous terre, de ne pas nous compter parmi les dupes ni les bonnes âmes, sensibles et concernées ? Noël ne tourne pas rond. Ou alors c'est nous, nous qui avons lâché prise, début décembre, abandonnant pour un repli d'autisme le manège épuisant des images parisiennes, le luxe et la misère, les paillettes, ici ni là, en quelques coins de la capitale, et la grisaille

Noël  
au balcon.  
temps doux  
sur la ville.  
Tout  
va bien,  
tout va mal.

## Jours de fêtes

des yeux, des rues, de ces journées d'un hiver de plomb. Paris égrène les upercuts de ses lourdes contradictions depuis des semaines, et il y a belle lurette que nombre de ses occupants se savent KO. Les sourires d'enfants comblés, le soir de « l'arbre de Noël » des « 7 d'Or », à la télévision. Et, aussitôt, dehors, n'importe où dans la ville, d'autres sourires d'enfants paumés, confits par la rage du cumul des injustices. Les échos d'un monde, d'une Europe en larmes, et l'irrésistible besoin, sur l'heure, d'aller dépenser 1000 francs pour un grand cru millésimé.

Une pointe de jalousie du bonheur de Caroline de Monaco, et puis la haine, terrible, de ce bonheur-là. Ou de celui d'Estelle Hallyday, promise collaboratrice du Père Noël pour les besoins d'un grand magasin, et qu'on voit partout sur les affiches, plus belle qu'une Vierge de crèche. Oui, c'est cela : nos petits plaisirs, nos demi-rêves, des bribes d'espérance, un train-train de crise qui attendrait le retour des beaux jours, et puis, aussi vite, simultanément souvent, le contre-pied. La honte. Des malaises à la pelle. A la gare de Lyon, le TGV pour les sports d'hiver et, dans les embrasures de portes, près des quais, des dizaines de sans-abri, comme dans une ville d'exode.

Face à ces contrastes éprouvants, ces leçons de morale de la ville, son cynisme, aussi, face, plus douloureusement, à la durée manifeste de ces vertiges, des comportements volontaristes s'affichent. Les braves gens qui se sentent le cœur trop gros, et qui postent, même plus qu'ils ne le devraient, une enveloppe après l'autre, pour le Téléthon, puis pour l'abbé Pierre. Pour les Restos du Cœur, puis pour une autre cause, même d'arrondissement, dont Paris, grande imprécatrice, se fait le porte-voix ; qui achètent Réverbère, notre confrère, sans même penser à le lire ; qui accueillent, recueillent, se serrent, ont pensé à inviter l'immeuble entier à leur réveillon du 24 pour ne pas humilier la venue du sixième ou l'immigré du rez-de-chaussée.

Philippe Boggio  
(Lire la suite page VIII.)



# Rendez-vous

## ILE-DE-FRANCE

### Un photographe à la mer

Personne, sans doute, n'aura jugé excessif que ce photographe trouve le Musée de la marine pour cadre et y accroche, comme chez lui, la quarantaine (rue de la mer) de clichés de mer sélectionnés parmi les nombreux reportages qu'il ont fait l'un des témoins les plus authentiques de la chose océane. Homme d'embruns et de coups de tabac, Erwan Quémeré a su nouer des rapports très privilégiés avec les bateaux qui, selon le joli mot de Paul Guinard, donnent l'impression de venir lui « manger dans la main ». Du grand angle et du grand art maritime. Musée de la marine, palais de Chaillot, 17, place du Trocadéro, 75116 Paris (tél. : 45-53-31-70). Jusqu'au 31 janvier.



ERWAN QUÉMERÉ/MUSÉE DE LA MARINE

accentuent la singularité sensorielle d'une canotière, d'un pied qui soulève un volant. Heureuse présentation sur des murs peints en jaune sévillan. L'hôtel d'Evreux, où a lieu l'exposition, vaut bien, le Ritz, situé la porte à côté. Créé du fondeur de France, exposition des photographies d'Isabel Muñoz, jusqu'au 31 décembre, de lundi à vendredi, de 9 heures à 19 heures, 19, place Vendôme, 75001 Paris. Les photographes sont rassemblées dans un livre intitulé *Flamenco*, éd. Plume, 144 p., 320 F.

### Flamenco en noir et blanc

Une exposition de photographies de danse de haut niveau, ce n'est pas si fréquent. Isabel Muñoz, belle Madrilène, recrée les images que les danseurs et les danseuses de flamenco impriment dans sa mémoire. Chaque photographie est une mise en scène d'une sophistication inouïe, où chaque partie du corps participe à l'écriture de cet alphabet mystérieux et codé qui compose le flamenco. Des tirages de grande dimension

### Les taureaux de Khorsabad

Les fastes de l'ouverture du Grand Louvre ont un peu éclipsé la première exposition temporaire des Antiquités orientales, organisée à l'occasion du

cent cinquantième anniversaire de la redécouverte à Khorsabad (Irak), par le consul français Botta, de la fabuleuse capitale de Sargon II, gardée par cinquante-deux taureaux androcéphales, dont le Louvre possède plusieurs exemplaires (le Monde du 19 novembre). L'exposition montre avec force dessins, peintures, photos, moulages et objets authentiques, en tout cent cinquante pièces, la petite épopée néo-mésopotamienne provoquée par l'« assyriomanie » de Botta (et de son successeur Place), regardée ensuite comme une étape majeure de l'assyriologie. La collection « Découvertes » de Gallimard vient de consacrer un titre à cet événement : *Il était une fois la Mésopotamie*, de Jean Bottero et Joseph-Marie Stève. Jusqu'au 14 février. Grand Louvre, aile Richelieu. Fermé le mardi, le 25 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier. De 9 heures à 17 h 15. Nocturne lundi et mercredi jusqu'à 21 h 15. Entrée : 35 F. Nouveau tarif à partir du 1<sup>er</sup> janvier : 40 F, et demi-tarif (20 F) après 15 heures.

### Ville de la Villette

A la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, l'exposition permanente consacrée à l'informatique vient d'être redéployée afin d'actualiser les notions essentielles de cette technologie et de

ressortir les enjeux de société associés à son développement. Traversée par une galerie présentant quelques pierres fondatrices de l'informatique, l'exposition se développe en deux parties, l'une présentant les principes généraux de fonctionnement des systèmes, l'autre abordant les conséquences de leur usage. Renseignements téléphoniques au 36-68-29-30. Cité des sciences, du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures. Fermé lundi (tél. : 40-05-80-00). Entrée : 45 F, tarif réduit 35 F. Gratuit jusqu'à sept ans. Métro Porte-de-la-Villette.

### Cap sur les aéroports parisiens

L'aéroport 1 de Roissy est désormais desservi également toutes les heures, de 7 heures à 21 heures, depuis la gare Montparnasse par les cars d'Air France. Ces derniers relient aussi Roissy depuis la place Charles de Gaulle-Etoile et la porte Maillot, les aéroports d'Orly depuis le terminal des Invalides. Enfin, il existe une liaison Roissy-Orly. Autre nouveauté : un répondant multilingue (tél. : 49-38-57-57) qui, avec le 3615 AIR FRANCE, permet d'obtenir toutes les informations relatives à ces dessertes.

### L'avant-guerre au jour le jour

L'école jusqu'au certificat d'études, les crépuscules de jeunesse, les agents de police à bicyclette, l'eau des fontaines Wallace, le courrier deux fois par jour, les débuts de la TSR... La capitale au quotidien entre 1919 et 1939 : les Parisiens eux-mêmes ont contribué par leurs témoignages et leurs documents à illustrer le thème de l'exposition intitulée « La mémoire de Paris » (le Monde du 19-20 décembre), qui est présentée jusqu'à fin avril dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville (29, rue de Rivoli, tous les jours de 9 h 30 à 18 heures, sauf dimanches et jours fériés. Entrée gratuite). Un livre de 160 pages, abondamment illustré en noir et blanc, est vendu sur place 50 francs.



BRUYERES/FRANCE-SON

## VENTES

### Honfleur 1994

C'est la trêve du 1<sup>er</sup> janvier. Tous les commissaires-priseurs l'observent : sauf un, à Honfleur, qui préfère commencer l'année en travaillant. C'est donc dans une ambiance de fête que les habitués se disputent un ensemble de tableaux de peintres de l'estuaire de la Seine.

La lumière changeante du ciel et de la mer entre Le Havre et Honfleur attire successivement plusieurs écoles de paysagistes, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à commencer par Claude Monet, qui y séjourna en 1864, et exécuta entre autres, en fusain et au pastel, *Honfleur, la grève en aval* (32/43 cm), estimé entre 300 000 et 400 000 F. Honfleurais d'origine, Eugène Boudin (1824-1898) figure parmi les peintres les plus cotés, avec au sommet ses vues de Venise et des plages normandes animées. Deux dessins aquarellés représentant la *Plage de Trouville* (14/28,5 cm) et *Scène de plage* (12/21 cm), coté chacun 200/250 000 F. Ses compositions, riches de nombreux personnages, obtiendront plus que *Mer basse, soleil couchant* (un panneau de 26,5/21 cm), estimé entre 100 000 et 150 000 F.

Henri de Saint-Denis (1878-1949) étudia aux Beaux-Arts du Havre en compagnie de Braque et d'Othon Friesz. Après une première période pointilliste (1895), il cultive un temps le fauvisme, puis le cubisme, autour de 1908. Retiré en Suisse en raison de problèmes de santé, il y reste une quinzaine d'années et signe là des paysages aux tons contrastés. A partir de 1920, il s'installe à Honfleur et se consacre uniquement à la côte de Grâce. Considéré comme un enfant du pays, ses œuvres jouissent ici d'un faveu qui ne s'est pas démentie pendant la baisse récente de la peinture moderne. Plusieurs de ses toiles et aquarelles sont proposées entre 15 000 et 60 000 F. On attend 20 000 à 30 000 F de la *Sortie du port de Honfleur*, une aquarelle de 30/47,5 cm, et 60 000 F d'une toile de 27/35 cm, *Sous-bois à la côte de Grâce*.

Paul-Elie Gernez (1888-1948) appartient aussi à l'Ecole de l'estuaire. Ses toiles de la côte normande aux couleurs nacrées demeurent les préférées du public. Le panneau *l'Estuaire à Honfleur* (50/73 cm) atteindra sans doute 80 000 F.

Presque toujours inspiré par cette région, Fernand Herbo a subi une baisse depuis 1990. L'entrée du port de Honfleur, toile de 1938 (73/82 cm), est donnée à près de 100 000 F et Honfleur, une aquarelle datée 1928, entre 20 000 et 30 000 F.

Certains artistes, presque inconnus à Paris, sont pourtant très recherchés ici. Ainsi, Ernest Kosmowski, un peintre polonois qui avait son atelier à Honfleur, voit *Retour de plage* (toile de 65/50 cm) estimé 50 000 F. Cette cote est une grâce inattendue : à ne jamais monter très haut, ils ne connaissent pas les gouffres où ont sombré, depuis deux ans, les grandes signatures. Ce sont elles qui ont le plus pâti des hausses effrénées. Par exemple, les prix des Boudin et des Manet, divisés par deux quelquefois.

Catherine Bedel

► Tableaux modernes, le 1<sup>er</sup> janvier, à 14 h 30, hôtel des ventes de Honfleur, 7, rue Saint-Nicolas (tél. : 31-89-01-06).

## RÉGIONS

### La « Cendrillon » de Maguy Marin

L'idée : chorégraphier l'histoire de l'héroïne à la pantoufle de vair dans un univers d'enfant, avec poupées, robots, et jouets miniatures. Masques, costumes « bibendum », perruques, tout est ravissant et cruel dans cette chorégraphie créée, en 1985, par Maguy Marin pour le Lyon Opera Ballet. Ovationné au City Center de New-York et dans le monde entier, le succès de ce « Cendrillon » ne se dément pas au fil des années. Il est même devenu une des œuvres de référence pour ceux qui « relisent » le répertoire classique. La musique de Prokofiev sera dirigée par David Robertson. Les 26, 28, 29, 30 et 31 décembre, et du 2 au 8 janvier. Opéra de Lyon, 1, place de la Comédie, 69001 Lyon. Prix de 70 F à 290 F (tél. : 72-00-45-45). Le ballet existe aussi sous forme de vidéolaser chez Philips, distribué par RM Associates.

### Silence : Saint-Sylvestre !

Ceux qui redoutent le bruit comme une offense à la sérénité des choses pourront passer le cap du Nouvel An dans un hôtel Relais du Silence. Réveillon aux chandelles au coin de la grande cheminée du

Manoir du Lys (tél. : 33-37-80-69), à Bagnoles-de-l'Orne, en Normandie : trois nuits, demi-pension, 2 200 F par personne en chambre double. En Seine-Maritime, à Ecu, le Pavillon de Joinville (tél. : 35-86-24-03), un ancien relais de chasse à 3 km de la mer et de la forêt : du 31 décembre au 2 janvier, demi-pension, réveillon musical, 1 595 F. Au pied du vignoble champenois, l'Hôtel du Cheval Blanc à Sept-Laux dans la Marne (tél. : 26-03-90-27), une « table » de la chaîne, 1 650 F (mêmes conditions).

### Auvergne-les-Bains

La Bourgogne dégage les bruyères, Châti-Orion débarrasse des coqs de poids, Chaudes-Aigues soulage les rhumatismes, Nérès-les-Bains lutte contre le stress, Royat-Chamalières améliore la circulation artérielle, Vichy la digestion,



AUVERGNE-THERMALE

Châteaumeuf-les-Bains soigne les tendinites, sciatiques et autres inflammations, Bourbon-l'Archambault s'en prend à l'arthrose, Saint-Nectaire à diverses affections. Utile pour les lendemains de fêtes. Renseignements sur les forfaits, qui n'excluent pas la détente, auprès de Thermauvergne (tél. : 73-34-72-80). A partir du 24 janvier, conseillers thermiques sur 73-35-69-00. Séjour hôtelier dans l'un des quarante-cinq établissements adhérent à la chaîne de qualité Therm-hôtel (tél. : 73-34-72-88).

### Pastorales de Gordes

Le troisième Festival des pastorales de Gordes présente des pièces de théâtre sur le thème de la Nativité, en langue provençale, accompagnées ou non de chants, sous un chapiteau chauffé du quartier des Imberts, à 5 km du centre du village. A 15 heures, le 26 décembre et les 2, 8, 9, 15 et 16 janvier. Chaque représentation dure trois heures environ. Réservations auprès de l'Office du tourisme (tél. : 90-72-02-75). Entrée, 40 F.

### Réveillons du terroir

Les recettes de Marvezein, en Gascogne, les secrets de la cuisine pélagonnaise à Sorgues, dans le Périgord, les traditions béarnaises à Gourette, dans les Pyrénées :

sélection parmi une quinzaine de propositions Villages Vacances Famille pour de savoureux réveillons de fin d'année. Deux pièces pour 3 à 5 personnes à partir de 1 230 F la semaine (supplément réveillon, 190 F par personne), à 1 400 F par adulte en pension complète (réveillon inclus). Renseignements et réservations au 60-81-60-40.

### Tortillards du Morbihan

En ce temps-là, Nantes était chef-lieu d'un département qui s'appelait encore la Loire-Inférieure. Le conseil général, profitant des facilités qu'accordait la loi Freychet du 11 juin 1880, vota, en accord avec son homologue du Morbihan, les crédits nécessaires à la construction de lignes de chemin de fer d'intérêt local dans le but louable de désenclaver les campagnes isolées. Ils étaient bien lent et inconfortables, les petits tortillards à voie étroite qui virent alors le jour à travers l'Hexagone. Mais, cabin-cabin, ils apportaient les bienfaits du progrès aux populations rurales laborieuses... Jusqu'à ce que, à la fin des années 40, la route les relègue définitivement au rang de vestiges d'un passé révolu.

Dans ses *Petits trains du Morbihan* et de Loire-Inférieure, René Hulot retrace l'histoire d'un réseau, si utile en son

temps. Son étude s'appuie sur des documents anciens et sur les derniers témoignages qu'il est encore possible de recueillir. L'ensemble est accompagné d'une abondante iconographie (Ed. Cénomane et la Vie du rail, 176 p., 290 F). La collection « Le siècle des petits trains » - qui publie son dixième titre - propose aussi le *Petit Train longtemps*, (qui brinquebalait autrefois le long des côtes de l'île de la Réunion), d'Eric Boulogne (190 p., 290 F) et *Petits trains à l'assaut du Jura*, de Monique et Jean-Luc Boivin et Jean Edou (160 p., 290 F).

### Basse-Terre amérindienne

Avec « Cinq mille ans d'histoire amérindienne », l'exposition présentée à Basse-Terre (Guadeloupe) par la conservation régionale de l'archéologie veut montrer la continuité historique qui relie les habitants actuels de l'île caribbe à leurs ancêtres amérindiens. Et souligner l'apport culturel de cette partie de l'héritage qui a souffert de l'absence d'écriture et subit « l'oubli de l'histoire officielle » jusqu'à présent. Le choc de la confrontation avec les Européens et les expéditions coloniales est évoqué aussi. Jusqu'au 28 février. Fort Delgrès, Basse-Terre, Guadeloupe.

## ETRANGER

### L'Europe à prix doux

Pour commencer l'année en beauté, Air France propose un nouveau bouquet de « courts de cœur » (des prix inférieurs de 40 à 60 F aux tarifs promotionnels en cours) à destination de plusieurs villes d'Europe. Au départ de Paris, Bruxelles est « attachée » à 650 F A/R, Berlin, Cologne, Düsseldorf, Francfort, Hambourg, Munich, Stuttgart, Nuremberg, Hanovre et Leipzig à 750 F A/R et Manchester à 950 F. Plusieurs des villes allemandes mentionnées sont également accessibles de province pour 750 F A/R. Des tarifs valables pour des voyages effectués avant le 17 janvier.

### Innsbruck à pied

En vedette à Innsbruck, au Tyrol, l'église impériale et le tombeau de l'empereur Maximilien I<sup>er</sup> veillé par vingt-huit statues de bronze, ces « Bons hommes noirs », ancêtres des Habsbourg, parmi lesquels huit femmes. Pour en savoir plus sur le destin de ces « dames de fer », on peut s'adresser à l'association Pet pedes, qui propose des balades pédestres (avec guide parlant français) à travers la ville. Une découverte hors des sentiers battus dans le cadre de circuits à thème tels que « la vie quotidienne au Moyen Age » ou « les coutumes et décors des fêtes et des mariages de la cour ». Renseignements

après de M<sup>me</sup> Monika Frenzel, à Innsbruck, au 19-43-512-824-074.

### Palais turcs

Connaissiez-vous la cardamome, le mahlep, l'iman bayildi, l'adama kebab, le kiliç sis ou le kuru uzum hassi? Aux gourmands qui désirent se familiariser avec la cuisine turque, Marmara propose trois jours à Istanbul avec, pour chaque repas, un restaurant différent, réputé pour sa carte et son décor. Une découverte gastronomique doublée d'une visite guidée des principaux sites de la ville : Topkapı, la Mosquée bleue, la Corne d'or, etc. Un scénario qui peut s'inscrire soit dans un week-end (jeudi au samedi, vendredi au lundi ou mercredi au samedi), à partir de 2 490 F par personne en chambre double en hôtel « 4 étoiles », soit du lundi au vendredi ou du dimanche au jeudi, à partir de 3 090 F. Des prix qui, outre l'hébergement, les repas et les déplacements sur place, comprennent le voyage en avion aller-retour au départ de Paris, Lyon, Marseille ou Mulhouse. Renseignements dans les agences de voyages.

### Bissau des îles

L'association Envie d'ailleurs (1, rue Bazailles, 17300 Rochefort, Tél. : 46-99-42-15 ou 43-42-97-50) propose des

séjours d'une ou deux semaines en Guinée-Bissau, particulièrement centrés sur l'archipel des Bijagos, le plus vaste de l'Atlantique africain. Des marches entrecoupées de bivouacs permettent d'aller de village en village pour y découvrir notamment les activités agricoles de leurs habitants. Des traversées en pirogue font passer d'île en île, à la recherche des rares hippopotames de mer, tout en observant les campements des pêcheurs de requin.

### Inde du Nord et des livres

La Route des Indes : son nom est déjà une invitation à la découverte. Un voyageur qui annonce que « le voyage ne peut se résumer à une course éperdue d'un monument à l'autre, un guide à la main, mais doit permettre la découverte d'autres modes de vie, des échanges, un vrai contact avec l'Inde et les Indiens ». Et qui, pour ce faire, parvient à proposer des angles inédits et des thèmes originaux. Par exemple, ce périple à travers les collections de manuscrits et de miniatures des plus riches bibliothèques de l'Inde du Nord, littéraires ponctuées de rencontres avec des érudits, des écrivains et des journalistes et qui s'achève par la Forêt du livre de Calcutta (rendez-vous des éditeurs indiens) et les visites de Shantiniketan (l'ashram et l'université fondées par Tagore) et de Chandernagor.

Une Inde feuilletée en 14 jours, en compagnie d'un spécialiste des littératures indiennes, de Delhi à Calcutta, en passant par Lucknow, Bénarès et Patna. Départ le 19 janvier, 14 450 F par personne en chambre double et demi-pension. Renseignements au 7, rue d'Argenteuil, 75001 Paris (tél. : 42-60-60-90).

### Inde du Sud et des villes

A l'attention des architectes et de ceux qui s'intéressent aux monuments anciens et modernes l'Institut français d'architecture organise, du 18 au 29 mars 1994, un voyage en Inde du Sud : de Bombay à Madras, en passant par le Kerala et les villes-temples du Tamil-Nadu (Madurai, Tiruchirappalli) et Mahabalipuram). Excursion à Pondichéry et visite d'Auroville, en chantier depuis 1968 suivant les plans de Roger Anger. Sous la conduite de Martin Misak, le programme fera



INDO-ASIE

مكتبة



# Rue Saint-Louis-en-l'Île

Une rue tout à fait pittoresque, dans un endroit de Paris qui ne l'est pas moins. Le prix du mètre carré s'en ressent. Rue Saint-Louis-en-l'Île.

Son isolement la défend. C'est à lui qu'elle doit d'être restée fidèle aux origines de son existence urbaine. Comme le soleil, elle suit une trajectoire d'est en ouest entre deux falaises d'immeubles pur dix-septième siècle. Elle fend l'île de part en part, elle-même coupée en deux par une petite bruyante nommée rue des Deux-Ponts.

On n'ira pas jusqu'à parler de guerre des deux îles, est contre ouest, bas contre haut. Non. Bien que l'on ne se fréquente guère de part et d'autre de cette frontière et que l'on se sente en exil quand on va « de l'autre côté ». De plus, comme chacun a, dans son camp, ce qu'il lui faut pour survivre, on reste chez soi. On a « ses » restaurants, « son » épicerie, « son » boulanger et « son » fromager, évidemment les meilleurs. Aussi l'étranger doit-il, s'il veut conserver quelque crédit, se garder de prendre parti dans les revendications d'excellence de ce clocherie ludovicain.

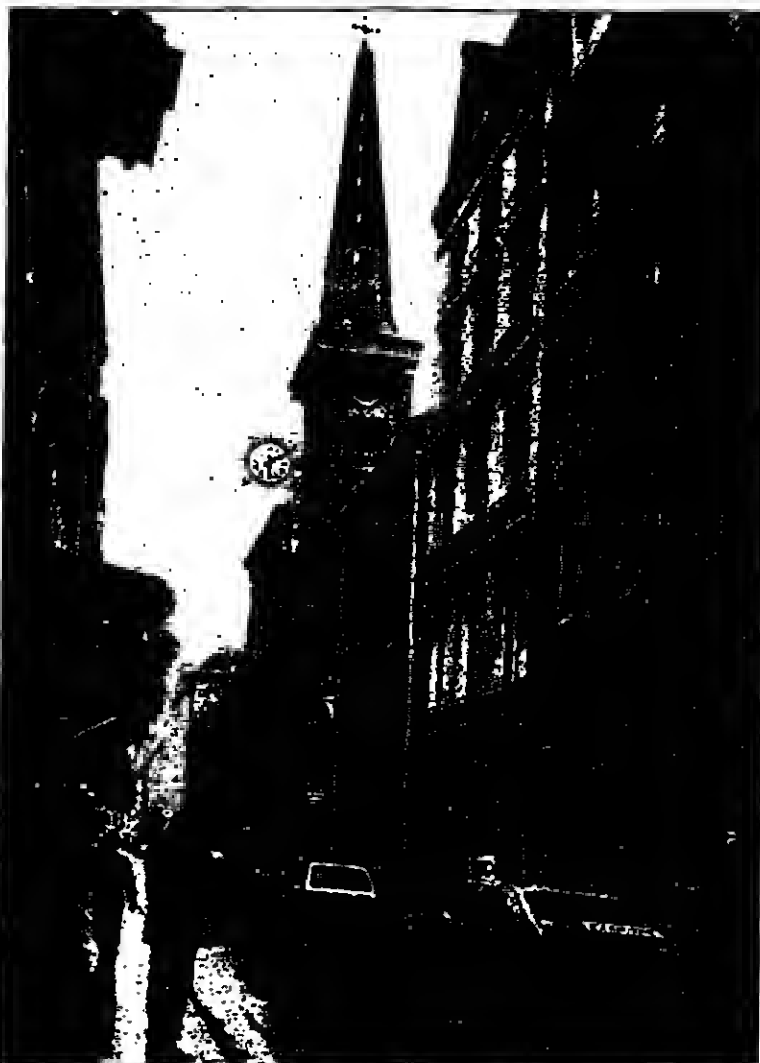
On affirmera cependant que le bant de la rue, avec l'église, l'école et le séminaire (logé dans les combles de l'église), est plus « village » que le bas. Voyez, au 2, la large porte cochère, sans nom; de l'hôtel Lambert. Levez les yeux vers la façade, sur les austères façades à deux étages chapeautés de mansardes. Goutez le silence de la rue quasi déserte. Ces signes disent tout bas qu'ici l'on est « dans la finance » ou « de robe ». D'ailleurs, l'île ne compte plus ses avocats attirés par la proximité du Palais.

Louis-en-l'Île. Au matin je m'y rends : il y avait une pâtisserie à vendre. Elle en fera une boutique habitée de carrosses en chocolat, de sablés en croissants de lune, lieu succulent où l'on encaque des gâteaux minces et savoureux que l'on ne trouve nulle part ailleurs.

D'autres changent simplement d'arrondissement. Aimée-Jeanne et Raymond Berthillon viennent tenir un café-hôtel au 31. Raymond s'ennuie. Il possède une petite machine à faire la glace, il a en sert. Succès immédiat. Dix ans plus tard, en 1964, Gault et Millan présentent, dans *Paris Presse*, « le glacier que l'argent laisse froid... ».

Haïz Nouri, lui, était antiquaire à Kaboul, réfugié en France en 1982. Un jour de 1986, il s'installe dans sa galerie Bamyran (c'est le nom d'une vallée afghane) où il présente l'art et l'artisanat de son pays mais aussi d'Asie centrale. En face, la Route du Tibet exilée du Toit du monde. C'est l'enclave internationale de la rue.

L'île aux Vaches et l'île Notre-Dame, séparées par une sorte de chenal (l'actuelle rue Poullietier), portaient, jusqu'en 1614, d'aimables prairies où les lavandières étalaient leur linge au soleil. A cette date, l'entrepreneur Christophe Marie, assisté de Poullietier et Le Regratier, fut chargé de construire un pont (qui porte aujourd'hui son nom) et d'urbaniser l'espace. Il comble le



1614 : l'entrepreneur Christophe Marie aménage le quartier.

fossé, éleve des quais, trace une Grande Rue - devenue rue Saint-Louis-en-l'Île - qu'il coupe de rues perpendiculaires et lotit le tout. L'île que nous connaissons était née.

En 1623, on élève une chapelle où, dit-on, Saint Louis se

croisa, d'où son nom. Devenue trop petite pour le nombre d'habitants, elle fut remplacée par une église dont Louis Le Vau dessina le plan. En 1640, le même construisit pour le financier Lambert ce qui est considéré comme le plus bel hôtel dix-septième de

Paris. Il resta quatre-vingt-dix ans dans cette famille puis passa de mains en mains. Rousseau s'éprit de M<sup>me</sup> Dupin et Voltaire de la marquise du Châtelet, épouses respectives de deux propriétaires successifs. Voltaire fut plus heureux qui, en mai 1742, séjourna quelques semaines dans l'hôtel, « sans contredit un des plus beaux de Paris et situé dans une position digne de Constantinople car il a vue sur la rivière », avait-il écrit. L'hôtel fut acheté, en 1843, par le prince Adam Czartoryski. Ses descendants le vendront en 1975 à son propriétaire actuel.

Sont-ce ces ascendances - Colette fréquentait un salon littéraire au numéro 11 - toujours est-il que la rue entretient un rapport particulier à l'écriture. Sylvie Langlet compose des poèmes à la Prévert et va publier au début 1994 un livre de ses recettes et de ses poésies sous le titre *Farine, œufs et coetera*. Micheline Faim, la doyenne des riverains, de sa papeterie Les Insulaires avoue « j'adore écrire » et tient, à soixante-quinze ans, un journal plein de piquant.

La « mémoire » de l'île, c'est M<sup>me</sup> Faim. Elle a ouvert ses Insulaires en 1950. Dernière survivante d'un monde qui avait ses bougnats, ses marchands de couleurs, ses cinq bouebers (il n'en reste que deux). Constatation d'un illeu : « Les gens modestes sont remplacés par des gens aisés, des étrangers qui vivent ici à mi-temps. Ils ne font plus travailler les commerces qui ferment à leur tour, remplacés par des galeries de tableaux et des boutiques de gadgets ». « Quand on se promène le soir, on voit beaucoup d'appartements qui ne sont pas éclairés », confirme M<sup>me</sup> Faim. Reflet de l'état des lieux : le prix au mètre carré y oscille entre 30 000 et 40 000 F...

Danielle Tramard

## RIVERAIN

### La compagne d'Ulysse

Ses clients lui posent des drôles de questions : « Ja pars pour le Vanuatu » ; « Ja rentre d'Afrique at... » ; « Je voudrais aller à New-York en cargo ». Catharina Domain reste impénétrable. On ne peut pas impressionner cette bourlingueuse qui a sillonné le monde pendant dix ans, à 1 dollar par jour. « Si je dépensais plus, c'était autant de jours de voyage en moins ».

Après un antrax de quelques mois, elle fait un nouveau tour du monde, en accablant : un an. Chaque année, elle récidive. Elle confie sa librairie à un ami et disparaît un ou deux mois. Ce qui ne l'empêche pas de dire : « Voyager, comme c'est commun ! »

Le Birmanie lui a ravi le cœur. Elle y est allée cinq fois. « C'est la seule endroit au monde où un jour, sur le bord de l'Irrawaddy, je me suis dit : voilà, c'est là. L'année suivante, c'était la même chose ».

Il y a d'autres lieux. Bodh-Gaye, en Inde, les monastères tibétains de Lhassa où, « tout à coup, une espèce de grâce nous enveloppe. On se met à pleurer de bonheur ». Les futurs voyageurs ? « Ils sont dans une phase de leur vie où ils sont intéressés, dans un état de vulnérabilité et d'ouverture ».

En 1974, elle lançait la première librairie entièrement consacrée aux voyages. Vingt mille livres actuellement, neufs ou d'occasion, des revues, des cartes. C'est un grand ami d'Elle Maillet qui dit d'elle : « Catherine Domain, c'est un autre monde ». Même bougeotte, même indépendance, même liberté de ton. A la porte, des petites annonces et une affiche qui révèle un tempérament : « Cette librairie n'est pas un self-service et le libraire a, comme vous, ses humeurs ».

Sur son répertoire, on apprend qu'Ulysse est ouvert du mardi au samedi, de 14 à 20 heures, ou 26 de la rue. Danmms la téléphone : 43-25-17-35.

D. T.

## PIGNON SUR RUE

### 19 Eglise Saint-Louis-en-l'Île

Le dimanche, grand-messe à 11 heures. Le Conseil de Paris confiera-t-il, comme prévu, au célèbre facteur allemand Jürgen Ahrend, qui refait l'orgue de Milan et celui de Hambourg, la refaçon de celui-ci ? Décision imminente. Tél. : 46-34-11-60 (parloir). Eglise ouverte de 9 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures. Fermée le lundi matin.

### 21 La Charlotte de l'Île

Piano-thé le vendredi de 18 heures à 20 heures, castellet pour marionnettes (être dix et réserver). Six tables. On parle à voix basse, dans toutes les langues. Tél. : 43-54-25-83. Du jeudi

au dimanche, de 14 heures à 20 heures.

### 24 Galerie Bamyran

Haïz Nouri va tous les trois mois en Orient chercher des objets usuels (soufflets, tapis, bijoux). Boîtes à épices, en céramique et peintes de la ville de la Hanna et de Swat, à partir de 450 F ; tables basses à partir de 450 F ; anneaux en bois de 2 200 F et plus. Tél. : 46-33-69-66. De 11 h 30 à 20 heures. Fermé le lundi.

### 24 La Route du Tibet

Dolma, née au Tibet, va deux fois par an s'approvisionner chez les réfugiés tibétains, au Népal et en Inde : bijoux en argent à partir de 180 F, bols chantants (350 F et plus), chemises en soie (450 F), châles en cachemire

postiches (1 200 F), vestes tissées à la main (1 300 F). Tél. : 43-29-98-83. Fermé le lundi.

### 28 L'Orangerie

C'est le restaurant de Jean-Claude Braly, qui y a imprimé sa marque. Ses tableaux sont accrochés aux murs. On y vient « pour voir et se faire voir ». Dîners et soupers. Cuisine traditionnelle, cadre élégant, cravate, veste et réservation obligatoires. Menu à 350 F. Tél. : 46-33-93-98.

### 31 Berthillon

Une affaire de famille à laquelle travaillent trois générations. La place en soixante-dix parfums exotiques, dont neuf variantes de chocolat, faits ici même. Tél. : 43-54-31-61. De 10 heures à 20 heures. Fermé lundi et mardi.

### 34 Les Insulaires

On peut aussi entrer pour carresser un chat. Photographies de l'île en cartes postales (5 F), papeterie, jouets, T-shirts aux motifs de l'île ou de Béatrice (180 F). Tél. : 43-26-44-72. De 10 heures à 15 heures et de 16 heures à 20 heures.

### 54 Hôtel du Jeu de paume

L'unique survivant des cent vingt-quatre jeux de paume de la capitale. Magnifiquement restauré. Les pièces en bois de châtaignier étaient jadis peints en noir afin que l'on puisse mieux suivre la balle blanche. Une maison d'époque restaurée à l'ancienne : chambres de 70 à 1 200 F, petit déjeuner, 75 F. Tél. : 43-26-14-18.

### 64 Calixte

Pâtisseries-fraîches. Confitures, chocolats, thés de première qualité. Tél. : 43-26-42-28. De 9 h 30 à 13 h 30 et de 16 heures à 19 h 30 (18 h 30 le dimanche). Fermé le jeudi.

### 69 Le Monde des chimères

Ce restaurant a une réputation et, à écouter Cécile Ilanc raconter ses recettes et la sélection de ses produits, on comprend pourquoi. De « l'œuf de Jean » (« une escalope de foie gras de canard que l'on saute vivement et que l'on déglace avec du vinaigre de Xérès et un peu de miel avant de poser dessus un œuf poché que l'on crève pour que le jaune caparaponne le tout... ») aux nigouilles d'orange et chocolat préparées chaque jour pour accompagner le café. Remise à 85 F à midi, menu à 155 F à la carte, 250 F environ. Réservez le soir. Tél. : 43-54-45-27. Fermé dimanche et lundi.

### 83 Isola Bella

Mode. Ensembles de Nathalie Garçon 2 700 F, châles de Canovas et Pierre Frey à partir de 1 000 F. Tél. : 46-33-56-53.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 630 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lemaire, gérant.  
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.  
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-46-11  
Microfilms : (1) 40-86-29-33  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437, ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Intégrité du Monde : 12, r. M.-Gambourg 94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-86-25-25  
Télécopieur : (1) 40-86-25-39  
Téléc : 206.806 F

**Le Monde PUBLICITE**  
Président directeur général : Jacques Lemaire  
Directeur général : Michel Cusi  
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Isabelle Tualdi  
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avis 75004 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Télécopieur : 334 128 F  
Téléc : 46-62-72-72 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
Le Monde - Télématique  
36-17 LMDCC ou 36-29-04-58  
**ABONNEMENTS PAR MINITEL**  
36-15 - Tapes LEMONDE  
code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-86-25-25  
Télécopieur : (1) 40-86-30-10  
Téléc : 281.311 F

**ABONNEMENTS**  
PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 heures à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 5 h 30 à 7 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 7 h 30 à 9 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 9 h 30 à 11 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 11 h 30 à 13 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 13 h 30 à 15 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 15 h 30 à 17 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 17 h 30 à 19 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 19 h 30 à 21 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 21 h 30 à 23 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 23 h 30 à 1 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 1 h 30 à 3 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-25-25 (de 3 h 30 à 5 h 30)  
Tél. : (1) 40-86-2



# Mexico, la « femme blanche » de « m

**Couple inséparable dans l'horizon et le paysage de Mexico, le Popocatepetl et l'Ixtaccihuatl, plus familièrement appelés le Popo et l'Xta, sont les volcans les plus symboliques de tout le Mexique. « Son image et sa synthèse, son emblème et son caractère métaphorique. »**

En 1934, après plus de trente ans de travaux, soit largement assez pour rassembler autant de signes de l'art nouveau que de l'art déco, un grand mausolée de marbre blanc, le Palais des beaux-arts, s'ouvre au centre de Mexico. Il est à la fois musée, théâtre et salle de concerts, et son rideau de scène, mis au point dès 1912 par la maison Tiffany de New-York, représente une innovation technique remarquable. Divisé en trois gigantesques fenêtres de cuivre, il est en effet constitué par une mosaïque de milliers de morceaux de verre opalescent sur lesquels un éclairage adéquat peut donner l'illusion de reflets solaires. Le motif est celui-là même qui offre son horizon au sud-est de la capitale, où la sierra Nevada se conclut par deux volcans majeurs :

Vicente Lenero, pour écrire un peu abruptement (1) : « Ce sont ces volcans, le Popo et l'Xta [comme on les dénomme familièrement], le mâle et la femelle de notre géographie symbolique, qui donnent à notre territoire son image et sa synthèse, son emblème et son caractère métaphorique. »

Aussi différentes qu'inséparables, les deux cimes révèlent un système dual où une activité volcanique réécrite est venue frayer avec une plus ancienne. Il en est de même à l'ouest du parallèle, où le Nevado de Colima s'allie au volcan de Citlaltépetl, ou pie d'Orizaba (5 700 mètres), sommet des sommets mexicains, vient contraster avec la noire Montaña Oscura. Ajoutons que le Popocatepetl, toujours actif, est

vicissitudes de la tectonique autant que les croyances populaires transforment souvent en « femme couchée » ou « femme endormie », assure la représentation du féminin. Dans un syncrétisme aux couleurs vives, le gigantesque « arbre de la vie » installé à l'entrée du musée national des cultures populaires à Coyoacan en dit plus encore, établissant une filiation directe entre Eve (à gauche, comme dans le paysage) et la volcan, et entre Adam et le panache tournoyant du jeune soupirant.

Ce couple, si exclusivement complémentaire qu'il repose les autres sommets dans la figuraton, a pu être désigné comme les colonnes d'Hercule du Nouveau Monde, surplombant de tétes et d'épaules de 3 000 mètres le haut plateau fertile, où les Aztèques s'avancèrent il y a plus de sept siècles. Une représentation commence alors, où les volcans n'interviendront pas pour séparer la scène de la salle, mais, au contraire, pour les unir. Ils délimiteront moins un univers qu'ils n'ordonneront sa logique, son sens, ses échanges. Ils seront au cœur d'une conception de l'espace, du temps et de la matière, prêts à intervenir ultérieurement pour dramatiser des faits, mettre en scène l'histoire.

Pour les Aztèques, qui se sont sédentarisés et pratiquent l'agriculture, les montagnes apparaissent creuses, anfractuosités géantes, réservoirs en communication avec la mer. Les glaciers rendent visible leur porosité, et ceux de l'Ixtaccihuatl ont d'ailleurs conservé leur appellation oahuatl : « eau qui tombe du ventre » ou « petite eau qui sort du corps ». Le massif assure le rôle d'un véritable château d'eau pour Tenochtitlan (la future Mexico) et sa région. En lui réside l'espoir de récoltes abondantes. Aussi est-il intimement lié au dieu de la pluie, Tlaloc, « celui qui fait germer », largement présent dans toute la Més-Amérique, et le seul en ces lieux à être aussi révéré que Huizilopochtli, son homologue à la guerre.

Son culte implique des sacrifices d'enfants, à qui l'on arrache auparavant les ongles (transparents comme l'eau), et que l'on emmène, couronnés de fleurs, pour les noyer dans le tourbillon du lac. Le Popocatepetl est alors plus honoré qu'aucun autre mont et le lieu d'un grand pèlerinage à Tlaloc, tandis que l'Xta associe l'Ixtaccihuatl à la divinité féminine de la végétation, en lui sacrifiant des femmes. Pour la fête des montagnes, qui dure un mois du calendrier aztèque, les peuples de l'altiplano modelent de petits moultins de pâte de maïs et d'amarante qu'ils dotent d'yeux et de bouche. Ils les placent le moment venu dans un autel domestique pour leur faire leurs dévotions accompagnées de sacrifices, puis, les rites accomplis, les dégustent. « On mangeait le dieu. C'était une forme de communion », commente le professeur Ruben Romero Galvan.

« Le volcan n'était jamais évoqué comme dangereux, mais comme bénéfique, tutélaire, à cause de l'eau », relève l'anthropologue Solange Alberro. Les temples sont construits sur des sources et leur forme pyramidale directement associée à la montagne. Et à l'eau. A Mexico, dans le Templo Mayor, d'épaisses couches d'offrandes à Tlaloc ont été mises au jour, où abondent les coquillages marins, ainsi que la source sur laquelle fut bâti l'édifice, source qui devait être encore utilisée au siècle dernier.

Significativement, lorsqu'un héros de Carlos Fuentes issu de cette Terra Nostra (2) où se croisent tous les Mexique plonge dans la « nuit du volcan », il y rencontre un vieillard portant une coque sur le dos, et au « cœur de la montagne », dans les lacs souterrains, tombe sur « la blancheur à l'état pur », qui n'est autre que « la couleur première de l'aube ». Celle-là même qu'avait relevée Benjamin Péret dans son Air mexicain (3) : « Et de reconnaître le séjour de l'aube derrière la montagne fumante aux ailes insouciantes qui scintillent comme un soleil de vierge. » Comme si les volcans étaient demeurés des pôles intangibles, réceptacles à peine déritualisés d'un imaginaire en fusion.

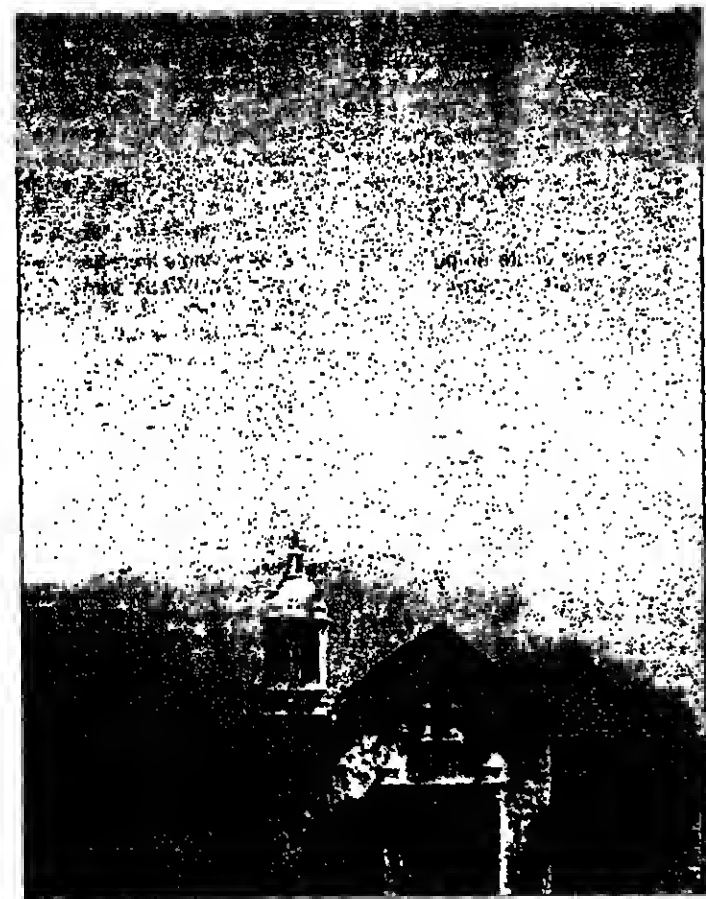
Dans ce domaine, romanciers et poètes ne peuvent que rencontrer Octavio Paz. Celui qui résume, on plutôt compresse sa pensée, en une formule lapidaire : « La pyramide est le monde » (4). Non sans avoir auparavant longuement exposé que « la métaphore du monde comme montagne et de la montagne comme donneuse de vie se matérialise avec une stupéfiante linéarité dans la pyramide. Elle assure la continuité du temps (humain et cosmique) par le sacrifice : c'est un espace générateur de vie. » Le Prix Nobel n'hésitant pas à élargir encore son territoire, au risque de l'excès : « La géographie du Mexique tend à la forme pyramidale comme s'il existait une relation secrète mais évidente entre l'espace naturel et la géométrie symbolique, puis entre celle-ci et notre histoire invisible... Si le Mexique est une pyramide tronquée, la vallée d'Anahuac [celle de Mexico] est la plate-forme de cette pyramide. » Un énoncé qui, par leur puissance suggestive et l'exemplarité de leurs formes, pourraient être les initiateurs s'ils ne savaient aussi parfois rappeler à un ordre propre.

C'est ce que fait le Popocatepetl en 1519. Le « mont fumant » connaît une douzaine de régressions d'activité depuis, mais ne se montrera jamais aussi souvent agité qu'en ce bouleversant seizième siècle où, par dix fois, il se réveille. Il manifeste une telle énergie que Moctezuma II envoie dix de ses sujets tenter d'en examiner la source. Quatre y disparaissent, deux meurent au retour, les quatre derniers lui décrivent une étrange grille d'où émanent les fumeroles. De quoi ajouter aux perplexités et aux inquiétudes de l'empereur, déjà ébranlé par les malheurs prodiges que connaît Tenochtitlan, alors qu'un cycle du temps aztèque touche à sa fin.

Cortés et ses hommes, apportés par l'eau, semblent appelés par ce moment pour émerger. Hissé sur les hauteurs du Popocatepetl, Diego de Ordaz, le lieutenant des missions dédicaires, a découvert la capitale aztèque, et Cortés s'aura pas d'autres mots que les siens pour exprimer son incrédulité devant cette cité « plus grande que Grenade », et « si belle que je n'en dirai pas la moitié de ce que j'en pourrais dire », ajoutera-t-il. Contre l'attente de Moctezuma II, contre les pacifiques approches de la diplomatie, mais également contre une logique d'affrontement purement militaire, c'est l'escarpé sentier des dieux qui se glisse entre les deux plus hauts gardiens de la ville que choisit le gentilhomme espagnol pour s'en approcher. Qui peut croire qu'il ne connaît rien d'autre que la contradiction valeur d'usage du volcan ?



A gauche, la dame, l'Ixtaccihuatl, chrétien



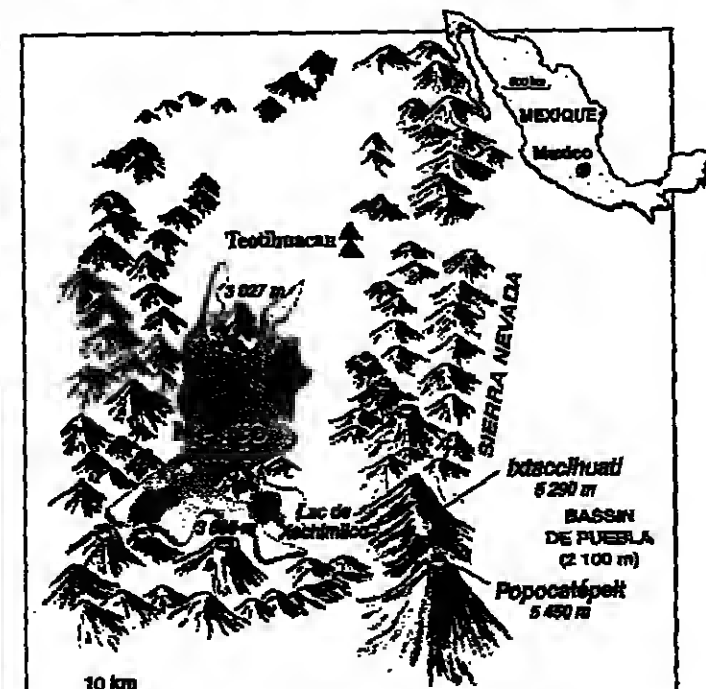
« Le volcan n'était jamais évoqué comme dangereux, mais comme bénéfique, tutélaire, à cause de l'eau. »

la longue silhouette bosselée de l'Ixtaccihuatl (5 286 mètres) côté jardin, et le côco parfait du Popocatepetl (5 452 mètres) côté cour.

Le choix des protagonistes ne doit rien au hasard. Commandité par un Porfirio Diaz en quête de solides signes de mexicanité, le rideau n'a pas pour fonction de promener les regards sur un décor d'agrément, mais bien d'installer sur la scène nationale deux acteurs et témoins essentiels de l'histoire du pays. Leurs têtes éternellement chéuees témoignent d'une expérience suffisamment éprouvée pour garantir certaine sagesse, tandis que les couleurs éclatantes du jardin d'où ils surgissent assurent de la vitalité d'un peuple. Un dramaturge contemporain,

perçu comme debout, ou courtoisement agenouillé, tandis que l'Ixtaccihuatl, réputé inactif, serait couché. Nuances suffisantes pour enrôler chacun dans un genre.

Le premier, « mont fumant », si on le traduit du nahuatl, s'adresse au masculin, tandis que le second, « femme blanche » que les



Le voici parvenu avec armes, bagages et chevaux à 3 580 mètres d'altitude. Au col. Là où les vertes forêts de coultres qui couvrent le pied du massif se défont subitement. L'enneigement commence 1 000 mètres plus haut encore. Une équipe hispano-indienne part à l'assaut du « mont fumant » et descend de l'aide de cordes dans le cratère faire provision du soufre dont les canons catholiques manquent. De l'ouest, les ambassadeurs du souverain aztèque s'associent lentement à la rencontre de ce monde au visage encore indéchiffré. Un instant, l'Ixtaccihuatl et le Popocatepetl

seront suspects entre cosmogonie et histoire, entre le destin des dieux et l'appétit des hommes. Avant de basculer dans un enchevêtrement connu.

Durant l'époque coloniale, les prêtres catholiques montent en première ligne pour saper la double forteresse. Leur ardeur est telle que l'on pourra croire longtemps encore les sommets redoutés des Indiens. Avant d'y retrouver leurs traces avec celles de leurs divinités, irréfutables. Partout, l'autantisme des « idolâtres » est passé par la destruction ou l'occupation des lieux d'adoration. Mais la dimension des montagnes excède

## CARNE ROUTE

### Long-courriers

La compagnie Air France (tél. : 44-08-24-24) relie Paris à Mexico tous les jours, sauf le mercredi, à bord du nouvel Airbus-A 340. Les vols des jeudi et samedi sont sans escale. Billets, en AFEX, à partir de 4 790 F. Sa succursale, Jumbo (tél. : 1) 47-05-01-95) propose des sièges à 4 200 F. La compagnie mexicaine Aeromexico (tél. : 47-42-40-50) assure quant à elle quatre rotations par semaine. Il existe des possibilités de gagner le Mexique par les compagnies aériennes américaines, mais un unique numéro de vol cache parfois un changement d'appareil au risque d'entrer aux Etats-Unis, avec les interminables contrôles et la reconnaissance des bagages que cela suppose.

### Visiteurs

Près de quatre-vingt mille Français se rendent au Mexique chaque année, formant le plus fort contingent de visiteurs avec les Allemands - après les Américains. Trop peu passent plus d'un jour ou deux à Mexico, alors qu'elle offre largement de quoi pourvoir une semaine de séjour. Les environs immédiats, outre l'indispensable Teotihuacan, offrent de nombreuses destinations, comme le parc national

Ixta-Popo, installé pour la protection de la flore et de la faune des deux volcans.

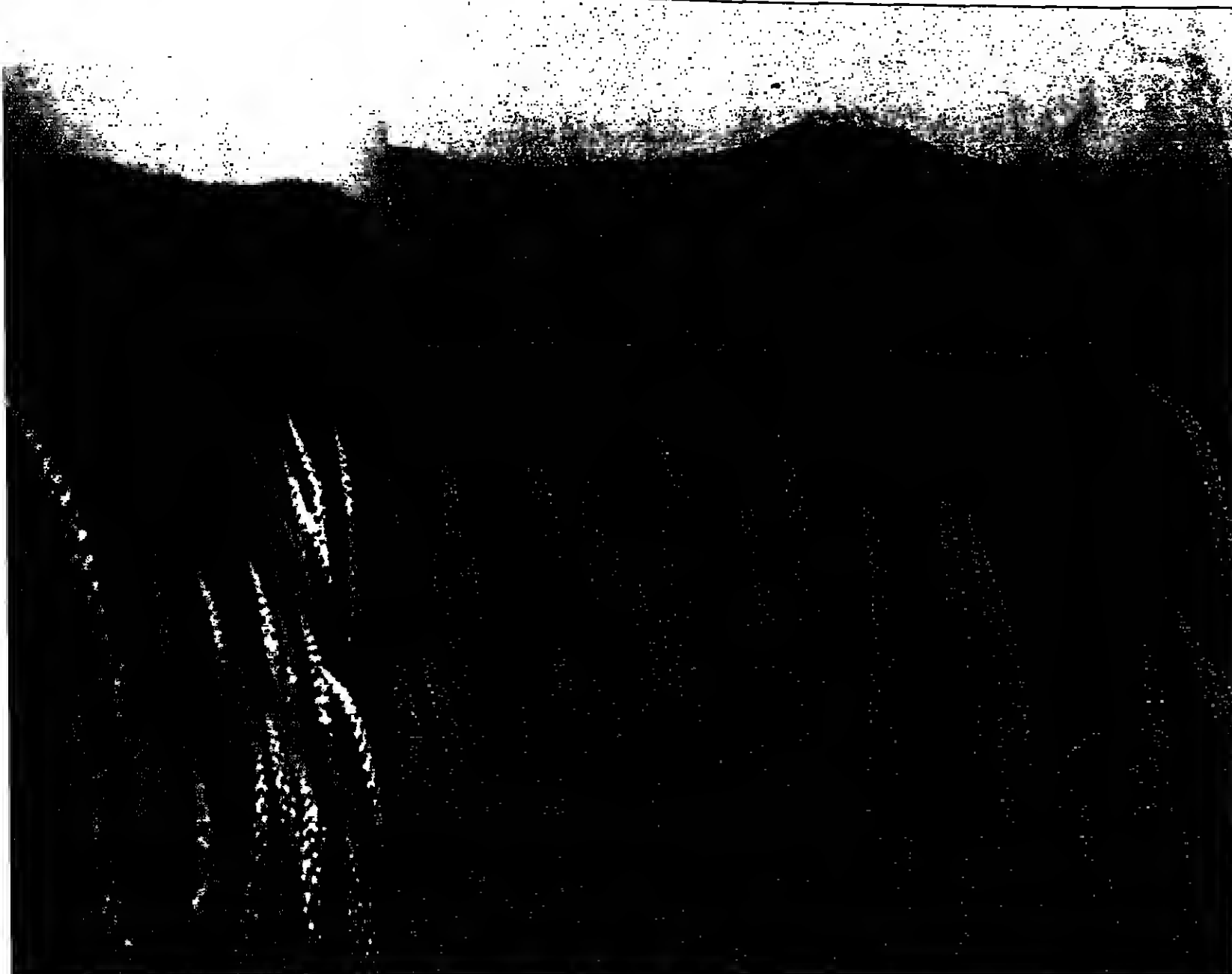
### Ascension

L'ascension du Popocatepetl demande entre cinq et neuf heures, plus la descente, une bonne condition physique et un minimum de pratique de la randonnée en haute montagne. L'Ixtaccihuatl est plus « technique ». Le Mexique commence à s'équiper, mais il reste difficile d'y trouver sur place un bon matériel. Il existe une Fédération mexicaine de excursionismo y montañismo, puerta 9 CD. Deportiva, col. Magdalena Mixhuca, C. P. 08010 ; Mexico D. F. (tél. : 519-09-91 et 519-16-00). En France, quelques organismes proposent l'ascension des principaux sommets mexicains, comme les Voyages Claude Jaccoux, bureau des guides, place de l'Eglise 74 400, Chamoux (tél. : 50-53-03-16) ; Terres d'aventure, 16, rue Saint-Victor (tél. : 43-29-94-50) ; Aliberti, 39, rue du Chemin-Vert, 75011, Paris (tél. : 48-06-16-61). Voyageurs du Monde, 5, place André-Malraux, 75001 Paris (tél. : 42-86-17-40). D'autres, comme Nouvelles Frontières (tél. : 41-41-58-58), proposent des circuits avec une simple escale au refuge de Tlaxmac.

Le Monde  
Dossier  
La guerre des six jours ?  
5-19 juin 1967  
La guerre du Kippour ?  
6-25 octobre 1973  
Les accords de Camp David ?  
Commentés  
**L'HISTOIRE**  
AU JOUR LE JOUR



# blanche et le « mont fumant »



ent baptisée, Rossita; à droite, l'homme, le Popocatepetl, nommé Gregorio.

largement les disponibilités du dieu unique. L'Eglise préfère leur payer discrètement son tribut en se greffant directement sur leurs sources. On remarquera par exemple que la nef de l'église du couvent de Huejotzingo (seizième siècle), dans la plaine de Puebla, est orientée très précisément sur le sommet de l'Ixtaccihuatl. La « femme blanche » peut ainsi se rappeler au souvenir complice de ceux qui sortent de la messe.

Des cultes syncretiques dédiés aux deux volcans se poursuivent aujourd'hui sur le versant de Puebla. Le Popocatepetl a été chrétiennement baptisé

Gregorio, Gregorio Chino (non parce qu'il serait chinois, mais à cause de sa chevelure bouclée, la boucle symbolisant aussi Tlaloc), et l'Ixtaccihuatl, Rossita. Les villageois les fêtent le jour de leurs saints, mais aussi en mai, juste avant la saison des pluies, comme à l'époque préhispanique. Les volcans passent commande en envoyant des rêves à leurs prêtres. De minces files de paysans montent en pèlerinage très haut vers les cascades et les torrents, où ils livrent à Rossita, cette coquette, des vêtements et sous-vêtements, et à tous deux la nourriture, poissons et autres éléments aquatiques dont ils sont friands.

Ainsi, le massif bicéphale qu'on aurait pu croire laïcisé n'est pas totalement abandonné des dieux. Et pourtant, autant peut-être que l'Eglise, l'idée romantique de paysage qui l'a exalté en lui-même et pour lui-même a pu en modifier la perception, avant que son évidence glorieuse ne l'inscrive au premier rang des monuments nationaux. Les hommes étaient ses sujets, il est devenu le sujet favori des hommes. L'infinité curieuse qu'il suscite ne l'a pas dévoué qu'aux sciences, mais à la littérature ou à la peinture. Le moins passionné ne sera pas cet inlassable D. Ati, volcanologue et peintre (ses œuvres sont au Musée

national des beaux-arts), qui n'hésitera pas à se faire attacher au train d'atterrissage d'un avion pour observer de plus près ses modèles. Pour l'amour des volcans, l'homme s'appropriait le ciel, comme aimèrent tant à le faire plus tard les photographes, épuisant les angles, éliminant les obscurités, pour mieux retravailler la lumineuse impression dont témoignent depuis deux siècles des voyageurs.

« La première fois que je suis venu à Mexico, la ville m'a paru d'une extrême beauté, raconte Alvaro Matos. Mais rien ne m'a plus ébloui que la présence immédiate des deux volcans, et la lumière changeante dont ils se chargeaient. Blancs le matin, dorés à midi, mauves le soir, puis plongeant dans une ombre bleutée d'une indicible grandeur. En 1956, les volcans étaient encore là. Mais leurs couleurs avaient pâli. Et puis ils ont disparu. Comme si quelqu'un les avait enlevés pour les cacher je ne sais où. Quelquefois, le matin, leur ombre vient se dessiner sur la ville. Ce vide est une chose très douloureuse. Parfois je pense que je les ai rêvés. C'est un péché terrible que de les avoir fait disparaître. Chacun peut en être tenu responsable. »

Prises au jeu des homologies patriennes, les fumeroles volcaniques seraient-elles descendues sur la ville pour faire de Mexico, ainsi que pouvait paraître le suggérer le poète, le cratère de tout le Mexique ? Mais un seul jour de fête, lorsque se ralentit la vague automobile un clair jour d'hiver, suffit à désigner l'un des fuyifs. Alors, les cimes blanches réapparaissent, dispensant leur consolation à des citadins qui touchent à la joie, comme s'ils entrevoient soudain l'avenir. Derrière le rideau tendu sur la ville, le Popocatepetl n'a cependant pas abdiqué tout rôle individuel. Son activité est en sensible recrudescence, et les volcanologues pensent qu'elle va se renforcer dans les cinq prochaines années. Et l'Ixtaccihuatl, cette tendre compagne que l'on jurait « endormie », paraît prête à le suivre : il y a quelques semaines, une explosion a ouvert une profonde faille sur son flanc.

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier

- (1) Los Volcanes, símbolo de México. MZ Milenio Ediciones, 120 p., 195 F.
- (2) Gallimard, 568 p., 195 F.
- (3) Œuvres complètes. José Corti.
- (4) Le Labyrinthe de la solitude. Gallimard, essai, 258 p., 100 F.

## IMAGERIE

### L'amour volcan

« **D**EVANT eux, Popocatepetl et Ixtaccihuatl dominent toujours le Nord-Est. La femme endormie maintenant peut-être la plus belle des deux, de la neige rouge sang aux angles dentelés de sa cime, s'estompant à leurs yeux sous les fourrures d'ombre plus noire des rochers, la cime elle-même comme suspendue au milieu des airs, flottante au sein d'un amas de noirs nuages calés. Chimborazo, Popocatepetl — disait le poète aimé du Consul — lui avaient volé son cœur ! Mais dans la tragique légende indienne Popocatepetl était, chose étrange, le rêveur : les feux de son amour de guerrier, jamais éteints au cœur du poète, brûlaient éternellement pour Ixtaccihuatl, pas plus tôt trouvée que perdue, sur le sommeil sans fin de laquelle il veillait... »

Dans Au-dessous du volcan, de Malcolm Lowry, le couple de sommets paraît offrir aux personnages du consul et d'Yvonna l'horizon hors d'attente d'une vie amoureuse apaisée. Mais il leur tend surtout le miroir d'une union irréaliste de leur vivant, dans la dimension tregique d'une incompréhension figée. Se figure s'inscrit dans le leitmotiv du roman : « No se puede vivir sin amar » (« on ne peut pas vivre sans amour »), où l'élan vers l'amant est chaque fois brisé par un abîme, par la soudaineté d'un orage violent. Comme si chacun ne pouvait penser à l'autre que dans son absence, dans le sommeil, dans la mort enfin, et que seule une force extérieure, celle d'un grand manipulateur, sans doute emporté par la sujet, nature ou narrateur, puisse en témoigner.

peti et l'Ixtaccihuatl pourront officialiser leurs étranges rapports « légendaires ». La Légende des volcans, poème de Rafael Lopez, remporte en effet les Jours floraux. L'œuvre, qui va faire florès dans des adaptations variées, sera aussitôt illustrée par un peintre pompier, Saturnino Herrán. Sous la cime enneigée du volcan, la jeune héroïne, aussi nue qu'indéniablement blanche, paraît moins morte qu'assoupie, prête à s'éveiller aux attouchements d'une brune silhouette masculine. Mais le musculeux guerrier ne parviendra pas à ses fins, et retournera, désespéré, à sa solitude. Déjà, on ne saura plus dire s'il pleure l'impossible fusion de deux individus ou celle des deux composantes du Mexique.

Car, rapidement, l'idéologie s'est appropriée la « légende ». Elle en fait une image de la douloureuse formation de la nation, des rapports gelés des exclus du métissage. Un peintre de calendriers, un hyperpompière dont les reproductions sont encore de toutes les places de marché, Jesús Helguera, en sera le héros. Sous son pinceau, les formes d'un blanc bleuté épanouies et alanguies d'une vampe à la Dolorés del Río suivent scrupuleusement celles de l'Ixtaccihuatl, tandis que le cimetière de plumes de l'Aztlèque de fantaisie qui monte sa garde épouse la silhouette du Popocatepetl. L'évidence des compositions n'en cède pas moins des énigmes : on ne sait si l'on arrive trop tard ou trop tôt, si le sacrifice va avoir lieu ou s'il s'est révélé impossible, si la blanche beauté a été enlignée ou a succombé aux vertus épiques dispensées par la virilité.



Image de calendrier du peintre Jesús Helguera, 1940.

La légende de la femme (Ixtaccihuatl) endormie pour toujours et sur laquelle son galant (Popocatepetl) veille, torche allumée pour l'éternité, est peut-être « indienne », comme l'indiqua Malcolm Lowry, mais en rien préhispanique comme on l'affirma généralement. L'anthropologue J. Ruben Romero, qui n'en a pas repéré de relation ancienne, est prêt à y voir une « légende du métissage », élaborée durant l'époque coloniale par les indiens contraints d'étouffer leurs croyances et qui n'auraient pu continuer à s'expliquer l'existence des montagnes qu'en les personnifiant. Il relève en outre que l'ouvrage de référence, Histoire des Indes de la Nouvelle-Espagne, de Diego Durán, ne mentionne que la nom mixte d'Ixtaccihuatl (montagne blanche). Celui d'Ixtaccihuatl (femme blanche) apparaît-il plus tard ?

C'est dans la fièvre identitaire décriée par Porfirio Díaz en 1910 pour les fêtes du centenaire de l'indépendance, que le Popocate-

Indien. Et si elle dort, est-il une représentation de son rêve — ou l'inverse ?

A l'égale des chromos virginaux, l'érotisme glacé de ces images flatte les inconscients socialement meurtris tout en versant dans leur forme sa digne à l'Eglise. Leurs consolations viennent appuyer l'indianisme de pure surface d'un pouvoir qui fait tout pour le démanteler en politique. Ils pourrissent aussi bien éparpillés comme un renversement fantasmagorique de l'histoire réelle, calibrant l'arrivée d'Indians à Séville ou à Grenade en 1519, si l'on voulait bien oublier un instant que la question posée est d'ordre amoureux. Et qu'elle lui offrant moins une réponse romantique que l'assurance très médicale que le seul amour possible ne peut être qu'impossible. Comme l'écrivait Octavio Paz : « Notre culte de la mort est un culte de la vie, de la même façon que l'amour, qui est fait de vie, est désir de mort. »

J.-L. P.

## ROUTE

### Refuge

Le refuge de Tlaxiaco (3 890 mètres), au-dessus du paso de Cortés, est accessible pratiquement toute l'année en voiture. La nuit (fraîche) y coûte 10 pesos (environ 20 francs) et est très courue le week-end. Le restaurant est actuellement fermé. De nombreuses promenades sans équipement spécial sont possibles sur les flancs des volcans, afin de trouver le bon angle pour assister au lever de l'ombre du Popocatepetl sur la vallée de Mexico le matin, ou à l'apparition des premières lumières de Puebla le soir.

### Guides

Le Guide bleu (Hachette, 976 p., 239 F) demeure, de loin, le meilleur instrument de voyage. Le touriste indépendant lui adjoint le Guide du routard (Hachette, 284 p., 59 F), concis et essentiel dans tous les aspects pratiques. Son concurrent anglo-saxon, le guide Lonely Planet (1996 p., 145 F), qui vient de paraître, pousse à l'excès ces notations et semble avoir été écrit par et pour un jeune Américain moyen retourné à l'idée de voyager seul, comptable de ses dollars jusqu'à la monnaie. Sur le fond, donner les prix en monnaie des Etats-Unis est désobligeant pour les Mexicains qui ont lancé un nouveau peso cette année.

écrite de la tequila qu'elle est un « alcool qui ressemble à la vodka » simplement insultant, donner l'adresse de la librairie américaine à Mexico, sans même mentionner la Librairie française (sur Genova 2, dans la Zona Rosa, ) agaçant pour les Français.

### Autres ouvrages

Un voyage au Mexique est un excellent prétexte pour entrer dans l'œuvre de Serge Gruzinski, sa remarquable Guerre des Images (Payot, 388 p., 120 F), ses Hommes-dieu du Mexique, pouvoir indien et société coloniale (Archives contemporaines, 221 p., 160 F), ou, plus simplement, le Destin brisé de l'empire aztèque (Découvertes Gallimard, 192 p., 78 F). Les éditions du CNRS viennent de publier un important ouvrage largement illustré sur Teotihuacan, la cité des dieux (224 p., 320 F), d'Edouard Matos Moctezuma, par ailleurs directeur des fouilles du Temple maya.

► Office de tourisme du Mexique : 4, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris (tél. : 42-61-51-80). Le même bâtiment abrite le siège du consulat qui délivre les visas (obligatoires). Autres consulats à Havre, à Lyon, Marseille, Strasbourg et Monte-Carlo.

## Evasion

### 3615 KINGTOUR

Week-end ISTANBUL 30/12 au 2/01  
Hôtel 3 \* + Vol 2 090 F  
CROISIÈRE sur le Nil 8 jours 2 890 F  
Séjour LOUXOR Vol + Hôtel 3 \* 1 875 F  
Séjour Neige Appart. 4 personnes avec loc. ski et remontées 1 155/pers.

### Le Monde

PUBLICITÉ ÉVASION  
Renseignements :  
46-62-73-22

### HTES-ALPES

HTES-ALPES - STATION VILLAGE  
A 5 km de Saint-Véran  
HÔTEL LE CHAMOIS\*\*  
LOGES DE FRANCE  
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
Soleil, calme, toutes commodités  
dans le parc régional du QUEYRAS  
Tél. : 92-45-83-71 - Fax : 92-45-80-58

### PÉRIGORD-DORDOGNE

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS  
\*\*NN LOGES DE FRANCE (1984 - 1910)  
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE  
24550 VILLERANCHES-DU-PÉRIGORD  
Tél. : 53-29-93-94 - Fax : 53-29-43-96

### PARIS

SORBONNE  
HOTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques, 5<sup>e</sup>  
Chambre avec bain, w.c., 186 couleurs  
Tél. direct, de 300 F à 450 F  
Tél. 43-54-92-55 - Fax 46-34-24-30



# Confiseurs sans trêve

Avec les vœux, arrivent traditionnellement gâteaux, sucreries et chocolats. Mais quels chocolats ?

À Moyen Âge, le four de la France rurale cuisait aussi bien le pain que le gâteau. La corporation des boulangers, ainsi nommée, ne s'était pas encore séparée de celle des pâtisseries, c'est-à-dire des boulangers, que l'on nommait ainsi à cause des tartinades dont ils maîtrisaient l'usage.

Oubliez donc sans doute de « oblats » offrir. Dès 1204, le mot « oblatus » désigne les pâtisseries en général. L'oblatus, en ce temps-là, était la pâtisserie la plus répandue : une sorte de gaufre, ronde et délicate, cuite « entre deux fers », parfois roulée, aussi appelée à Lyon cornet de métier. Les oblateurs, puis oublieurs (Furetière) étaient des garçons pâtisseries qui allaient « crier des oublies », dans les rues de Paris : « On fait dire des chansons à l'oublieur, quand on a vidé son corbillon d'oublies ».

L'oblatus, c'est le « pain à chanter », dit encore Furetière en 1691 ; chansons frondeuses, acérées, de celles de nos chansonniers. Une ordonnance de police de 1722 fit défense de « crier dans Paris ».

## ECHOS GOURMANDS

### Tables de mémoire

Les canons de la table de Carême étaient célébrés encore par Colette. Quelques témoignages de cette époque subsistent. Mais la disparition rapide de notre mémoire des lieux de table appelle un inventaire de ceux qui ont une histoire. Faire ce recensement sous la forme d'un guide gastronomique et culturel du Paris gourmand est une excellente initiative mise en œuvre par François Cazenave, chez Gallimard. C'est le vade-mecum du gourmet parisien : cent restaurants de prestige sont présentés ; deux cent cinquante autres identifiés à la fois pour la qualité de la table et celle du décor. Une somme d'informations et d'illustrations dans un format de poche.

► *Restaurants de Paris* Guides Gallimard, 1993, 185 F.

### L'art du vin

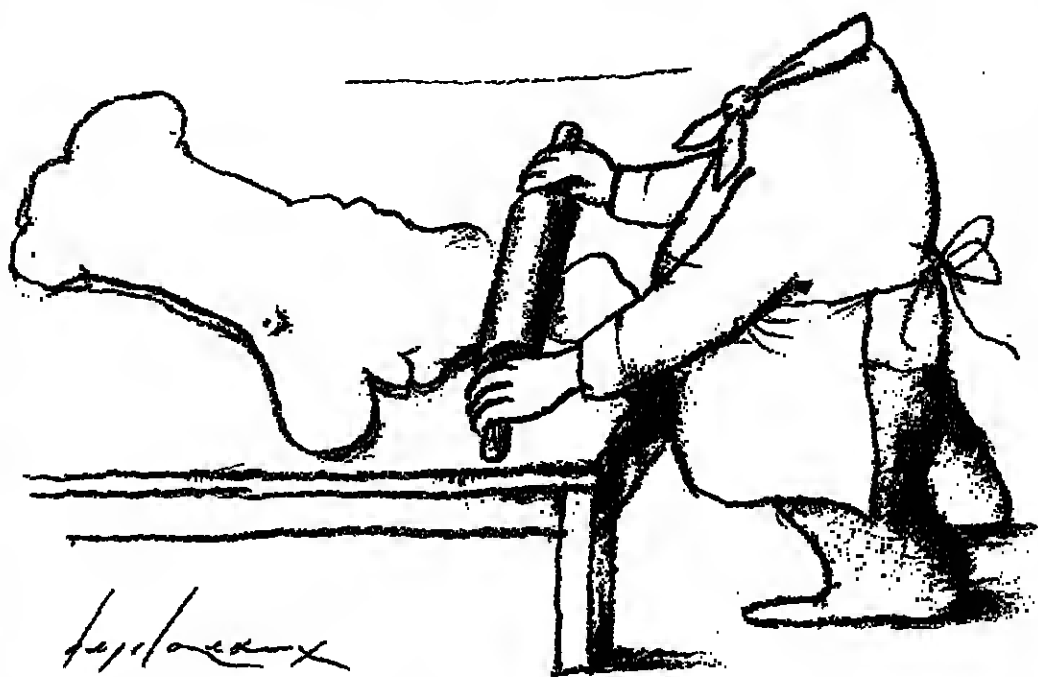
Après l'histoire mondiale du vin, Hugh Johnson s'attaque à sa fabrication. Au risque de détruire quelques clichés, l'auteur pose deux principes : les viticulteurs disposent aujourd'hui de techniques qui peuvent influencer sur le goût du vin. Le vin n'est donc plus seulement un produit de la nature. On s'en doutait un peu, depuis quelque temps ! Les tenants de la géographie historique, en France, ont avancé des hypothèses convergentes. La démonstration de Hugh Johnson et James Halliday sera douloureuse pour ceux qui entretenaient le mythe. Elle a le mérite d'une grande précision. Le destin de la « viticulture » serait-il d'être de plus en plus une science et de moins en moins un art ?

► *L'Art du vin dans le monde. Techniques et savoir-faire*, de Hugh Johnson et James Halliday Hachette, 1993, 280 F.

### Le monde dans votre assiette

Voyager au moyen des recettes de plats des cinq continents est l'objectif de cette édition chez Larousse, après le *Larousse gastronomique* et le *Larousse de la cuisine*. Huit cents recettes sont présentées sous la forme de fiches et accompagnées de quelques commentaires sur les produits et usages de table de chaque pays. Indispensable aux amateurs d'exotisme culinaire.

► *Les Cuisines du monde*, Larousse, 1993, 280 F.



sous peine de prison et de 500 livres d'amende. Le XIX<sup>e</sup> siècle verra encore ce colportage et l'éventaire de l'oublieur, soit un tambour aux flancs rayés de bandes de couleurs et surmonté d'une roue de loterie, qui promettait d'agréments l'achat. « Le fer à gaufres, à oublies, on n'en fabrique plus, et dans les successions on se les arrache » (Goncourt, *Journal*, 1838). François I<sup>er</sup>, déjà, avait fait confectonner un fer à gaufres en argent, pour son usage.

Les gaufres, comme les oublies, étaient des pâtisseries populaires. On les vendait aux fêtes et aux portes des églises. À leur côté, les plus anciens gâteaux dont nous conservons l'usage sont-ils l'île flottante du repas dominical, la brioche accompagnée de crème, le flan à la peau brûlée, ou, au creux de l'hiver gelé, les gaufres sucrées avec la farine de sarrasin ? Il y a bien aussi le doullon normand, plus lointain, et le modeste gâteau de pain. Ils ne restituent abanante du mitron obèse, saupoudré de blanc et accoudé à sa planche. En ce temps-là, les dames étaient souvent d'exquises pâtisseries !

La mémoire de la pâtisserie n'est-elle pas aussi faite d'oublis ? Ainsi, la petite madeline de Commercy ne serait que le nom d'une modeste cuisinière du roi Stanislas. On présente un jour, à Voltaire et à M<sup>me</sup> de Châtelet, ses hôtes, ce petit gâteau, au ventre rebondi et strié délicatement, parfumé à la bergamote — une coquille de Vénus. On proposa de dédier ce gâteau à la reine, Marie Leszczyńska déclina cet honneur. L'on convint de le nommer « madeleine », du nom de l'humble Cendrillon. L'oubli et le nom de le

madeleine sont déjà de la littérature, mais les plus anciens gâteaux sont aussi la mémoire secrète des petits enfants. Le pâtissier de Bonnières (Vaucluse) qui a remis à l'honneur le Louis-Philippe — un gâteau meringué à l'orange confite — en sait quelque chose.

Beaucoup de mets fameux portent le nom de leur créateur, mais l'anonymat pèse sur les chefs d'œuvre de la pâtisserie ancienne. Ainsi du saint-honoré qui faisait fondre M<sup>me</sup> de Pompadour, et qu'elle allait faire goûter dans la rue du même nom, où se fabriquaient cette savoureuse pâte à chou fourrée de crème.

Nous ne savons pas si l'inventeur en fut vraiment Popelin, le cuisinier de Catherine de Médicis, si Chiboust est aussi l'occasion de mettre la main à la pâte... à chou ? En revanche la charlotte, créée, dit-on, en l'honneur de l'épouse de George III d'Angleterre, fut bien codifiée par Carême, la chose est sûre. Elle est aujourd'hui si bien entrée dans les mœurs de la cuisine de ménage que la meilleure charlotte aux marrons de Paris n'est pas faite par un pâtissier, mais par un traiteur qui procède « comme à la maison » : Vigneau-Decamarest (107, rue de Sévres, Paris-6, tél. : 43-22-23-23).

Le palimpseste est parfois plus complexe et l'on se heurte à l'origine erronée ou recouverte par la fabrication. Ainsi le « passage du Saumon » sous le Directoire et l'Empire était-il le lieu de la mode de la pâtisserie. On y trouvait la boutique de Tournier. L'enthousiasme des belles-de-jour ne connaît plus de bornes lorsqu'il présente le baba au rhum. Ou bien, autre version, c'est encore l'impénétrable roi Stanislas de Lorraine qui arrosa un jour son kouglof de rhum, et le fit flamber afin d'en exhaler les parfums. On baptisa alors cette préparation, car son

colat à forte teneur en cacao, et pour la base, le biscuit, le génoise, la meringue. À Vienne, Franz Sacher, chef pâtissier du prince de Metternich, crée la célèbre *sacher-torte* ; en Allemagne, c'est la forêt-noire, en Italie, le *pan pepato* de Ferrare, une brioche au chocolat, miel, amandes et zestes de citron.

Quelques grandes maisons et aussi des artisans, aujourd'hui, font vivre la tradition. Fouquet, à Paris (22, rue François-I<sup>er</sup>, Paris-8, tél. : 47-23-30-36), qui vient d'être distingué par le Club des croqueurs de chocolat pour les palets d'argent fourrés ganache et les pralinés. On ne saurait omettre la Maison du chocolat et ses pavés-du-faubourg (ganache très amère sur infusion d'épices orientales). Chez Debaube et Gallais, une nouveauté : les incroyables, nougatine et ganache à 99 % de cacao. Il faut aussi prêter attention au travail très soigné de Jean-Paul Hevin, artisan chocolatier (16, avenue de la Motte-Picquet, Paris-7, tél. : 45-51-77-48) qui propose des bâches et des fruits croqués de chocolat. Amusantes boules en chocolat — noir, lait, blanc — chez Dalloyau pour décorer une table de fête et délicieuses couronnes de l'avent (dacquoise chocolatée parfumée à l'orange). Chez Leandré, la bûche Hilton McComico est un cactus glacé cachant une étoile de Noël, à la pistache et au chocolat amer.

Et enfin Fanchon vient... avec la création cette saison, due à Pierre Hermé — aidé d'un designer qui en a conçu la forme et l'emballage, — d'une dacquoise aux noisettes, pralinée, avec de fines feuilles de chocolat, ganache et chantilly au chocolat au lait, surmontée d'une cerise. Avec la cerise-sur-le-gâteau — c'est son nom — Fanchon signe le retour attendu du chocolat au lait. La tradition n'est jamais interrompue.

Jean-Claude Ribaut

## TOQUES EN POINTE

### Le Saint-Moritz

On revient dans l'aimable salle à manger de notaire, chez Alain Raichon, pour le gratin de macarons qui accompagne l'entrée d'anguille, la délicieuse poularde de Bresse au vin jaune et aux morilles (160 F) et le foie de canard macéré au vin de paille. Arbois, il est vrai, est la ville natale du chef. Par hasard, on tombera un jour de lèvre à la royale (180 F) : désossé, mariné, farci et reconstitué selon le canon classique. Mais la meilleure surprise de l'autisme est un menu à 185 F composé de trois entrées, plats et desserts : un exemple poétique de moules sur coquilles de tomate, éponge et câble de lapereau moutardé au jus de pipérade, et gâteau aux noix sur crème de pistache. Vins d'Arbois intéressants. Service féminin gracieux.

► Paris, 33, avenue de Friedland (75008), Tél. : 45-61-02-74. Fermé le samedi et le dimanche.

### Olympe-Bassano

Robert Nalmias a laissé son « Olympe » rive gauche entre des mains amies. Il avait une clientèle d'habités. Il récidive, rive droite, dans un établissement soigné de Jean-Paul Hevin, artisan chocolatier (16, avenue de la Motte-Picquet, Paris-7, tél. : 45-51-77-48) qui propose des bâches et des fruits croqués de chocolat. Amusantes boules en chocolat — noir, lait, blanc — chez Dalloyau pour décorer une table de fête et délicieuses couronnes de l'avent (dacquoise chocolatée parfumée à l'orange). Chez Leandré, la bûche Hilton McComico est un cactus glacé cachant une étoile de Noël, à la pistache et au chocolat amer.

► Paris, 17, rue Jean-Giraudoux (75016), Tél. : 47-21-05-55. Fermé le dimanche.

### Le Vistaro

Au Vista Palace Hôtel, Jean-Pierre Pestre est le jeune chef du restaurant « Le Vistaro ». Celui-ci, accolé à la haute corniche, domine de quelque 300 mètres le panorama de Mont-Carlo et de la Riviera. Entrées provocantes ; puis un coup de mer rôt à l'ail, olives noires pimentées et ragout d'artichaut à la sauge. Une grande cuisine démontre de simplicité. Soit, ici, un poisson grillé en parfaite compagnie avec l'artichaut, juste cuit. Le dessert : « Pêché nigou », tout de chocolat noir. Un feu magique à Roquebrune — Monaco n'a pas tous les privilèges ! Menu à 200 F. Réveillons de fin d'année (fixes).

► Roquebrune, Grande Corniche (06190). Tél. : 92-10-40-00. Tous les jours.

### La Petite Cour

Il faut descendre quelques marches pour être de plain-pied avec la petite cour anglaise sur laquelle ouvre la terrasse de cet agréable restaurant, coiffé entre deux institutions : les restaurants *Aux Charpentiers* et *Guy*. Jean-François Luyon dirige cette maison assez chère ; le décor est plutôt dans la nuance, comme la cuisine : le coq rôt au vin, la dorade au sel de Guérande ou les raviolis de langoustines à l'estragon sont les beaux fleurons d'une carte variée. À signaler le valençay (blanc) de Jacky Freys. Fermé à 150 F pour le déjeuner ; menu à 180 F le soir.

► Paris, 8, rue Mabilon (75006), Tél. : 43-26-82-26. Ouvert tous les jours.

### Le Gourmet

Le chef de ce Gourmet banlieusard a fait ses preuves dans les grandes maisons. Serge Buono aligne les références de *Lamaze*, *Ledoyen*, *La Tour d'Argent*, où il découpe le canard. Aucune volonte de pastiche ici, même avec la canette nimbée aux deux cuissons ; au plus, un cin d'œuf... Les raviolis de homard en sauce amoureuse ou la fricassée de pétoncles au jus de persil témoignent du sérieux de la sélection des produits et d'un certain bonheur dans leur préparation. Menu à 120 F, et menu « liberté » : le client fait le prix et le repas est servi en proportion. Un renversement de l'offre et la demande ? Reste à savoir si cette formule renforce le sentiment d'« en avoir pour son argent ».

► Saint-Maur, 750, boulevard du Général-Giraud (94400), Tél. : 48-88-88-88. Fermé dimanche soir et lundi.

## L'ŒIL DE CLAUDE SARRAUTE

### Les douze coups d'ennuis

Faut que je vous avoue quelque chose, là, aujourd'hui... Je sais pas trop comment vous allez le prendre... Je fais... J'ose pas le dire... Je fais la... Faut savoir, avant de prendre une décision pareille, j'ai sondé les collègues, pendant des semaines : Et toi ? Tu... Stupeur de leur part. Si je leur avais demandé de me montrer leur derrière ou leur feuille de paye, ils n'auraient pas été plus gênés. Ils se tournaient, ils se tortillaient dans leurs petites souliers : Non, sûrement pas, c'est pas le moment... Enfin, si, peut-être, mais... Pourquoi tu demandes ? Ça te regarde pas !

J'ai interrogé les commerçants du quartier, bras croisés, les vendeuses des grands magasins, bras ballants : Comment ça se présente ? ... Est-ce que vous croyez que vos clients... Les clients ? Connais pas. J'ai appelé mes proches. Ils sont restés sans voix : Enfin, tu parles pas sérieusement ? D'abord, ça ne se fait pas. Ensuite, ça ne se fait plus.

En ben, moi, je le fais, tant pis. Quoi donc ? La fête pendant les fêtes de fin d'année, là, c'est dit ! Non, pas avec une demi-douzaine de SDF ramassés sur le trottoir, c'est une des rares idées de Ella pour réveiller autrement, un must cette année. Avec les messieurs-dames de la famille : O.K., on vient, mais habillés demi-défilé. Autrement, ça ferait jaser.

Pas question, naturellement, d'un Noël à l'épave ou à l'ancienne au pied d'un sapin blanc — Ah ! bon, ça existe encore en vert ? Je savais pas ! — non, devant un bidule en fil de fer d'où pendouillaient trois rubans et quatre ampoules au néon. Magique : les gamins débarquent, des étoiles pleins les yeux, ils voient ça, elles s'éteignent. Economique : ça peut rassurer jusqu'à l'an 2000 et même au-delà. Simple mais chic : je l'ai piqué dans Biba.

Non sans mal. Découverte par le vent de la crise, elle lésine drôlement sur la tenue de rêve et le menu de fête, ces jours-ci, la presse féminine : Si tu tiens absolument à jouer les dindes ou les oies, le 24 décembre, démerde-toi, me grande !

Et ce copain débordé, il bosse dans une agence de voyages : Fais comme tout le monde, laisse tomber, casse ta tirelire en douce, et toi avec, à la neige ou au soleil. Va pas la vider sur une table ou sous un arbre, ce serait du dernier ringard !

Résultat des courses, rayon saumon, foie gras et champagne, j'ai été le faire en banlieue, dans les hypers, histoire de peser acheter idiot. Rayon jouets, 324 F par mouflet, moyenne nationale, pas un sous de plus. Et rayon cadeaux, j'ai laissé à mes enfants le soin de se les offrir. Chacun le sien. Ah ! ils croient plus en Père Noël. En ben, moi non plus.

Pas découragée, ce matin, j'ai pris mon téléphone : Qu'est-ce que tu fais pour la Nouvel An ? Ça te dirait de l'arroser entre amis ?

— C'est ça, serpentina et confettis ! T'es pas malade ? Ça aurait l'air de quoi ? Les douze coups de minuit, moi, je les attends toute seule au fond de mon lit. Simplement je remplace mon verre d'eau par une bouteille de whisky. Un bon conseil : fais pareil !

## Gastronomie

### LE PETIT BEDON

Ouvert tous les samedis soir

La Poule au Pot

tous les samedis

Le Pot au Feu

tous les jours

Menu à 150 F TT compris

38, rue Pergolèse 75016 Paris

Tél. : 45-00-23-66

### CHAMPAGNE ANDRÉ DELAUNOIS

Direct Propriétaire

Récoltant Manipulant

guide Hachette 1994

BP 42 51500 Rilly-la-Montagne

(16) 26-03-42-87

### ALSACE A PARIS

T.L.I. 43-26-85-36

9, pl. St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> - SALONS

REVEILLONS

NOËL, carte normale

SAINT-STYLVESTRE : 530 F - 690 F

Musique, danse, cotillons, jusqu'à l'aube

43-22-23-23

### Le Monde

PUBLICITÉ GASTRONOMIE

Renseignements :

46-62-73-22

### LES GRANDES MARCHES

Place de la Bastille

Huîtres toute l'année. Poissons -

Plats traditionnels. Décor "Brasserie

de luxe". Terrasse ensoleillée.

Tous les jours de 11 h 30 à 1 h 30

du matin. Tél. : 43-42-90-32



JEUX

PHILATÉLIE

Au sud du Sud

Si les premiers timbres des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) ont été émis le 17 octobre 1955 (le Monde du 18 décembre), l'histoire postale du territoire est bien antérieure. Elle remonte en fait au 31 juillet 1893, date à laquelle Henry Boesière obtint pour cinquante ans le concession exclusive du droit d'exploiter les îles Kerguelen. En 1906, son frère René en est nommé résident... et se voit attribuer, deux ans plus tard, une concession similaire pour Saint-Paul-et-Amsterdam. Leur but ? Faire revivre l'activité baleinière et phoquière, en y associant l'élevage du mouton.

La question du transport du courrier se pose très vite. Jusqu'en 1924, on utilise des timbres français. Ils sont annulés par un cachet administratif, illustré de l'emblème de la République portant la mention « Résidence de France » (1909), puis non illustré « Résidence de France - République française - îles Kerguelen » (de 1912 à 1925).



Le cachet «Résidence de France» (1912-1925).

On connaît environ quatre cents plis « Résidence de France ». Très rares, ils ont d'autant plus de valeur qu'un cachet d'arrivée (généralement Le Havre) ou de transit (Cape Town-Paquebot, Bunbury, Point-Natal, en Afrique du Sud) y est apposé (au verso). Après le rattachement du territoire à Madagascar (décret du 21 novembre 1924), les lettres, affranchies de timbres sud-africains, sont déposées et oblitérées à Capetown ou Durban.

A la suite de l'échec de l'entreprise des Boesière en 1930-1931, l'histoire postale des TAAF connaît une interruption. Elle reprend avec l'utilisation de timbres de Madagascar, entre 1948 et 1955, puis avec la mise en service des timbres spécifiques des TAAF.

Des expéditions scientifiques allemandes qui séjourneront aux Kerguelen de 1901 à 1903 susciteront un rare courrier, affranchi de timbres allemands, précurseur de toute collection spécialisée consacrée à ces régions.

Programme 1994

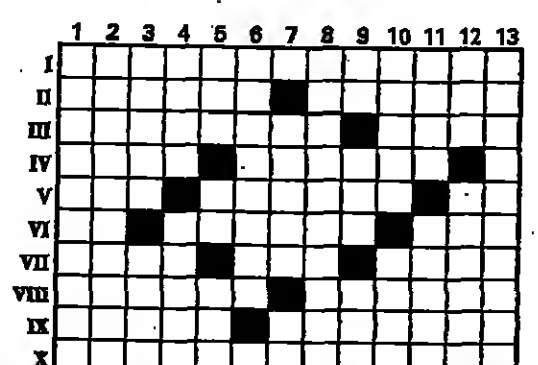
Les timbres des TAAF de 1994 seront mis en vente le 1<sup>er</sup> janvier : erminois (0,40 F) ; cordillères (1 F) ; chat des Kerguelen (2 F) ; 1000<sup>e</sup> carottage en mer (2,40 F) ; Prion de Selvin (2,80 F) ; Robert Pommier (2,80 F) ; rascasse (3,70 F) ; le Kerguelen-de-Triemerac (4,30 F) ; copépodes (15 F) ; gestion scientifique des dunes (23 F) ; Vincendon-Dumoulin 1811-1858 (2,80 F + 23 F) ; station satellite du CNES (26,70 F) ; station LIDAR (27,70 F) ; arrivée des manchots empereurs (28 F).

P. J.

(1) Instrument de mesure destiné à suivre l'évolution de la couche d'ozone.  
Bibliographie : Histoire postale des îles Kerguelen, 1772-1945, de Pierre Cousenon, éd. Bertrand Sinis (1989) ; Histoire des timbres et oblitération des TAAF, de Lucien Joffe, éditée par le Monde des philatélistes (1984).

Mots croisés

n° 796



**HORIZONTALEMENT**  
1. Sous les chausures de certains champions. - 2. Fait mouvement sous la pression. Fait pressentir la catastrophe. - 3. Par héritage ou prédilection ? A fait vœu de servir. - 4. On peut utiliser ses cales. Nuisibles pour un contrat. - 5. Cri d'enthousiasme. Après la faim... Dans la crème. - 6. Fait mouvement proche de l'école. Lède à certitude insularité. - 7. Les voisins envient son indépendance. Toujours le même. Saint. - 8. Canal. Sans point d'appui il ne sert à rien. - 9. Proche d'Angers. S'il manque, l'inspiration disparaît. - 10. Suivent l'abandon.

**VERTICALEMENT**  
1. Elle a besoin de bien prendre les tournants. - 2. Protégeurs. - 3. Machine au Sahara. - 4. Fait la chaîne. Surtout en ville. - 5. Pronom. Voyelles. Une rue en plein boulevard. - 6. Elle est sur la liste. - 7. Hôte. Dans l'antichambre. - 8. Formée de petits diamants. - 9. L'enfant n'est pas le seul à le répéter. Fin de service. Dans un sens, c'est un changement. - 10. Éponge. Nous envole de l'eau. - 11. Audacieux. Transport en commun. - 12. Souhaitons-le indépendant. Fut longtemps roi. - 13. Certains les avaient.

**SOLUTION DU N° 795**  
**Horizontalement**  
1. Statisticien. - 2. Garanti. Allie. Nain. - 3. V. Aille. Mure. - 4. Rose. Nain. Fée. - 5. Quêteur. Bu. - 6. Lourd. Et. Tour. - 7. L. Les. Esc. - 8. X. Ensommeillé.  
**Verticalement**  
1. Spargelle. - 2. Tapis. OEN. - 3. Arabesques. - 4. Tailleur. - 5. INSEE. Idem. - 6. S. S. S. S. M. - 7. Tina. Etil. - 8. Samourai. - 9. C. T. T. - 10. Hôte. Etil. - 11. Etil. - 12. N. Rebut. - 13. Salissure.

François Dorlet

Echecs

n° 1569

**TOURNOI INTERNATIONAL**  
Antwerp Velmec, 1993.  
Blancs : L. Christiansen  
Noirs : L. Polugaevsky.  
Défense ouest-indienne.

1. d4 C6 13. f3 Fd4 (b)  
2. e4 d5 14. d4 C5  
3. C3 b6 15. f2 F8  
4. g3 F6 16. d3 (b) F8  
5. Cx4 (a) F7 (b) 17. Td4 T8  
6. f2 c5 18. f4 C6 (b)  
7. d5 (c) d6 19. f4 C6  
8. Cx4 F6 (d) 20. f4 C6 (b)  
9. Cx4 C6 21. f4 C6 (b)  
10. Cx4 (b) F7 (b) 22. f4 C6 (b)  
11. Cx4 C6 23. f4 C6 (b)  
12. d4 C6 (b) 24. Cx4 C6 (b)

**NOTES**  
a) On 5. d4 ; 5. d3 ; 5. d2 ; 5. b3.  
b) On adopte également la suite 5... d5 ; 6. d4 ; 7. f2 ; 7. f3 ; 8. d4 ; 9. C6 ; 9. f3 ; 10. C4 ; 10. f3 ; 11. f4 ; 11. f3 ; 12. f4 ; 12. f3 ; 13. f4 ; 13. f3 ; 14. f4 ; 14. f3 ; 15. f4 ; 15. f3 ; 16. f4 ; 16. f3 ; 17. f4 ; 17. f3 ; 18. f4 ; 18. f3 ; 19. f4 ; 19. f3 ; 20. f4 ; 20. f3 ; 21. f4 ; 21. f3 ; 22. f4 ; 22. f3 ; 23. f4 ; 23. f3 ; 24. f4 ; 24. f3 ; 25. f4 ; 25. f3 ; 26. f4 ; 26. f3 ; 27. f4 ; 27. f3 ; 28. f4 ; 28. f3 ; 29. f4 ; 29. f3 ; 30. f4 ; 30. f3 ; 31. f4 ; 31. f3 ; 32. f4 ; 32. f3 ; 33. f4 ; 33. f3 ; 34. f4 ; 34. f3 ; 35. f4 ; 35. f3 ; 36. f4 ; 36. f3 ; 37. f4 ; 37. f3 ; 38. f4 ; 38. f3 ; 39. f4 ; 39. f3 ; 40. f4 ; 40. f3 ; 41. f4 ; 41. f3 ; 42. f4 ; 42. f3 ; 43. f4 ; 43. f3 ; 44. f4 ; 44. f3 ; 45. f4 ; 45. f3 ; 46. f4 ; 46. f3 ; 47. f4 ; 47. f3 ; 48. f4 ; 48. f3 ; 49. f4 ; 49. f3 ; 50. f4 ; 50. f3 ; 51. f4 ; 51. f3 ; 52. f4 ; 52. f3 ; 53. f4 ; 53. f3 ; 54. f4 ; 54. f3 ; 55. f4 ; 55. f3 ; 56. f4 ; 56. f3 ; 57. f4 ; 57. f3 ; 58. f4 ; 58. f3 ; 59. f4 ; 59. f3 ; 60. f4 ; 60. f3 ; 61. f4 ; 61. f3 ; 62. f4 ; 62. f3 ; 63. f4 ; 63. f3 ; 64. f4 ; 64. f3 ; 65. f4 ; 65. f3 ; 66. f4 ; 66. f3 ; 67. f4 ; 67. f3 ; 68. f4 ; 68. f3 ; 69. f4 ; 69. f3 ; 70. f4 ; 70. f3 ; 71. f4 ; 71. f3 ; 72. f4 ; 72. f3 ; 73. f4 ; 73. f3 ; 74. f4 ; 74. f3 ; 75. f4 ; 75. f3 ; 76. f4 ; 76. f3 ; 77. f4 ; 77. f3 ; 78. f4 ; 78. f3 ; 79. f4 ; 79. f3 ; 80. f4 ; 80. f3 ; 81. f4 ; 81. f3 ; 82. f4 ; 82. f3 ; 83. f4 ; 83. f3 ; 84. f4 ; 84. f3 ; 85. f4 ; 85. f3 ; 86. f4 ; 86. f3 ; 87. f4 ; 87. f3 ; 88. f4 ; 88. f3 ; 89. f4 ; 89. f3 ; 90. f4 ; 90. f3 ; 91. f4 ; 91. f3 ; 92. f4 ; 92. f3 ; 93. f4 ; 93. f3 ; 94. f4 ; 94. f3 ; 95. f4 ; 95. f3 ; 96. f4 ; 96. f3 ; 97. f4 ; 97. f3 ; 98. f4 ; 98. f3 ; 99. f4 ; 99. f3 ; 100. f4 ; 100. f3 ; 101. f4 ; 101. f3 ; 102. f4 ; 102. f3 ; 103. f4 ; 103. f3 ; 104. f4 ; 104. f3 ; 105. f4 ; 105. f3 ; 106. f4 ; 106. f3 ; 107. f4 ; 107. f3 ; 108. f4 ; 108. f3 ; 109. f4 ; 109. f3 ; 110. f4 ; 110. f3 ; 111. f4 ; 111. f3 ; 112. f4 ; 112. f3 ; 113. f4 ; 113. f3 ; 114. f4 ; 114. f3 ; 115. f4 ; 115. f3 ; 116. f4 ; 116. f3 ; 117. f4 ; 117. f3 ; 118. f4 ; 118. f3 ; 119. f4 ; 119. f3 ; 120. f4 ; 120. f3 ; 121. f4 ; 121. f3 ; 122. f4 ; 122. f3 ; 123. f4 ; 123. f3 ; 124. f4 ; 124. f3 ; 125. f4 ; 125. f3 ; 126. f4 ; 126. f3 ; 127. f4 ; 127. f3 ; 128. f4 ; 128. f3 ; 129. f4 ; 129. f3 ; 130. f4 ; 130. f3 ; 131. f4 ; 131. f3 ; 132. f4 ; 132. f3 ; 133. f4 ; 133. f3 ; 134. f4 ; 134. f3 ; 135. f4 ; 135. f3 ; 136. f4 ; 136. f3 ; 137. f4 ; 137. f3 ; 138. f4 ; 138. f3 ; 139. f4 ; 139. f3 ; 140. f4 ; 140. f3 ; 141. f4 ; 141. f3 ; 142. f4 ; 142. f3 ; 143. f4 ; 143. f3 ; 144. f4 ; 144. f3 ; 145. f4 ; 145. f3 ; 146. f4 ; 146. f3 ; 147. f4 ; 147. f3 ; 148. f4 ; 148. f3 ; 149. f4 ; 149. f3 ; 150. f4 ; 150. f3 ; 151. f4 ; 151. f3 ; 152. f4 ; 152. f3 ; 153. f4 ; 153. f3 ; 154. f4 ; 154. f3 ; 155. f4 ; 155. f3 ; 156. f4 ; 156. f3 ; 157. f4 ; 157. f3 ; 158. f4 ; 158. f3 ; 159. f4 ; 159. f3 ; 160. f4 ; 160. f3 ; 161. f4 ; 161. f3 ; 162. f4 ; 162. f3 ; 163. f4 ; 163. f3 ; 164. f4 ; 164. f3 ; 165. f4 ; 165. f3 ; 166. f4 ; 166. f3 ; 167. f4 ; 167. f3 ; 168. f4 ; 168. f3 ; 169. f4 ; 169. f3 ; 170. f4 ; 170. f3 ; 171. f4 ; 171. f3 ; 172. f4 ; 172. f3 ; 173. f4 ; 173. f3 ; 174. f4 ; 174. f3 ; 175. f4 ; 175. f3 ; 176. f4 ; 176. f3 ; 177. f4 ; 177. f3 ; 178. f4 ; 178. f3 ; 179. f4 ; 179. f3 ; 180. f4 ; 180. f3 ; 181. f4 ; 181. f3 ; 182. f4 ; 182. f3 ; 183. f4 ; 183. f3 ; 184. f4 ; 184. f3 ; 185. f4 ; 185. f3 ; 186. f4 ; 186. f3 ; 187. f4 ; 187. f3 ; 188. f4 ; 188. f3 ; 189. f4 ; 189. f3 ; 190. f4 ; 190. f3 ; 191. f4 ; 191. f3 ; 192. f4 ; 192. f3 ; 193. f4 ; 193. f3 ; 194. f4 ; 194. f3 ; 195. f4 ; 195. f3 ; 196. f4 ; 196. f3 ; 197. f4 ; 197. f3 ; 198. f4 ; 198. f3 ; 199. f4 ; 199. f3 ; 200. f4 ; 200. f3 ; 201. f4 ; 201. f3 ; 202. f4 ; 202. f3 ; 203. f4 ; 203. f3 ; 204. f4 ; 204. f3 ; 205. f4 ; 205. f3 ; 206. f4 ; 206. f3 ; 207. f4 ; 207. f3 ; 208. f4 ; 208. f3 ; 209. f4 ; 209. f3 ; 210. f4 ; 210. f3 ; 211. f4 ; 211. f3 ; 212. f4 ; 212. f3 ; 213. f4 ; 213. f3 ; 214. f4 ; 214. f3 ; 215. f4 ; 215. f3 ; 216. f4 ; 216. f3 ; 217. f4 ; 217. f3 ; 218. f4 ; 218. f3 ; 219. f4 ; 219. f3 ; 220. f4 ; 220. f3 ; 221. f4 ; 221. f3 ; 222. f4 ; 222. f3 ; 223. f4 ; 223. f3 ; 224. f4 ; 224. f3 ; 225. f4 ; 225. f3 ; 226. f4 ; 226. f3 ; 227. f4 ; 227. f3 ; 228. f4 ; 228. f3 ; 229. f4 ; 229. f3 ; 230. f4 ; 230. f3 ; 231. f4 ; 231. f3 ; 232. f4 ; 232. f3 ; 233. f4 ; 233. f3 ; 234. f4 ; 234. f3 ; 235. f4 ; 235. f3 ; 236. f4 ; 236. f3 ; 237. f4 ; 237. f3 ; 238. f4 ; 238. f3 ; 239. f4 ; 239. f3 ; 240. f4 ; 240. f3 ; 241. f4 ; 241. f3 ; 242. f4 ; 242. f3 ; 243. f4 ; 243. f3 ; 244. f4 ; 244. f3 ; 245. f4 ; 245. f3 ; 246. f4 ; 246. f3 ; 247. f4 ; 247. f3 ; 248. f4 ; 248. f3 ; 249. f4 ; 249. f3 ; 250. f4 ; 250. f3 ; 251. f4 ; 251. f3 ; 252. f4 ; 252. f3 ; 253. f4 ; 253. f3 ; 254. f4 ; 254. f3 ; 255. f4 ; 255. f3 ; 256. f4 ; 256. f3 ; 257. f4 ; 257. f3 ; 258. f4 ; 258. f3 ; 259. f4 ; 259. f3 ; 260. f4 ; 260. f3 ; 261. f4 ; 261. f3 ; 262. f4 ; 262. f3 ; 263. f4 ; 263. f3 ; 264. f4 ; 264. f3 ; 265. f4 ; 265. f3 ; 266. f4 ; 266. f3 ; 267. f4 ; 267. f3 ; 268. f4 ; 268. f3 ; 269. f4 ; 269. f3 ; 270. f4 ; 270. f3 ; 271. f4 ; 271. f3 ; 272. f4 ; 272. f3 ; 273. f4 ; 273. f3 ; 274. f4 ; 274. f3 ; 275. f4 ; 275. f3 ; 276. f4 ; 276. f3 ; 277. f4 ; 277. f3 ; 278. f4 ; 278. f3 ; 279. f4 ; 279. f3 ; 280. f4 ; 280. f3 ; 281. f4 ; 281. f3 ; 282. f4 ; 282. f3 ; 283. f4 ; 283. f3 ; 284. f4 ; 284. f3 ; 285. f4 ; 285. f3 ; 286. f4 ; 286. f3 ; 287. f4 ; 287. f3 ; 288. f4 ; 288. f3 ; 289. f4 ; 289. f3 ; 290. f4 ; 290. f3 ; 291. f4 ; 291. f3 ; 292. f4 ; 292. f3 ; 293. f4 ; 293. f3 ; 294. f4 ; 294. f3 ; 295. f4 ; 295. f3 ; 296. f4 ; 296. f3 ; 297. f4 ; 297. f3 ; 298. f4 ; 298. f3 ; 299. f4 ; 299. f3 ; 300. f4 ; 300. f3 ; 301. f4 ; 301. f3 ; 302. f4 ; 302. f3 ; 303. f4 ; 303. f3 ; 304. f4 ; 304. f3 ; 305. f4 ; 305. f3 ; 306. f4 ; 306. f3 ; 307. f4 ; 307. f3 ; 308. f4 ; 308. f3 ; 309. f4 ; 309. f3 ; 310. f4 ; 310. f3 ; 311. f4 ; 311. f3 ; 312. f4 ; 312. f3 ; 313. f4 ; 313. f3 ; 314. f4 ; 314. f3 ; 315. f4 ; 315. f3 ; 316. f4 ; 316. f3 ; 317. f4 ; 317. f3 ; 318. f4 ; 318. f3 ; 319. f4 ; 319. f3 ; 320. f4 ; 320. f3 ; 321. f4 ; 321. f3 ; 322. f4 ; 322. f3 ; 323. f4 ; 323. f3 ; 324. f4 ; 324. f3 ; 325. f4 ; 325. f3 ; 326. f4 ; 326. f3 ; 327. f4 ; 327. f3 ; 328. f4 ; 328. f3 ; 329. f4 ; 329. f3 ; 330. f4 ; 330. f3 ; 331. f4 ; 331. f3 ; 332. f4 ; 332. f3 ; 333. f4 ; 333. f3 ; 334. f4 ; 334. f3 ; 335. f4 ; 335. f3 ; 336. f4 ; 336. f3 ; 337. f4 ; 337. f3 ; 338. f4 ; 338. f3 ; 339. f4 ; 339. f3 ; 340. f4 ; 340. f3 ; 341. f4 ; 341. f3 ; 342. f4 ; 342. f3 ; 343. f4 ; 343. f3 ; 344. f4 ; 344. f3 ; 345. f4 ; 345. f3 ; 346. f4 ; 346. f3 ; 347. f4 ; 347. f3 ; 348. f4 ; 348. f3 ; 349. f4 ; 349. f3 ; 350. f4 ; 350. f3 ; 351. f4 ; 351. f3 ; 352. f4 ; 352. f3 ; 353. f4 ; 353. f3 ; 354. f4 ; 354. f3 ; 355. f4 ; 355. f3 ; 356. f4 ; 356. f3 ; 357. f4 ; 357. f3 ; 358. f4 ; 358. f3 ; 359. f4 ; 359. f3 ; 360. f4 ; 360. f3 ; 361. f4 ; 361. f3 ; 362. f4 ; 362. f3 ; 363. f4 ; 363. f3 ; 364. f4 ; 364. f3 ; 365. f4 ; 365. f3 ; 366. f4 ; 366. f3 ; 367. f4 ; 367. f3 ; 368. f4 ; 368. f3 ; 369. f4 ; 369. f3 ; 370. f4 ; 370. f3 ; 371. f4 ; 371. f3 ; 372. f4 ; 372. f3 ; 373. f4 ; 373. f3 ; 374. f4 ; 374. f3 ; 375. f4 ; 375. f3 ; 376. f4 ; 376. f3 ; 377. f4 ; 377. f3 ; 378. f4 ; 378. f3 ; 379. f4 ; 379. f3 ; 380. f4 ; 380. f3 ; 381. f4 ; 381. f3 ; 382. f4 ; 382. f3 ; 383. f4 ; 383. f3 ; 384. f4 ; 384. f3 ; 385. f4 ; 385. f3 ; 386. f4 ; 386. f3 ; 387. f4 ; 387. f3 ; 388. f4 ; 388. f3 ; 389. f4 ; 389. f3 ; 390. f4 ; 390. f3 ; 391. f4 ; 391. f3 ; 392. f4 ; 392. f3 ; 393. f4 ; 393. f3 ; 394. f4 ; 394. f3 ; 395. f4 ; 395. f3 ; 396. f4 ; 396. f3 ; 397. f4 ; 397. f3 ; 398. f4 ; 398. f3 ; 399. f4 ; 399. f3 ; 400. f4 ; 400. f3 ; 401. f4 ; 401. f3 ; 402. f4 ; 402. f3 ; 403. f4 ; 403. f3 ; 404. f4 ; 404. f3 ; 405. f4 ; 405. f3 ; 406. f4 ; 406. f3 ; 407. f4 ; 407. f3 ; 408. f4 ; 408. f3 ; 409. f4 ; 409. f3 ; 410. f4 ; 410. f3 ; 411. f4 ; 411. f3 ; 412. f4 ; 412. f3 ; 413. f4 ; 413. f3 ; 414. f4 ; 414. f3 ; 415. f4 ; 415. f3 ; 416. f4 ; 416. f3 ; 417. f4 ; 417. f3 ; 418. f4 ; 418. f3 ; 419. f4 ; 419. f3 ; 420. f4 ; 420. f3 ; 421. f4 ; 421. f3 ; 422. f4 ; 422. f3 ; 423. f4 ; 423. f3 ; 424. f4 ; 424. f3 ; 425. f4 ; 425. f3 ; 426. f4 ; 426. f3 ; 427. f4 ; 427. f3 ; 428. f4 ; 428. f3 ; 429. f4 ; 429. f3 ; 430. f4 ; 430. f3 ; 431. f4 ; 431. f3 ; 432. f4 ; 432. f3 ; 433. f4 ; 433. f3 ; 434. f4 ; 434. f3 ; 435. f4 ; 435. f3 ; 436. f4 ; 436. f3 ; 437. f4 ; 437. f3 ; 438. f4 ; 438. f3 ; 439. f4 ; 439. f3 ; 440. f4 ; 440. f3 ; 441. f4 ; 441. f3 ; 442. f4 ; 442. f3 ; 443. f4 ; 443. f3 ; 444. f4 ; 444. f3 ; 445. f4 ; 445. f3 ; 446. f4 ; 446. f3 ; 447. f4 ; 447. f3 ; 448. f4 ; 448. f3 ; 449. f4 ; 449. f3 ; 450. f4 ; 450. f3 ; 451. f4 ; 451. f3 ; 452. f4 ; 452. f3 ; 453. f4 ; 453. f3 ; 454. f4 ; 454. f3 ; 455. f4 ; 455. f3 ; 456. f4 ; 456. f3 ; 457. f4 ; 457. f3 ; 458. f4 ; 458. f3 ; 459. f4 ; 459. f3 ; 460. f4 ; 460. f3 ; 461. f4 ; 461. f3 ; 462. f4 ; 462. f3 ; 463. f4 ; 463. f3 ; 464. f4 ; 464. f3 ; 465. f4 ; 465. f3 ; 466. f4 ; 466. f3 ; 467. f4 ; 467. f3 ; 468. f4 ; 468. f3 ; 469. f4 ; 469. f3 ; 470. f4 ; 470. f3 ; 471. f4 ; 471. f3 ; 472. f4 ; 472. f3 ; 473. f4 ; 473. f3 ; 474. f4 ; 474. f3 ; 475. f4 ; 475. f3 ; 476. f4 ; 476. f3 ; 477. f4 ; 477. f3 ; 478. f4 ; 478. f3 ; 479. f4 ; 479. f3 ; 480. f4 ; 480. f3 ; 481. f4 ; 481. f3 ; 482. f4 ; 482. f3 ; 483. f4 ; 483. f3 ; 484. f4 ; 484. f3 ; 485. f4 ; 485. f3 ; 486. f4 ; 486. f3 ; 487. f4 ; 487. f3 ; 488. f4 ; 488. f3 ; 489. f4 ; 489. f3 ; 490. f4 ; 490. f3 ; 491. f4 ; 491. f3 ; 492. f4 ; 492. f3 ; 493. f4 ; 493. f3 ; 494. f4 ; 494. f3 ; 495. f4 ; 495. f3 ; 496. f4 ; 496. f3 ; 497. f4 ; 497. f3 ; 498. f4 ; 498. f3 ; 499. f4 ; 499. f3 ; 500. f4 ; 500. f3 ; 501. f4 ; 501. f3 ; 502. f4 ; 502. f3 ; 503. f4 ; 503. f3 ; 504. f4 ; 504. f3 ; 505. f4 ; 505. f3 ; 506. f4 ; 506. f3 ; 507. f4 ; 507. f3 ; 508. f4 ; 508. f3 ; 509. f4 ; 509. f3 ; 510. f4 ; 510. f3 ; 511. f4 ; 511. f3 ; 512. f4 ; 512. f3 ; 513. f4 ; 513. f3 ; 514. f4 ; 514. f3 ; 515. f4 ; 515. f3 ; 516. f4 ; 516. f3 ; 517. f4 ; 517. f3 ; 518. f4 ; 518. f3 ; 519. f4 ; 519. f3 ; 520. f4 ; 520. f3 ; 521. f4 ; 521. f3 ; 522. f4 ; 522. f3 ; 523. f4 ; 523. f3 ; 524. f4 ; 524. f3 ; 525. f4 ; 525. f3 ; 526. f4 ; 526. f3 ; 527. f4 ; 527. f3 ; 528. f4 ; 528. f3 ; 529. f4 ; 529. f3 ; 530. f4 ; 530. f3 ; 531. f4 ; 531. f3 ; 532. f4 ; 532. f3 ; 533. f4 ; 533. f3 ; 534. f4 ; 534. f3 ; 535. f4 ; 535. f3 ; 536. f4 ; 536. f3 ; 537. f4 ; 537. f3 ; 538. f4 ; 538. f3 ; 539. f4 ; 539. f3 ; 540. f4 ; 540. f3 ; 541. f4 ; 541. f3 ; 542. f4 ; 542. f3 ; 543. f4 ; 543. f3 ; 544. f4 ; 544. f3 ; 545. f4 ; 545. f3 ; 546. f4 ; 546. f3 ; 547. f4 ; 547. f3 ; 548. f4 ; 548. f3 ; 549. f4 ; 549. f3 ; 550. f4 ; 550. f3 ; 551. f4 ; 551. f3 ; 552. f4 ; 552. f3 ; 553. f4 ; 553. f3 ; 554. f4 ; 554. f3 ; 555. f4 ; 555. f3 ; 556. f4 ; 556. f3 ; 557. f4 ; 557. f3 ; 558. f4 ; 558. f3 ; 559. f4 ; 559. f3 ; 560. f4 ; 560. f3 ; 561. f4 ; 561. f3 ; 562. f4 ; 562. f3 ; 563. f4 ; 563. f3 ; 564. f4 ; 564. f3 ; 565. f4 ; 565. f3 ; 566. f4 ; 566. f3 ; 567. f4 ; 567. f3 ; 568. f4 ; 568. f3 ; 569. f4 ; 569. f3 ; 570. f4 ; 570. f3 ; 571. f4 ; 571. f3 ; 572. f4 ; 572. f3 ; 573. f4 ; 573. f3 ; 574. f4 ; 574. f3 ; 575. f4 ; 575. f3 ; 576. f4 ; 576. f3 ; 577. f4 ; 577. f3 ; 578. f4 ; 578. f3 ; 579. f4 ; 579. f3 ; 580. f4 ; 580. f3 ; 581. f4 ; 581. f3 ; 582. f4 ; 582. f3 ; 583. f4 ; 583. f3 ; 584. f4 ; 584. f3 ; 585. f4 ; 585. f3 ; 586. f4 ; 586. f3 ; 587. f4 ; 587. f3 ; 588. f4 ; 588. f3 ; 589. f4 ; 589. f3 ; 590. f4 ; 590. f3 ; 591. f4 ; 591. f3 ; 592. f4 ; 592. f3 ; 593. f4 ; 593. f3 ; 594. f4 ; 594. f3 ; 595. f4 ; 595. f3 ; 596. f4 ; 596. f3 ; 597. f4 ; 597. f3 ; 598. f4 ; 598. f3 ; 599. f4 ; 599. f3 ; 600. f4 ; 600. f3 ; 601. f4 ; 601. f3 ; 602. f4 ; 602. f3 ; 603. f4 ; 603. f3 ; 604. f4 ; 604. f3 ; 605. f4 ; 605. f3 ; 606. f4 ; 606. f3 ; 607. f4 ; 607. f3 ; 608. f4 ; 608. f3 ; 609. f4 ; 609. f3 ; 610. f4 ; 610. f3 ; 611. f4 ; 611. f3 ; 612. f4 ; 612. f3 ; 613. f4 ; 613. f3 ; 614. f



# Saint François par temps de givre

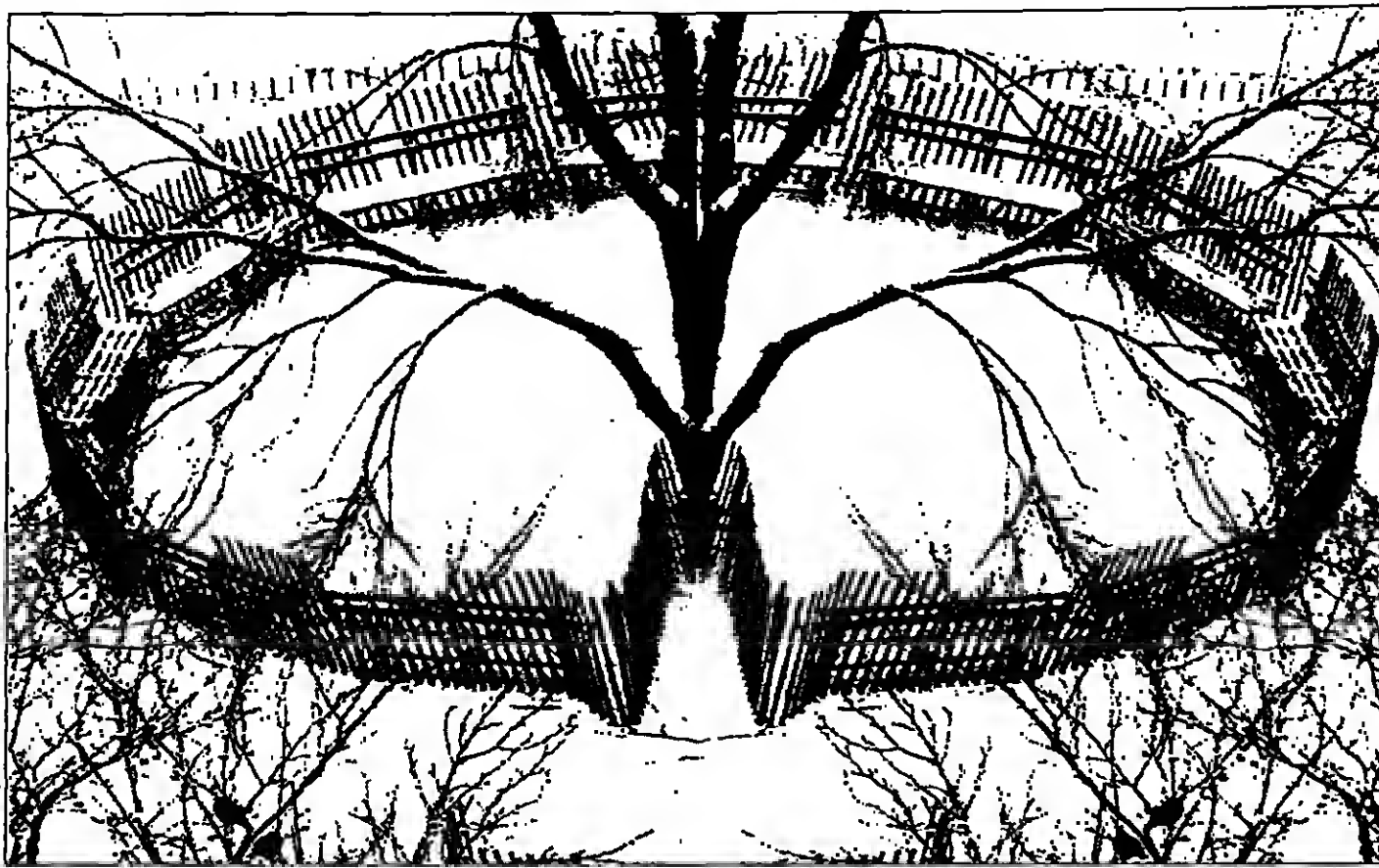
**Les oiseaux ?**  
Très bien ! Les oiseaux, surtout à la campagne, où, par temps froid, justement, ils n'en mènent pas toujours large, les oiseaux. Quelques graines, un peu de miettes, un geste...

Se laissant tomber de son perchoir, il s'est posé là, sur une grosse pierre. Le rouge-gorge se tient toujours légèrement de côté, prêt à voler au loin. Il fait mine de ne pas s'intéresser au jardinier qui fait son tour de jardin. Hâbleur, il épie. Le roi du jardin, c'est lui. Il aime tant les hommes qu'il était sous la croix pour accompagner de ses mélodiques attirées le martyr du Christ. Une goutte du sang de Jésus ennobliera son plumage jusque-là couleur de terre. Depuis, le rouge-gorge plastronne.

Les mésanges bleues, les mésanges charbonnières et les mésanges à longue queue se rapprochent, en se poursuivant en tout sens dans les branches. Perchée sur le faite du toit, la bergamotte grise marche en frétilant de la tête et de la queue. Les merles se chamaillent moins l'hiver, se laissent approcher, presque toucher par celui qui les nourrit. Tout à leur quête de nourriture, ces beaux oiseaux vifs et « intelligents » oublient leurs guerres amoureuses et leur moquerie proverbiale pour festoyer : nous en connaissons un qui entrât dans une maison pour voler leur nourriture à des siamois qui, d'un air supplissant, regardaient leurs maîtres.

Toujours aussi maboules, les moineaux, eux, ne voient ni le chat qui se coule entre les rosières ni l'épervier perché sur le mur, prêts à fondre sur la mangroie suspendue à un arbre. Une souris court. Non, c'est un troglodyte mignon, l'un des plus petits oiseaux de nos contrées. Comme le petit mammifère, il prend sa nourriture au sol. Cet effroie est un séducteur. L'été, il entretient son harem. L'hiver, lorsqu'il fait vraiment froid, il se blottit avec une dizaine de ses congénères au fond d'un nid abandonné. Toute l'année, il suit l'homme comme son ombre, n'hésitant pas à se percher sur le fer de sa bêche dès qu'il s'en éloigne ne serait-ce que d'un mètre. Cet oiseau, à la queue relevée, ne pèse que 10 grammes, mais son chant est aussi puissant, ses strophes aussi variées que ceux de la grive musicienne.

Une bande de chardonnerets tournoie. Le bel oiseau rouge,



L'hiver, les oiseaux meurent autant de faim que de soif.

gris, blanc, noir et jaune ! Son bec est effilé, conçu pour saisir au fond des cardes les graines du chardon qui lui a donné son nom. Son coussin le verdier se mêle à la ronde. Vert olive, on le reconnaît au jaune vif qui barre ses ailes. De loin, on peut confondre le pinson des arbres avec un moineau. Mais

au lieu de sautiller, il marche, et ses couleurs sont plus variées, camaïeu de beiges rosés et violets éteints pour le mâle, de marrons et de gris pour la femelle. Encagée depuis des siècles, la finette mélodieuse est aussi étourdie que son chant est élégant. Le vieux rose de sa gorge est délicatement

parsemé de plumes gris pâle. Perchée sur un réverbère, la tourterelle turque attend que l'on jette des graines au sol. Apatride depuis qu'elle a quitté les Balkans pour conquérir l'Europe, elle a été observée, il y a peu, dans un village japonais. Son plumage est gris rosé et une barre

noire souligne sa nuque. Son vol est rapide, mais elle aime redescendre en planant. Il est alors amusant de suivre ses circovolutions. Elle visitera bientôt l'Amérique, c'est certain. Sera-t-elle aussi nombreuse là-bas que ce pauvre pigeon migrateur ? Ils étaient des mil-

liards d'individus, plongeant dans l'obscurité des villes qu'ils survolaient. Les colons les ont exterminés. Le dernier pigeon migrateur est crevé en 1914, au zoo de Cincinnati. Comme l'alouette, la tourterelle chante en volant, mais son roucoulement peut agacer. La sitelle torchepot est un maçon équilibriste. Elle se promène le long des troncs qu'elle remonte la tête en bas, en frappant l'écorce de son bec : au printemps, elle choisit un trou dont elle bouche partiellement l'ouverture avec de la glaise. En séchant, elle devient dure comme du béton. L'écureuil ne pourra gôber ses noix. Celui-ci est éraflé, en France tout du moins où les chasseurs l'ont longtemps tiré pour en faire des pâtes. En Grande-Bretagne, en Allemagne, le petit rouquin prend la nourriture dans la main du donneur, mais ses manières restent plus aristocratiques que celles de son gros cousin américain.

Un appel plaintif fait dresser l'oreille, le bouvreuil pivonne se fait entendre avant de se montrer. Il passe l'hiver en famille, se nourrissant de graines et de bourgeons. Cette gourmandise lui est fatale et les arboriculteurs détruisent le seul oiseau européen dont la beauté du plumage rivalise avec celui du diamant de Gould australien. Si la femelle reste discrète pour pouvoir se fondre avec l'environnement lorsqu'elle couve, le mâle est splendide. De laivoine, il a le rouge éclatant des nus de Rubens les fondeurs sacrés et voluptueux ; son bec est aussi noir que ses yeux sont ronds et « expressifs ». D'un naturel très doux, il se laisse parfaitement apprivoiser et imite si bien le chant des autres oiseaux que certains auteurs signalent qu'il pourrait prononcer quelques mots. Sa destruction est autorisée, mais il est interdit de le maintenir en captivité. N'étaient l'exiguïté de certaines cages et les conditions de capture et d'acheminement des petits oiseaux, il n'y aurait rien à redire à leur domestication.

Le ciel s'assombrit, un vol de sansonnets passe. Vert métallisé, ponctué de points blancs, le plumage de cet oiseau est aussi délicat que son chant est désagréable : le bruit d'une clef qui tourne dans une serrure rouillée. Un pic-vert se hasarde parfois sur l'herbe des pelouses qu'il fouille consciencieusement, se disputant les vers de terre avec les merles. Lorsque la terre est gelée, il n'hésite pas à fréquenter les mangroires qu'il fait tanguer dangereusement. C'est qu'il est vif et dodu, le pic-vert. Avec ses 33 centimètres de longueur il est le plus gros oiseau qui fréquente la table que l'homme dresse l'hiver aux mangeurs emplumés.

Alain Lompech

## PETITS, PETITS...

### A la carte

L'hiver, les oiseaux meurent autant de faim que de soif. Il faut donc, lorsqu'il gèle fort, renouveler l'eau de leurs abreuvoirs deux fois par jour. Que leur donner à manger ? Des graines riches en huile (cacahouètes non salées, graines de tournesol et de chènevis, cerneaux de noix) que l'on peut ajouter à un mélange pour canaris ou pour perruches. On trouve parfois, pour quelques francs, des grands sacs de mélanges pour oiseaux du ciel. Ils feront parfaitement l'affaire. Les miettes de pain blanc n'ont qu'une faible valeur nutritive, mais la margarine, le saindoux et le lard gras font les délices des affamés. Certains oiseaux ne prenant leur nourriture qu'au sol, il faut disposer leur pitance dans une coupelle -

sombre de préférence. La placer dans un endroit bien dégagé, de façon à pouvoir les admirer et à leur permettre de voir venir de loin leurs prédateurs.

### Le jour sans graines

Si les oiseaux, l'hiver, se nourrissent en boule, c'est pour se protéger du froid. En gonflant leur plumage, ils retiennent prisonnier un matelas d'air qui améliore l'isolation thermique de leur « couette ». Ils sont plus gras que l'été. Plus il fait froid, plus ils prennent du poids. Leur métabolisme est très rapide : sans réserves de graisse, ils succomberaient s'ils ne pouvaient manger pendant plus d'une journée. Les anciens croyaient que les hirondelles et les martins hibernaient dans la boue des marais !

Une seule espèce d'oiseaux (un engoulevent) hiberne dans les interstices des rochers, ainsi que le signale le grand spécialiste Marcel Ruell, dans le numéro 2 de *Vivre avec les oiseaux*, un nouveau bimestriel consacré aux oiseaux sauvages et d'élevage.

### Bonnes plumes

Le format de certains livres permet de les emporter sur le terrain afin de s'essayer à reconnaître les différentes espèces d'oiseaux sauvages (*Oiseaux de France*, éditions Solar, « Guide vert », 480 p., 440 photos en couleurs, 165 F.). D'autres, plus volumineux, ne sont pas plus complets, mais à la description des espèces s'ajoutent des textes sur le vol, le régime alimentaire, la

nidification, la migration, etc. (*Oiseaux Passion*, de Jean-François Dejoigne, Hachette. Un livre présentant 227 espèces de nos régions dans leur environnement, 270 p., 640 photos et dessins en couleurs, 228 F.). Un ouvrage récent, superbement mis en page, est plus particulièrement destiné à ceux qui souhaitent aider la gent ailée. Joliment écrit par Robert Burton, remarquablement traduit et adapté de l'anglais par Michel Cuisin, ce livre est un guide qui donne tous les renseignements pour nourrir, soigner, élever et protéger les oiseaux tout au long de l'année. Son auteur va jusqu'à donner des plans de nichoirs, de mangeoires et d'abreuvoirs simple à réaliser (*L'ami des oiseaux*, éditions Bordas, 192 p., 500 photos en couleurs, 180 F.).

## ÉPOQUE

## Jours de fêtes

Suite de la page 1

D'autres, peut-être plus ostensiblement que l'an dernier, se soumettent à la tradition. Des jouets, un sapin, des boules de couleur, une dinde. Très conformément au conte, avec des histoires de vieux monsieur à barbe blanche, de jolies chansons qui font pleurer. Parce qu'ils ont des dettes, des remords, pour la femme trompée, une mère malade ou des gosses du divorce. Parce que s'ils ne jouent pas à Noël, cette année, ils se disent qu'ils n'y parviendront peut-être jamais plus. Que l'avenir ne réserve rien de bon, qu'ils vont perdre jusqu'à la mémoire de leur propre enfance, quand il y avait des familles, des certitudes, des contes. Ceux-là, courageusement, bravent l'équivoque des grands magasins, de ce boulevard Haussmann qui semble n'exister que pour abriter le merveilleux des fins d'année, rutilant, magique, au soir tombé.

Et il y aura, la fête venue, de la dinde, coûte que coûte, des jouets, mais sans exagération, de peur que les enfants de la maison se mettent à demander, soudain, si tous les enfants du monde sont

aussi gâtés qu'eux. Quelques-uns se blindent. Refusent de prendre part. Se méfient d'eux-mêmes. Noël est une fête païenne qui vaut l'engagement d'un 14 Juillet, pas plus. Juste une occasion de sortir. De tirer deux jours au patron, pour le compte rond d'une semaine de détente. Ils iront au cinéma, dans des salles rescapées d'après-GATT, même sur les Champs, ou bien voir le Grand Louvre. Pragmatiques. Relatifs. Ils savent la ville en proie à un profond bouleversement. Ils s'en arrangent, ou font semblant. S'ils croisent un SDF, ils s'arrêtent, parce que Paris compte décidément beaucoup de braves gens, ou par crainte des commentaires des passants, s'ils détournent le regard. Ils iront au zoo. Cela faisait longtemps. Ou sur les quais, se mêler aux visiteurs étrangers, histoire de retrouver une ville familière. Sur les quais, Noël, curieusement, n'a jamais exhibé ses atours.

Il y a ceux qui profitent de la confusion pour tenter des expériences. Chercher à mettre l'absurde en équations, cet absurde-ci, enfin, de ce temps-ci, ou, plus modestement, à mieux se comprendre. A se confronter au malaise général, en sa période la plus explicite. Celui qui va prendre le thé, chaque jour, à 17 heures, dans le salon du Plaza-Athénée, pour regarder, sous le nez, ces nantis en voie de disparition, dames en fourrures, hommes d'affaires optimistes, dont Spielberg fera peut-être un film, un jour.

L'autre qui, à la même heure, gagne l'église Saint-Eustache, aux Halles, cette église de la compassion, cette usine de tendresse du ventre de la ville. Les démunis y dorment pendant l'office. Les plus

grands organistes de l'époque y donnent des concerts pendant qu'on distribue la soupe populaire. Interrogée, Saint-Eustache vous épargne les couplets convenus sur la rédemption et la Nativité. Les réponses sont maladroites, tatonnantes, comme partout dans Paris, mais fraternelles. On peut s'asseoir, se réchauffer, se sourire.

Saint-Eustache ne fait pas toute une histoire de ces fêtes. Vous pouvez quitter ce refuge pour les sports d'hiver, ou la fuite aux Antilles. Ou être de ceux qui sont bons pour encaisser la magie jusqu'à la lie. Incroyant, revenu de tout, même de vos naïvetés. Sans espoir pour la Somalie, gredin, trop riche ou sans le sou. Saint-Eustache compose une foule de tout. Et se tient chaud. C'est tout.

Chacun, au fond, peut choisir son coin de Paris, son décor d'ambiguïté, pour attendre que passent les fêtes. Le Plaza, comme l'église. Aller au devant des images qui bouleversent, ou s'en tenir éloigné. Y croire, ou pas. Voir Sarajevo partout, ou ne plus vouloir savoir sur quelle carte figure la ville-sœur. Paris assène sa cacophonie en plaintes mêlées, en même temps qu'elle ménage des abris bien insonorisés. Et, pour les plus fragiles, les plus éprouvés, c'est tant mieux, car, cette année, Noël, qui dure, dure, risque de s'éterniser bien au-delà du mois de janvier.

Philippe Boggio